



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 02/06/2020

N° : 2020/165

SOMMAIRE

 <u>Conseil de Territoire du 24 septembre 2019</u>	page 3
 <u>Conseil de Territoire du 22 octobre 2019</u>	page 227

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 24 SEPTEMBRE 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

24 SEPTEMBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Marie-Josée BATTISTA - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Patrick BORE - Nicole BOUILLOT - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Monique DAUBET-GRÜNDLER - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Xavier MERY - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Catherine PILA - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT représentée par Janine MARY - Mireille BALLETTI représentée par Stéphane RAVIER - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN représenté par Patrick BORE - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Bernard MARTY - Bruno

CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Christophe DE PIETRO représenté par Roland MOUREN - Marie-France DROPY OURET représentée par Michel AZOULAI - Dominique FLEURY VLASTO représentée par Marie-Louise LOTA - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAIN - Marie-Madeleine GEIER-GHIO représentée par Gérard CHENOZ - Vincent GOMEZ représenté par Gérard POLIZZI - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Annie GRIGORIAN représentée par Lionel VALERI - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Nathalie LAINE représentée par André GLINKA-HECQUET - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Louisa HAMMOUCHE - Laurence LUCCIONI représentée par Catherine PILA - Hélène MARCHETTI représentée par Roland GIBERTI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Martine RENAUD - Virginie MONNET-CORTI représentée par Isabelle SAVON - Muriel PRISCO représentée par Marc LOPEZ - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Solange BIAGGI - Nathalie SUCCAMIELE représentée par Martine GOELZER - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Mireille BENEDETTI - Roland BLUM - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Anne DAURES - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Nouriati DJAMBAE - Arlette FRUCTUS - Samia GHALI - Bruno GILLES - Dany LAMY - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Antoine MAGGIO - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Marc POGGIALE - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Lionel ROYER-PERREAUT - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-546/19/CT

■ CT1 - Mise à disposition de salles dans le cadre des élections municipales de 2020

Information du Conseil de Territoire

FCT 001-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après

pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément au décret du 4 septembre 2019 fixant la date du renouvellement des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers métropolitains de Lyon, et portant convocation des électeurs, les prochaines élections municipales se dérouleront les 15 et 22 mars 2020. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, autres que celles situées dans le ressort de la métropole de Lyon, les électeurs sont convoqués le même jour en vue d'élire les conseillers communautaires représentant ces communes au sein des organes délibérants des communautés de communes, des communautés d'agglomération, des communautés urbaines et des métropoles.

Dans ce cadre, il est possible de mettre à disposition des locaux aux candidats qui en font la demande pour tenir leurs réunions publiques sans que cela ne contrevienne aux règles de financement des campagnes électorales et en particulier à l'article L. 52-8 du code électoral. Les collectivités concernées doivent cependant s'astreindre à respecter strictement le principe d'égalité entre les candidats en offrant à chacun les mêmes possibilités aux mêmes conditions. Ainsi en vertu du principe d'égal accès des candidats aux fonctions électives, la mise à disposition d'équipements intercommunaux pour la tenue de réunions politiques, dans la perspective d'échéances électorales, devra s'effectuer à titre gratuit.

Il appartient alors à chaque conseil de territoire, gestionnaire des équipements métropolitains en application des délibérations portant délégation de compétences du conseil de la métropole aux conseils de territoires, de déterminer les modalités de mise à disposition des équipements (notamment le délai de dépôt des demandes et leur forme) ainsi que la liste des équipements qui pourront être mis à disposition étant précisé que les autorisations d'utilisation des équipements intercommunaux seront en fonction de leur disponibilité et dans le respect de l'égalité de traitement des candidats.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La possibilité d'autoriser la mise à disposition, à titre gratuit, auprès des candidats déclarés aux élections municipales de 2020, des salles et équipements métropolitains.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la mise à disposition de salles dans le cadre des élections municipales de 2020.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-410/19/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC rue François Mauriac de parcelles de terrain sises rue François Mauriac à Marseille 10ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

VU 001-24/09/19 CT

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC rue François Mauriac – 13010 Marseille de parcelles de terrain sises rue François Mauriac nécessaires pour la création d'un équipement public et élargissement de voie à Marseille 10^{ème} arrondissement » a satisfait conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC rue François Mauriac – 13010 Marseille de parcelles de terrain sises rue François Mauriac nécessaires pour la création d'un équipement public et élargissement de voie à Marseille 10^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SNC rue François Mauriac – 13010 Marseille de trois parcelles de terrain cadastrées 859 E 171 d'une superficie de 96 m² environ, 859 E 172 d'une superficie de 937 m² environ et 859 E 173 d'une superficie de 508 m² environ, permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC rue François Mauriac – 13010 Marseille de parcelles de terrain sises rue François Mauriac nécessaires pour la création d'un équipement public et élargissement de voie à Marseille 10^{ème} arrondissement .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-411/19/CT

■ **CT1 - Traité d'adhésion à titre gratuit entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une emprise de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud tronçon Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite, située Bd Sainte Marguerite, à Marseille 9ème**

Avis du Conseil de Territoire

VU 002-24/09/19 CT

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Traité d'adhésion à titre gratuit entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une emprise de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite), située Bd Sainte Marguerite, à Marseille 9^{ème} » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers Sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016. Une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Puis, une deuxième enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 2^{ème} tronçon s'est déroulée du 10 au 26 janvier 2018. Un arrêté de cessibilité en date du 14 septembre 2018 a déclaré cessibles les parcelles du 2^{ème} tronçon et une ordonnance d'expropriation a été rendue par la juridiction de l'expropriation le 10 octobre 2018.

L'emprise parcellaire, objet du traité d'adhésion, appartenait à la Ville de Marseille. Celle-ci a été incluse dans l'ordonnance d'expropriation en date du 10 octobre 2018 opérant le transfert de propriété à la Métropole.

Le traité d'adhésion a pour objet de permettre à la Métropole de prendre possession de l'emprise de terrain concerné par le projet du Boulevard Urbain Sud.

La Ville de Marseille a accepté d'adhérer à l'ordonnance d'expropriation à titre gratuit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le traité d'adhésion ;
- Le projet de délibération portant sur « Traité d'adhésion à titre gratuit entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une emprise de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite), située Bd Sainte Marguerite, à Marseille 9^{ème} ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence prenne possession d'une emprise de terrain de 1259 m² qui appartenait à la Ville de Marseille sise Boulevard Ste Marguerite, à Marseille 9^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Vallon de Toulouse).
- Que le conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Traité d'adhésion à titre gratuit entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence,

d'une emprise de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite), située Bd Sainte Marguerite, à Marseille 9^{ème}.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 003-412/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain appartenant à AUCHAN Hypermarché, CEETRUS France et MARRELIMMO nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud, tronçon Florian / Vallon de Toulouse**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17590/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain de 995m² nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.), tronçon Florian / Vallon de Toulouse, située Bd Achille Marcel et Bd Romain Rolland, appartenant à AUCHAN Hypermarché, CEETRUS France et MARRELIMMO » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération

marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer son réseau routier.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1^{er} tronçon : Florian / Vallon de Toulouse,
- 2^{ème} tronçon : Vallon de Toulouse / Sainte Marguerite,
- 3^{ème} tronçon : Sainte Marguerite / Delattre de Tassigny,
- 4^{ème} tronçon : Delattre de Tassigny / Traverse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais, en parallèle, la Métropole a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016. Par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les propriétaires AUCHAN Hypermarché, CEETRUS France et MARRELIMMO, ont accepté de céder à l'amiable l'emprise de 995m² de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud moyennant une indemnité totale de 86 371 €HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine,
- Le protocole foncier ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain de 995m² nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.), tronçon Florian / Vallon de Toulouse, située Bd Achille Marcel et Bd Romain Rolland, appartenant à AUCHAN Hypermarché, CEETRUS France et MARRELIMMO ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain de 995m² appartenant à AUCHAN Hypermarché, CEETRUS France et MARRELIMMO à Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Vallon de Toulouse).
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux d'une emprise de terrain de 995m² nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.), tronçon Florian / Vallon de Toulouse, située Bd Achille Marcel et Bd Romain Rolland, appartenant à AUCHAN Hypermarché, CEETRUS France et MARRELIMMO .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-413/19/CT

■ CT1 - Transfert de gestion à titre gratuit par la ville de Marseille de deux parcelles de terrain situées avenue de la Madrague Montredon à Marseille 8ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

VU 004-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Transfert de gestion à titre gratuit consenti par la ville de Marseille de deux parcelles de terrain situées avenue de la Madrague Montredon à Marseille 8^{ème} arrondissement, nécessaires au projet d'aménagement du futur parking « Bonne Brise » » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

La Ville de Marseille est propriétaire d'un tènement foncier composé de deux parcelles cadastrées :

- quartier Montredon (838) section O n° 256 d'une superficie de 7 860 m² acquise par acte du 23 mars 1979 au prix de 190 000 francs, soit 28 980 euros, auprès des consorts DRAI pour la réalisation de la voie U53 et l'élargissement de l'avenue de la Madrague Montredon,
- quartier Montredon (838) section P n°58 d'une superficie de 3 310 m² acquise par jugement d'expropriation du 8 juillet 1985 auprès de l'hoirie Olmetta au prix de 3 314 000 francs, soit 505 450 euros, pour la réalisation de divers équipements publics

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fait part de sa volonté d'aménager sur une partie de ce foncier, un parking paysager d'une capacité de 100 places dont deux PMR et deux réservés aux voitures électriques.

Une emprise de 2 670 m² issue de la parcelle 838 O 256 et une emprise de 3 170 m² issue de la parcelle 838 P 58 sont nécessaires aux travaux d'aménagement de ce futur parking nommé « Bonne Brise ».

Le montage foncier qui semblerait le mieux adapté à la situation, correspondrait à l'établissement de d'un transfert de gestion.

En effet, les procédures de transfert de gestion amiable et autoritaire dont définies pour l'ensemble des personnes publiques, aux articles L. 2123-3 à L.2126-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP).

Le transfert de gestion est une procédure qui permet aux personnes publiques de modifier, entre elles, l'utilisation d'un immeuble relevant du domaine public, lorsque cet immeuble change d'affectation tout en continuant à relever du domaine public sous la main du nouvel affectataire. Cette procédure n'entraîne pas de transfert de propriété de l'immeuble au bénéfice de celle à laquelle la gestion de l'immeuble est temporairement transférée. Les articles R. 2123-9 à R.2123-14 du CGPPP fixent les modalités de mise en œuvre de ces procédures.

Le transfert de gestion prévoira une clause de retour en faveur de la Commune le jour où les terrains viendraient à changer d'affectation sur décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les emprises objets du présent transfert de gestion reviendront gratuitement dans le patrimoine communal conformément à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire de remises des terrains.

L'ensemble immobilier objet de la présente, doit faire l'objet d'un détachement foncier. La Métropole Aix-Marseille-Provence accepte de prendre en charge des

frais de géomètre nécessaires à la délimitation cadastrale de l'emprise foncière totale d'environ 5 840 m² à détacher des parcelles communales.

Le transfert de gestion dès son approbation fera l'objet de l'établissement d'une convention de transfert dûment enregistrée au service des impôts.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve ce transfert de gestion à titre gratuit.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Transfert de gestion à titre gratuit consenti par la ville de Marseille de deux parcelles de terrain situées avenue de la Madrague Montredon à Marseille 8^{ème} arrondissement, nécessaires au projet d'aménagement du futur parking « Bonne Brise »».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le transfert de gestion des parcelles d'une superficie de 2 670 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 838 O 256 et 838 P 0058 d'une superficie de 3 310 m² environ permettra l'aménagement du futur parking « Bonne Brise » à Marseille 8^{ème} arrondissement.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Transfert de gestion à titre gratuit consenti par la ville de Marseille de deux parcelles de terrain situées avenue de la Madrague Montredon à Marseille 8^{ème} arrondissement, nécessaires au projet d'aménagement du futur parking Bonne Brise.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 005-414/19/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la sci holly goudes d'une emprise de terrain sise 8 rue Désiré Pelapat à Marseille 8ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire VU 005-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI Holly Goudes d'une emprise de terrain sise 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement déjà affectée et aménagée à usage de voirie pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 215-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matières de création de voirie.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une emprise de terrain affectée et aménagée à usage de voirie.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de 5 000 € auprès de la SCI « HOLLY GOUDES » une emprise de terrain de 13 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 837 D 734 située 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI Holly Goudes d'une emprise de terrain sise 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement déjà affectée et aménagée à usage de voirie pour permettre son intégration dans le domaine public métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SCI « Holly Goudes » d'une emprise de terrain de 13 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 837 D 734 sise 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement, permettra son intégration dans le domaine public métropolitain.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de la SCI Holly Goudes d'une emprise de terrain sise 8 rue Désiré Pelaprat à Marseille 8^{ème} arrondissement .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 006-415/19/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public métropolitain du 8 boulevard Piot à Marseille 8^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire

DUFSV 19/17566/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Déclassement du domaine public métropolitain du 8 boulevard Piot à Marseille 8^{ème} arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Déclassement du domaine public métropolitain du 8 boulevard Piot à Marseille 8^{ème} arrondissement. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constatation de la désaffectation et le déclassement de la parcelle 841 A 203 permettront son intégration dans le domaine public métropolitain en vue de son aliénation.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Déclassement du domaine public métropolitain du 8 boulevard Piot à Marseille 8^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-416/19/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille d'emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste à Marseille 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17473/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou Saint-Antoine La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement, et au titre des compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé notamment l'aménagement de la place du Sud, la requalification du boulevard des Corsaires et du boulevard du Commandant Robert Thollon ainsi que l'aménagement du parvis de l'école élémentaire du Plan d'Aou.

Au terme des travaux, un cabinet de géomètre expert a été missionné afin de recenser l'ensemble des régularisations foncières à réaliser entre les différents partenaires.

Afin de permettre l'intégration dans le domaine public métropolitain de ces espaces publics et voiries, la Ville de Marseille cède à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence les parcelles cadastrées Section 904 N numéros 42-43-44-46-47 et 48 pour une superficie totale de 1 680 m² et deux emprises foncières de 850m² et de 290 m² à détacher respectivement des parcelles cadastrées Section 904 M n°109 et Section 904 H n°202.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la

ville de Marseille des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain ;

- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à l'euro symbolique auprès de la ville de Marseille des emprises foncières aménagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine Plan d'Aou - Saint-Antoine - La Viste à Marseille 15^{ème} arrondissement en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 008-417/19/CT■

CT1 - Cession onéreuse d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2ème arrondissement - Approbation d'un acte de régularisation de vente

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17555/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession onéreuse d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement – Approbation d'un acte de

régularisation de vente » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au terme d'un acte reçu aux minutes par l'Etude MALAUZAT – MICHELUCCI, Notaires associés, le 3 juillet 2017, a été constatée la vente du bien sis 23 rue de Forbin, à Marseille 2^{ème}, cadastrée 810 C 053 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV Marseille Forbin.

Cet acte a constaté la désaffectation et le déséquipement dudit bien, objet dudit acte, mais n'a pas été précédé d'une délibération de l'assemblée délibérante de la Métropole Aix-Marseille-Provence constatant le déclassement du domaine public vers le domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En vue de régulariser cette situation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération en date du 26 septembre 2019, prononcé le déclassement du domaine public vers le domaine privé de la parcelle cadastrée 810 C 053, sise à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Aussi, il convient par la présente délibération, de purger l'irrégularité potentielle affectant l'acte de vente initial, par l'approbation d'un acte de régularisation de la vente, le bien étant formellement déclassé par délibération devenue exécutoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet d'acte de régularisation de la vente ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession onéreuse d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement – Approbation d'un acte de régularisation de vente ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'après le déclassement de la parcelle cadastrée 810 C 053 du domaine public métropolitain au domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la régularisation de la vente de ladite parcelle entre la Métropole et la SCCV Forbin peut intervenir.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Cession onéreuse d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement – Approbation d'un acte de régularisation de vente .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-418/19/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public métropolitain d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17556/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Déclassement du domaine public métropolitain d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement, en vue de son incorporation dans le domaine privé » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par acte reçu aux minutes de l'Office Notarial MALAUZAT – MICHELUCCL, le 3 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a cédé à la SCCV Marseille Forbin, une parcelle sise 23 rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement, cadastrés 810 C 53.

Cet acte était consécutif à une délibération du 15 décembre 2016.

Audit acte, il a été déclaré pour rappel :

- « Absence de classement » ;
- « L'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence du bien n'a pas été suivie de son affectation à l'usage du public ou d'un service public, ainsi que le vendeur le déclare. Le vendeur déclare que le bien n'est toujours pas affecté à ce jour. »

Toutefois, le bien vendu a fait l'objet d'un transfert de propriété entre la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence, intervenu par acte administratif en date du 9 décembre 2009 visant l'article L 5215-28 du Code général des Collectivités Publiques et que le ledit article vise expressément les transferts du domaine public.

Aussi, en dépit de sa désaffectation et de son déséquipement factuel, un bien qui fait partie du domaine public ne peut être cessible sans être précédé d'un déclassement aux termes d'une délibération de l'Assemblée délibérante de la collectivité propriétaire dudit bien.

C'est pourquoi il convient d'approuver le déclassement de la parcelle cadastrée 810C53, sise rue de Forbin, 13002 Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Déclassement du domaine public métropolitain d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement, en vue de son incorporation dans le domaine privé ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Le déclassement de la parcelle 810 C 53 du domaine public métropolitain vers le domaine privé doit permettre de régulariser la vente entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV Marseille Forbin ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public métropolitain d'une parcelle de terrain sise rue de Forbin, à Marseille 2^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 010-419/19/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer - bâtiments A et B des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17476/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments A et B des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph- Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer A et B de deux emprises foncières à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C numéros 84 pour une superficie totale de 448 m² environ sises traverse Tour Sainte à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments A et B des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadres du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments A et B des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadres du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments A et B des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadres du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 011-420/19/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer - bâtiments C et D des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFVS 19/17477/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments C et D des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph- Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des

copropriétaires de la résidence Côté Mer C et D d'une emprise foncière de 941 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C numéro 162 sise traverse Tour Sainte à Marseille 14^{ème} arrondissement.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments C et D des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments C et D des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer bâtiments C et D des emprises foncières nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U 236 dans le cadre du projet de rénovation urbaine Saint-Joseph à Marseille 14^{ème} arrondissement. »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 012-421/19/CT

■ **CT1 - Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public métropolitain sise rue André Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17540/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public métropolitain sise rue André Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans le zone d'aménagement concerté litorale» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

L'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur privé afin d'initier la création d'un Eco-quartier à haut niveau de service répondant aux nouveaux enjeux économiques et sociaux des territoires tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'Extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale. La démarche proposée consiste à étudier les conditions de développement de l'ordre de 280 000 m² de SDP porteuse de forte ambition en matière de mixité des fonctions, de développement durable et de qualité de vie.

Pour ce faire, l'EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs privés ou de groupements d'opérateurs privés intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

A l'issue de cette procédure qui a permis la présentation de plusieurs projets et l'audition des groupements par un jury, l'EPAEM a retenu le groupement composé de LinkCity Sud-Est et de Bouygues immobilier avec lequel a été conclue une convention d'objectifs le 17 mars 2016. La société XXL MARSEILLE constituée le 10 novembre 2016 a été substituée au groupement précité dans les droits et obligations issus de cette convention.

A l'issue de la période d'études régie par la Convention d'Objectifs permettant de conclure à la faisabilité du projet dit « ECO-QUARTIER LES FABRIQUES », les parties ont signé le 18 octobre 2017 une convention cadre (ci-après la «Convention Cadre ») arrêtant les caractéristiques essentielles du Projet à réaliser et les engagements réciproques et les modalités de cession par l'EPAEM des terrains et des droits à construire attachés.

Les modalités de cession des terrains s'appuient en amont sur un dispositif de collaboration aboutissant à la validation par les deux parties d'un rapport préalable de développement foncier.

La réalisation de ce projet nécessite l'acquisition d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public

métropolitain située rue André Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement, par Euroméditerranée à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une superficie de 34 m² (voir plans ci-joints).

Cette cession est faite à titre gratuit conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et le protocole opérationnel pour la phase 1 (2011 – 2019-2020).

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN-056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public métropolitain sise rue André Allar à Marseille 15^{ème}

arrondissement nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans le zone d'aménagement concerté litorale»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession d'une parcelle de terrain de 34 m² déclassée du domaine public métropolitain par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée de céder la totalité de l'emprise de la venelle à l'opérateur Bouygues Immobilier qui va piloter la réalisation et la gestion de cette voie sise entre les îlots 4C2 et 4C1 des Fabriques.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession à titre gratuit auprès de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée d'une parcelle de terrain déclassée du domaine public métropolitain sise rue André Allar à Marseille 15^{ème} arrondissement nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans le zone d'aménagement concerté litorale».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 013-422/19/CT

■ **CT1 - Acquisition onéreuse auprès de Monsieur et Madame ALI MOUSSA de parcelles de terrain situées montée du Mont d'Or à Marseille 15^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire VU 013-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou

partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition onéreuse auprès de Monsieur et Madame ALI MOUSSA de parcelles de terrain situées montée du Mont d'Or à Marseille 15eme arrondissement, déjà aménagées comme de l'espace public métropolitain» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Par décret n° 215-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de parcelles de terrain déjà aménagées comme de l'espace public et ses dépendances, mesurées jusqu'au mur de clôture actuel de la propriété de Monsieur et Madame ALI MOUSSA.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de 50 000 € auprès de Monsieur et Madame ALI MOUSSA, des parcelles de terrain suivantes :

- 280 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 903 E 277,
- 903 E 278 de 326 m² environ,
- 903 E 279 de 457 m² environ.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition onéreuse auprès de Monsieur et Madame ALI MOUSSA de parcelles de terrain situées montée du Mont d'Or à Marseille 15eme arrondissement, déjà aménagées comme de l'espace public métropolitain».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de parcelles de terrain situées montée du Mont d'Or à Marseille 15^{ème} arrondissement cadastrées 903 E 277, 903 E 278 et 903 E 279 déjà aménagées comme de l'espace public permettra leur intégration dans le domaine public métropolitain
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition onéreuse auprès de Monsieur et Madame ALI MOUSSA de parcelles de terrain situées montée du Mont d'Or à Marseille 15^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 014-423/19/CT

■ CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC chemin de Roumagoua La Ciotat de parcelles de terrains sises chemin de Roumagoua à La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire VU 014-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Chemin de Roumagoua La Ciotat de parcelles de terrains sises chemin de Roumagoua à La Ciotat en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La SNC Chemin de Roumagoua La Ciotat a bénéficié d'une autorisation de construire n° 1302808B0088PO en date du 24 novembre 2008 pour la réalisation de l'ensemble immobilier « Stella Maris » au terme de laquelle était prévue la cession de diverses parcelles en nature de voirie en vue de leur intégration dans le domaine public.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM), agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, la SNC Chemin de Roumagoua La Ciotat représentée par son gérant en la personne de Monsieur Olivier BOKOBZA accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles de terrain cadastrées Section CL numéros 979 – 1009 – 1016 et 1018 pour une contenance totale de 425 m².

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Chemin de Roumagoua La Ciotat de parcelles de terrain sises chemin de Roumagoua à La Ciotat en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Chemin de Roumagoua La Ciotat de parcelles de terrain sises chemin de Roumagoua à La Ciotat en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC Chemin de Roumagoua La Ciotat de parcelles de terrain sises chemin de Roumagoua à La Ciotat en vue de leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.
Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 015-424/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC MARIGNAN RESIDENCES d'une emprise foncière sise boulevard Jean Jaurès à La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire VU 015-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC MARIGNAN RESIDENCES d'une emprise foncière sise boulevard Jean Jaurès à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La SNC MARIGNAN RESIDENCES a bénéficié d'une autorisation de construire n° 1302812022PO en date du 24 décembre 2012 au terme de laquelle était prévue la cession d'une emprise foncière au profit de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser la marge de recul nécessaire à l'alignement du boulevard Jean Jaurès à La Ciotat.

Aux termes des négociations entreprises par la Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Marseillaise (SOLEAM) agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux acquisitions foncières, la SNC MARIGNAN RESIDENCES représentée par Madame Maud CANTENER en sa qualité de Directrice de Programmes accepte la cession à l'euro symbolique au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une emprise foncière de 61 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section AD n° 454.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC MARIGNAN RESIDENCES d'une emprise foncière sise boulevard Jean Jaurès à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la

SNC MARIGNAN RESIDENCES d'une emprise foncière sise boulevard Jean Jaurès à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC MARIGNAN RESIDENCES d'une emprise foncière sise boulevard Jean Jaurès à La Ciotat en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 016-425/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17474/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la réalisation de la zone artisanale du Brégadan à Cassis, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la requalification de la voie de desserte de la future zone d'activités et la création d'un rond-point au droit des entrées de la carrière LAFARGE, du Technoparc de Cassis et du Méhariclub.

La réalisation de cet aménagement nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS de trois emprises foncières pour une superficie totale de 3 745 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AL numéros 6 et 7 et Section AM numéro 11 sise le plan d'olive à Cassis.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du

Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis»

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux auprès de la société LAFARGEHOLCIM GRANULATS des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 017-426/19/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux auprès de la société MEHARILAND des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17475/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux auprès de la société MEHARILAND des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de la réalisation de la zone artisanale du Brégadan à Cassis, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la requalification de la voie de desserte de la future zone d'activités et la création d'un rond-point au droit des entrées de la carrière LAFARGE, du Technoparc de Cassis et du Méhariclub.

La réalisation de cet aménagement nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la société MEHARILAND de deux emprises foncières pour une superficie totale de 142 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AN numéros 47 et 48.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux auprès de la société MEHARILAND des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux auprès de la société MEHARILAND des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux auprès de la société

MEHARILAND des emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la voie d'accès à la zone artisanale du Brégadan à Cassis.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 018-427/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN Robert située avenue de Lacanau à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17502/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN Robert nécessaire à l'aménagement de cette voie» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 35 m² à détacher de la parcelle AV 40 située 67 avenue Lacanau 13700 Marignane, appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN Robert.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame DEJARDIN Robert, ceux-ci ont accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 105 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN Robert nécessaire à l'aménagement de cette voie».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée AV 40 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Monsieur et Madame DEJARDIN Robert nécessaire à l'aménagement de cette voie .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 019-428/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Madame Michèle Henriette DI RUSSO située avenue Lacanau à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17503/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Madame Michèle Henriette DI RUSSO nécessaire à l'aménagement de cette voie» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir la parcelle AT 305 située Bonjour13700 Marignane, appartenant à Madame Michèle Henriette DI RUSSO.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Michèle Henriette DI RUSSO, cette dernière a accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 1 837,50 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane

appartenant à Madame Michèle Henriette DI RUSSO nécessaire à l'aménagement de cette voie».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée AT 305 permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau ;
- Le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Madame Michèle Henriette DI RUSSO nécessaire à l'aménagement de cette voie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 020-429/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain appartenant à Monsieur et Madame RAKOCZY situées avenue Lacanau à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire

VU 020-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Lacanau à Marignane, appartenant à Monsieur et Madame RAKOCZY nécessaires à l'aménagement de cette voie » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

En concertation avec la commune de Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane.

Pour mettre en œuvre ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir deux bandes de terrain d'une superficie de 90 m² environ et 17.50 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AV n° 213 et 427, appartenant à Monsieur et Madame RAKOCZY.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur et Madame RAKOCZY, ces derniers ont accepté de céder ses parcelles de terrain moyennant une indemnité de 2 687.50 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier qui fixe les modalités d'acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
 - La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
 - Le protocole foncier ;
 - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Lacanau à Marignane, appartenant à Monsieur et Madame RAKOCZY nécessaires à l'aménagement de cette voie».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de deux parcelles de terrain d'une superficie totale de 107,50 m² environ permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées avenue Lacanau à Marignane, appartenant à Monsieur et Madame RAKOCZY nécessaires à l'aménagement de cette voie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 021-430/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant à Madame Scotto Di Vettino située avenue Lacanau à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire
VU 021-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 35 m² à détacher de la parcelle AV 435 située 10 avenue Lacanau 13700 Marignane, appartenant à Madame Scotto Di Vettino.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Scotto Di Vettino, cette dernière a accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 875 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie de 35 m² permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant à Madame Scotto Di Vettino nécessaire à l'aménagement de cette voie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 022-431/19/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux Consorts OCCHIPINTI située avenue Lacanau à Marignane

Avis du Conseil de Territoire

VU 022-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant aux Consorts OCCHIPINTI nécessaire à l'aménagement de cette voie.» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une emprise de terrain de 68 m² à détacher de la parcelle AT 22 située 67 avenue Lacanau 13700 Marignane, appartenant aux Consorts OCCHIPINTI.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Consorts OCCHIPINTI ces derniers ont accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 1 687,50 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant aux Consorts OCCHIPINTI nécessaire à l'aménagement de cette voie.».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie de 68 m² à détacher de la parcelle cadastrée AT 22 à Marignane permettra l'aménagement de l'avenue Lacanau ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant aux Consorts OCCHIPINTI nécessaire à l'aménagement de cette voie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 023-432/19/CT

■ **CT1 - Constitution d'une servitude de passage sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise Route de Martigues, Chemin des Amoureux, à Marignane**

Avis du Conseil de Territoire VU 023-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et

culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise Route de Martigues, Chemin des Amoureux, à Marignane, au profit d'une parcelle à céder à la Société BO STONES, représentée par son Président, M. Grégory BOYADJIAN » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° URB 010-4765/18/BM en date du 18 décembre 2018, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession d'une parcelle de terrain lui appartenant, cadastrée sous le numéro BS 152, sise Route de Martigues, à Marignane, à la Société BO STONES, représentée par son Président, M. Grégory BOYADJIAN, sur laquelle sera implanté un programme à vocation commerciale. L'acte de vente sera signé une fois le permis de construire obtenu et purgé de tout recours.

Toutefois, afin de permettre l'accès à la parcelle à céder et compte tenu des règles d'urbanisme imposées en zonage NAE1v, il convient de constituer une servitude de passage à titre gratuit, sur la parcelle cadastrée N° BS 153 restant appartenir à la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur laquelle est implanté un bassin de rétention.

Cette servitude doit permettre la réalisation d'une plateforme d'accès visant à desservir la parcelle à céder jusqu'à la voie publique communale, Chemin des Amoureux, à Marignane.

La Société BO STONES s'est engagée à réaliser les travaux d'aménagement de cette servitude, conformément aux prescriptions en vigueur du Plan Local d'Urbanisme de Marignane.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d’une servitude de passage sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise Route de Martigues, Chemin des Amoureux, à Marignane, au profit d’une parcelle à céder à la Société BO STONES, représentée par son Président, M. Grégory BOYADJIAN ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constitution d’une servitude de passage sur la parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit permettre la desserte de la parcelle vers le domaine public que la Société BO STONES doit acquérir auprès de la Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Constitution d’une servitude de passage sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise Route de Martigues, Chemin des Amoureux, à Marignane, au profit d’une parcelle à céder à la Société BO STONES, représentée par son Président, M. Grégory BOYADJIAN .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 024-433/19/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux du lot n° 24 à la SAS CORDERIE dans la Zone d’Aménagement Concerté Les Florides, sur la commune de Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
VU 024-24/09/19 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la Métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux du lot n° 24 partiel à bâtir dans la Zone d’Aménagement Concerté Les Florides, sur la commune de Marignane, à la SAS CORDERIE » satisfait les conditions de l’article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 30 mars 2006 et du 09 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en

œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la ZAC est conduit en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot numéro 24 partiel issu des parcelles cadastrées Section Z207P2, Z265, Z266, Z268, Z292 d'une surface totale d'environ 8679m² à la Société SAS LA CORDERIE pour un montant global de 581 493 euros hors taxes.

L'acquéreur envisage la réalisation d'un bâtiment d'environ 4000m² de SDP dont environ 300m² de bureaux et locaux sociaux et environ 3700m² de surface d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot n° 24 partiel à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Les Florides, sur la commune de Marignane, à la SAS CORDERIE ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° 24 partiel dans la ZAC les Florides à Marignane doit permettre à la SAS CORDERIE de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôt spécialisé dans la fabrication matériaux bi-composites.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la cession à titre onéreux du lot n° 24 partiel à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Les Florides, sur la commune de Marignane, à la SAS CORDERIE .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 025-434/19/CT

■ CT1 - Cession à titre onéreux du lot 12 à la SNC Florides , dans la ZAC des Florides à Marignane

Avis du Conseil de Territoire VU 025-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires

portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux du lot 12 tranche 3 à bâtir dans la ZAC des Florides à Marignane, à la SNC Florides » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 30 mars 2006 et du 09 octobre 2006, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la mise en œuvre d'une opération d'aménagement consistant dans la réalisation d'une Zone d'Aménagement Concerté à vocation économique sur le site des Florides, ainsi que le principe de l'acquisition amiable ou par voie d'expropriation des parcelles incluses dans le périmètre. L'aménagement de la ZAC est conduit en régie directe par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Le Parc des Florides s'étend sur une superficie de 87 hectares dont 60 environ sont cessibles.

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot 12 à la SNC FLORIDES 1 en vue de la réalisation d'un programme immobilier à usage d'activités et de bureaux de type « village d'entreprises ». Ce programme a été scindé en plusieurs tranches :

- aux termes d'un acte reçu par Maître Pascal BONETTO, Notaire à Marignane, le 5 septembre 2012, la SNC FLORIDES a acquis la première tranche de l'opération à savoir les parcelles cadastrées section BS n° 137, 138 et 139.

- aux termes d'un acte reçu par Maître Pascal BONETTO, Notaire à Marignane le 24 novembre 2016, la SNC FLORIDES a acquis la deuxième tranche de l'opération à savoir les parcelles cadastrées section BS n° 149 et section Z n°270.

Compte tenu de l'évolution des conditions de commercialisation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc entrepris de nouvelles négociations avec la SNC FLORIDES 1 afin de permettre la réalisation de la 3ème et dernière tranche par la signature d'un compromis de vente.

Ce compromis concerne la vente du lot 12 tranche 3 issu de la parcelle cadastrée section BS n°150 d'une surface totale de 15 957m² à la SNC FLORIDES 1 pour un montant global de 903 964,10 Euros HT.

L'acquéreur envisage la réalisation d'un programme d'environ 5500 m² de SDP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le compromis de vente ;
- L'avis de France Domaine,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du lot 12 tranche 3 à bâtir dans la ZAC des Florides à Marignane, à la SNC Florides ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la cession du lot n° 12 TRANCHE 3 dans la ZAC les Florides à Marignane doit permettre à la SNC FLORIDES 1 de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôts.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Cession à titre onéreux du lot 12 tranche 3 à bâtir dans la ZAC des Florides à Marignane, à la SNC Florides .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 026-435/19/CT

■ **CT1 - Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de Monsieur BODRERO Serge, situées 16, chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues**

Avis du Conseil de Territoire VU 026-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de Monsieur BODRERO Serge, situées 16, chemin de la Bastide neuve à Châteauneuf-les-Martigues, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Monsieur BODRERO Serge est propriétaire d'une parcelle cadastrée BE 23 située chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues dont une emprise de 24 m² doit être intégrée au domaine public au titre des travaux d'aménagement du chemin de la Bastide Neuve.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de Monsieur BODRERO Serge, situées 16, chemin de la Bastide neuve à Châteauneuf-les-Martigues, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de l'emprise de 24 m² à détacher de la parcelle cadastrée BE 23 sise chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra son intégration dans le domaine public routier métropolitain ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de Monsieur BODRERO Serge, situées 16, chemin de la Bastide neuve à Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 027-436/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de services avec la Ville de Marseille pour le suivi opérationnel des opérations et dispositifs propres de la Ville de Marseille dans le domaine d'intervention de l'aménagement**

Avis du Conseil de Territoire VU 027-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée, depuis le 1^{er} janvier 2016, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM). Dès lors, à compter de cette date et en application de l'article L.5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'ensemble des biens, droits et obligations de l'ex-MPM ont été transférés à la Métropole qui s'est substituée de plein droit à celle-ci dans toutes les délibérations et actes pris antérieurement.

Une convention de gestion entre Ville de Marseille et MPM approuvée conjointement par délibération n°15/1264/EFAG du 16 décembre 2015 et du Conseil de Communauté Urbaine n°FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015, visait à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences relatives à l'Aménagement par la Métropole Aix-Marseille Provence, sur le territoire de la commune de Marseille, et ce, dans l'attente de la mise en place d'une organisation définitive des services opérationnels concernés par la Métropole. Une prorogation d'un an par voie d'avenant a été approuvée par délibération n°16/1116/EFAG du 05 décembre 2016.

Par délibération n°17/2365/EFAG du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la première phase du transfert à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2018, d'agents de la Ville de Marseille exerçant tout ou partie de leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement.

Par délibération du 25 juin 2018, le Conseil Municipal a approuvé la seconde et ultime phase du transfert des agents de la Ville de Marseille exerçant leurs missions dans le cadre de la compétence Aménagement, vers la Métropole Aix-Marseille Provence afin de finaliser l'organisation métropolitaine sur cette compétence.

Initialement, du fait du transfert des agents en charge du suivi des opérations d'aménagement, engagées par la Ville de Marseille et ayant trait à l'ambition métropolitaine, ainsi que des dispositifs relatifs au logement et à l'habitat mis en place par la Ville sur son territoire, il convenait de permettre à ces agents métropolitains de continuer à exercer pour le compte de la Ville les missions dans ces domaines afin de veiller à la continuité de service public.

Désormais, suite à la réorganisation des services de la Ville de la Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient de revoir le périmètre de la convention initiale délibérée le 25 juin 2018 par la Ville de Marseille et le 28 juin 2018 par la Métropole et de ce fait d'en approuver l'avenant n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation sur l'avenant n°1 à la convention de services avec la Ville de Marseille Pour le suivi opérationnel et dispositifs propres de la Ville de Marseille dans le domaine d'intervention de l'aménagement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 028-437/19/CT

■ **CT1 - Institution du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille**

**Avis du Conseil de Territoire
VU 028-24/09/19 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution du Droit de Prémption Urbain et du Droit de Prémption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de Plan Local d'Urbanisme.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

Il a été pris acte que les délibérations prises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant le 31 décembre 2015, fixant les conditions d'exercice du Droit de Prémption Urbain sur chaque

commune de son territoire, sont applicables de plein droit.

Concernant le territoire de la ville de Marseille, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 19 octobre 2017 pour réviser l'exercice et les délégations sur ces Droits de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé afin de tenir compte des évolutions professionnelles et procédurales.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré pour déléguer des compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire : *« d'instaurer et définir le périmètre de droit de préemption et droits de préemptions renforcés, »*.

Il convient à nouveau, compte tenu des modifications ou suppressions des périmètres d'intervention, de redéfinir les périmètres de Droit de Préemption et Droit de Préemption Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais.

Les délégations globales afférentes à certains périmètres de droit de préemption urbain et droits de préemption urbain renforcés seront définies dans une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit :

1- De maintenir et d'actualiser les suppressions des périmètres de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR), notamment :

- Le périmètre Mardirossian – 15^{ème} arrondissement
- Le périmètre Copropriété Consolat – 15^{ème} arrondissement

En effet, les périmètres Mardirossian et Copropriété Consolat font parties de la Zone d'Aménagement différé (ZAD) Façade Maritime Nord créée en vertu de l'arrêté préfectoral en date du 05 avril 2016 portant renouvellement et extension de la ZAD et désignant la ville de Marseille comme titulaire du Droit de Préemption.

2- De maintenir et d'actualiser les périmètres de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) toujours en vigueur qui appellent des clarifications ou des ajustements :

A ce titre, une nouvelle convention d'intervention foncière entre l'Etablissement

Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA), la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a été présenté au Bureau communautaire de mai 2019 sur les sites Hoche Versailles et Pottier Fourcroy. Ces périmètres sont intégrés au périmètre « Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles » dont la délégation globale a été confiée à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée. Il est convenu entre les parties que le Droit de Préemption Urbain Renforcé soit délégué à l'EPF PACA sur les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy et à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée sur le périmètre Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles (excepté les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy.)

3- De créer un nouveau périmètre de Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur l'opération suivante :

- Copropriété Est Marseille – 10^{ème} arrondissement (plan 02 ci-annexé).

Un accord partenarial pour le traitement des copropriétés dégradées de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017. Cet accord partenarial signé en décembre 2017 entend fédérer l'action publique autour d'une stratégie d'intervention pour traiter le problème complexe des copropriétés et doit permettre de mobiliser des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Cet accord partenarial vise en particulier les grandes copropriétés en déshérence sur le territoire Marseillais mais aussi des copropriétés fragiles dont il semble opportun de proposer des actions préventives ou curatives avant leur basculement dans des dysfonctionnements complexes. C'est le cas de la Copropriété de Est-Marseillais, située dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille, sur laquelle il convient de disposer d'un DPUR pour exercer une veille sur les transactions immobilières mais également pour pouvoir mener le cas échéant une action foncière volontariste.

Cette Copropriété inscrite dans le deuxième cercle de priorité de l'accord partenarial et

sous administrateur provisoire, présente aujourd'hui des signes de dégradation qui s'accroissent et appellent une vigilance publique accrue qui motive la création d'un DPUR pour surveiller les mutations et intervenir si nécessaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Institution du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte les nouveaux paramètres impactant les

périmètres de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé.

- Que la Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Institution du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 029-438/19/CT

■ CT1 - Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire VU 029-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'article L.211-2 2ième alinéa du Code de l'Urbanisme dispose que lorsqu'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, cet Etablissement est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de Plan Local d'Urbanisme.

D'autre part, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée au 1er janvier 2016 par fusion de six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) formant notre territoire.

L'article L5211-41-3 du code général des collectivités territoriales dispose que : « (...) L'ensemble des biens, droits et obligations des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés sont transférés à l'Etablissement Public issu de la fusion ».

Il a été pris acte que les délibérations prises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avant le 31 décembre 2015, fixant les conditions d'exercice du Droit de Prémption Urbain sur chaque commune de son territoire, sont applicables de plein droit.

Concernant le territoire de la Ville de Marseille, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 19 octobre 2017 pour réviser l'exercice et les délégations sur ces droits de prémption urbain et droit de prémption urbain renforcé, afin de tenir compte des évolutions professionnelles et procédurales.

Par délibération n° FAG 021-5718/19/CM en date du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré pour déléguer des compétences au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence et notamment en matière d'aménagement, d'urbanisme et de territoire : *« d'instaurer et définir le périmètre de droit de prémption et droits de préemptions renforcés, »*.

Par délibération n° _____, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré en vue de redéfinir les périmètres de Droit de Prémption et Droit de Prémption Renforcé afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence demeure compétent pour déléguer à des tiers, ou autoriser sa Présidente à déléguer à des tiers, l'exercice des droits de prémption urbain et droits de prémption urbain renforcés sur le territoire de la ville de Marseille.

Il convient à nouveau, compte tenu des modifications et suppressions des périmètres d'intervention, de redéfinir les délégations aux tiers afin de tenir compte de l'évolution des politiques publiques d'aménagement conduites sur le territoire marseillais.

Il s'agit :

- 4- De supprimer des périmètres de Droit de Prémption Urbain et de Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUR)
- 5- De maintenir, d'actualiser et de créer des périmètres de droit de prémption urbain renforcé (DPUR), notamment :

A ce titre, une nouvelle convention d'intervention foncière entre l'EPF PACA, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée a été présenté au Bureau communautaire de mai 2019 sur le site Hoche Versailles et Pottier Fourcroy. Ces périmètres faisant parties du périmètre « Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles » dont la délégation globale a été confiée à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, il a été convenu entre les parties que le droit de prémption urbain renforcé sur les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy sera délégué à l'EPF PACA et le droit de prémption urbain renforcé sur le périmètre Ex ZAD Euroméditerranée, Ex ZAD joliette, Ex ZAD St Charles sera délégué à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée excepté les sous-périmètres Hoche Versailles et Pottier Fourcroy.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre en compte les nouveaux paramètres impactant les périmètres de Droit de Préemption Urbain et de Droit de Préemption Urbain Renforcé et de redéfinir les délégations y afférentes.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 030-439/19/CT

■ **CT1 - Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit Gaston Berger à Marseille 10ème arrondissement - Approbation de la convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Marseille Gaston Berger**

Avis du Conseil de Territoire VU 030-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit « Gaston Berger » à Marseille 10^{ème} arrondissement – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Marseille Gaston Berger » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'hôpital privé « Résidence du Parc » est situé rue Gaston Berger, dans le 10^{ème} arrondissement de Marseille, entre le boulevard Paul Claudel au Sud et le boulevard Romain Rolland au Nord.

Cet établissement de santé qui se développe sur une emprise foncière de 28 700 m² envisage de transférer d'ici fin 2020 la totalité de ses activités sur d'autres sites du secteur Sud de la Commune.

Dans ce contexte, la SCCV Marseille Gaston Berger s'est récemment portée acquéreur de ce patrimoine en vue d'y réaliser une opération mixte de 28 600 m² de surface de plancher comprenant :

- 26 800 m² de logements, soit environ 400 logements,
- 1 300 m² d'activité de commerces et services en pied d'immeubles,

- une crèche privée de 500 m2.

L'emprise du projet est entourée de grandes copropriétés construites au cours de la seconde partie du vingtième siècle qui possèdent des emprises foncières sur lesquelles des opérations de construction pourraient être réalisées.

Ce secteur est actuellement mal desservi et mal relié aux quartiers limitrophes de Ste Marguerite et de St Tronc. Il est accessible au Sud par la voie privée dénommée rue Gaston Berger ou au Nord par la voie privée dénommée Bd Trollat situé au sein de la copropriété La Sauvagère.

Pour répondre aux nouveaux flux de circulation qui seront générés, il est nécessaire que la Métropole engage la requalification de la rue Gaston Berger et réalise son extension vers le Nord comme défini dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal dans sa version arrêtée par délibération n°URB 002-4161/18/CM du 28 juin 2018, afin de connecter cette voie au boulevard Romain Rolland.

Par ailleurs, la Métropole souhaite réaliser une place publique d'une surface d'environ 2 000 m2 à l'interface avec la rue Gaston Berger et la nouvelle opération immobilière portée par la SCCV Marseille Gaston Berger. Elle constituera un nouveau pôle de centralité pour le quartier et permettra l'accès aux commerces et services envisagés au pied des nouveaux immeubles.

La réalisation de l'extension de la rue Gaston Berger nécessitera d'engager la maîtrise d'emprises foncières auprès de propriétaires privés via des négociations amiables ou par le biais d'une Déclaration d'Utilité Publique. L'emprise foncière de la future place publique sera cédée par la SCCV Marseille Gaston Berger à la Métropole.

En application des articles L332-11-3, L332-11-4 et R 332-25-1 à R 332-25-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCCV Marseille Gaston Berger se sont rapprochées afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements publics rendus nécessaires pour l'accueil des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier.

En effet, le PUP, convention signée entre un ou plusieurs acteurs privés et une collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, permet de définir les modalités de participations financières des constructeurs à la réalisation des équipements publics rendus nécessaires par l'opération.

Après avoir pris connaissance du projet de la SCCV Marseille Gaston Berger et du potentiel foncier situé sur les copropriétés mitoyennes permettant de

développer des opérations de logements, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'instituer un périmètre de PUP dénommé « Gaston Berger », pour une durée de quinze ans. Ce périmètre porte sur les parcelles cadastrées n°210859 C001, 210859 C0036, 210859 C0035, 210859 C0094, 210859 C0031, 210859 C0041, 210859 C0042, 210859 C0107, 210859 C0053, 210859 C0135, 210859 C0040, 210859 C0052, 210859 C0051, 210859 C0030 pour une emprise de 162 388 m2. Ce périmètre figure en annexe 1.

La mise en œuvre de l'urbanisation est susceptible de se dérouler en plusieurs phases avec différents opérateurs et de faire l'objet de demandes d'autorisations d'urbanisme distinctes. Dès lors, les projets de construction compris dans le périmètre du PUP Gaston Berger donneront lieu à plusieurs conventions de Projet Urbain Partenarial qui seront conclues avec les opérateurs portant un projet dans cette zone.

Conformément aux dispositions de l'article L332-11-4 du Code de l'Urbanisme, il est proposé de fixer à dix ans la durée pendant laquelle les constructeurs signataires de chaque convention de PUP seront exonérés de la part intercommunale de taxe d'aménagement pour les constructions à établir au sein du périmètre en cause. Le point de départ de cette durée d'exonération s'entend de la date d'entrée en vigueur de la convention de PUP à laquelle la ou les constructions ou les aménagements en cause se rattachent.

Les équipements nécessaires au développement des opérations situées dans le périmètre du PUP sont constituées par :

- La restructuration et l'extension de la rue Gaston Berger
- La réalisation d'une place publique

La localisation de ces équipements est jointe en annexe 2.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics financé au moyen du PUP qu'il est proposé d'instituer est estimé à 4 110 000 euros HT dont un montant prévisionnel de 2 780 000 euros soit 68% sera financé par les participations des constructeurs prévues par les différentes conventions de PUP à conclure dans le périmètre institué selon le détail présenté en annexe 3.

Au titre du présent rapport, il est proposé d'approuver la conclusion d'une première convention de PUP avec la SCCV Marseille Gaston Berger, jointe en annexe, portant sur la réalisation d'une opération immobilière de 28 600 m² de surface de plancher sur une partie du périmètre de PUP.

Compte tenu du coût des équipements publics destinés à satisfaire les besoins des usagers et habitants des constructions envisagées et du ratio de participation, arrêté sur la base du bénéfice respectif de ces équipements pour les usagers et habitants, le montant de la participation du constructeur est arrêté à 80,42 euros par m² de surface de plancher.

Au regard de la surface de 28 600 m² envisagée par la SCCV Marseille Gaston Berger, cette dernière accepte de participer financièrement à ces équipements publics par le versement d'une contribution numéraire de 2 300 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit « Gaston Berger » à Marseille 10^{ème} arrondissement – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Marseille Gaston Berger.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit « Gaston Berger » à Marseille 10^{ème} arrondissement – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Marseille Gaston Berger ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit « Gaston Berger » à Marseille 10^{ème} arrondissement – Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la SCCV Marseille Gaston Berger.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 031-440/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant modificatif au Projet Urbain Partenarial dit Laure Elargi sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Avis du conseil de Territoire VU 031-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'un avenant modificatif au Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Laure Elargi » sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le secteur d'aménagement de la Bastide Neuve, situé en entrée de ville au sud-est de la Commune de Châteauneuf-les-Martigues, fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation « OAP Charité Frascati Bastide Neuve » au Plan Local d'Urbanisme, approuvé le 21 décembre 2015. Les objectifs poursuivis à ce titre, concourent notamment à renforcer la mixité urbaine et sociale, créer un nouveau quartier d'habitat pour répondre aux besoins, accroître l'offre de logements, diversifier les formes d'habitat et aménager les entrées de ville.

Le PLU définit la zone AUH comme une zone destinée à une urbanisation future dédiée à l'habitat. Les voies publiques et réseaux nécessaires, existants en périphérie immédiate de ce secteur, ont une capacité suffisante pour desservir les constructions et installations à implanter dans l'ensemble de ce quartier. Outre les conditions générales de desserte des terrains par les réseaux d'adduction en eau potable et d'assainissement collectif des eaux usées, l'ouverture à l'urbanisation de ce quartier est concomitante à la réalisation de la voie de desserte faisant l'objet, au PLU, de deux emplacements réservés pour voirie n°186 et 187. Ces emplacements réservés permettraient de réaliser une voie nouvelle, reliant le boulevard de la Bastide Neuve à la départementale (D9D) et à l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny.

En vertu de l'article L 331-113 du Code de l'Urbanisme, lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de Projet Urbain Partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille Provence a signé une convention tripartite en date du 24 août 2018 avec la SCCV IMMO CATALAN en présence de La Commune sur ce secteur, dans le but de réaliser le prolongement des voies et réseaux.

Dans le cadre de cette convention de PUP, un premier permis de construire a été déposé par l'opérateur, permis qui a fait l'objet d'un rejet par la ville pour ajuster le projet aux règles d'urbanisme.

Un nouveau permis de construire a été déposé en mai 2019, suite au réajustement de l'emplacement réservé n°186 inscrit au PLU, qui a modifié la surface de l'apport en foncier de l'opérateur pour la réalisation des équipements publics de voirie et réseaux divers. Ce nouveau dépôt de permis de construire a aussi pour conséquence de proroger les délais de la convention, compte tenu de l'instruction d'un nouveau permis de construire, ayant pour conséquence de différer l'acquisition foncière du terrain d'assiette.

Pour toutes ces raisons précitées, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé avec cet opérateur de conclure un avenant n°1 au Projet Urbain Partenarial.

En premier lieu, le montant des travaux et acquisition foncière s'élève désormais à 312 997€ HT, du fait de l'augmentation de l'apport en foncier, nécessaire à la réalisation des travaux de voirie et réseaux divers. La répartition est désormais la suivante :

- 117 697 euros par la Métropole (en hausse de 2 957 euros),
- 182 343 euros par la SCCV Jardins de la Bastide (en baisse de 2 957 euros) en monétaire,
- 12 957 euros par la SCCV Jardins de la Bastide (en hausse de 2 957 euros) en apport foncier.

En second lieu, l'opérateur souhaite modifier la dénomination de la Société Civile de Construction Vente (SCCV) signataire du PUP, la SCCV Immo Catalan devient donc la SCCV Jardins de la Bastide.

Les autres dispositions du Projet Urbain Partenarial qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation d'un avenant modificatif au Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Laure Elargi » sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues. ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion relative aux compétences «Approbation d'un avenant modificatif au Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Laure Elargi » sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues. ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation d'un avenant modificatif au Projet Urbain Partenarial (PUP) dit « Laure Elargi » sur la Commune de Châteauneuf-les-Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 032-441/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Projet Urbain Partenarial de Val de Ricard à Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire

VU 032-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Projet Urbain Partenarial (PUP) » de Val de Ricard.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le secteur Val de Ricard situé à l'entrée ouest de la commune d'Ensues-la-Redonne a été identifié dans l'orientation d'aménagement générale inscrite au PADD, ayant pour objectif de développement de la partie ouest de la commune permettant la création d'un secteur d'habitat complété par des équipements publics. Les objectifs poursuivis dans ce cadre, concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier l'habitat et renforcer la mixité sociale sur la commune tout en respectant les richesses patrimoniales paysagères et environnementales du site.

En application des articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'Urbanisme et afin d'accompagner le développement du secteur dit de Val de Ricard sur la commune d'Ensues-la-Redonne, la Métropole Aix-Marseille Provence et l'opérateur European Homes 40 se sont rapprochés aux fins de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) dans le cadre d'un programme de construction d'environ 110 logements dont 44 logements sociaux. Cette convention de Projet Urbain Partenarial a été approuvée par délibération le 30 juin 2016 en Conseil Métropolitain (URB 017-632/16/CM).

L'article L331-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet, que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial Val de Ricard est fixé par la convention de PUP. Il comprend principalement la réalisation d'une voie nouvelle inscrite au PLU, des réseaux secs et humides y afférents de compétence métropolitaine, des équipements communaux avec la création de deux classes supplémentaires dans chacun des deux groupes scolaires de la commune d'Ensuès-la-Redonne ainsi que l'agrandissement du réfectoire de l'école élémentaire. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités

de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

Au cours de l'année 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a engagé des études de voirie et réseaux divers permettant de définir et d'adapter le programme des travaux à réaliser. Dans le cadre de ces études de maîtrise d'œuvre, le montant des travaux a été réactualisé en phase PRO.

Ainsi, le coût prévisionnel de cette opération s'élève désormais à 1 617 140€ HT, décomposé comme suit :

- 930 000€ restant à la charge de l'opérateur, EUROPEAN HOME, comprenant 110 000€ d'apport foncier et 820 000€ de travaux.
- Le montant restant à la charge de la Métropole représente la somme de 687 140€.

Le plan de financement prévisionnel hors taxes de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	70 %	480 998€
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	206 142€
TOTAL		687 140€

La date prévisionnelle de démarrage des travaux est prévue au 1er trimestre de l'année 2020 pour une durée d'environ 14 mois. Cette durée pourra être rallongée si les accords financiers avec les propriétaires privés prennent du retard.

Pour cette raison, la présente délibération a pour objet de solliciter une nouvelle demande qui annule et remplace la précédente délibération n° URB 040-4386/18/BM. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Projet Urbain Partenarial (PUP) » de Val de Ricard.».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion relative aux compétences «Demande de subvention d'investissement relative à

l'opération « Projet Urbain Partenarial (PUP) » de Val de Ricard.»

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d'approbation de la convention de gestion relative aux compétences - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Projet Urbain Partenarial de Val de Ricard.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 033-442/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de mandat avec la Soleam pour la réalisation d'une Aire d'Accueil des Gens du Voyage à La Ciotat

Avis du Conseil de Territoire

VU 033-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'un mandat avec la SOLEAM pour la réalisation d'une Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) à la Ciotat.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage prévoyait que « les Communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au Schéma départemental ».

Dans le département des Bouches du Rhône, le schéma d'accueil des Gens du Voyage élaboré pour répondre à la loi du 5 Juillet 2000 a été signé conjointement par le Préfet et Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône le 1er Mars 2002, puis révisé au 10 Janvier 2012.

Ce schéma départemental fixe les obligations et quota sur certaines Communes ou regroupements de Communes.

Les Métropoles, dont Aix-Marseille-Provence sont titulaires de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyages. Les projets restants inscrits au schéma, à engager sur le Territoire Marseille Provence sont les suivants :

- Création de 50 places sur les Communes de Marignane/ Saint-Victoret.
- Création de 20/25 places sur la Commune de Gémenos.
- Création de 40 places sur les Communes de Marseille/Allauch/Plan de Cuques.
- Création de 50 places sur la Commune de La Ciotat pour les obligations regroupant les Communes de La Ciotat, Cassis, Roquefort-la-Bédoule, et Carnoux en Provence.
- Création de 45 places sur les Communes de Chateauneuf-les-Martigues/Gignac-la-Nerthe.

Il est à rappeler que l'opération de création d'une Aire d'Accueil sise sur La Commune de Gignac-la-Nerthe est en phase de DUP pour s'assurer de la maîtrise foncière et que les obligations de la Commune de Septèmes-les-Vallons ont fusionné avec celle des Pennes-Mirabeaux et qu'un projet est en cours sur ce dernier Territoire.

D'autre part la Commune de La Ciotat a réservé un terrain de 10 000m² sur le site du « Vallon de la Forge » pour la réalisation d'une Aire d'Accueil. Des études ont démontré la capacité de ce site à Accueillir ce type de programme.

La réalisation de cette Aire d'Accueil de 50 places doit être programmée et il est proposé on confie sa réalisation à la « SPL SOLEAM ».

Il convient donc d'approuver le Mandat entre La Métropole et la Soleam pour la création de cette Aire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation de la convention de gestion relative aux compétences « Approbation d’un mandat avec la SOLEAM pour la réalisation d’une Aire d’Accueil des Gens du Voyage (AAGV) à la Ciotat. ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu’il convient d’approuver la convention de gestion relative aux compétences «Approbation de la convention de gestion relative aux compétences «Approbation d’un mandat avec la SOLEAM pour la réalisation d’une Aire d’Accueil des Gens du Voyage (AAGV) à la Ciotat. ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d’approbation de la convention de gestion relative à l’approbation d’un mandat avec la SOLEAM pour la réalisation d’une Aire d’Accueil des Gens du Voyage à la Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 034-443/19/CT

■ CT1 - Approbation d’un mandat avec la Soleam pour la réalisation d’une Aire d’Accueil des Gens du Voyage à Marignane

Avis du Conseil de Territoire VU 034-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d’un mandat avec la Soleam pour la réalisation d’une Aire d’Accueil des Gens du Voyage (AAGV) à Marignane.» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des Gens du Voyage prévoyait que « les Communes de plus de 5000 habitants figurent obligatoirement au Schéma départemental ».

Dans le département des Bouches du Rhône, le schéma d'accueil des Gens du Voyage élaboré pour répondre à la loi du 5 Juillet 2000 a été signé conjointement par le Préfet et Président du Conseil Général des Bouches-du-Rhône le 1er Mars 2002, puis révisé au 10 Janvier 2012.

Ce schéma départemental fixe les obligations et quota sur certaines Communes ou regroupements de Communes.

Les Métropoles, dont Aix-Marseille-Provence sont titulaires de la compétence Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d’Accueil des Gens du Voyages. Les projets restants inscrits au schéma, à engager sur le Territoire Marseille Provence sont les suivants :

- Création de 50 places sur les Communes de Marignane/ Saint-Victoret.
- Création de 20/25 places sur la Commune de Gémenos.
- Création de 40 places sur les Communes de Marseille/Allauch/Plan de Cuques.
- Création de 50 places sur la Commune de La Ciotat pour les obligations regroupant les Communes de La Ciotat, Cassis, Roquefort-la-Bédoule, et Carnoux en Provence.
- Création de 45 places sur les Communes de Châteauneuf-les-Martigues/Gignac-la-Nerthe.

Il est à rappeler que l'opération de création d'une Aire d'Accueil sise sur La Commune de Gignac-la-Nerthe est en phase de DUP pour s'assurer de la maîtrise foncière et que les obligations de la Commune de Septèmes-les-Vallons ont fusionné avec celle des Pennes-Mirabeaux et qu'un projet est en cours sur ce dernier Territoire.

D'autre part la Commune de Marignane a réservé un terrain de 9000m² sur la Zone dite « La Raphelle » pour la réalisation d'une Aire d'Accueil. Des études ont démontré la capacité de ce site à Accueillir ce type de programme.

La réalisation de cette Aire d'Accueil de 30 places doit être programmée et il est proposé de confier sa réalisation à la « SPL SOLEAM ».

Il convient donc d'approuver le Mandat entre La Métropole et la Soleam pour la création de cette Aire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le schéma départemental des aires d'Accueil des Gens du Voyage révisé en date du 10 Janvier 2012 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation d'un mandat avec la Soleam pour la réalisation d'une Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) à Marignane. ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion relative aux compétences «Approbation d'un mandat avec la Soleam pour la réalisation d'une Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) à Marignane. ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d'approbation de la convention de gestion relative l'approbation d'un mandat avec la Soleam pour la réalisation d'une Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) à Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 035-444/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec l'Etat pour la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage de Saint Menet- Marseille 11ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

VU 035-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention avec l'Etat pour la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) de Saint-Menet – Marseille 11^{ème} arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales. ».

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM a conféré de nouvelles compétences obligatoires aux communautés urbaines dont la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » et a créé au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence. Depuis cette date la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit cette compétence.

Une Délégation de Service publique (DSP) Métropolitaine pour la Gestion des Aires d'accueil des gens du voyage a été attribuée par délibération du 16 Mai 2019. Cette DSP a vocation en premier lieu à la Gestion des Aires suivantes :

- « La Garenne » : 25 places « famille » – Salon de Provence
- « Le Réaltor » : 80 Places « familles » Plateau de l'Arbois – Aix en Provence
- « La Malle » : 30 Places « famille » - Bouc Bel Air
- « Rives Hautes » : 23 Places « famille » - Fuveau

Cette DSP métropolitaine est de nature à pourvoir y inclure d'autres aires suivant les souhaits des territoires et sous réserve de leur compatibilité technique avec le contrat de DSP et son règlement intérieur.

La gestion des deux aires existantes sur le territoire de la ville de Marseille, sises à St-Menet et à Mazargues, a été transférée avec un contrat de Délégation de Service Public (DSP) attribué à la

société « Vago » en 2013 par la Ville de Marseille et qui s'est terminé le 31 mars 2019.

Par délibération du 16 mai 2019 La Métropole Aix Marseille Provence a acté la reprise en gestion directe de ces deux aires.

L'Aire de Mazargues (40 places caravane) ne correspond plus à la définition légale d'une Aire d'Accueil de passage compte tenu d'une sédentarisation des occupants depuis de nombreuses années.

L'Aire de Saint-Menet (24 places « famille ») doit faire l'objet d'une réhabilitation et mise aux normes afin de pouvoir intégrer à terme la nouvelle DSP Métropolitaine.

Par délibération du 20 juin 2019 la Métropole a approuvé un nouveau règlement intérieur de l'aire d'accueil de saint Menet, compatible avec le règlement adossé à la DSP « Métropolitaine ».

L'aire de saint Menet, d'une capacité de 48 places « caravanes » et inscrite au schéma départemental, peut bénéficier d'aide à la gestion par le dispositif « d'aide au logement temporaire 2 » (ALT2). Cette aide se décompose, d'une part fixe d'un montant de 56,5 euros par place et par mois et d'une part variable -en fonction de son taux d'occupation- d'un montant de 75,95 par place et par mois.

Il convient pour l'exercice 2019, d'approuver la convention transmise par les services de l'Etat et d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à la signer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation d'une convention avec l'Etat pour la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) de Saint-Menet – Marseille 11^{ème} arrondissement.».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion relative aux compétences « Approbation d'une convention avec l'Etat pour la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) de Saint-Menet – Marseille 11^{ème} arrondissement».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la demande d'approbation de la convention de gestion relative à l'approbation d'une convention avec l'Etat pour la gestion de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV) de Saint-Menet – Marseille 11^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 036-445/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un Protocole Transactionnel avec le groupement Guintoli EHTP Malet concernant le Lot n°1 de la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V sur la commune de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire

VU 036-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans

les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation de la convention de gestion relative aux compétences « Création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire» de la commune de Gignac-la-Nerthe transférées au 1^{er} Janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Avis du Conseil de Territoire. » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence, Direction de l'Urbanisme, du Foncier et de l'Habitat, a assuré la maîtrise d'ouvrage de l'opération de la ZAC ATHELIA V à la Ciotat.

La présente opération a pour objet les travaux d'infrastructures nécessaires à l'aménagement et à la création des voiries et réseaux divers de la ZAC ATHELIA V.

Le groupement d'entreprises GUINTOLI / EHTP / MALET est titulaire du lot 01 VRD, en charge de la réalisation des travaux de voirie et de réseaux divers.

Ce marché à prix unitaire a été notifié au titulaire le 02 Avril 2014 sous le numéro 14/050 pour un montant de 7 959 694.90 €HT.

L'objet dudit marché porte sur les travaux de :

- Terrassements
- Travaux préparatoires
- Voirie
- Maçonneries
- Mobilier
- Signalisation verticale et horizontale
- Réseaux divers : Assainissement eaux pluviales, Assainissement eaux usées, Alimentation Eau Potable
- Génie civil des réseaux divers : Eclairage public, Electricité, Télécom, Fibre optique, Vidéosurveillance, Arrosage, Gaz

Les autres prestations, que sont l'éclairage public et les espaces verts font l'objet de deux autres Lots du marché de travaux.

Un avenant n°1 en date du 04 avril 2017 d'un montant de 1 014 063,92 € HT a été passé avec l'entreprise afin de prendre en compte des prix nouveaux ainsi que des modifications de quantités, portant le montant global du marché à 8 973 758,82 €HT. Cet avenant ne réglait pas les incidences financières liées à la prolongation des délais du chantier

Le décompte marche hors réclamation est le suivant :

Marche total : 7 959 694,90 Euros Hors Taxes

Avenant N° 1 : 1 014 063,92 Euros Hors Taxes

Révision de prix : - 447 661,72 Euros Hors Taxes

Soit un total de 8 526 097,10 Euros Hors Taxes qui a été entièrement payé au groupement titulaire du marché avec la TVA en vigueur.

Les travaux de l'opération ont démarré le 26 juin 2014 pour une durée globale de 20 mois y compris un mois de période de préparation.

L'opération sans considérer les intempéries et autres aléas de chantier a pour date de fin de travaux le mois d'avril 2016.

La fin des travaux a été prolongée par l'Ordre de service N°09 à la fin du mois de septembre 2016, puis par avenant n°1 à la fin du mois de décembre 2016. Les travaux se sont finis à la fin du mois de décembre 2016 ;

La prolongation de délais s'explique par le décalage du planning suite à l'immobilisation supplémentaire de la zone archéologique : 5.5 mois

Parallèlement La Maîtrise d'ouvrage a eu des difficultés pour réitérer par acte authentique devant notaire, le compromis d'un foncier, nécessaire à la voie C. Ce foncier a été finalement libéré en même temps que les zones de fouilles archéologiques.

Cet arrêt de chantier sur les zones impactées a nécessité un phasage particulier des travaux et une réorganisation de l'entreprise, ayant pour incidence un retard sur le planning global des travaux de 5.5 mois.

D'autre part les interventions retardées des concessionnaires (RTE, ERDF, SEMM, ORANGE) ont contraint le groupement à réorganiser son chantier et protéger ses ouvrages.

Dans ce contexte le titulaire du marché a assorti son décompte Final d'une demande de rémunération complémentaire d'un montant de 1.999.499.53 € HT, s'appuyant sur la méthodologie de travail initiale

décrite dans le mémoire technique de son offre et les sujétions de réorganisation et du rallongement des délais issu des difficultés décrites en préambule.

Le montant de la réclamation se décompose comme suit :

1/ Aléa Fouilles Archéologiques et non acquisition foncière : 368.628 €HT :

- a) Frais de transfert : 51.696€HT
- b) Perte de rendement ateliers de terrassement : 290.966€HT
- c) Accès à la déchèterie : 25.966€HT

2/ Aléa ERDF et France Télécom/ Orange : 48.240 €HT

3/ Aléa RTE : 38.804,16 €HT

4/ Aléa SEMM : 33.502 €HT

5/ Aléa Réalisation massifs candélabres : 46.366 €HT

6/ Modification du Planning Financier : 583.076,08 €HT:

- a) Manque à gagner : 133.076,61 €HT
- b) Non amortissement des frais généraux : 450.000 €HT

7/ Modification du plan de charge personnel et matériel : 370.153 €HT

- a) Recours à l'intérim : 146.011 €HT
- b) Perte location externe : 149.142 €HT
- c) Perte d'activité 2015 et remplacement du personnel interne : 75.000 €HT

8/ Augmentation des frais d'encadrement et d'installations de chantier : 349.992 €HT

- a) Plus-value prix 101 : 319.225,5 €
- b) Plus-value prix 108 : 2.747 €
- c) Plus-value prix 102 : 28.020 €

8/ Révision de Prix : 75.251 €HT

La demande du titulaire s'élève à 75.251 €HT

Les services Métropolitains ont procédé à l'analyse de cette demande de rémunération complémentaire, s'appuyant sur l'analyse de la maîtrise d'œuvre, EGIS.

Si globalement la justification de la demande n'est pas contestée, les points 6 « Modification du Planning

Financier » et 8 « Révision de Prix » n'ont pas été retenus suivant le rapport d'analyse de la Maîtrise d'ouvrage ; le premier au motif qu'il s'agissait de considérations d'ordre comptable et le second était d'ordre contractuel connu par le titulaire lors de l'appel d'offres.

Les autres points ont été analysés en prenant en compte, les quantités où des forfaitisations estimées par la maîtrise d'œuvre, des sous détails de prix, ou de ratios applicables dans le cas d'espèce.

Le montant retenu par cette analyse est de 614.826,61€ HT.

Par courrier en date du 19 novembre 2018 la Métropole AMP faisait part de son analyse et proposait le montant de 614.826,61 €HT au mandataire du groupement.

Par courrier en date du 18 décembre 2018 le mandataire acceptait la proposition malgré la nette différence des montants.

Dans ce contexte et dans un souci de mettre un terme amiable à cette affaire, Il convient d'approuver le présent protocole transactionnel avec le groupement GUINTOLI/EHTP/MALET afin de régler de manière définitive ce différend.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un Protocole Transactionnel avec le groupement Guintoli/EHTP/Malet concernant le Lot n°1, Marché de travaux n°14 050, pour l'aménagement de la ZAC Athelia V sur la commune de La Ciotat. ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de régler par la voie transactionnelle avec le groupement Guintoli/EHTP/Malet le différend concernant le Lot n°1, Marché de travaux n°14 050, pour l'aménagement de la ZAC Athelia V sur la commune de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport relatif à l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Guintoli/EHTP/Malet concernant le Lot n°1, Marché de travaux n°14 050, pour l'aménagement de la ZAC Athelia V sur la commune de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 037-446/19/CT

■ CT1 - Clôture de la Convention de Mandat passée avec la SOLEAM relative aux acquisitions foncières, études et travaux sur le secteur Vallon de Regny - Marseille 9ème arrondissement

Avis du conseil de Territoire

VU 037-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et

culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Clôture de la Convention de Mandat n° 13/122 passée avec la SOLEAM relative aux acquisitions foncières et travaux réalisés sur le secteur Vallon de Régnys, dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille. » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille pour répondre aux objectifs de Programme Local de l'Habitat a engagé une opération d'aménagement urbain sur un site d'environ 34 hectares, situés dans le 9^{ème} arrondissement, entre le boulevard Sainte-Marguerite, le chemin Vallon de Toulouse, le boulevard Paul Claudel, dénommé « Vallon de Régnys ».

Cette opération qui vise à créer un nouveau cœur de quartier structuré autour d'espaces et d'équipements publics de qualité a été confiée via une concession d'aménagement à la société Marseille Aménagement - devenue depuis la SOLEAM - chargée d'assurer le développement urbain de ce secteur, conformément aux objectifs définis par les dossiers de création et de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Vallon de Régnys, respectivement approuvés par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille les 20 juin 2005 et 19 mars 2007.

Ce secteur étant impacté par le Projet Du Boulevard Urbain Sud (BUS) de compétence Communautaire, Marseille Provence métropole a accompagné le Projet en approuvant lors de son conseil communautaire du 28 juin 2013 une convention de mandat avec la SOLEAM.

Cette convention prévoyait de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel.

Cette opération a été transférée de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui se substitue depuis le 1^{er} janvier 2016 en droits et obligations de l'ex communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole.

La SOLEAM, dans le cadre de son mandat, a procédé aux acquisitions foncières nécessaires au projet et fait réaliser les études de conception jusqu'au stade avant-projet.

Toutefois, La programmation décalée du Boulevard Urbain sud et la Complexité du Projet global et de ses emprises eu égard notamment au dossier de DUP, a nécessité la reprise complète de la Maîtrise d'ouvrage par la Métropole AMP.

- Aussi il convient de clôturer le dit mandat avec l'approbation de son bilan de clôture joint en annexe qui fait apparaître un solde à reverser en faveur le Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 267 421,90€ (deux cent soixante-sept mille quatre cent vingt et un euros et quatre-vingt-dix centimes).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Clôture de la Convention de Mandat n° 13/122 passée avec la SOLEAM relative aux acquisitions foncières et travaux réalisés sur

le secteur Vallon de Régný, dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la clôture de la Convention de Mandat n° 13/122 passée avec la SOLEAM relative aux acquisitions foncières et travaux réalisés sur le secteur Vallon de Régný, dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à la clôture de la Convention de Mandat n° 13/122 passée avec la SOLEAM relative aux acquisitions foncières et travaux réalisés sur le secteur Vallon de Régný, dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille.

Cette proposition est mis aux voix est adoptée.

VU 038-447/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement ZAC Vallon Régný - Marseille

Avis du Conseil de Territoire VU 038-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120100 « ZAC Vallon Régný Marseille » » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, la ZAC de Vallon de Régný couvre un territoire d'environ 34 hectares. Elle a pour ambition de créer un nouveau quartier d'habitat mixte et de constituer un cœur de quartier qui bénéficiera de la finalisation prochaine des travaux d'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

Cette opération fait l'objet d'une concession d'aménagement confiée à SOLEAM.

La délibération n°URB 025-6447/19/CM approuvée par le Conseil de Métropole du 20 juin 2019, a approuvée notamment le compte rendu annuel à la collectivité relatif à cette ZAC au 31 décembre 2018 intégrant une augmentation de la participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur.

Cette augmentation est due à une réévaluation du coût des travaux de voirie.

L'opération d'investissement n°2015120100 inscrite au budget pour un montant de 4 600 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 750 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 350 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015120100 " ZAC Vallon Régny - Marseille" ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015120100 " ZAC Vallon Régny - Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement ZAC Vallon Régny - Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 039-448/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Concession ZAC Capelette - Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
VU 039-24/09/19 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121000 – Concessions ZAC Capelette Marseille - » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La concession Capelette dont la convention de concession approuvée par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996 par le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a connu de nombreuses modifications depuis sa création.

Le conseil métropolitain du 20 juin 2019 approuvant le CRAC 2018 de la concession prévoit une augmentation de la participation du concédant de 2 600 000 euros. Cette augmentation est due à :

- La diminution du montant des cessions (suppression de la cession à la Ville de Marseille du foncier nécessaire pour la réalisation du Parc Bonnefoy, suppression de la constructibilité de l'îlot fonderie, suppression de la constructibilité de l'îlot 12 afin de réaliser un groupe scolaire...)
- Ainsi que la diminution des remboursements de frais de dépollution sur le site pôle de loisirs

L'opération d'investissement n°2015121000 inscrite au budget pour un montant de 29 000 000 euros TTC

et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 2 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 31 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121000 – Concessions ZAC Capelette Marseille ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015121000 – Concessions ZAC Capelette Marseille ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la révision et l'affectation de l'opération d'investissement - Concessions ZAC Capelette Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 040-449/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement Malpassé - Marseille

Avis du Conseil de Territoire

VU 040-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120600 – Aménagement Malpassé Marseille - » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le projet de renouvellement urbain Malpassé doit permettre la mutation d'un quartier déconnecté des pôles d'attractivité, comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste.

Le PRU a pour objectif d'accompagner la mutation en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Dans ce cadre, la concession du Vallon de Malpassé vise, sur une surface d'environ 3 hectares, à reconstruire des logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

Le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuve une augmentation de la participation de la collectivité à l'équilibre du bilan.

Cette évolution s'explique principalement par des pertes des recettes prévisionnelles attendues sur plusieurs projets immobiliers à commercialiser et par la baisse du montant de la subvention ANRU du fait des retards des opérations.

Cette perte est estimée à 2 566 753 euros et génère une participation de 7 543 160 euros, en augmentation de 2 341 037 euros.

L'opération d'investissement n°2015120600 inscrite au budget pour un montant de 4 300 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 3 300 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015120600 " Aménagement Malpassé - Marseille" ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015120600 " Aménagement Malpassé – Marseille » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagement Malpassé – Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 041-450/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement Savine - Marseille**
Avis du Conseil de Territoire
VU 041-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015120700 « Aménagement Savine » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuve une participation de la Métropole :

- d'un montant de 9 056 109 euros TTC de participation aux équipements publics, montant inchangé, par rapport au bilan financier prévisionnel établi au 31/12/2017,
- d'un montant de 3 646 590 euros TTC à l'équilibre du bilan en augmentation de 2 145 688 euros TTC par rapport au bilan financier prévisionnel établi au 31/12/2017.

Cette augmentation se justifie par la prise en compte de travaux imprévus tels que des dévoiements de réseaux, par la réévaluation des travaux en phase études (AVP et PRO) et en phase exécution (résultat des appels d'offres) en lien avec la complexité de cette opération (un site contraint, de nombreux chantiers de constructions en simultanée). La

complexité des missions de l'aménageur a également conduit à une réévaluation de sa rémunération.

Sur ce montant total de participation de 12 702 699 euros, 2 400 000 euros ont été payés en 2016 par la Métropole au titre d'une autre opération d'investissement.

L'opération d'investissement n°2015120700 inscrite au budget pour un montant de 9 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 1 400 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 400 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015120700 " Aménagement Savine - Marseille" ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015120700 " Aménagement Savine - Marseille" ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement Savine - Marseille.

Cette proposition est mise aux voix est adoptée.

VU 042-451/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement ZAC des Hauts de Sainte-Marthe**
Avis du Conseil de Territoire
VU 042-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement

n°2015119400 « ZAC des Hauts de Sainte Marthe » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La participation à l'équilibre du bilan établi au compte rendu annuel à la collectivité du 31 décembre 2018 s'élève à 45 804 755 euros, soit une augmentation de 558 404 euros par rapport au dernier bilan approuvé : une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédante, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à l'équilibre à verser par la Métropole s'élève à 30 304 755 euros. L'augmentation de la participation est expliquée par la variation des budgets suivants :

- En dépense, l'augmentation du poste acquisitions (+1,5 M d'euros TTC) et la baisse des dépenses d'aléas de 0,25M d'euros TTC,
- En recettes, l'augmentation du poste participations constructeurs (+1,2M d'euros TTC) et une diminution du poste de cessions de charges foncière (-543 746 euros TTC),

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement par la Métropole des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération s'élève à 4 516 140 euros TTC.

L'opération d'investissement n°2015119400 inscrite au budget pour un montant de 31 100 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 3 800 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 34 900 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015119400 " ZAC des Hauts de Sainte-Marthe" ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119400 « ZAC des Hauts de Sainte Marthe » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 043-452/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement ZAC Château Gombert

Avis du Conseil de Territoire

VU 043-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119500 – ZAC Château Gombert - » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le compte rendu annuel de cette concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 approuvé par le Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuve une participation de la Métropole d'un montant de 11 465 008 euros TTC à l'équilibre du bilan en augmentation de 4 223 927 euros TTC par rapport au bilan financier prévisionnel établi au 31/12/2017.

Cette hausse se justifie par :

Une augmentation des dépenses à terme de 6 316 755 euros TTC due principalement à :

- une forte hausse du budget « Travaux » (+5 306 243 euros) s'expliquant par l'introduction des nouveaux postes « reprise de la rue Paul Langevin » (+3 700 000 euros) et « équipement innovant - requalification du Technopôle » (+1 440 000 euros TTC), ainsi que par l'augmentation corollaire des honoraires techniques (+414 377 euros TTC).
- une hausse du budget « Foncier » (+1 489 294 euros) consécutive à une réévaluation du prix d'achat des 16 200 m2 de terrains du Conseil départemental 13 (+1 167 600 euros),
- une hausse du budget « Rémunération » (+339 824 euros) qui découle essentiellement de l'augmentation du poste Rémunération sur Dépenses (+299 332 euros)

Cette augmentation des dépenses est partiellement compensée par :

- une subvention CRET du Conseil Régional à hauteur 1 500 000 euros participant au financement du volet innovation de l'opération de requalification des espaces extérieurs du cœur de technopôle,
- une augmentation des recettes de cession et divers (592 828 euros environ)

L'opération d'investissement n°2015119500 inscrite au budget pour un montant de 7 300 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, a été révisée à hauteur de 4 200 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 11 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n° 2015119500 " ZAC Château Gombert ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2015119500 – ZAC Château Gombert » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement ZAC Château Gombert.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 044-453/19/CT

■ CT1 - Approbation du lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement - Approbation du principe de la constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement

Avis du Conseil de Territoire

VU 044-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement – Approbation du principe de la constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier privé situé 130, avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille, sous le régime de la copropriété.

Le Parc Corot abrite une population estimée à 1000 habitants. L'ensemble est constitué de 12 bâtiments, sur un terrain de 4,81 hectares : 7 immeubles d'habitation comportant 376. Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire, ainsi que le syndicat du bâtiment des commerces et celui des garages. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

Le Parc Corot est situé dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé-Corot », et concerné par le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) pour le « Grand Malpassé » englobant principalement les groupes d'habitat social de Saint-Paul, du plateau de Villecroze, de Malpassé et des Olivers A, Lilas et Mimosas. Le protocole de préfiguration a été signé par la Métropole avec l'ANRU le 21 décembre 2017 avec pour l'objectif de contractualiser avec l'ANRU dans les 24 mois sur chaque site.

Le Parc Corot a bénéficié d'une intervention publique depuis plusieurs années : ainsi le bâtiment B a été démoli en 1989 dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat Insalubre (RHI) conduite par la Ville de Marseille, et le Parc a été intégré en 2006 au Programme de Rénovation Urbaine (PRU) de Saint-Paul. Le PRU a notamment permis de contribuer au désenclavement du Parc par la création par notre collectivité de la rue Jean Marsac, de réhabiliter le groupe d'habitat « Saint Paul » mitoyen (HMP), et de lancer la création par la Ville de Marseille d'un nouvel équipement social pour le quartier. De plus une offre locative diversifiée a été apportée par l'édification à proximité par l'Association Foncière Logement de la résidence « Les Terrasses du Parc ».

Le bâtiment A, comportant 96 logements, a été évacué puis neutralisé par notre collectivité en

décembre 2018 suite à l'arrêté municipal du 11 décembre 2018 notifiant l'insécurité des équipements communs.

Les études conduites dans le cadre du PRU ont permis de mieux appréhender les graves difficultés structurelles auxquelles est confrontée la copropriété, aussi bien du point de vue de sa gestion, que de la vétusté du bâti et des équipements communs, de l'état de dégradation avancé des espaces collectifs, ainsi que de la grande fragilité économique et sociale de nombre des résidents.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot ».

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018 la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement pour le Parc Corot.

Il est désormais proposé, en premier lieu d'approuver la mise en œuvre de cette opération par le lancement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence préalable à la conclusion d'une concession d'aménagement sans transfert de risque.

Le concessionnaire aura pour missions principales :

- d'acquérir par tous moyens et gérer des lots de copropriété, puis selon les situations de les réhabiliter ou de les neutraliser, d'assurer le relogement des ménages quand cela sera nécessaire,
- de porter les procédures publiques d'expropriations, puis déconstruire les immeubles voués à démolition, les neutraliser et gérer leurs terrains d'assiette.
- de participer, en appui des instances de gestion des syndicats de copropriété, au rétablissement de la gestion des parties communes à court, moyen et long terme, notamment par la scission de la copropriété en autant de parcelles que de syndicats de copropriété, la dissolution du syndicat principal et la création d'une Union syndicale libre (USL),

- de réaliser et remettre à niveaux les espaces et les équipements publics nécessaires des échanges dans ce sens ont été engagés avec la Direction de l'Aménagement de l'espace public;

- céder à terme les lots de copropriétés et les parcelles viabilisés à des acquéreurs institutionnels ou privés.

Cette procédure sera menée conformément aux règles de la deuxième partie du code de la commande publique ainsi qu'aux articles L1414-1 à L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales et aux articles L.300-1, L.300-4, R300-11 et suivants du code de l'urbanisme.

Compte tenu du montant des divers produits de la concession, la procédure mise en œuvre sera l'une des procédures formalisées prévues par le Code de la Commande Publique pour la passation des marchés publics.

En second lieu, dès lors que l'article R 300-11-2 du Code l'urbanisme prévoit que ce type de de concession d'aménagement est attribué par une commission d'appel d'offres composée de manière dérogatoire conformément à l'article R 300-9 du Code de l'urbanisme qui dispose que « *Lorsque le concédant est une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, l'organe délibérant désigne en son sein à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne les membres composant la commission (...)* ».

Il est en conséquence proposé d'approuver le principe de création de cette commission, d'en fixer les modalités de fonctionnement, et les modalités de dépôt de liste en vue de la désignation de ses membres lors d'une prochaine réunion du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement et l'approbation du principe de la constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement et l'approbation du principe de la constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur Approbation du lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans

transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille 13^{ème} arrondissement – Approbation du principe de la constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 045-454/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°8 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole hors Marseille**

Avis du Conseil de Territoire VU 045-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

Les copropriétés fragiles ou en difficulté constituent un sujet de préoccupation majeur pour les décideurs et acteurs de l'Habitat.

Sur l'ensemble du territoire métropolitain, les problématiques inhérentes au parc des copropriétés dégradées sont multiples et nécessitent un travail de connaissance approfondi pour mieux mesurer leur fonctionnement et déployer les outils opérationnels adaptés.

La mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés est issue d'un travail commun entre l'Agence d'urbanisme de

l'Agglomération Marseillaise (AGAM) et l'agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA).

Cet observatoire a pour but de constituer un dispositif de repérage et de suivi sur les 91 communes du territoire (Marseille ayant son propre observatoire mis en place par l'AGAM), des 2 600 copropriétés repérées par l'ANAH comme potentiellement fragilisées. L'objectif est de centraliser la connaissance des copropriétés du territoire et repérer les copropriétés dites fragiles, ainsi que la mise en place d'indicateurs opérationnels en lien avec ceux définis par l'ANAH.

Les actions réalisées par les agences représentent un coût de 120 092€ sur la période 2018-2020.

Il convient de préciser le montant alloué à l'AGAM pour l'année 2019.

La délibération «approbation de l'avenant n°8 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour un montant de 9 600 Euros pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole (hors Marseille) » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 038/4384/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°7 à la convention annuelle avec l'AGaM visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente la Métropole ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole portant sur l'«approbation de l'avenant n°8 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole (hors Marseille) »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative l'«approbation de l'avenant n°8 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole (hors Marseille) »

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°8 à la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole (hors Marseille) .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 046-455/19/CT

■ CT1 - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention pour le ravalement des façades - Approbation d'une convention avec le syndicat des copropriétaires de la Ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire VU 046-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème

arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades après mise en sécurité ainsi que sur le préfinancement des aides régionales et départementales conformément à la convention d'OPAH correspondante - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille» satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a été approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, dont la résidence Plombières située dans le quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement) entre l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Etablissement Public Foncier Régional, la Caisse des dépôts et Consignations, l'Etablissement Public Euroméditerranée, l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement.

Par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, ont été approuvées la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées (OPAH CD) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la résidence Plombières, située à Marseille, quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement) ainsi que la convention d'OPAH Copropriété de la « Résidence Plombières » établissant les objectifs et les conditions du partenariat.

Parmi les objectifs de l'OPAH CD figure la réalisation de travaux sur les parties communes.

Par la délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, a été approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, qui concerne le quartier Saint-Mauront.

Par délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, a été approuvée une convention de financement de mise en sécurité des façades de la résidence Plombières. Ces travaux de phase 1 sont en cours et doivent s'achever fin 2019. Ils comprennent :

- le traitement des fissures,
- la restructuration des maçonneries dégradées,
- le scellement des garde-corps défectueux,
- le revêtement de façade de mise en sécurité.

Il convient de pérenniser ces travaux de mise en sécurité des façades par un ravalement de ces dernières. La copropriété « Résidence Plombières » a voté cette deuxième phase de travaux lors d'une assemblée générale spéciale du 20 juin 2017, en cohérence avec les objectifs de l'OPAH Copropriété rappelés ci-dessus. Ces travaux comprennent :

- les travaux préparatoires,
- la préparation des fonds,
- le remplacement des garde-corps,
- les revêtements de façade,
- les remises en peinture.

Cette deuxième phase de travaux de façade étant éligible aux aides prévues par les partenaires dans la convention d'OPAH, il convient de définir par convention le montant et les modalités de versement de ces aides.

Le coût prévisionnel des travaux de ravalement de façade est de 1 427 053,20 euros TTC.

Ce montant comprend le montant des travaux eux-mêmes (1 317 088,80 euros TTC), les honoraires de maîtrise d'œuvre d'exécution (65 854,14 euros TTC), les honoraires de mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS) et contrôle technique (28 736,35 euros TTC) et les honoraires du syndic de copropriété pour le suivi administratif et financier des travaux (15 374,01 euros TTC).

En application de l'article 5 de la convention OPAH – Copropriété « Résidence Plombières », le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit comme suit :

- ANAH : 50% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Métropole : 20% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Région SUD PACA : 10% du montant HT des travaux et honoraires éligibles, correspondant à 50% du montant attribué par la Métropole ;
- Département des Bouches-du-Rhône : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles ;
- Ville de Marseille : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles.

Sur la base de ces règles de financement et considérant la base subventionnable en HT, soit 1 267 638 euros HT, excluant les honoraires du syndic et l'assurance dommage ouvrage, les montants prévisionnels des parties à la présente convention sont répartis comme suit :

Parties	Financements prévisionnels (en HT)
ANAH	693 276 euros
Ville de Marseille	27 888 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	253 528 euros
Région SUD PACA	126 764 euros
Département des Bouches-du-Rhône	27 888 euros

En application de la convention OPAH précitée (articles 5.4.3 et 5.5.3) et de la convention de financement entre la Région et la Métropole approuvée par délibération n° DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole s'est engagée à préfinancer les aides du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès du Syndicat des copropriétaires.

La Métropole et la Ville de Marseille ayant souhaité conclure une convention commune avec le Syndicat des copropriétaires pour le financement de ces travaux, l'objectif de la convention à approuver est :

- d'une part, de fixer la participation financière de la Métropole et de la Ville de Marseille,
- d'autre part, d'organiser la gestion des financements de l'ensemble des partenaires financeurs signataires (Métropole et Ville de Marseille),
- et en dernier lieu, de fixer le montant des financements avancés par la Métropole au nom et pour le compte de la Région PACA (126 764 euros HT) et du Département (27 888 euros HT).

Les modalités de ces versements sont définies dans la convention de financement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades après mise en sécurité ainsi que sur le préfinancement des aides régionales et départementales conformément à la convention d'OPAH correspondante - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat

des copropriétaires pour la réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades après mise en sécurité ainsi que sur le préfinancement des aides régionales et départementales conformément à la convention d'OPAH correspondante - Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec le Syndicat des copropriétaires et la Ville de Marseille ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention au Syndicat des copropriétaires pour la réalisation d'une deuxième phase des travaux - Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 047-456/19/CT

■ **CT1 - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété**

Avis du Conseil de territoire

VU 047-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades après mise en sécurité - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, a été approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille, dont la résidence Plombières située dans le quartier Saint-Mauront (3^e arrondissement) entre l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Etablissement Public Foncier régional, la Caisse des dépôts et consignations, l'Etablissement Public Euroméditerranée, l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise et l'Agence départementale d'information sur le logement.

Par délibération DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, ont été approuvées la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat copropriété (OPAH copropriété) dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage sur la « Résidence Plombières », située à Marseille, quartier Saint-Mauront (3^{ème} arrondissement) ainsi que la convention d'OPAH établissant les objectifs et les conditions du partenariat.

Cette résidence, aux coûts de fonctionnement élevés, est implantée dans un des quartiers les plus défavorisés de Marseille, dans un environnement urbain en forte mutation dans le cadre d'un PRU (QPV d'intérêt National centre-ville/Canet/Arnavaux/Jean-Jaurès).

Parmi les objectifs de l'OPAH copropriété figure la réalisation de travaux sur les parties communes.

Par la délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, a été approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, qui concerne le quartier Saint-Mauront.

Par délibération DEVT 003-4209/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, a été approuvée une convention de financement pour une première phase de travaux de mise en sécurité des façades de la résidence Plombières. Ces travaux de phase 1 sont en cours et doivent s'achever fin 2019. Ils comprennent :

- le traitement des fissures,
- la restructuration des maçonneries dégradées,
- le scellement des garde-corps défailants,
- le revêtement de façade de mise en sécurité.

Il convient de pérenniser ces premiers travaux par un ravalement des façades. La copropriété «Résidence Plombières » a voté cette deuxième phase de travaux de ravalement des façades lors d'une assemblée générale spéciale du 20 juin 2017, en cohérence avec les objectifs de l'OPAH copropriété rappelés ci-dessus.

Ces travaux comprennent :

- les travaux préparatoires,
- la préparation des fonds,
- le remplacement des garde-corps,
- les revêtements de façade,
- les remises en peinture.

Cette deuxième phase de travaux de façade étant éligible aux aides prévues par les partenaires dans la convention d'OPAH, le montant et les modalités de versement de ces aides sont définis par une convention de financement entre la Métropole, la Ville de Marseille et le syndicat des copropriétaires de la Résidence Plombières, approuvée par délibération concomitante du Bureau de la Métropole.

Le coût prévisionnel des travaux de ravalement de façade est de 1 427 053,20 euros TTC.

Ce montant comprend le montant des travaux eux-mêmes (1 317 088,80 euros TTC), les honoraires de

maîtrise d'œuvre d'exécution (65 854,14 euros TTC), les honoraires de mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS) et contrôle technique (28 736,35 euros TTC) et les honoraires du syndic de copropriété pour le suivi administratif et financier des travaux (15 374,01 euros TTC).

En application de l'article 5 de la convention OPAH – Copropriété « Résidence Plombières », le montant des aides à attribuer au syndicat des copropriétaires pour la réalisation de ces travaux se répartit comme suit :

- ANAH : 50% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Métropole : 20% du montant HT des travaux et honoraires éligibles aux aides de l'ANAH ;
- Région SUD PACA : 10% du montant HT des travaux et honoraires éligibles, correspondant à 50% du montant attribué par la Métropole ;
- Département des Bouches-du-Rhône : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles ;
- Ville de Marseille : la moitié du solde (après l'aide de l'ANAH, de la Métropole et de la Région) du montant HT des travaux et honoraires éligibles.

Sur la base de ces règles de financement et considérant la base subventionnable en HT, soit 1 267 638 euros HT, excluant les honoraires du syndic et l'assurance dommage ouvrage, les montants prévisionnels des parties à la présente convention sont répartis comme suit :

Parties	Financements prévisionnels (en HT)
ANAH	693 276 euros
Ville de Marseille	27 888 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	253 528 euros
Région SUD PACA	126 764 euros
Département des Bouches-du-Rhône	27 888 euros

En application de la convention OPAH précitée (articles 5.4.3 et 5.5.3) et de la convention de financement entre la Région et la Métropole approuvée par délibération n° DEVT 005-1840/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la

Métropole s'est engagée à préfinancer les aides du Département des Bouches du Rhône et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur auprès du Syndicat des copropriétaires.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux de façades phase 2 sur la copropriété « Résidence Plombières ».

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'ANAH et des collectivités et EPCI partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficultés.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires.

Il convient donc d'approuver la convention de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, la Ville de Marseille, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et le syndicat des copropriétaires ou son représentant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades après mise en sécurité - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades après mise en sécurité - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Copropriété sur la Résidence Plombières à Marseille 3ème arrondissement - Réalisation d'une deuxième phase des travaux portant sur le ravalement des façades après mise en sécurité - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 048-457/19/CT

■ **CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'habitat Indigne et Dégradé - Approbation d'un avenant 1 à la convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain - OPAH RU transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne - Marseille Centre**

Avis du Conseil de Territoire VU 048-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'habitat Indigne et Dégradé - Approbation d'un avenant 1 à la convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 27 décembre 2017 en partenariat avec l'Etat, l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine, et la Ville de Marseille un protocole de préfiguration du nouveau programme nationale de rénovation urbaine pour Marseille ainsi qu'un accord partenarial pour une stratégie de traitement des copropriétés dégradées et un troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne, dont l'un des objectifs majeurs est le traitement de 10 000 logements privés dégradés de Marseille ;

Le drame de l'effondrement d'un immeuble d'habitation privé rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 et l'ampleur de ses répercussions ont signifié l'urgence à agir et imposent d'accélérer les politiques publiques pour remédier aux phénomènes de dégradation du bâti privé ancien ;

L'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) en son conseil d'administration du 28 novembre 2018 a approuvé des dispositions exceptionnelles pour Marseille afin d'aider les collectivités par un dispositif dérogatoire de subventions à l'ingénierie nécessaire à l'accompagnement des propriétaires et copropriétaires à la réalisation de travaux urgents, notamment à travers un cadre conventionnel partenarial d'une Opération d'Amélioration de l'Habitat simplifiée pour en accélérer l'entrée en vigueur ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé simultanément lors du Conseil du 13 décembre 2018 une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé pour mettre en place rapidement des outils plus efficaces dotés de moyens augmentés, et les modalités d'intervention en Opération d'Amélioration de l'Habitat à volet renouvellement urbain simplifiée ;

La mise au point entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Anah, l'Etat et la Ville de Marseille du contenu et du périmètre de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat simplifiée a conduit à la conclusion de la convention triennale d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH RU) transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre » sur un périmètre de 1000 hectares, des 1^{er} aux 7^e arrondissements de la ville.

Si au moment de la rédaction de la convention de programme, la majorité des arrêtés d'évacuation et de périls produits par la Ville de Marseille frappaient en effet des immeubles des quartiers centraux de Marseille, suite à de nombreux signalements, des immeubles ayant les mêmes caractéristiques se sont vu frappés d'arrêtés péril et d'évacuation en dehors du périmètre opérationnel initial : de ce fait, ces immeubles ne peuvent pas bénéficier des aides exceptionnelles de cette OPAH-RU.

Compte tenu que cette OPAH à caractère exceptionnel et transitoire vise à remédier aux situations d'urgence et tient davantage en cela d'une opération thématique de type opération d'amélioration de l'habitat dégradé, que d'une opération géographique, il est proposé d'étendre le périmètre opérationnel contractuel à l'ensemble du territoire municipal.

La cible prioritaire de ce dispositif est constituée par les copropriétés fragiles et dégradées relevant du Plan Initiative Copropriété avec l'avantage de pouvoir mobiliser des subventions au syndicat de copropriété pour des travaux urgents. Pour autant les subventions au logement font également partie de ses objectifs, qu'il s'agisse de subventionner des logements indignes ou insalubres en accompagnement du programme de travaux en parties communes pour permettre un retour des occupants dans un immeuble sûr et décent, ou qu'il s'agisse de propriétés unique ou de copropriétés inéligibles au régime de subvention au syndicat : les travaux de structures feront l'objet de demande de subvention au logement dans les conditions de droit commun – plafond de revenu ou conventionnement du loyer.

Ainsi il est proposé d'approuver l'avenant à la convention partenariale élargissant la portée opérationnelle de l'OPAH RU à l'ensemble de la commune de Marseille, en ciblant les immeubles frappés d'arrêtés d'évacuation, de péril, d'insalubrité, ou les immeubles dont les diagnostics montrent des situations similaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'habitat Indigne et Dégradé - Approbation d'un avenant 1 à la convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'habitat Indigne et Dégradé - Approbation d'un avenant 1 à la convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille centre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'habitat Indigne et Dégradé - Approbation d'un avenant 1 à la convention de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH RU) transitoire Lutte contre l'Habitat Indigne – Marseille Centre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 049-458/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un avenant 1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées OPAH RU Centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire VU 049-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant 1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées OPAH RU Centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 14 décembre 2017, le bureau de la Métropole Aix Marseille Provence approuvait une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat rénovation urbaine (OPAH-RU) volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe ainsi qu'une convention financière avec la Région. Cette convention, notifiée le 28 novembre 2018, couvre la période 2018/2023.

Deux structures, en l'occurrence le Conseil Départemental 13 et Action Logement proposent aujourd'hui des dispositifs qui s'inscrivent parfaitement dans le cadre de l'OPAH RU.

Le Conseil Départemental s'engage dans une opération intitulée « Aide à l'embellissement des façades et paysages de Provence ». L'opération consiste à financer les communes qui aident

significativement les particuliers sur les travaux de ravalement de façades. Le périmètre d'intervention correspond à celui de l'OPAH afin d'assurer une continuité urbaine dans le Vieux La Ciotat. A l'intérieur de ce périmètre, la subvention au ravalement des façades apportée par la Ville aux particuliers passe de 30% de 70 % du montant TTC des travaux subventionnables. Ce qui permet de déclencher l'aide du Conseil Départemental c'est-à-dire le remboursement à la Commune de 70 % de la subvention municipale versée.

Quant à l'association Action Logement, une nouvelle dynamique complémentaire à celle déjà existante dans le cadre de l'OPAH est proposée afin de répondre aux exigences d'innovation en matière de logement et au renforcement de son efficacité et utilité sociale sur le périmètre de l'OPAH.

Cette dynamique s'inscrit dans des aides, conseils et services dispensés pour favoriser l'accès au logement des ménages d'une part et dans la contribution au financement du logement social et intermédiaire d'autre part.

De ce fait, la convention OPAH/RU Copropriétés Dégradées sur le Centre Ancien de La Ciotat doit faire l'objet d'un avenant N°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant 1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées "OPAH RU Centre ancien de La Ciotat" avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un avenant 1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées "OPAH RU Centre ancien de La Ciotat" avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avenant 1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées "OPAH RU Centre ancien de La Ciotat" avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 050-459/19/CT

**■ CT1 - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires de la résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement pour la réalisation d'études et diagnostics avant travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention
Avis du Conseil de Territoire
VU 050-24/09/19 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire

est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « La résidence du « Parc Bellevue » à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation d'études et diagnostics avant travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E d'une part, et les bâtiments FGH, d'autre part » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat – 13003 Marseille, est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux Plans De Sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000 à 2005 et 2007 à 2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13, pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande du Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté en date du 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation. Pour mémoire, le maître d'ouvrage, porteur de projet de cette phase d'élaboration, est la Métropole, et le maître d'ouvrage

délégué est le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment la résidence du « Parc Bellevue » comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

La résidence du « Parc Bellevue » est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte, ces sites font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés. Compte tenu des incertitudes liées à la présence d'amiante, la commission a également validé le lancement des diagnostics et études avant travaux d'urgence pour affiner le coût des travaux.

Les travaux d'urgence en prévision pour le bâtiment E sont les suivants :

- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves ;
- Isolation thermique des planchers hauts des caves ;
- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs.

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	29 340	89 790	119 130	82.5%
MAMP	6 220	19 035	25 255	17.5%
Total en euros	35 560 euros TTC	108 825 euros TTC	144 385 euros TTC	100%

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les diagnostics et études avant travaux d'urgence pour les bâtiments E, F, G, et H du Parc Bellevue sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'Anah en prenant en compte le coût

Les travaux d'urgence en prévision sur les bâtiments F, G et H sont les suivants :

- Reprise de l'étanchéité et mise en place d'un complexe d'isolation de la toiture (y compris réhausse des acrotères pour mise en place de relevés d'étanchéité selon les règles de l'Art et dépose et repose des projecteurs et organes techniques sur les acrotères) ;
- Bilan, nettoyage et état des lieux des caves (une part est occupée plus ou moins légitimement par les commerçants) ;
- Remplacement des colonnes verticales d'eaux usées et d'eaux vannes ;
- Remplacement du collecteur d'eau usées/eaux vannes dans les caves par 2 réseaux séparatifs ;
- Mise en sécurité des fixations et reprise des gardes corps en péril.

Chaque programme pourra faire l'objet de modification à l'issue des diagnostics et études préalables.

Le financement de ces diagnostics et études fait l'objet de chacune des deux conventions jointes en annexes, portant sur les copropriétés des bâtiments E, d'une part et F, G, et H d'autre part.

Le 24 novembre 2015, par ordonnance de remplacement d'expert du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Nicolas RASTIT a été désigné administrateur provisoire sur les copropriétés des bâtiments E et F, G, et H. Les pouvoirs de l'administrateur provisoire avaient été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus au a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis.

Pour ces copropriétés sous administration, l'administrateur provisoire a adopté le programme d'études et diagnostics avant travaux, son enveloppe financière et son mode de financement.

Le montant maximal des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

total des honoraires techniques toutes taxes comprises.

Il convient donc de conclure deux conventions entre la Métropole et les Syndicats des copropriétaires du « Parc Bellevue » pour le bâtiment E d'une part, et pour les bâtiments F, G, et H d'autre part. Ces conventions ont pour objet le financement des diagnostics et études avant travaux d'urgence sur les

parties communes de ces bâtiments et définit les modalités de versement des subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la résidence du « Parc Bellevue » à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation d'études et diagnostics avant travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E d'une part, et les bâtiments FGH, d'autre part.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la

résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation d'études et diagnostics avant travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention de financement et d'utilisation des aides avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E d'une part, et les bâtiments FGH, d'autre part.

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la résidence du « Parc Bellevue » à Marseille 3ème arrondissement - Attribution d'une subvention aux Syndicats des copropriétaires pour la réalisation d'études et diagnostics avant travaux d'urgence portant sur les bâtiments E et FGH- Approbation d'une convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 051-460/19/CT

■ **CT1 - Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec les Syndicats des copropriétaires**

Avis du Conseil de Territoire

VU 051-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E d'une part, et les bâtiments FGH, d'autre part » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La résidence du « Parc Bellevue », situé 143 rue Félix Pyat, 13003 Marseille est aujourd'hui un ensemble de 10 immeubles totalisant 686 logements ayant fait l'objet d'interventions publiques depuis plus de 20 ans, notamment deux plans de sauvegarde (PDS) sur les périodes 2000-2005 et 2007-2012.

Cependant, si ces deux premiers PDS ont abouti à la restructuration urbaine de la copropriété, avec démolition des bâtiments A3, A8, A9 et C13 pour favoriser sa requalification et la redistribution du patrimoine, ils n'ont permis de traiter que très partiellement les petits bâtiments D, E, F, G et H (276 logements).

A la demande du Maire de Marseille, le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté le 24 octobre 2014 portant création de la commission chargée de l'élaboration du troisième PDS sur les bâtiments D, E, F, G et H.

La première Commission d'élaboration du PDS s'est tenue le 17 novembre 2016, avec pour objet principal d'en préciser l'organisation. Pour mémoire, le maître d'ouvrage, porteur de projet de cette phase d'élaboration, est la Métropole, et le maître d'ouvrage délégué est le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP MRU).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour

une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Bellevue comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

La résidence du « Parc Bellevue » est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux d'urgence.

Lors de la deuxième commission de la phase d'élaboration du troisième PDS qui s'est déroulée le 12 mars 2019, ont été validés les travaux d'urgence qui consistent à remplacer les réseaux d'eaux usées des bâtiments D, E, F, G et H ainsi que le financement de l'intégralité du coût des travaux par l'ANAH et la Métropole. Aucun reste à charge n'est ainsi supporté par les syndicats de copropriété des bâtiments concernés.

Compte tenu des incertitudes liées à la présence d'amiante, la commission a également validé le lancement des diagnostics et études avant travaux d'urgence pour affiner le coût des travaux.

Par délibération concomitante, sont approuvées les conventions de financement concernant d'une part les études et diagnostics du bâtiment E, et d'autre part, les études et diagnostics concernant les bâtiments F, G et H avec le représentant des syndicats de copropriété ayant pour objet de définir le montant et les modalités de versement de ces aides pour réaliser ces diagnostics et études avant travaux d'urgence.

Le montant maximal des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l'ANAH sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât E	Bât F, G et H	Total en euros	Pourcentage
ANAH	29 340	89 790	119 130	82.5%
MAMP	6 220	19 035	25 255	17.5%
Total en euros	35 560 euros TTC	108 825 euros TTC	144 385 euros TTC	100%

Ces financements couvrent 100% du montant TTC des études et diagnostics avant travaux d'urgence, y compris les honoraires techniques.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans chaque convention de financement citée supra.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage diagnostics et études et à leur poursuite, il est proposé que la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété de Provence (SACICAP de Provence), en sa qualité de mandataire des SACICAP partenaires, assure le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des diagnostics et études avant travaux d'urgence sur la copropriété du Parc Bellevue du bâtiment E et des bâtiments F, G et H.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'Habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement prend notamment la forme d'un préfinancement des subventions de l'ANAH et des collectivités et EPCI partenaires au bénéfice des syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Le préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétaires.

Au fur et à mesure de l'avancement des études et diagnostics justifiant le versement de la subvention de la Métropole, celle-ci versera les fonds directement à la SSACICAP de Provence, conformément aux dispositions de la convention de financement conclue concomitamment.

Il convient donc d'approuver les conventions de préfinancement des subventions publiques entre la Métropole, l'ANAH, la SACICAP de Provence, la SACICAP Midi Méditerranée et chaque Syndicat des copropriétaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E d'une part, et les bâtiments FGH, d'autre part.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E d'une part, et les bâtiments FGH, d'autre part.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Résidence du Parc Bellevue à Marseille 3ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec chaque Syndicat des copropriétaires pour le bâtiment E d'une part, et les bâtiments FGH, d'autre part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 052-461/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'appel à projets pour l'expérimentation du budget participatif de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le quartier prioritaire de la Belle de Mai sur la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

VU 052-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Le budget participatif de fonctionnement représente en effet l'un des outils privilégiés pour renforcer l'action publique de proximité tout en repositionnant l'habitant au cœur des dispositifs publics.

Aussi, par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de

l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence prend la forme d'un appel à projets (AAP), pour lequel la définition des besoins et des orientations a été réalisée avec la participation des habitants.

Ces derniers sont ainsi pleinement acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire.

Concernant le territoire de la Belle de Mai inclus dans le quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la commune de Marseille, cette démarche a été placée sous la responsabilité d'un comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL,
- Monsieur le Vice-Président du Territoire de Marseille Provence, délégué à la Politique de la Ville,
- Madame le Maire de secteur ou son représentant,
- Un représentant du conseil citoyen concerné du territoire,
- Des habitants du quartier prioritaire concerné, volontaires ou éventuellement désignés par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

Il est rappelé que, si dans le cadre de cette expérimentation, le COPIL a pour rôle de valider toutes les étapes du dispositif (notamment validation du cahier des charges et de la programmation de l'AAP ainsi que des modalités de concertation des habitants, sélection des projets retenus sur la base des propositions des habitants et proposition du niveau de subvention alloué), les habitants participent à chaque étape clé de l'opération.

Ainsi, à l'issue de 4 ateliers organisés en présence d'un groupe de parents d'élèves du Réseau d'Education Prioritaire (REP+) résidant sur le territoire, les problématiques suivantes ont pu être identifiées et hiérarchisées comme étant des orientations prioritaires à traiter :

- Améliorer le cadre de vie,
- L'éducation,
- La jeunesse
- Compléter l'offre de mobilité,
- Développer l'offre culturelle.

Les porteurs de projets, candidats au présent appel à projets, devront donc proposer des actions entrant

dans le cadre d'au moins une des thématiques identifiées.

En complément, l'instruction des dossiers sera réalisée selon des critères d'éligibilité et de sélection déterminés avec les habitants et définis comme suit :

Les critères d'éligibilité :

- Le projet est porté par un opérateur associatif ou à but non lucratif immatriculé au répertoire Sirene,
- Les actions sont engagées en 2019,
- Le projet se déroule sur le quartier de la Belle de Mai inclus dans le quartier prioritaire du Grand Centre-Ville et cible les habitants du quartier de la Belle de Mai ;
- Un dossier de demande de subvention est déposé à la Métropole pour l'action proposée,
- La demande de subvention est destinée à couvrir les charges de fonctionnement du projet (les actions et projets d'investissement sont exclus),
La subvention ne doit pas se substituer aux financements de droit commun.

Les critères de sélection

Les critères de sélections, déterminés eux-aussi par les habitants, portent directement sur les méthodologies des projets proposés devant intégrer les éléments suivants :

- La qualité de la communication pour faire connaître l'action et « aller vers » le public concerné,
- Le renforcement du pouvoir d'agir au travers « *des projets pour et avec les habitants* »,
- La valorisation de l'existant et la complémentarité avec des démarches en cours sur le territoire.

Une attention particulière sera portée aux projets déposés qui impliqueront directement les publics visés dans le montage des projets.

Les modalités de sélection et de concertation des habitants dans la phase de sélection des projets doivent permettre au plus grand nombre de s'exprimer dans un souci d'optimisation de l'enveloppe financière allouée à la démarche. Des réunions sur l'espace public (parvis d'école, places) permettront aux habitants de se prononcer sur le choix des actions à développer.

Lors de sa réunion du 13 septembre 2019, le COPIL a validé les thématiques du présent AAP, les modalités de concertation des habitants ainsi que les critères d'éligibilité et de sélection des projets.

Le présent appel à projet fera l'objet d'une publicité sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les porteurs de projets disposeront jusqu'au 6 octobre 2019 à minuit pour déposer leurs dossiers dématérialisés de candidature sur le site www.polvillemarseille.fr « l'Espace projets » en sélectionnant le territoire du Grand Centre-Ville.

Le budget global alloué à cette expérimentation de budget participatif est de 32 500 euros sur l'année 2019.

L'attribution des subventions pour les projets sélectionnés par le COPIL dans le cadre l'appel à projets sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Que par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la mise en œuvre de cette expérimentation sur une partie du quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la commune de Marseille ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif se traduit par le lancement d'un appel à projets sur les quartiers prioritaires concernés, pour lesquels la définition des besoins et des orientations, mais aussi la sélection des projets seront réalisées avec la participation des habitants ;
- Que les projets retenus à l'issue de cet appel à projets bénéficieront de subventions métropolitaines sans autre cofinancement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'appel à projets pour l'expérimentation du budget participatif de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le quartier prioritaire de la Belle de Mai sur la commune de Marseille

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 053-462/19/CT

■ CT1 - Approbation des six protocoles d'engagements réciproques et renforcés concernant les Contrats de Ville de Marseille Provence du Pays d'Aix, du Pays Salonais, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Istres Ouest Provence, du Pays de Martigues

Avis du Conseil de Territoire VU 053-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation des six protocoles d'engagements réciproques et renforcés des six contrats de Ville sur les Contrats de Ville de Marseille Provence, Contrat de Ville du Pays d'Aix, Contrat de Ville du Pays Salonais, Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Contrat de Ville d'Istres-Ouest Provence, Contrat de Ville du Pays de Martigues sur la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, concernant la métropole Aix-Marseille-Provence, les quartiers ciblés par la politique de la ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés sur les six Conseils de Territoire suivant :

- Le Contrat de Ville de Marseille Provence a été signé le 17 juillet 2015,
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aix a été signé le 30 juin 2015,
- Le Contrat de Ville du Pays Salonais a été signé le 3 juillet 2015,
- Le Contrat de Ville d'Aubagne et de l'Etoile a été signé le 6 octobre 2015,
- Le Contrat de Ville d'Istres Ouest Provence a été signé le 23 octobre 2015

- Le Contrat de Ville du Pays de Martigues a été signé le 25 septembre 2015

La métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine pose également l'obligation de l'évaluation à mi-parcours des Contrats de Ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

Compte tenu de leurs intérêts convergents, la Métropole Aix Marseille Provence et le CRPV PACA ont souhaité mettre en place un partenariat pour la réalisation de cette évaluation sur les six contrats de ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce partenariat a été présenté et approuvé à la séance du bureau de la Métropole du 19 octobre 2017.

Cette évaluation à mi-parcours a été présentée à l'ensemble des six Conseils de Territoire lors du Comité de Pilotage Métropolitain en date du 21 Mars 2019.

Des enjeux et des priorités d'intervention à l'échelle de la Métropole ont été alors déterminés :

- La mobilisation de l'action publique de droit commun,
- Des priorités d'intervention thématique dans les champs de l'emploi et de l'insertion professionnelle et la mobilisation des habitants
- Une intervention à développer auprès du public « jeune »,
- Une harmonisation de l'intervention d'un point de vue réglementaire et administratif avec un appel à projet pluriannuel (3 ans), une procédure simplifiée et un guichet unique pour les demandes de subvention,
- Une fonction ressource à développer et à co-construire avec les territoires : démarche de prospectives territoriales, expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement et une fonction ressource métropolitaine mobilisée autour de l'accompagnement et la qualification des acteurs professionnels.

S'agissant de la prorogation du Contrat de Ville, celle-ci résulte des dispositions de l'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019, lequel dispose :

I. – L'article 30 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine est complété par un III ainsi rédigé :
« III. – Par dérogation au II de l'article 5, la liste des quartiers prioritaires établie par le décret

n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 est actualisée au 1er janvier 2023.

« Par dérogation au troisième alinéa du I de l'article 6, les contrats de ville signés à la date d'entrée en vigueur de la présente loi produisent leurs effets jusqu'au 31 décembre 2022. »

La circulaire du 22 janvier 2019 N° 6057/SG indique que les Contrats de Ville sont prorogés jusqu'en 2022, leurs renouvellements seront engagés avec les signataires des Contrats de Ville avant fin juillet 2019, afin d'y intégrer les priorités gouvernementales et intercommunales et d'y associer les Conseils Citoyens. Cette rénovation prendra la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques.

Il traduira au niveau local la mobilisation de l'Etat et celle de chacun des partenaires. Dans la logique du pacte de Dijon, il s'appuiera sur trois principes :

- Une approche globale de l'action publique avec une déclinaison des autres plans nationaux sur ces territoires, s'agissant notamment de la stratégie de lutte contre la pauvreté et du plan national de santé et à la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Une différenciation en fonction des territoires avec une prise compte des dynamiques locales, de la capacité de l'intercommunalité en matière de portage de la politique de la ville et des problématiques de cohésion urbaine spécifiques aux villes moyennes, aux grands ensembles ou aux centres anciens dégradés. Dans un contexte d'évolution des intercommunalités, la rénovation des contrats de ville permettra d'en faire évoluer le périmètre pour les inscrire dans de nouveaux territoires de projets.
- La responsabilisation et l'évaluation des acteurs, la présidente de l'établissement public de coopération intercommunale, le ou les maire(s) et le préfet devront rechercher la traduction des engagements de l'Etat et du mouvement intercommunal tels qu'ils figurent dans le pacte de Dijon.

Il déclinera territorialement les modalités de déploiement du PAQTE (Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises) au travers duquel les entreprises qui souhaitent œuvrer en faveur des habitants des Quartiers Prioritaires s'engagent avec des objectifs ambitieux, chiffrés et évalués.

Chaque Conseil de Territoire a rédigé un protocole d'engagements renforcés et réciproques concernant la rénovation de leur Contrat de Ville qui s'appuie sur les préconisations produites suite à l'évaluation à mi-parcours réalisée en 2019.

Celui-ci comprendra la déclinaison territoriale des orientations de l'Etat et de la Métropole Aix Marseille Provence avec une première partie servant à définir la stratégie partagée portée par la Métropole Aix Marseille Provence et l'Etat commune à l'ensemble des six Contrats de Ville et d'une deuxième partie intégrant la stratégie globale et précisant les modalités d'intervention propre au Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'intervention pour la Politique de la ville
- La loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017
- Le Pacte de Dijon « *Cohésion urbaine et sociale : nous nous engageons* », avril 2018
- L'article 181 de La loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019
- La circulaire du Premier Ministre du 22 janvier 2019
- Le Pacte avec les quartiers pour toutes les entreprises (PAQTE)
- L'évaluation conduite à mi-parcours des 6 contrats de ville territoriaux validée par le Comité de Pilotage Métropolitain de la Politique de la Ville en date du 21 mars 2019.

- Le Contrat de Ville de Marseille Provence signé le 17 juillet 2015,
- Le Contrat de Ville du Pays d'Aix signé le 30 juin 2015,
- Le Contrat de Ville du Pays Salonais signé le 3 juillet 2015,
- Le Contrat de Ville d'Aubagne et de l'Etoile signé le 6 octobre 2015,
- Le Contrat de Ville d'Istres Ouest Provence signé le 23 octobre 2015
- Le Contrat de Ville du Pays de Martigues a été signé le 25 septembre 2015
- Le projet de délibération portant sur « Approbation des six protocoles d'engagements réciproques et renforcés des six contrats de Ville sur les Contrats de Ville de Marseille Provence, Contrat de Ville du Pays d'Aix, Contrat de Ville du Pays Salonais, Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Contrat de Ville d'Istres-Ouest Provence, Contrat de Ville du Pays de Martigues sur la Métropole Aix-Marseille-Provence »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en application de l'article 181 de la loi 2018-1317 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 et de la circulaire du premier ministre du 22 janvier 2019, les six Contrats de Ville des six Conseils de Territoire de la Métropole Aix Marseille Provence seront prorogés jusqu'en 2022 suite à l'approbation des six protocoles d'engagements réciproques et renforcés.
- Le protocole d'engagement réciproques et renforcés du Conseil de Territoire de Marseille Provence.
- Le protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- Le protocole d'engagement réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays Salonais.
- Le protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- Le protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays Istres Ouest Provence.
- Le protocole d'engagements réciproques et renforcés du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Approbation des six protocoles d'engagements réciproques et renforcés des six contrats de Ville sur les Contrats de Ville de Marseille Provence, Contrat de Ville du Pays d'Aix, Contrat de Ville du Pays Salonais, Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Contrat de Ville d'Istres-Ouest Provence, Contrat de Ville du Pays de Martigues sur la Métropole Aix-Marseille-Provence »
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération portant sur « Approbation des six protocoles d'engagements réciproques et renforcés des six contrats de Ville sur les Contrats de Ville de Marseille Provence, Contrat de Ville du Pays d'Aix, Contrat de Ville du Pays Salonais, Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Contrat de Ville d'Istres-Ouest Provence, Contrat de Ville du Pays de Martigues sur la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 054-463/19/CT

■ CT1 - Approbation de la troisième série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence

VU 054-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain

- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique, ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 10 septembre 2018 au 12 octobre 2018 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 8 février 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental et des autres partenaires.

Une première programmation correspondant au vote de 513 actions a été approuvée par la délibération du 26 mars pour un montant de 3 249 323 euros. Une deuxième programmation correspondant au vote de

52 actions a été approuvée par la délibération du 20 juin pour un montant de 377 983 euros.

Conformément aux engagements pris lors du comité de pilotage du 8 février dernier, il est proposé d'approuver le financement d'actions, dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du 20 juin 2019 pour un montant de 59 750 euros répartis comme suit :

- Meta 2 pour un montant de 5 000 euros
- Douane peyssonel pour un montant de 2 500 euros
- Association pour la promotion de l'espace culturel Busserine pour un montant de 3 000 euros
- Sud Side CMO pour un montant de 12 500 euros
- Association des foyers et Ateliers de Prévention (Maison de l'apprenti) pour un montant de 10 000 euros
- FAIL - Centre Social les Bourrely « action famille » pour un montant de 3 250 euros
- FAIL - Centre Social les Bourrely « action jeunes » pour un montant de 4 000 euros
- Centre social Familial Saint Gabriel Bon secours pour un montant de 12 000 euros
- Conseil Citoyen du 15ieme est pour un montant de 500 euros
- Coordination Pas sans Nous 13 PACA pour un montant de 5 000 euros
- Conseil citoyen Nord Littoral Ouest « soutien à la mise en œuvre » pour un montant de 500 euros
- Conseil citoyen nord Littoral Ouest « soutien à la communication » pour un montant de 1 500 euros

Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2020 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2020 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.

- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 septembre 2020.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence N° FAG 002_542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire.
- La délibération du Conseil de territoire du 26 mars 2019 N° VU 026-104/19 portant sur l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Conseil de territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de territoire du 20 juin 2019 N° VU 040-288/19/CT portant sur l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Conseil de territoire Marseille Provence.
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 12 projets émergeant de l'appel à projet Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille

Provence le 10 septembre 2018 pour un montant total de 59 750 euros ;

- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires ;

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions de la programmation 2019 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint .

Article 2 :

Est approuvé la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4:

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 5 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 7 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2019, soit 59 750 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 055-464/19/CT

■ **CT1 - Gestion Sociale Urbaine Renforcée - Modification de la délibération n° VU 029-107/19/CT en date du 26 mars 2019. Annulation de la convention avec Nouveau Logis Provençal - Approbation du changement de dénomination du bailleur - Approbation de la convention de financement avec la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social**
VU 055-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par la délibération N° VU 0296107/19/CT du 26 mars 2019, le Conseil de Territoire approuve la poursuite du dispositif de Gestion Sociale Urbaine Renforcée sur les quartiers de Ruisseau Mirabeau.

Deux conventions de financement étaient conclues à hauteur de 50 000 € chacune au bénéfice des deux partenaires suivants : Habitat Marseille Provence et Nouveau Logis Provençal.

Lors de la procédure de notification des conventions, et après contrôle du dossier définitif présenté par Nouveau Logis Provençal, il est apparu que cet organisme avait fait l'objet d'une fusion/absorption, effective depuis le 18 décembre 2018.

En effet, par délibération de son Conseil de Surveillance réuni le 18 décembre 2018, la Caisse des Dépôts et Consignations – Habitat Social (CDCHS) a entériné la fusion-absorption de différents bailleurs sociaux, dont le Nouveau Logis Provençal.

Devenu CDCHS depuis le 1^{er} janvier 2019, la convention de financement votée en séance du Conseil de Territoire du 26 mars dernier au bénéfice de NLP doit être annulée, de façon à prendre acte de ce changement d'identité.

Dès lors, il convient de conclure une convention de financement entre le Territoire Marseille-Provence et CDC HS portant sur le dispositif de gestion sociale urbaine renforcée, applicable au quartier dit « Ruisseau Mirabeau » pour un montant annuel global de 50 0000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le procès-verbal du Conseil de Surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations – Habitat Social en date du 18 décembre 2018 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° 029 – 107/19/CT du 26 mars 2019 portant sur l'CT1 - Gestion Sociale Urbaine Renforcée - Modification de la délibération n° VU 029-107/19/CT en date du 26 mars 2019. Annulation de la convention avec Nouveau Logis Provençal - Approbation du changement de dénomination du bailleur - Approbation de la convention de financement avec la Caisse des Dépôts et Consignations Habitat Social

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'annuler la convention de financement entre le bailleur social Nouveau Logis Provençal et le Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient de prendre en compte le changement de porteur de l'opération,

- Qu'il convient de conclure une convention de financement avec le bailleur social Caisse des Dépôts et Consignations – Habitat Social.

DELIBERE

Article 1 :

Est annulée la convention avec le Nouveau Logis Provençal ;

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement entre le Territoire Marseille Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations-Habitat Social.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention précitée ainsi que tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence – Sous Politique E110 – Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 056-465/19/CT

■ CT1 - Modification des modalités d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille-Provence VU 056-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 6 ans (2017-2022) la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

La délégation des aides à la pierre permet notamment à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'allouer les financements de l'Etat aux opérations de logements locatifs sociaux qu'elle choisit de réaliser sur le territoire de Marseille-Provence.

En complément de la délégation des aides à la pierre, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité compléter sur le territoire de Marseille Provence les subventions de l'Etat qu'elle alloue aux bailleurs sociaux avec des aides prélevées sur ses fonds propres, de façon à orienter la programmation de logements locatifs sociaux en fonction de ses priorités.

Concernant les logements sociaux neufs, elle a défini les critères d'attribution de ces aides au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 9 novembre 2009, complétés au Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 février 2012.

Concernant les logements sociaux réalisés en acquisition-amélioration, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 a approuvé une délibération cadre relative à l'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence.

Les modalités actuelles d'attribution des aides directes pour le logement social sur le territoire Marseille Provence doivent cependant être mises en cohérence avec les enjeux prioritaires actuels et adaptées afin d'accélérer la production de logements locatifs sociaux :

- **La stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé**, adoptée par le Conseil de Métropole du 13 décembre 2018, prévoit le recours important à la déclaration d'utilité publique « logement social », et donc une production conséquente de logements locatifs sociaux en acquisition-amélioration.
- **Le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain** : le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille, approuvé par le Conseil de Métropole du 19 octobre 2017, nécessite le financement des opérations conduites par les bailleurs sociaux (production nouvelle en reconstitution de l'offre et réhabilitation).
- **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable**, tel que figurant au **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire Marseille Provence** arrêté le 28 juin 2018 par le Conseil de Métropole, indique qu'« il s'agit donc de mettre en œuvre un modèle d'aménagement durable, respectueux des populations actuelles et futures, préservant les

ressources, les milieux naturels et le patrimoine, respectant les richesses et la diversité des tissus urbains existants, prévenant les risques et limitant les impacts de la croissance, notamment en limitant les consommations énergétiques, tout en affirmant sa dynamique de développement ».

- La charte de prévention des expulsions domiciliaires 2018-2024 du département des Bouches-du-Rhône, validée par le **Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées**(PDALHPD), et à laquelle la Métropole a adhéré par délibération du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019, stipule que « le logement est au cœur de l'insertion sociale. Avoir un toit, ce n'est pas simplement pouvoir se sentir en sécurité chez soi, c'est aussi bien souvent une porte d'entrée pour l'ensemble des démarches nécessaires à l'accès aux droits les plus fondamentaux tels que la santé, l'emploi, l'éducation... ».
- **La charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge**, approuvée par le Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, cherche à développer l'offre de logement adapté aux personnes en situation de handicap et à celles en perte d'autonomie liée à l'âge.

Dans ce cadre, il est proposé d'adapter ces modalités d'attribution des aides directes pour le logement social selon les principes suivants :

Pour les logements sociaux Prêt Locatif à Usage Social – PLUS et Prêt Locatif Aidé d'Intégration - PLAI :

- des forfaits de base PLUS et PLAI, différenciés selon 5 catégories de commune ou d'arrondissement classés selon les prix médians de vente au mètre carré des appartements, allant de 1 000 euros à 5 000 euros pour un logement PLUS et de 3 000 euros à 7 000 euros pour un logement PLAI.
- 4 primes, cumulables avec les forfaits, fondées sur les enjeux prioritaires actuels de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Marseille Provence :
 - pour performance énergétique et environnementale (1 000 euros par logement),
 - pour l'adaptation au handicap selon les préconisations du cahier des charges élaboré par l'association Handitoit Provence,

dont la Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire (2 000 euros par logement),

- pour la réalisation de logements locatifs sociaux PLAI adaptés ou à loyer minoré (10 000 euros par logement),
- pour les opérations de logements réalisés en acquisition-amélioration, 4 niveaux de prime de 3 000 euros à 18 000 euros par logement voire au-delà selon le montant des travaux réalisés :

Exceptionnellement, pour les opérations comportant au moins 1 500 euros HT de travaux au m² de surface utile les plus difficiles à équilibrer, la prime au logement pourra être majorée au-delà de 18 000 euros. Cette décision sera proposée au vu de l'examen technique du dossier et des financements mobilisables.

Par ailleurs, lorsque la réhabilitation est rendue impossible et qu'il convient de démolir pour reconstruire, une prime spécifique en fonction de l'équilibre d'opération pourra être accordée dans la limite de 12 000 euros par logement.

Pour les logements sociaux Prêt Locatif Social – PLS :

Un forfait de 3 000 euros pour les logements étudiants réalisés en PLS à loyer et charges maîtrisés et pour les logements familiaux réalisés en PLS dans les communes ou arrondissements où le taux de logements sociaux est supérieur à 25 % et participant d'une démarche de renouvellement urbain, ce forfait étant conditionné à l'application d'un loyer PLS minoré.

Pour les réhabilitations de logements locatifs sociaux :

- un forfait de 2 000 euros par logement réhabilité si les logements atteignent un bon niveau de performance énergétique et environnementale,
- un forfait de 10 000 euros par logement restructuré, en cas de division de grands logements avec modification substantielle de la typologie et de la surface habitable.

Les aides directes concernent toutes les opérations de production nouvelle et de réhabilitation conduites par les bailleurs sociaux, qu'elles le soient dans le cadre de la délégation des aides à la pierre ou du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, voire d'un simple prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.

Il s'agit de montants maximaux de subventions. La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve la

possibilité de plafonner les subventions, notamment en cas de montant de subvention à l'opération très important (au-delà de 500 000 euros).

Un logement sera réservé par la Métropole par tranche consommée de 50 000 euros de subvention attribuée, calculée hors des 4 primes prévus pour les logements PLUS-PLAI et hors logements-foyers et logements étudiants.

Chaque subvention allouée à une opération de logements sociaux fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581191007.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV 001-1611/09/CC du 9 novembre 2009 relative aux modalités d'attribution des aides

communautaires directes pour le logement social ;

- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV 010-102/12/CC du 13 février 2012 relative à la modification des modalités d'attribution des aides communautaires directes pour le logement social ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEVT 002-673/13/CM du 30 juin 2016 relative à l'intervention de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur le parc existant de Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEVT 001-2799/17/CM du 19 octobre 2017 portant Approbation du Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 002-4161/18/CM du 28 juin 2018 approuvant l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 portant Approbation d'une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° DEVT 001-5639/19/BM du 28 mars 2019 approuvant l'Adhésion à la charte de prévention des expulsions domiciliaires 2018-2024 du département des Bouches-du-Rhône, validée par le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées ;
- La convention Métropole-Etat de délégation de compétence 2017-2022 signée le 20 juillet 2017 et ses avenants.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient pour mettre en œuvre la politique de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire Marseille Provence d'adapter le régime d'aides sur fonds propres en faveur du logement social

afin de le mettre en cohérence avec les enjeux actuels et d'accélérer la production de logements locatifs sociaux.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le Règlement des aides directes en faveur du logement social de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence, ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence 2019 : Sous-politique D110 – opération 2010116600 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 057-466/19/CT

■ CT1 - Proposition d'exemption des obligations de production de logements locatifs sociaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période triennale 2020-2022

Avis du Conseil de Territoire

VU 057-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi Egalité et Citoyenneté promulguée le 27 janvier 2017 et ses décrets d'application du 5 mai 2017 ont modifié les modalités d'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 modifié de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite loi SRU.

Le dispositif applicable aux communes soumises à la loi SRU prévoit désormais un mécanisme d'exemption à la commune, prononcé par décret, sur proposition des établissements publics de coopération intercommunale, et après avis du Préfet puis de la commission nationale SRU.

Ce mécanisme aboutit à une exemption au plus tard le 31 décembre de l'année précédent chaque période triennale, soit pour la période 2020-2022.

Les communes éligibles à l'exemption SRU doivent répondre à au moins l'une des trois conditions suivantes :

- les communes où la tension sur la demande en logement social est faible. La pression sur la demande de logement social est mesurée à partir du système national d'enregistrement de la demande en logement social. Il s'agit d'un ratio entre le nombre de demandes de logements sociaux par rapport au nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes, dans le parc locatif social. Ce critère ne concerne aucune commune de la Métropole.

- les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants qui ne sont pas suffisamment reliées aux bassins d'activité et d'emploi par les services de transport en commun.

La liste des communes hors agglomération de plus de 30 000 habitants et potentiellement concernées par ce critère de l'insuffisance des transports en commun, telle que communiquée par l'Etat, est la suivante : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, la Roque d'Anthéron, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Port-Saint-Louis du Rhône, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren. Deux de ces communes disposent d'un taux de logements sociaux supérieur à 25 % des résidences principales et ne sont pas concernées de fait : la Roque d'Anthéron et Port-Saint-Louis du Rhône. 23 communes restent potentiellement concernées.

- les communes dont plus de la moitié du territoire urbanisé est soumise à une inconstructibilité, du fait de plans de prévention des risques naturels ou technologiques, de plans d'exposition au bruit, que la commune soit ou non située au sein d'une agglomération. Actuellement, les communes d'Auriol, Eguilles, Fos sur Mer, Fuveau, Mimet, Roquevaire, Trets, Saint-Victoret, Saint-Zacharie et Simiane-Collongue sont dans cette situation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, après analyse technique de la situation de chaque commune, propose à l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux pour les communes suivantes :

- au titre de l'insuffisance de transports en commun pour les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren,

- au titre de l'inconstructibilité sur plus de la moitié du territoire urbanisé : Auriol, Eguilles, Fos sur Mer, Fuveau, Mimet, Roquevaire, Trets, Saint-Victoret, Saint-Zacharie et Simiane-Collongue.

Néanmoins, n'ont pu être pris en compte les communes pour lesquelles les PPR sont actuellement prescrits et non approuvés (notamment au regard des indications du préfet de Département des Bouches du Rhône mentionnant l'obligation d'un règlement opposable. (Cf. annexe 5 de l'argumentaire annexé). Ce possible « assouplissement » dans l'application de la loi SRU peut permettre une meilleure adaptation des objectifs de production de logements locatifs sociaux à la réalité des communes de nos territoires. Il convient d'approuver la liste des communes et les motifs pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- Le décret n°2107-835 du 5 mai 2017 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux ;
- Le décret n°2017-840 du 5 mai 2017 fixant les valeurs des ratios de pression sur la demande de logement social en deçà desquels les agglomérations, les établissements publics de coopération intercommunale ou communes isolées peuvent bénéficier de la procédure d'exemption ;
- Le projet de délibération portant sur « Proposition d'exemption des obligations de production de logements locatifs sociaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période triennale 2020-2022 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de ce possible assouplissement dans l'application de la loi SRU qui peut permettre une meilleure adaptation des objectifs de production de logements locatifs sociaux à la réalité des communes de nos territoires.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Proposition d'exemption des obligations de production de logements locatifs sociaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la période triennale 2020-2022 .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 058-467/19/CT

■ **CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'habitat Indigne et Dégadé - Approbation d'une convention avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers UNPI 13 et 83 pour l'année 2019**

Avis du Conseil de Territoire VU 058-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers UNPI 13 et 83 pour l'année 2019 » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers (UNPI) 13 et 83 est une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social se situe 7 rue Lafon 13006.

Cette association propose à ses adhérents :

- Des consultations données par des spécialistes : avocats, juristes, notaires, géomètres, huissiers, fiscalistes, architectes... ;
- Des renseignements en matière de locations d'habitation, commerces, bureaux, locations saisonnières, locations meublées, copropriété, fiscalité immobilière (impôts fonciers et locaux, déclaration annuelle de revenus, revenus locatifs...), amélioration de l'habitat, SCI, urbanisme, expropriation, assurances (habitation, loyers impayés...), révision des loyers, rédaction de baux...;
- Des juristes de l'UNPI 13 et 83 proposent des baux (contrats de location, état des lieux, carnet de quittance...) en vue de sécuriser la location d'un bien.
- Des réunions thématiques annuelles sur des thèmes variés ainsi que des ateliers pédagogiques : transmission du patrimoine,

fiscalité immobilière, copropriété, régime des SCI, développement durable, rénovation énergétique, diagnostics...;

Ses services visent à soutenir les propriétaires traditionnels dans la préservation et la valorisation de leur patrimoine, à veiller au respect des droits des copropriétaires, à guider l'action des syndicats bénévoles des petites copropriétés pour une bonne gestion et conduire ainsi une action préventive contre tout risque de détérioration.

Suite à la crise du 5 novembre 2018, et aux multiples interventions publiques sur le patrimoine privé ancien, l'UNPI 13 et 83 a proposé à la Métropole de l'accompagner dans ses missions d'accueil au sein de l'Espace Accompagnement Habitat. Il s'agit pour l'UPPI 13 et 83 d'offrir un service gratuit sous deux formes :

- Une permanence en vue d'apporter l'ensemble du panel de conseils à tout propriétaire privé se présentant à l'Espace Accompagnement Habitat, propriétaires occupants ou propriétaires bailleurs, membre ou mandataire du syndicat de copropriété, et notamment de les accompagner dans les démarches pour définir un programme de travaux, le chiffrer, le décider et le financer. Cette permanence se tiendra une fois par semaine à raison d'1/2 journée.
- Une permanence d'accompagnement des syndicats bénévoles dans le cadre de conseils juridiques, notamment sur les sujets relevant des difficultés rencontrées par les petites copropriétés. Cette permanence se tiendra une fois par semaine à raison d'1/2 journée

A cette fin, l'UNPI 13 et 83 s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

La réalisation de ces actions est conforme à son objet social.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers UNPI 13 et 83 pour l'année 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers UNPI 13 et 83 pour l'année 2019.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers UNPI 13 et 83 pour l'année 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 059-468/19/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement du parc Kalliste à Marseille 15ème arrondissement passée avec Marseille Habitat - Approbation de l'avenant 6 à la concession

Avis du Conseil de Territoire

VU 059-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement du parc Kalliste à Marseille 15ème arrondissement passée avec Marseille Habitat – Approbation de l'avenant 6 à la concession satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15ème arrondissement de Marseille. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011. Pour mettre en œuvre une partie de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation d'opérateurs. La convention de concession a été signée par la société et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A

compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Pour rappel, le Parc Kallisté est composé de neuf copropriétés distinctes constituant au total 752 logements. La concession porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain et de leur situation financière et patrimoniale.

Par délibération DEVT 001-5753/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé l'avenant n°5 à la convention de concession T1600917CO passée avec Marseille Habitat. Ainsi, compte tenu de l'évolution du projet urbain, la mission d'acquisition/relogement/recyclage des bâtiments E et G a été confiée à Marseille Habitat dans le cadre de cette concession d'aménagement. Pour ce faire, la durée de la convention de concession a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024 et la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de la concession a été portée à 22 800 000 euros.

Ainsi, les missions actualisées du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,

- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B, H, E et G et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- coordination et animation des actions précitées.

Les compte-rendus annuels au concédant ont été successivement examinés et dûment approuvés par l'assemblée délibérante.

Aujourd'hui, il est proposé d'examiner le compte-rendu d'activité au 31 décembre 2018 synthétisé comme suit :

- Acquisitions de lots en copropriété :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2018 : 48 lots ont été acquis par Marseille Habitat dont 26 à l'amiable et 22 en prise de jouissance suite à l'expropriation du bâtiment B.

Les acquisitions amiables se sont accélérées sur le bâtiment H suite à la prise d'un arrêté municipal d'insécurité des équipements communs pris le 25 janvier 2018 et à l'évacuation complète de l'immeuble et sa neutralisation.

Copropriété	Total Logements	Logements acquis en 2018	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	80	0	12
B	132	22	131
C	38	1	5
D	74	1	13
E	16	0	4
F	90	0	8
G	129	10	49
H	113	12	106
I	80	2	17
Total	752	48	345

Au total, ce sont donc 345 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat.

Le bâtiment B a été entièrement maîtrisé en 2018, sauf un lot appartenant à la ville de Marseille en cours de régularisation.

Le montant de la globalité de ce poste incluant les acquisitions et ses frais annexes ainsi que les frais

liés à la conduite des expropriations et les diagnostics divers s'élève à 855 332 euros en 2018 .

Concernant le bâtiment H, la Métropole Aix Marseille Provence a saisi le 11 avril 2018 le Tribunal de Grande Instance (TGI) pour solliciter la nomination d'un expert dans le cadre d'une procédure sur la base de l'article L615-6 du code de la construction et de l'habitation. Par ordonnance du 29 juin 2018, le président du TGI a nommé deux experts qui ont pour mission de constater l'importance du déséquilibre

financier du syndicat des copropriétaires ainsi que la nature et l'état des parties communes et par conséquent la nature et le coût des travaux à mettre en œuvre pour garantir la santé et la sécurité des occupants. Cette expertise doit démontrer ou infirmer l'état de carence du syndicat des copropriétaires. Si la carence est avérée, une procédure d'expropriation de sur cette base pourra être initiée sur les lots non encore maîtrisés par Marseille Habitat. Un premier accédit en présence de l'ensemble des parties s'est tenu le 17 octobre 2018. L'expert en charge de l'analyse des comptes a rendu son rapport le 27 décembre 2018. L'expertise se poursuivra courant 2019 avec un rendu du rapport final.

- Cessions de logements :

Il s'agit de logements vendus à des propriétaires occupants issus d'immeubles à démolir. Un seul logement a été ainsi vendu courant 2018 pour un montant de 30 000 euros: il s'agit d'un logement vendu à un propriétaire occupant du bâtiment H évacué suite à l'arrêté d'insécurité imminente de janvier 2018.

Des ventes devraient être conclues courant 2019 pour 5 anciens propriétaires occupants du bâtiment H.

- Travaux :

Ce poste, qui s'élève à 154 081 euros en 2018 concerne :

- le gardiennage : ce poste s'élève à 78 939 euros en 2018. Une prestation de gardiennage a permis la sécurisation des bâtiments H et B suite à l'évacuation totale du bâtiment H.

- La neutralisation et la protection des logements acquis sur les bâtiments B et H, soit un coût de 57 359 euros en 2018. Ces dépenses sont nécessaires pour éviter les occupations et trafics illicites dans les bâtiments à démolir et dont les logements sont laissés vacants.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Ce poste s'élève à 1 342 609 euros en 2018 dont :

- 739 196 euros de charges de copropriétés,
- 388 813 euros de frais de remise en état de logements sur différents bâtiments : 13 logements ont été intégralement réhabilités permettant ainsi le relogement de propriétaires occupants ou de locataires. 32 interventions de remises en état partielle ont

également été réalisées en 2018 dans des logements loués par Marseille Habitat.

- 140 019 euros d'impôts et taxes : la demande de minoration de l'assiette imposable a reçu un avis favorable de l'administration fiscale concernant les logements neutralisés aux bâtiments B et H.

- Relogements :

Le montant de ce poste s'élève à 134 890 euros en 2018 et concerne les frais de déménagements, d'hébergement des familles évacuées du bâtiment H et de procédures suite aux squatts.

29 familles issues du Parc de Marseille Habitat sur Kalliste ont été relogées en 2018, ce qui représente 48 adultes et 69 enfants. 17 familles sont issues du bâtiment H, 7 du bâtiment B, 3 du G, 1 du bâtiment I, 1 du bâtiment C et 2 du bâtiment A. Pour 16 de ces ménages, le relogement s'est fait sur Kalliste. Pour les autres, il se répartit entre le parc d'autre bailleurs ou le parc privé.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 qui constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession au 31 décembre 2024. Il s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses réalisées s'élèvent à 3 417 408 euros. Elles sont quasiment conformes aux prévisions qui s'établissaient à 3 563 170 euros. Seul le poste gestion transitoire est plus élevé que les prévisions de l'année dernière, à savoir 1 342 609 euros de dépenses pour un prévisionnel de 1 010 000 euros : ce sont essentiellement les remises en état de logements qui se sont accélérées compte tenu des besoins en relogement urgents suite à l'évacuation du bâtiment H. Les postes frais de relogement et études sont inférieurs aux prévisions.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 23 061 271 euros, soit un taux d'avancement d'environ 43% par rapport au prévisionnel final réactualisé en mars 2019. Les postes les plus avancés par rapport au prévisionnel final sont ceux de la gestion transitoire (58%), des acquisitions de lots en copropriété (56.5%) et de la rémunération du concessionnaire (56%). Le poste le moins avancé est celui nommé « intervention en renouvellement urbain » qui concerne les opérations de démolition des bâtiments B, H, G et E dont les dépenses s'accéléreront en 2019 avec la déconstruction du bâtiment B.

Au terme de la concession en 2024, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 53 509 257 euros. Il se répartit principalement entre budget «intervention dans les copropriétés» (68%), budget «intervention en renouvellement urbain» (14%) et budget «rémunération du concessionnaire» (10%).

Ce montant prévisionnel des dépenses est en très forte hausse par rapport au CRAC 2017 puisqu'il augmente de 23 759 612 euros. Il s'agit principalement de la prise en compte de l'extension de la concession à la maîtrise et au recyclage de deux nouveaux immeubles du Parc Kalliste, les copropriétés E et G. Ces nouvelles orientations ont été actées en conseil métropolitain du 28 mars 2019. Ces nouvelles dépenses incluent l'acquisition des bâtiments E et G, le relogement des occupants et les coûts de démolition. De plus, la durée de la concession ayant été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024, la rémunération du concessionnaire qui en découle pèse également sur les dépenses.

Par ailleurs, l'année 2018 a permis d'affiner les coûts liés à la démolition du bâtiment B suite à la désignation du maître d'œuvre et à la réalisation des diagnostics liés au désamiantage. Le prévisionnel initial du coût de démolition pour un bâtiment a ainsi été réactualisé et est passé de 1 300 000 euros à 1 750 000 euros, ce qui vient également augmenter les dépenses prévisionnelles.

Recettes :

Sur l'exercice 2018, les recettes s'élèvent à 547 703 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan, ce qui est quasiment conforme aux prévisions du CRAC 2017 qui les estimaient à 575 000 euros.

Les recettes proviennent à 88% des revenus locatifs des logements loués par Marseille Habitat sur le Parc Kalliste. Il y a eu également des subventions du Conseil Départemental et du Conseil Régional respectivement de 15 322 euros et de 20 430 euros au titre de la participation à l'opération actée dans la convention ANRU.

Marseille Habitat a fait une demande de versement d'un deuxième acompte auprès de l'ANRU courant 2018 mais le versement est intervenu en 2019 d'où l'absence de subvention ANRU en 2018.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 8 093 558 euros, soit un taux d'avancement de 26% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 30 744 058 euros. Il se répartit entre produits de cession (19%), produits de gestion (13%) et subventions (68%). Le montant prévisionnel des

recettes est en hausse par rapport aux prévisions du CRAC 2017 qui les estimaient à 18 352 373 euros, et ce compte tenu des nouvelles orientations de la concession. Tous les postes sont en augmentation et notamment le poste subventions. En effet, la subvention ANRU prévisionnelle passe de 11 002 021 euros à 20 349 021 euros puisqu'elle est étendue au financement des opérations d'acquisition/démolition des bâtiments G et E.

Ainsi le bilan global de l'opération évolue comme suit par rapport au dernier CRAC approuvé mais conformément aux évolutions approuvées lors du conseil métropolitain du 28 mars 2019 :

Le montant total des dépenses passe de 29 749 645 euros à 53 509 257 euros TTC.

Le montant total des recettes passe de 18 352 393 euros à 30 744 058 euros TTC.

Soit un déficit de 22 765 200€ pour une participation d'équilibre de 22 800 000 euros. La concession présentera donc au 31 décembre 2024 un solde positif de trésorerie de 34 800 euros.

Participation à l'équilibre du bilan :

La participation actuelle du concédant à l'équilibre de l'opération est de 22 800 000 euros. Le concessionnaire Marseille Habitat a déjà perçu au 31 décembre 2018 une participation de 11 400 000 euros.

Au regard du CRAC 2018, l'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la métropole à l'équilibre du bilan de la concession doit être modifié ainsi :

- 2019 : 2 700 000 euros

- 2020 : 3 300 000 euros

- 2021 : 1 500 000 euros

- 2022 : 3 000 000 euros

- 2023 : 800 000 euros

- 2024 : 100 000 euros

L'objet du présent rapport est donc également d'approuver l'avenant n°6 à la convention de concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat modifiant les modalités de versement de la participation de la Métropole Aix Marseille Provence au déficit de l'opération à participation inchangée.

Solde de trésorerie :

Fin 2017, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde négatif de 42 005 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat du Parc Kalliste à Marseille – 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant n°6 à la convention de concession ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat du Parc Kalliste à Marseille – 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant n°6 à la convention de concession ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat du Parc Kalliste à Marseille – 15^{ème} arrondissement – Approbation de l'avenant n°6 à la convention de concession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 060-469/19/CT

■ **CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte rendu annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat - Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, Quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville dans le 2ème arrondissement et les Quartiers Blancarde et Cinq avenues dans le 4ème arrondissement- Approbation de l'avenant n 24**

Avis du Conseil de Territoire VU 060-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé et l'approbation du Compte rendu annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat – Approbation de l'avenant n°24 - Marseille 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} arrondissements, ainsi que les quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville dans le 2^{ème} arrondissement et les quartiers Blancarde et Cinq avenues dans le 4^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne », suite au transfert des compétences concernées.

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

L'état d'avancement opérationnel au 31 décembre 2018 est le suivant :

47 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

14 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

8 autres immeubles n'ont pas encore fait l'objet de travaux mais présentent une situation globale (engagement des procédures notamment de maîtrise foncière) qui permet d'envisager un traitement dans le temps de la concession.

28 immeubles présentent à ce jour des avancées qui ne sont pas suffisantes pour affirmer que leur traitement complet soit envisageable avant fin 2021. Toutefois, le concessionnaire demeure vigilant, au cas par cas, si des opportunités se présentent ou si des situations se débloquent, pour accélérer et finaliser le traitement des immeubles concernés. Ces immeubles seront traités dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », OPAH à mettre en place, etc.

Sur les 97 immeubles inscrits en concession, 47 ont été traités.

Suite au drame de la rue d'Aubagne en novembre 2018 et à la crise qui a suivi à Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé en décembre 2018 une stratégie durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui prévoit la mise en place d'un cadre d'intervention global avec notamment pour Marseille l'objectif de traiter 10 000 logements dégradés en 10 ans. Sans attendre la mise en place complète du dispositif qui passe par une augmentation des moyens humains et une réorganisation en partenariat étroit avec les communes et l'Etat, la Métropole a décidé de mesures immédiates pour Marseille en vue d'acquérir les immeubles les plus dégradés par le bien de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) permettant d'exproprier. L'objectif est multiple : rénover les immeubles en péril ou à l'abandon, produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, remettre sur le marché des logements vacants, produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis entiers.

Ainsi la Métropole a missionné les opérateurs déjà en place et susceptibles de commencer à agir sans délais.

Par délibérations du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a confié à chacun de ses aménageurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtriser chacun 50 immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2021. Concernant le lot n°1, c'est l'avenant n°22 à la convention de concession n° T1600918C0 qui acte cette prorogation et qui dispose des nouveaux objectifs. Pour les mener à bien, la participation métropolitaine a été portée à

26 110 000 euros soit une augmentation de 14 910 000 euros par rapport à la dernière participation approuvée.

Par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, la Métropole a pu ainsi approuver l'engagement des procédures pour déclarer au bénéfice de Marseille Habitat l'utilité publique d'exproprier 22 immeubles en vue de leur rénovation en logement social.

Depuis l'entrée en vigueur de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat un Compte Rendu Annuel à la Collectivité a régulièrement été analysé et approuvé par le concédant pour les exercices 2012 à 2017.

Aujourd'hui il est proposé d'examiner le compte rendu annuel de la concession d'« Eradication de l'Habitat Indigne » – lot n°1 dont le bilan pour l'exercice 2018 qui présente le bilan suivant pour l'exercice 2018 s'établit ainsi :

Acquisitions

Aucun immeuble entier n'a été acquis en 2018

2 lots ont été acquis, par le versement d'indemnités d'expropriation, dans 1 copropriété, dans la perspective de la maîtrise complète de l'immeuble (51, rue du Petit Saint Jean – 13001) ;

1 lot a été acquis, par préemption, soit un immeuble de fond de cour dans une copropriété pour compléter la maîtrise foncière globale au 133, bd de la Libération - 13001

1 complément d'indemnité d'expropriation a été versé dans le cadre d'une procédure de carence en vue de la maîtrise totale de l'immeuble sis 8 Halle de Lacroix - 13001.

Procédure de Carence

Le concessionnaire a poursuivi la mise en œuvre d'une procédure de carence pour l'acquisition d'un immeuble sis 8 Halle Delacroix - 13001 (paiement de complément d'indemnités d'expropriation).

Relogements

Le concessionnaire a procédé à 5 relogements en 2018 pour 2 ménages de l'immeuble 51, rue du Petit Saint Jean, 2 ménages au 61, rue d'Aubagne et un ménage 4, rue Porte Baussenque.

Cessions

4 cessions ont été réalisées :

- cession à Marseille Habitat société de 2 immeubles aux 49 et 51, rue du Petit Saint – 13001 en vue d'être regroupés et de créer 5 logements sociaux aux étages

- cession à Marseille Habitat société de 2 immeubles aux 13 et 15, rue de l'Arc – 13001 en vue d'être regroupés et de créer 5 logements sociaux aux étages et accueillir en rez-de-chaussée les sorties de secours du centre social du 44, rue d'Aubagne réalisé par la SOLEAM dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville ».

Etudes

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2018.

Travaux.

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 2 immeubles de la concession.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été effectués dans 1 immeuble (démarrage des travaux de réhabilitation du 10, rue des Vignerons – 13006).

Des travaux de réhabilitation de lots en diffus ont été réalisés dans deux immeubles (honoraires de maîtrise d'œuvre en vue du dépôt d'un permis de construire pour le local du 52/54 rue d'Aubagne - 13001 et travaux d'entretien dans le logement du 40, rue Sainte Françoise – 13002).

Travaux d'office

Pas de travaux d'office réalisés en 2018.

Gestion transitoire

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 13 immeubles.

Communication

Aucun frais de communication en 2018.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 et l'avenant n°24 à la convention de concession joints en annexes. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié

jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses réalisées s'établissent à 460 295 euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2017 qui les estimait à 1 633 696 euros, essentiellement pour les raisons suivantes :

Le montant global des acquisitions est de 185 598 Euros, inférieur aux prévisions à hauteur de 367 250 euros. Cette baisse est due à la longueur des procédures d'expropriation et des contentieux qui n'ont permis d'acquérir en 2018 que trois lots dans deux immeubles en copropriété.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 118 917 euros par rapport aux 576 746 euros prévus au CRAC au 31/12/2017. Cette baisse provient essentiellement d'un retard engendré par le contentieux sur un immeuble sur lequel des travaux importants devaient être engagés en 2018 par le concessionnaire.

Le montant des frais financiers s'établit à 1 058 euros en légère baisse par rapport aux prévisions (13 000 euros).

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 19 404 706 euros soit un taux d'avancement de 50,7% par rapport au prévisionnel final.

Cette baisse du taux d'avancement passant de 88,7% à 50,7% est due à l'augmentation des prévisions prévue dans l'avenant n°22.

L'avenant n°22 à la concession approuvé par délibération du 28 février 2019 prévoit une augmentation des objectifs du concessionnaire pour lui permettre de maîtriser 50 immeubles supplémentaires, faisant ainsi passer le montant total des dépenses prévues au CRAC au 31 décembre 2017 de 21 405 526 euros à un montant prévisionnel de 38 291 235 euros. Le montant global des acquisitions passe ainsi de 8 311 996 à 19 652 123 euros.

Les recettes :

Sur l'exercice 2018, les recettes s'élèvent à 197 398 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2017 (485 501 euros). Cet écart, essentiellement dû à des recettes de cession en retard de lots réhabilités en diffus sur les prévisions.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à

8 474 653 euros soit un taux d'avancement de 69,5 % du montant prévisionnel total des recettes.

Cette baisse du taux d'avancement passant de 79,3% à 69,5% est due à l'augmentation des prévisions prévue dans l'avenant n°22.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2021 :

- les dépenses sont estimées à 38 291 235 euros en hausse de 42,97% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2017 (21 875 025 euros).
- les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 12 185 646 Euros en hausse de 12,35% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2016 approuvé (10 680 257 euros).

Le déséquilibre entre recettes et dépenses a nettement augmenté pour les opérations restant à conduire, les déficits d'opérations étant encore plus élevés compte tenu de l'écart entre les montants d'acquisition de biens très dégradés par voie d'expropriation et le montant de cession de ces immeubles à des bailleurs sociaux chargés de les réhabiliter.

Il en résulte un déficit opérationnel en augmentation couvert par le concédant.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes qui s'élève à 26 110 000 euros a augmenté de 14 910 000 euros par rapport au CRAC approuvé en 2017 (11 200 000 euros) et résulte de l'augmentation des déficits des 50 opérations supplémentaires. Cette augmentation est due aux estimations élevées du montant des prix des immeubles très dégradés acquis par le voie d'expropriation par rapport aux prix estimés du montant des cessions de ces mêmes immeubles à des bailleurs afin de les réhabiliter de manière globale et pérenne pour produire des logements sociaux.

L'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de la concession a fait l'objet d'une approbation par le conseil métropolitain du 28 février 2019 d'un avenant n°22 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat. Cette participation sera certainement encore amenée à augmenter à l'occasion de l'approbation du prochain CRAC au 31 décembre 2019.

Solde de trésorerie

Fin 2018, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 237 102 euros.

La durée de l'opération

L'échéance de la concession a été fixée au 31 décembre 2021 par avenant n°22 et reste inchangée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport relatif à l'approbation du compte rendu annuel de la concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 061-470/19/CT

■ CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2018 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire VU 061-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2018 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} Joliette et Arenc, 3^{ème}, 4^{ème} Chartreux et Chutes Lavies, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet coercitif sous la forme d'une concession d'aménagement, dite concession « EHI ». Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le

Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix Marseille Provence est concédante de l'opération d'« Eradication de l'Habitat Indigne ». suite au transfert des compétences concernées.

Pour rappel, l'objectif initial fixé à chaque concessionnaire était :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Sur le plan opérationnel, le bilan de la concession au 31 décembre 2018 est le suivant :

- 24 immeubles acquis par le concessionnaire,
- 51 lots maîtrisés pour portage dont 33 ont été revendus,
- 97 logements livrés dont 43 logements réalisés sous la maîtrise d'ouvrage d'Urbanis Aménagement et 54 logements réalisés par d'autres opérateurs privés ou publics.

Sur les 75 immeubles inscrits en concession, 55 ont été traités.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2018 :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne. Sans attendre la mise en place d'un cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dégradés dans un délai court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ». La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des

opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Aussi, par délibérations du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a confié à chacun de ses aménageurs EHI, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, la mission de maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires. Pour mener à bien cette mission, les conventions de concession ont été prorogées jusqu'en décembre 2021. Concernant le lot 2, c'est l'avenant n°21 à la convention de concession n°T1600919CO qui acte cette prorogation et qui dispose des nouveaux objectifs. Pour les mener à bien, la participation de la Métropole Aix Marseille Provence est portée à 24 811 253 euros soit une augmentation de participation de 14 523 329 euros par rapport à la participation approuvée dans le CRAC 2017.

Par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé le lancement de procédures d'expropriation au bénéfice d'Urbanis Aménagement sur 19 immeubles afin d'obtenir la déclaration d'utilité publique des travaux à engager sur ces immeubles.

Depuis l'entrée en vigueur de l'opération concédée à Urbanis Aménagement un Compte Rendu Annuel à la Collectivité a régulièrement été analysé et approuvé par le concédant pour les exercices 2012 à 2017.

Aujourd'hui il est proposé d'examiner le compte rendu annuel de la concession d'« Eradication de l'Habitat Indigne » – lot n°2 qui présente pour l'exercice 2018 le bilan suivant :

Acquisitions :

Aucune acquisition n'a été réalisée en 2018 au regard de la fin initialement programmée de la concession à fin 2019.

Relogements

En 2018, 3 familles occupant l'immeuble sis 11 Boulevard Battala dans le 3^{ème} arrondissement ont été évacuées suite à un arrêté de péril grave et imminent pris en décembre : une famille a été relogée provisoirement à l'hôtel et les 2 autres se sont relogées provisoirement dans leur famille.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2018, il n'y a pas eu d'acquisition de lots pour portage. Pour rappel, 51 lots ont été acquis dans ce cadre depuis le début de la concession.
- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14^{ème} arrondissement :

La copropriété fait l'objet d'un suivi important du concessionnaire depuis la prise en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs : accompagnement dans la réalisation des travaux prescrits et aujourd'hui, dans la gestion de la copropriété (suivi étroit de la copropriété par le cabinet d'expertise comptable Copro +). En 2018, les actions les plus importantes ont été :

- la participation active à l'assemblée générale du 28 février 2018,
- le suivi étroit de la reprise de la comptabilité par le nouveau syndic Keisermann,
- le suivi des DIA,
- le soutien continu au conseil syndical.

Le taux d'impayé a réduit de 15% en 2018 mais il reste encore 12 gros copropriétaires débiteurs qui représentent 70% des impayés de charges.

Travaux

En 2018, 6 sites ont fait l'objet de travaux :

- 1 chantier sous maîtrise d'ouvrage Urbanis Aménagement :
 - 34 rue du Bon Pasteur (13002) : chantier en cours pour la livraison de plateaux à aménager en 2019,
- 1 chantier sous maîtrise d'ouvrage de bailleurs sociaux :
 - 270 avenue Roger Salengro (13015) : travaux de création de logements sociaux en cours par LOGEO méditerranée.
- 4 chantiers sous maîtrise d'ouvrage privée ayant fait l'objet de cessions avec cahier des charges :
 - 3 rue Roger Schiaffini (13003) : chantier achevé et 4 logements livrés et loués à l'association HAS,
 - 6 traverse Antoine Caria (13015) : un maison de ville en chantier destinée à un propriétaire occupant,
 - 21 rue Edgar Quinet (13015) : 2 logements locatifs en cours de travaux
 - 7/9 bd Jean Salducci (13016) : immeuble de 7 logements locatifs en cours de travaux.

Cessions

Les cessions en 2018 concernent les adresses suivantes :

- 50 rue Félix Pyat (13003) : vente des deux derniers logements en septembre 2018 à un même acquéreur,
- 4 rue Duverger (13002) : vente de 2 plateaux nus par actes signés en juin 2018 à deux artistes,
- 10 boulevard des Italiens (13015) : vente de l'immeuble au profit d'un propriétaire privé en octobre 2018.

Au 31 décembre 2018, Urbanis Aménagement est encore propriétaire des biens suivants qui font l'objet d'une commercialisation en cours :

- 13 boulevard Charpentier (13003) : un local à réhabiliter avec une offre d'achat en cours,
- 15 boulevard Charpentier (13003) : 2 logements réhabilités et loués,
- 23 rue Donaz (13015) : un petit terrain nu à vendre,
- 34 bis rue du Bon Pasteur (13002) : 2 logements réhabilités et vacants ?
- 34 et 36 rue du Bon Pasteur (13002) : vente de plateaux à aménager à l'issue des travaux de gros œuvre,
- 11 boulevard Battala (13003) : vente d'un immeuble avec cahier des charges,
- 7 traverse du Prieur (13015) : vente d'un immeuble avec cahier des charges.

Etudes

- Domaine Duverger (13002) : il s'agit d'une copropriété horizontale dans laquelle Urbanis Aménagement était propriétaire d'un immeuble situé au 4B et la Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B. Sur l'ensemble de ces lots, un appel à manifestation d'intérêt avait été lancé en 2016 en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. Au cours de l'année 2018 :

- Urbanis Aménagement a vendu ses deux lots en juin et juillet 2018,
- La Ville de Marseille a signé un compromis courant 2018 avec un acquéreur,
- les travaux de toiture ont été réalisés pour partie puisque la réfection de la 2^{ème} toiture doit faire l'objet de devis.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : Il s'agissait de réfléchir au devenir d'un ilot situé autour d'un immeuble maîtrisé par Urbanis Aménagement suite à une procédure d'expropriation (3 bd Burel 13003). La dernière version de l'étude a été rendue en juillet 2017. Il a été convenu d'intégrer cette amorce de réflexion aux études en cours sur la Belle de Mai et quartiers libres. En attendant, l'immeuble situé 3 bd Burel a été démoli par le concessionnaire et une convention d'occupation précaire a été signée avec l'association mitoyenne « la Fraternité » pour la mise à disposition du terrain. Les travaux d'aménagement du terrain en zone de jeux et de sport pour enfants ont été réalisés et inaugurés fin 2018.

Travaux d'office

Urbanis Aménagement a réalisé des travaux d'office courant 2018 sur le bâtiment A de la copropriété du Parc Corot dans le 13^{ème} arrondissement. En effet, l'immeuble a été frappé d'un arrêté d'insalubrité le 28 juin 2018 et d'un arrêté d'insécurité des équipements communs en novembre de la même année. Urbanis Aménagement est donc intervenu à deux reprises sur cet immeuble courant 2018 et a réalisé près de 270 000€ de travaux.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018 joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession au 31 décembre 2021. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 1 115 351 euros et sont inférieures aux prévisions qui les estimaient à 1 378 696 euros.

Au 31 décembre 2018, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 18 242 901 euros soit un taux d'avancement de 50% par rapport au prévisionnel final réactualisé suite aux nouveaux objectifs de la concession. Aussi, le poste acquisitions qui était le plus avancé lors de l'approbation du CRAC 2017, est aujourd'hui à un taux d'avancement de 34%. Le poste le plus avancé est celui des travaux de reconstruction avec un avancement à 86%.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2021, le montant prévisionnel des dépenses atteint 36 154 478 euros. Il est en hausse de 56 % par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31 décembre 2017 : la prorogation de la concession et le nouvel objectif d'acquisition de 50 immeubles supplémentaire expliquent cette forte augmentation. Il se répartit entre budget « études générales » (2%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (46%), « travaux d'aménagement » (3.3%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (8.5%), « honoraires sur travaux » (1.2%), « travaux de reconstruction et de parking » (11.5%), « frais annexes » (3,5%), « rémunération Urbanis Aménagement » (23.5%) et « frais financiers » (0,5%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2018, les recettes s'élèvent à 1 619 559 euros et sont largement inférieures aux prévisions qui les estimaient à 2 415 106 euros. Cet écart s'explique par les cessions prévues et non réalisées au final. Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 9 021 570 euros soit un taux d'avancement de 80 % du montant prévisionnel total des recettes réactualisé.

Les postes les plus avancés sont les postes cession de terrains (100%) et cession de lots d'immeubles restructurés (100%) et autres produits (99%). Les postes les moins avancés sont les cessions d'immeubles (51%) et les ventes de terrain à la collectivité (37%). Concernant les cessions d'immeubles, il s'agit essentiellement des prévisions de vente d'immeubles au terme des procédures de maîtrise foncière à engager sur les immeubles très

dégradés. Concernant les ventes de terrain à la collectivité, il s'agit de la rétrocession en fin de concession du terrain issu de la démolition du 3 boulevard Burel (13003) sur une zone objet de réflexions en terme d'aménagement urbain.

Sur la durée totale de la concession jusqu'à décembre 2021, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 11 325 657 euros en hausse de 8.5% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2017 approuvé (10 362 577 euros). Cette hausse s'explique par l'augmentation significative du prévisionnel du poste de cession d'immeubles compte tenu des nouveaux objectifs de la concession.

Ainsi les grands équilibres du bilan prévisionnel de l'opération sur la durée de la concession évoluent comme suit :

- les dépenses globales passent de 20 506 148 euros à 36 154 235 euros du fait de l'augmentation de l'objectif assigné de maîtriser 50 immeubles dégradés ;
- les recettes globales passent de 10 362 577 euros à 11 325 657 euros, hors participation du concédant, du fait de l'augmentation quantitative du volume de foncier cédé mais à un prix minoré tenant compte de la dégradation ;

Il en résulte un déficit opérationnel en augmentation couvert par le concédant.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La nouvelle participation du concédant à l'équilibre de l'opération a été portée à 24 811 253 euros lors de l'approbation de la prorogation de l'opération et des nouveaux objectifs lors du conseil métropolitain du 28 février 2019. Cette participation reste inchangée. Pour rappel, elle était de 10 287 924 euros dans le CRAC 2017.

Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2018 une participation du concédant de 10 287 924 d'euros. Urbanis Aménagement percevra en 2019, 2020 et 2021 une participation annuelle de 4 841 110 euros.

Solde de trésorerie brute

Fin 2018, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 1 147 684 euros, inférieur au prévisionnel du CRAC 2017. Les recettes de l'année 2018 ont été inférieures au prévisionnel en raison de cessions prévues et non abouties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2018 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} Joliette et Arenc, 3^{ème}, 4^{ème} Chartreux et Chutes Lavies, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2018 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} Joliette et Arenc, 3^{ème}, 4^{ème} Chartreux et Chutes Lavies, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2018 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} Joliette et Arenc, 3^{ème}, 4^{ème} Chartreux et Chutes Lavies, 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Proximité"

PROX 001-471/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Sausset-les-Pins - Aménagement Avenue Matraja

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17695/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets d'aménagements au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Sausset-Les-Pins – Aménagement Avenue Matraja », la Métropole a réalisé l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja sur la commune de Sausset-Les-Pins. Cet aménagement consiste à créer des places de stationnement, des trottoirs, à reprendre la chaussée et à mettre en place une piste cyclable sur un linéaire de 950 mètres.

Le coût de l'opération pouvant être subventionné s'élève à 427 500,00 euros HT

L'opération visée n°2013101200 a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC dans le cadre de la délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-154/13/CC en date du 22 mars 2013. Elle a été révisée par délibération du Conseil de Communauté

urbaine n°VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015, portant son autorisation de programme à 1 500 000,00 euros TTC. Suite à la délibération n° VOI 003-1670/15/CC en date du 21 décembre 2015, le Conseil de Communauté urbaine a réévalué le montant de l'opération à 2 300 000,00 euros TTC. Par délibération n° VOI 032-741/16/CM, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé le 30

juin 2016, une révision de l'autorisation de programme à hauteur de 2 900 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70,00 %	298 900,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	128 600,00 euros
TOTAL HT		427 500,00 euros

Entendues les conclusions du rapporteur,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement de l'avenue Matraja ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-472/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Plan-de-Cuques - Aménagement Maréchal De Lattre de Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17696/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Plan-De-Cuques Aménagement Maréchal De Lattre De Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc » , la Métropole envisage d'aménager l'avenue De Lattre de Tassigny sur la commune de Plan-De-Cuques en mettant aux normes d'accessibilité les trottoirs à réaliser et en développant la sécurité des usagers avec des limitations de vitesse pour véhicules et des dispositifs anti-stationnement au droit de l'école.

Le coût de l'opération pouvant être subventionné s'élève à 850 000,00 euros HT

L'opération visée n°2011110200 a été créée par délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 008-246/11/CC en date du 28 mars 2011 pour un montant de 50 000,00 euros TTC. Le Conseil de la Communauté urbaine a révisé le montant de l'autorisation de programme (AP), le 13 février 2012, par délibération n°VOI 003-154/12/CC, celle-ci est alors fixée à 100 000,00 euros TTC. Par délibération du 22 mars 2013, n° VOI 002-155/13/CC, du Conseil de la Communauté urbaine, le montant de l'opération a été révisé à 150 000,00 euros TTC. Suite à la délibération n°FCT 014-104/14/CC en date du 23 mai 2014 du Conseil de la Communauté urbaine, a établi le montant de cette AP à 950 000,00 euros TTC. Enfin par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n°VOI 001-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017, le montant de cette opération a été désormais fixé à 1 500 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70,00 %	595 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	255 000,00 euros
TOTAL HT		850 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Plan-de-Cuques – Aménagement Maréchal De Lattre de Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Plan-de-Cuques – Aménagement Maréchal De Lattre de Tassigny, impasse Paul Fouque et Avenue du Général Leclerc ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-473/19/CT

■ **CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Poursuite aménagement Parc activités Plaine du Caire I et II sur la commune de Roquefort-la-Bédoule**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17698/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets d'aménagements au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Poursuite aménagement Parc activités Plaine du Caire I et II sur la commune de Roquefort-la-Bédoule », la Métropole envisage de réaliser l'aménagement d'une chaussée en double sens de circulation, dimensionnée pour l'accès aux véhicules de transport poids lourds.

Le coût de l'opération pouvant être subventionné s'élève à 1 000 000,00 euros HT

L'opération visée est la n°2002161500. L'autorisation de programme est actuellement affectée d'un montant de 927 194,92 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	60,00 %	600 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40,00 %	400 000,00 euros
TOTAL HT		1 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Poursuite aménagement Parc activités Plaine du Caire I et II sur la commune de Roquefort-la-Bédoule ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Poursuite aménagement Parc activités Plaine du Caire I et II sur la commune de Roquefort-la-Bédoule ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-474/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération - Aménagement de Lacanau - Marignane

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17699/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cas des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marignane – Aménagement de Lacanau », la Métropole réalise l'aménagement de l'avenue de Lacanau sur la commune de Marignane. Le projet vise à donner un caractère plus urbain à la voie, à sécuriser les cheminements piétons, à réduire les vitesses par l'aménagement de l'avenue depuis le carrefour du 8 mai 1945 (RD9) jusqu'au carrefour de l'allée des Oliviers. Une piste cyclable bidirectionnelle côté pair de 3m de large, est prévue afin de mettre en place une voie verte.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 414 000,00 euros HT

L'opération visée n°2011105900, a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 mars 2011. Par délibération n°VOI 003-154/12/CC en date du 13 février 2012, le Conseil de la Communauté urbaine a porté cette autorisation de programme à 2 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône		
Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70,00 %	289 800,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,00 %	124 200,00 euros
TOTAL HT		414 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marignane – Aménagement de Lacanau ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Marignane – Aménagement de Lacanau ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 005-475/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement relative aux opérations Marseille - itinéraire cyclable Corniche et Marseille - Aménagement de la rue des Catalans

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17701/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Ainsi dans le cadre des opérations : « Marseille – Itinéraire cyclable Corniche » et «Marseille - Aménagement de la rue des Catalans », la Métropole réalise une promenade « modes doux » avec création d'un itinéraire cyclable sur la Corniche Kennedy à Marseille (13007). Elle envisage également l'aménagement de la portion de voie située entre les carrefours du boulevard Charles Livon et de l'avenue de la Corse, impliquant la création d'une piste cyclable bidirectionnelle, la réorganisation des stationnements avec élargissement des trottoirs.

En effet, la promenade de la Corniche – Avenue du Président JF Kennedy, fait l'objet depuis plusieurs années de réflexions en vue de la réaménager pour offrir aux marseillais une promenade adaptée aux modes doux. Dans une première phase, des travaux sont entrepris entre le pont de la fausse monnaie et les plages de Gaston Defferre, en permettant la création d'une piste cyclable bidirectionnelle sur cette partie de la Corniche. Dans une seconde phase, une nouvelle piste cyclable est envisagée au niveau de la

plage des Catalans, sur le boulevard Charles Livon et sur la partie de la Corniche située entre la Palais du Pharo et la rue Capitaine Desmond.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 000 000,00 euros HT.

Les deux phases ainsi décrites font l'objet de deux opérations d'investissement distinctes :

- Une opération n°2013109400, créée pour un montant initial de 100 000 euros TTC par délibération n°VOI003-392/13/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Par délibération n°VOI032-741/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence en date du 30 juin 2016, cette autorisation de programme a été portée à 1 000 000 euros TTC.
- Une opération n°2018106400, créée pour un montant initial de 1 150 000,00 euros TTC

par délibération n°VOI 004-4244/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole, celle-ci a été révisée à hauteur de 2 800 000,00 euros TTC. Enfin, la délibération n°VOI 004- 5458/19/BM en date du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole est intervenue pour portée cette autorisation de programme à 4 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de ce projet est le suivant :

Opération 2013109400		
ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif : « Contrat Régional d'Equilibre territorial (2018-2020) » Type d'aide : Volet opérationnel « Axe Mobilité »	70 %	367 508,90 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	157 503,81 euros
TOTAL HT		525 012,71 euros
Opération 2018106400		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif : « Contrat Régional d'Equilibre territorial (2018-2020) » Type d'aide : Volet opérationnel « Axe Mobilité »	70 %	332 491,10 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	142 496,19 euros
TOTAL HT		474 987,29 euros

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative aux opérations « Marseille – itinéraire cyclable Corniche » et Marseille – Aménagement de la rue des Catalans ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement relative aux opérations « Marseille – Itinéraire cyclable Corniche » et « Marseille – Aménagement de la rue des Catalans ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-476/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec SNCF Réseau portant sur l'analyse des études dans le cadre de la phase 4 des travaux du PRU Saint Barthélémy-Picon-Busserine aux abords de la ligne ferroviaire reliant Lyon à Marseille 14ème arrondissement

DIFRA 19/17605/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le quartier St Barthélémy-Picon-Busserine fait l'objet d'une importante restructuration urbaine dans le cadre d'une convention ANRU signée le 10 octobre 2010. En accompagnement de l'amélioration de l'habitat, cette restructuration a pour objet de désenclaver les quartiers et de redonner des usages urbains aux espaces, notamment par la séparation des espaces publics et privés.

Au titre des compétences en matière de voirie et d'infrastructure qui lui sont dévolues, la Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement et de la création de voies sur l'ensemble du secteur, en accompagnement à la mise en œuvre du programme d'amélioration de l'habitat.

Les travaux consistent à reprendre une partie des réseaux vétustes, de réorganiser la circulation en créant notamment des traversées du quartier, celui-ci étant actuellement organisé en impasse. Cette opération s'accompagne également d'une requalification qualitative des espaces publics.

Le projet urbain du Plan de Renouvellement Urbain (PRU) du quartier St Barthélémy-Picon-Busserine se décline pour le projet de voiries en quatre phases d'aménagement. La quatrième phase d'aménagement prévoit notamment la création de rampes piétonnes, permettant d'assurer une liaison PMR entre la future station de BHNS et la halte ferroviaire Picon.

Compte tenu de la proximité avec la ligne ferroviaire reliant Lyon à Marseille, SNCF Réseau doit réaliser une prestation de contrôle du projet et de production de préconisations techniques à appliquer en phase chantier, afin de respecter la sécurité des circulations et des infrastructures ferroviaires.

La présente convention fixe les modalités techniques et financières de réalisation de ce contrôle pour la phase PRO-DCE.

Il est ainsi proposé d'approuver cette délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRE) ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix Marseille-Provence ;
- Le décret 2015/1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 30 juin 2016, approuvant les délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation de rampes piétonnes d'accès à la gare Picon depuis la voirie publique nécessitent, compte tenu de la proximité avec la ligne ferroviaire reliant Lyon à Marseille, la production d'un avis de contrôle par SNCF Réseau au stade PRO/DCE, afin de respecter la sécurité des circulations et des infrastructures ferroviaires.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la Convention avec SNCF Réseau, en vue du contrôle du projet de réalisation des rampes piétonnes d'accès à la gare Picon depuis la voirie publique, et de production de préconisations techniques à appliquer en phase chantier afin de respecter la sécurité des circulations et infrastructures ferroviaire, compte tenu de la proximité avec la ligne ferroviaire L905000 reliant Lyon à Marseille au Pk 440+431, à Marseille (14^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette Convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget : Budget Territoire : Opération : 2011106500 – Sous politique : C311 – Fonction : 851 – Nature n°4581191002.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 008-477/19/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17608/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions des **02 juillet et 10 septembre 2019**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

02 juillet 2019

- 1) La recevabilité des **08** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat et de la Place Jean Jaurès à la limite des 1^{ers}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille ainsi que pour les travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification de la Place de la République et avenue Jean Jaurès à Marignane :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- PV La Ciotat-2019/06/19 : LE FOURNIL DU PORT du 01/10/2018 au 21/06/2019,
- PV La Ciotat-2019/06/20 : LE PHARE du 01/10/2018 au 21/06/2019,
- PV La Ciotat-2019/06/21 : LE BAR DES GLACES du 01/10/2018 au 21/06/2019,
- PJJ La Plaine-2019/06/02 : SALON DE CHARLIE du 01/11/2018 au 01/07/2019,
- PRJJ Marignane-2019/06/01 : MAISON JOSEPH du 01/10/2018 au 01/07/2019,
- BHNS AIX-2019/06/12 : HOTEL SAINT-CHRISTOPHE du 10/01/2018 au 02/07/2019,
- BHNS AIX-2019/06/13 : 105 PLACE BIO du 10/01/2018 au 02/07/2019,
- BHNS AIX-2019/06/14 : CORNER BISTRO du 10/01/2018 au 31/01/2019,

10 septembre 2019

- 2) La recevabilité des **10** demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat et de la Place Jean Jaurès à la limite des 1^{ers}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille ainsi que pour les travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification de la Place de la République et avenue Jean Jaurès à Marignane :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- PV La Ciotat-2019/08/23 : LE TOTEM du 03/09/2018 au 21/06/2019,
- PJJ La Plaine-2019/07/03 : BAR-TABAC DE LA PLAINE du 12/10/2018 au 10/09/2019,
- PV La Ciotat-2019/08/22 : LE CAPS du 01/10/2018 au 21/06/2019,
- PJJ La Plaine-2019/07/05 : WAAW du 12/10/2018 au 10/09/2019,
- PJJ La Plaine-2019/08/06 : L'ART DE LA FROMAGERIE du 12/10/2018 au 10/09/2019,
- PRJJ Marignane-2019/08/02 : BAR DU CENTRE du 01/10/2018 au 10/09/2019,
- BHNS AIX-2019/09/16 : HOTEL ROTONDE du 10/01/2018 au 30/06/2019,
- BHNS AIX-2019/07/15 : CHEZ LAURANE du 10/01/2018 au 30/06/2019,

A été déclaré non recevable, au motif que le commerce est situé en dehors du périmètre des travaux liés à la requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat, le dossier suivant :

- PV La Ciotat-2019/08/24 : LE CASSETIN DU DIABLE du 01/10/2018 au 21/06/2019

A été déclaré non recevable, au motif que le commerce est situé en dehors du périmètre des travaux liés à la requalification de la place Jean-Jaurès à Marseille, le dossier suivant

- PJJ La Plaine-2019/07/04 : CARREFOUR CITY du 12/10/2018 au 10/09/2019

- 3) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence, de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ainsi que des aménagements de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements), et de la Place Jean Jaurès à la limite des 1^{ers}, 5^{ème}, 6^{ème} arrondissements de Marseille,

auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire,

au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

BHNS L'AIXPRESS

02 juillet 2019*

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/03/10	SARL MIKALI / OCCADECO	2 Avenue des Belges 13100 Aix-en-Provence	08/02/18 au 31/03/19	136 800,00 €	82 080,00 €	1 000,00 €	83 080,00 €
TOTAL				136 800,00€	82 080,00€	1 000,00€	83 080,00€

Montant des indemnisations déjà accordées

275 898,67 €

Total général BHNS L'AIXPRESS

358 978.67 €

10 septembre 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2019/03/11	TWO LIFE	1 Avenue V. Hugo 13100 Aix-en-Provence	10/01/18 au 31/03/19	18 657,00 €	11 194,00 €	300,00 €	11 494,00 €
TOTAL				136 800,00€	11 194,00€	300,00€	11 494,00€

Montant des indemnisations déjà accordées

358 978.67 €

Total général BHNS L'AIXPRESS

370 472.67 €

PORT-VIEUX LA CIOTAT**02 juillet 2019**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/01	CONTINENTAL	7 Quai de Gaulle 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	37 716,00 €	22 630,00 €	800,00 €	23 430,00 €
CIO-2019/03/03	BAR O'CENTRAL	4 François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	34 237,00 €	20 542,00 €	643,00 €	21 185,00 €
CIO-2019/03/04	SOUS LAMPIONS LES	38 François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	31 900,00 €	19 140,00 €	684,00 €	19 824,00 €
CIO-2019/03/05	LA MAMMA	2 François Mitterrand 13600 La Ciotat	01/10/18 au 03/03/19	33 625,00 €	20 175,00 €	200,00 €	20 375,00 €
CIO-2019/03/06	LA MAISON DE LA PRESSE	11 François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	9 459,00 €	5 675,00 €	660,00 €	6 335,00 €
CIO-2019/03/07	AU POIVRE D'ANE	45 François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	13 607,00 €	8 164,00 €	490,00 €	8 654,00 €
TOTAL				160 544,00 €	96 326,00 €	3 477,00 €	99 803,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées

51 584,00 €

Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT

151 387,00 €

10 septembre 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/02	LES SAVEURS D'ORIENT	10 Ganteaume 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	63 443,00 €	38 066,00 €	0,00 €	38 066,00 €

CIO-2019/05/10	LA TABLE DE JEANNE	Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	10 558,00 €	6 335,00 €	200,00 €	6 535,00 €
CIO-2019/05/11	LE SLOOP	3 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 31/05/19	98 660,00 €	59 196,00 €	0,00 €	59 196,00 €
CIO-2019/05/14	LES TOILES DU LARGE	46 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	13 503,00 €	8 102,00 €	0,00 €	8 102,00 €
CIO-2019/05/17	L'ATELIER GOURMAND	19 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	26 375,00 €	15 825,00 €	640,00 €	16 465,00 €
CIO-2019/05/18	LE NAPOLEON	31 Quai François Mitterrand 13600 La Ciotat	03/09/18 au 21/06/19	53 889,00 €	32 333,00 €	1 400,00 €	33 733,00 €
TOTAL				266 428,00 €	159 857,00 €	2 240,00 €	162 097,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées	151 387,00 €
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	313 484,00 €

02 juillet 2019

Rue PARADIS

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PRD-2019/01/13	HUGO BOSS	52 rue Paradis 13001 Marseille	06/02/2017 AU 06/11/2017	110 113,00 €	66 068,00 €	0,00 €	66 068,00 €
TOTAL				110 113,00 €	66 068,00 €	0,00 €	66 068,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées	148 913,00 €
Total général Rue PARADIS	214 981,00 €

10 septembre 2019

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PRD-2018-05-11	MADURA / SCALIA France	2 Rue Paradis – 13001 Marseille	06/02/2017 au 15/09/2017	30 670,00€	18 402,00€	0,00 €	18 402,00 €
TOTAL				30 670,00€	18 402,00€	0,00 €	18 402,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées

214 981,00 €

Total général Rue PARADIS

233 383,00 €

10 septembre 2019

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2019/04/01	NASSIM DISTRIBUTION	43 Place J. Jaurès 13005 Marseille	12/10/18 au 30/06/19	8 133,00 €	4 880,00 €	363,00 €	5 243,00 €
TOTAL				8 133,00 €	4 880,00 €	363,00 €	5 243,00 €

Montant des indemnisations déjà accordées

5 243,00 €

Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE

5 243,00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des **18** demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les **17** dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants,

artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 02 juillet 2019 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 10 septembre 2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux d'aménagement sur la place Jean Jaurès située à la limite des 1^{er}, 5^e et 6^e arrondissements de Marseille ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de réalisation de l'aménagement de la partie basse de la rue Paradis, comprise entre la Canebière et la Place Estrangin à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place de la République et de l'avenue Jean Jaurès dans le centre ancien de la ville de Marignane ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-478/19/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information du Conseil de Territoire

DAJA 19/17737/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Seize dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 27 882.29 euros (Vingt-sept mille huit cent quatre-vingt-deux euros et vingt-neuf centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Sébastien REINAUD -NICOLOSI – sinistre du 27 janvier 2017 – montant : 622.61 euros,
- Mme Antoinette CARLOMAGNO - sinistre du 5 novembre 2017 – montant : 4 000.00 euros,
- M. Marc ALEZRA – sinistre du 13 novembre 2017 – montant : 1 862.07 euros,

- SATISFEU – sinistre du 1^{er} mars 2018 – montant : 618.78 euros,
- M. Marcel CŒUR – sinistre du 18 juin 2018– montant : 476.76 euros,
- Mme Audrey BARTHES - sinistre du 3 juillet 2018 – montant : 3 135.00 euros,
- Mme Cathy BILLEBAULT - sinistre du 13 aout 2018 – montant : 467.83 euros,
- Mme Germaine PITAUD – sinistre du 16 aout 2018 – montant : 495.00 euros,
- M. Jean Yves FARAUD– sinistre du 1^{er} octobre 2018– montant : 1 245.58 euros,
- M. Christophe MACE– sinistre du 7 octobre 2018 – montant : 2008.51 euros,
- M. Claude TOURENC – sinistre du 15 octobre 2018 – montant : 2 186.59 euros,
- Mme Josiane DJIANE– sinistre du 19 octobre 2018 – montant : 135.36 euros,
- M. Olivier TRUBERT – sinistre du 22 décembre 2018– montant : 410.00 euros,
- Mme Marie-Pierre MAESTRELLI – sinistre du 25 décembre 2018 – montant : 714.13 euros,
- M. Jean Mickael PILLITTERI– sinistre du 13 janvier 2019 – montant : 935.96 euros,
- M. Alberic DUCAMIN – sinistre du 3 février 2019 – montant : 8 568.11 euros.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant

délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 012-479/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique dans le cadre du projet Marseille 13 Abords du Centre Bourse**

Avis du Conseil de Territoire

DRM 19/17703/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille Provence réalise l'aménagement des abords du Centre Bourse, situé au pied des tours Labourdette (tours A, B et C) dans le centre historique de la ville de Marseille (13001).

Les tours et les esplanades ont été bâties à l'emplacement d'îlots anciens dont une partie bordait le cours Belsunce, ainsi qu'à l'emplacement des rues « de la vierge de la garde » et « des pucelles », visibles sur le cadastre napoléonien. Le Cours Belsunce, créé sous Louis XIV et vitrine de la "ville nouvelle", se trouve au niveau du « grand Caire » (la place du marché), au-devant de l'enceinte médiévale.

La création du Cours au XVII^e siècle s'est traduite par la construction d'immeubles identiques sur les deux côtés dont seuls ceux qui sont situés à l'est restent visibles (en partie).

Les fouilles de l'Alcazar ont permis de mettre au jour des caves, parfois semi-enterrées, en lien avec ces immeubles (Bouiron 2001b).

Les sondages archéologiques réalisés en 2006 entre les tours B et C ont permis de retrouver une occupation romaine, une occupation de l'Antiquité, des vestiges médiévaux et modernes jusqu'à la surface actuelle. Un autre sondage réalisé à l'est de la tour A a révélé la présence d'une cave dont les niveaux d'occupation se trouvent à 3 m de profondeur par rapport au niveau actuel.

Compte tenu de la densité stratigraphique du secteur, les fosses d'arbre, objets du projet, menacent de destruction les niveaux médiévaux et modernes.

En raison de leur nature et de leur localisation, les travaux envisagés par la Métropole sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique.

Un diagnostic archéologique est envisagé et aura pour objectif de préciser la nature, la puissance stratigraphique, le degré de conservation, l'extension spatiale, la chronologie et le contexte géomorphologique des fosses d'arbre, d'objets et éléments architecturaux médiévaux et modernes.

Pour ces périodes, l'existence des enceintes médiévales, supposées mais jamais découvertes en ce lieu, restent probablement la problématique principale de l'intervention archéologique.

Ayant considéré qu'il était nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents et afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet, le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a pris un arrêté le 3 décembre 2018 attribuant le présent diagnostic d'archéologie préventive à l'INRAP en qualité d'opérateur compétent.

Ce diagnostic d'archéologie préventive sera donc réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP).

L'intervention de l'INRAP nécessite la conclusion d'une convention spécifiant les modalités techniques et financières de celle-ci.

Il convient donc d'approuver la convention ci-annexée avec l'INRAP, afin de fixer les modalités de réalisation du diagnostic archéologique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique dans le cadre du projet « Marseille (13) Abords du Centre Bourse ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives relative à la réalisation d'un diagnostic archéologique dans le cadre du projet « Marseille (13) Abords du Centre Bourse ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-480/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec la Ville de Marseille pour la requalification de la Rocade du Jarret secteurs Bd de la Blancarde - rue Roche, rue Roche - Saint Just et rue Ste Cécile - Place de Pologne à Marseille 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17688/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par délibération n°VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe d'une requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Composé de cinq boulevards, la rocade du Jarret, de par sa position entre deux autoroutes, a longtemps supporté un trafic automobile de transit en assurant la jonction entre les territoires situés de part et d'autre de la Ville. La mise en service de la L2, ayant généré une diminution du niveau de trafic, permet d'envisager sa requalification.

Celle-ci va permettre de redonner de l'espace aux mobilités actives (piétons et cyclistes) par la création de pistes cyclables et de cheminements piétons larges et sécurisés, et d'améliorer le fonctionnement des bus circulant sur l'axe. Elle est enfin l'occasion de mettre en valeur et de faciliter les conditions de desserte de plusieurs équipements à vocation départementale voire régionale (ex : Hôtel du Département, Hôpital de la Timone, Faculté de Médecine de la Timone).

Par ailleurs, par délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de la concertation préalable de l'opération qui s'est déroulée du 29 juin 2018 au 27 juillet 2018 inclus.

La requalification de la rocade du Jarret s'étendant sur un linéaire total de 3,6 km, du carrefour Saint Just au nord à la place de Pologne au sud, la Métropole Aix-Marseille Provence a décidé de phaser la réalisation des travaux en cinq sections :

- Section 1 : du boulevard Chave à la rue Ste Cécile ;
- Section 2 : du boulevard de la Blancarde au boulevard Chave ;

- Section 3 : de la rue Roche au boulevard de la Blancarde ;
- Section 4 : de St Just à la rue Roche ;
- Section 5 : de la rue Ste Cécile à la place de Pologne.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont affirmé leur position favorable à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, une première convention de maîtrise d'ouvrage unique portant sur les sections 1 et 2 précitées a été approuvée respectivement par la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau Métropolitain du 28 mars 2019, et par la Ville de Marseille au Conseil Municipal du 17 juin 2019.

Les travaux de ces deux sections sont actuellement en cours.

Dans la continuité de la première convention approuvée, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de reconduire la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité pour les sections 3 à 5 du Jarret précitées, toujours dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les ouvrages et équipements qui relèvent d'une compétence communale : vidéo protection / vidéo verbalisation et bancs / banquettes, soit une part du remboursement de la Ville de Marseille estimée à 559 656,00 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux des sections 3 à 5 du Jarret («Bd de la Blancarde - rue Roche», «rue Roche - Saint Just» et «rue Ste Cécile - Place de Pologne»), à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 006-228/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une requalification de la rocade du Jarret ;
- La délibération VOI 002-4698/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le bilan de la concertation préalable de l'opération due requalification de la rocade du Jarret ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville de Marseille et de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec la Ville de Marseille pour la requalification de la Rocade du Jarret (secteurs boulevard de la Blancarde – rue Roche – Saint Just et rue Sainte Cécile – Place de Pologne) à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 014-481/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole pour les travaux d'extension du réseau d'eau potable dans le cadre de la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la rue Verdillon et le chemin de Vallon de Toulouse à Marseille 10^{ème} arrondissement DIFRA 19/17645/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS) à Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Maître d'Ouvrage de l'opération à compter du 1^{er} janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements), et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment la Société des Eaux de Marseille Métropole (SEMM), dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS, ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des déviements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par la SEMM dans le périmètre de l'opération, il est apparu qu'une partie du réseau public de distribution d'eau était impactée par la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux du BUS nécessitent donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau public de distribution d'eau, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés. La maîtrise d'ouvrage de ces travaux de réseaux réalisés à l'avancement des travaux de génie-civil et de voirie du BUS est portée par la Métropole.

Dans le cadre des dévoiements liés au BUS, les nouveaux réseaux d'eau créés seront intégrés au domaine public de la Métropole. Ainsi, conformément aux termes du contrat de Délégation du Service Public métropolitains de l'Eau Potable, une convention doit être établie entre le Maître d'Ouvrage et le Délégataire (SEMM) pour préciser les conditions techniques d'exécution des travaux, les modalités du contrôle exercé par la SEMM, et les modalités de paiement des raccordements aux réseaux publics existants réalisés exclusivement par le Délégataire au frais du Maître d'Ouvrage.

Les travaux de la première tranche du BUS ont démarré depuis octobre 2017 avec le lancement du marché de génie-civil des tranchées couvertes entre l'échangeur Florian et le boulevard Verdillon.

En conséquence, par délibération PROX 030-306/18/CT du 26 juin 2018, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé la convention de déviation des réseaux d'eau potable entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon.

Depuis lors, le projet du BUS s'est poursuivi avec le démarrage en novembre 2018 des travaux des sections comprises entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Saint Marguerite d'une part, et entre le chemin du Vallon de Toulouse et la rue Verdillon d'autre part.

Par délibération PROX 011-122/19/CT du 26 mars 2019, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a approuvé la convention de déviation des réseaux d'eau potable sur la section entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Sainte Marguerite.

La présente convention porte donc sur la section du projet comprise entre le chemin du Vallon de Toulouse et la rue Verdillon.

La présente convention concerne donc les réseaux neufs d'eau potable ci-dessous qui seront posés par le Maître d'Ouvrage puis intégrés dans le périmètre de la Délégation du Service Public métropolitain de l'Eau Potable :

- 745 ml de conduite fonte DN 200 mm (sur le Boulevard Urbain Sud entre la rue Verdillon et le chemin du Vallon de Toulouse) ;
- 3 branchements espaces verts en 36/50 mm ;
- 7 poteaux incendie DN 150 mm ;

Sur la présente section du BUS, le coût total, à la charge de la Métropole, des travaux de raccordement sur les réseaux d'eaux existants s'élève à 23 853,24 € TTC en valeur de base au 01/01/2014. Ce montant sera actualisé à la date effective de réalisation des travaux. Ces raccordements étant induits par des dévoiements liés à la création du BUS, ils sont pris en charge par la Métropole sur les crédits de l'opération du BUS.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités techniques, financières et de contrôle de réalisation des travaux d'eau potable sur des ouvrages incorporés ultérieurement au service public délégué.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° PROX 030-306/18 du Conseil de Territoire Marseille Provence approuvant la convention avec la Société des

Eaux de Marseille Métropole pour les travaux de déviation du réseau d'eau potable secteur Florian – rue Verdillon ;

- La délibération PROX 011-122/19/CT du 26 mars 2019, 18 du Conseil de Territoire Marseille Provence approuvant la convention avec la Société des Eaux de Marseille Métropole pour les travaux de déviation du réseau d'eau potable – secteur Chemin du Vallon de Toulouse – Boulevard Sainte Marguerite.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux du Boulevard Urbain Sud entre l'échangeur Florian et le boulevard Verdillon nécessitent le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau public de distribution d'eau ;
- Que la Maîtrise d'Ouvrage de ces travaux est portée par la Métropole ;
- Que les nouveaux réseaux créés seront intégrés au domaine public de la Métropole et incorporés dans le périmètre de la Délégation du Service Public de l'Eau Potable.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue avec la Société des Eaux de Marseille Métropole relative au dévoiement ou à la modification des réseaux publics de distribution d'eau impactés par les travaux du Boulevard Urbain Sud sur la section comprise entre le boulevard Verdillon et le boulevard Sainte Marguerite (10^{ème} arrondissement).

Le montant des travaux de raccordement sur les réseaux existants à la charge de la Métropole est de 23 853,24 € TTC en valeur de base au 01/01/2014, actualisable à la date effective de réalisation des travaux.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Numéro d'opération : 2015108400 – Nature : 458115184 – Fonction : 851 – Sous politique : C311 – Budget Territoire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 015-482/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud sur le secteur Florian-Sainte Marguerite, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les copropriétaires de la Bastide la Germaine**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17691/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de MARSEILLE.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général de compléter le réseau routier primaire de la ville afin d'améliorer la desserte des quartiers sud.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 Septembre 2016.

Depuis, la première phase de travaux a débuté au niveau de l'échangeur Florian, où le Boulevard Urbain Sud se connecte à la Rocade L2, jusqu'au Boulevard Sainte Marguerite.

Sur ce tronçon, le marché de génie civil des tranchées couvertes entre Verdillon et Florian a démarré au mois de Septembre 2017 par la partie Nord.

Afin de réaliser les travaux au droit de la propriété de la Bastide «La Germaine», deux décisions (n°18/192/D et 18/164/D) ont permis la notification des conventions de mise à disposition anticipée de terrains préalablement au transfert de propriété.

Un référé préventif a été réalisé le 7 et le 8 septembre 2017 par un expert judiciaire mandaté par le Tribunal Administratif. Celui-ci a conclu à des mesures de sauvegarde à mettre en œuvre sur ce site. Il indique que l'état de dégradation anormal du bâtiment préexiste aux travaux et les vibrations des travaux peuvent endommager gravement le bâtiment principal (bastide) ainsi que la chapelle. Il a donc été recommandé de mesurer les vibrations au moyen d'accéléromètres judicieusement disposés, de mesurer les mouvements avec des cibles d'auscultation topographique, et de renforcer temporairement certains éléments de structure après diagnostic ciblé.

Ainsi, pour permettre la réalisation des tranchées couvertes du B.U.S., et notamment des fondations profondes, soit 20 m en moyenne sous le niveau du terrain naturel, sans engager la sécurité des occupants de la bâtisse de la Germaine située à une dizaine de mètre des excavations, la Métropole a été contrainte de faire exécuter des travaux de mise en sécurité.

En cet état, la Métropole et la copropriété se sont rapprochées pour la réalisation des travaux dans l'objectif de régler à l'amiable la réparation des dommages générés par les travaux de confortement et de purges exécutées à titre préventif par la Métropole sur le patrimoine des copropriétaires. Un différend est apparu sur le montant de l'indemnité, considérant que l'état de dégradation des bâtiments existants impliquait que la Métropole n'assume pas l'intégralité des coûts de purge et de confortement. Un accord a été trouvé sur la base d'une indemnité définitive aux copropriétaires correspondant à 60% du montant des travaux, la Métropole prenant en charge une quote part de 40%. sur le montant de l'indemnité. Ainsi le versement d'une indemnité définitive est acté

selon cette répartition soit la somme de 140 000 euros TTC.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établi un protocole d'accord transactionnel, ci-annexé, qui précise les modalités d'indemnisation des copropriétaires afin de faire réaliser ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-992 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- Les décisions n°18/192/D et n°18/164/D respectivement du 12 Avril 2018 et du 26 mars 2018 portant mise à disposition de terrains préalablement au transfert de propriété ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole d'accord transactionnel permet de régler à l'amiable la réparation des dommages générés par les travaux de confortement et entraîne que la copropriété «La Germaine»

renonce à tout recours à l'amiable ou contentieux ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole d'accord transactionnel dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud sur le secteur Florian-Sainte Marguerite, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec les copropriétaires de la Bastide la Germaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 017-483/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public relative aux terrasses du front de mer de La Ciotat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17724/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

En 2013, les travaux de réhabilitation du front de mer de La Ciotat ont nécessité une réfection des revêtements des trottoirs et la démolition complète des terrasses couvertes des sept restaurants situés sur l'emprise des travaux.

Afin de participer à l'effort financier demandé aux restaurateurs pour l'installation de structures conformes à la nouvelle Charte architecturale et aux pertes d'activités générées par les travaux de voirie au droit de leurs établissements, une exonération de la redevance annuelle d'occupation du domaine public leur a été consentie jusqu'en 2015.

De plus, par le biais de conventions passées en 2013 avec chacun des restaurateurs, et comme stipulé à l'article 4 de ces conventions, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a pris à sa charge la fourniture des structures métalliques. Chacun des restaurateurs devait assumer les frais de pose de cette structure, et éventuellement la dépose ainsi que la fourniture et la pose des bâches. L'article

6, quant à lui, précisait que le restaurateur s'engageait à entretenir la structure afin de garantir sa pérennité dans le temps, la responsabilité de MPM ne serait pas recherchée en cas d'avarie ou d'instabilité de la structure.

Enfin, la délibération VOI014-781/15/CC, a fixé à 85 € par mètre carré et par an le tarif de la redevance d'occupation. Il y est prévu que le montant de la redevance sera actualisé au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles parues à cette date, de l'index général relatif aux «services de restauration et de débit de boissons » (index INSEE identifiant 1664369)

Le prix révisé du mètre carré était de 92,39 € pour la redevance d'occupation du domaine public (RODP) 2018.

Aujourd'hui, les restaurateurs du front de mer du Boulevard Anatole France à la Ciotat ont constaté des problèmes d'étanchéité sur les structures des terrasses qui empêchent l'exploitation de celles-ci pendant les mois d'hiver ou par temps de pluie. Ces problèmes seraient liés non pas à la pose des structures, mais à des défauts de ces dernières qui ne peuvent ainsi être réparées.

En effet, le remplacement des toiles sur les structures actuelles ne résoudra pas le problème d'étanchéité en raison du manque de pente, d'un système de manœuvre défaillant et du frottement exercé sur les guides et suspentes. Il est manifeste que les dispositifs doivent être remplacés dans leur totalité.

En conséquence, une baisse de leur redevance permettrait aux restaurateurs de prendre à leur charge le changement des structures, afin d'améliorer leurs conditions de travail et la qualité de leur activité.

Il est proposé au Conseil de la Métropole, d'approuver par la présente, la modification du montant de la redevance fixé à 75 euros au mètre carré applicable aux restaurateurs du Boulevard Anatole France à la Ciotat à partir du 1^{er} janvier 2019.

Ces redevances seront revalorisées au 1er janvier de chaque année par l'application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles parus à cette date de l'index général relatif aux «loyers commerciaux» (index INSEE identifiant ID 001532540- base 100 en au premier trimestre 2008)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public relative aux terrasses du front de mer de La Ciotat de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la modification du montant de la redevance d'occupation du domaine public relative aux terrasses du front de mer de La Ciotat de la Métropole Aix Marseille Provence sur le Territoire Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 018-484/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Carnoux pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 19/17771/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Carnoux avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Carnoux a été approuvée par le Conseil de Métropole le 20 juin 2019.

Ce, afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à votre approbation permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Carnoux pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 019-485/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 19/17772/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Carnoux avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage

public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Châteauneuf les Martigues a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf les Martigues.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 020-486/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Ceyreste pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 19/17773/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Ceyreste avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence

exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Ceyreste a été approuvée par le Conseil de Métropole le 20 juin 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Ceyreste pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 021-487/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Gémenos pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 19/17774/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Gémenos avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Gémenos a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'

approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Gémenos pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gémenos.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 022-488/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Gignac-la-Nerthe pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17776/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Gignac la Nerthe avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Gignac la Nerthe a été approuvée par le

Conseil de Métropole le 20 juin 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac la Nerthe.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Gignac-la-Nerthe pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 023-489/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Plan-de-Cuques pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17779/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Plan de Cuques avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Plan de Cuques a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan de Cuques.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Plan-de-Cuques pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Plan-de-Cuques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 024-490/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Sausset-les-Pins pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset-les-Pins

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17781/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Sausset les Pins avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Sausset les Pins a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment

de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset les Pins.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Sausset les Pins pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Sausset les Pins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 025-491/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marseille pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 19/17778/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Marseille avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Marseille a été approuvée par le Conseil de Métropole le 28 mars 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marseille pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 026-492/19/CT

■ CT1 - Modalités de mise à disposition de composteurs de proximité, individuels et lombricomposteurs sur le Territoire Marseille Provence DPU 19/17663/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de réduction des déchets à la source, le Conseil de Territoire Marseille Provence développe depuis plusieurs années le compostage de proximité avec notamment la mise à disposition de composteurs individuels et de proximité. Les délibérations AGER 001-2050/10/BC du 28 juin 2010, AGER 018-424/12/CC du 29 juin 2012 et AGER 015-621/13/CC du 31 octobre 2013 du Conseil de Communauté ont approuvé les conventions cadres de mise à disposition de ces composteurs.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi 2015-992 du 17 Août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui préconise que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses bio-déchets dans les ordures ménagères résiduelles à horizon 2025.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite renforcer le déploiement du compostage sur son territoire en accord avec les axes du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets délibéré en octobre 2017.

La démarche de compostage de proximité reste inchangée, ce dispositif est ouvert aux riverains sur des sites en « pieds d'immeuble », des jardins partagés, des sites d'animation ou culturel appartenant aux Communes du Territoire, des centres sociaux ou maisons de quartier, des sites gérés par des associations, par la Métropole ou sur des dispositifs de voie publique tel que celui des allées Léon Gambetta 13001 Marseille. L'association, le bailleur, le syndic de copropriété, ou la Mairie pourront être partenaire du Conseil de Territoire après signature d'une convention, et

contribueront à l'identification des administrés volontaires et des référents compost par site.

Afin de poursuivre la démarche de réduction des déchets à la source, et en complément de l'offre de composteur individuel déjà existant, le Conseil de Territoire va mettre à disposition des administrés des lombri-composteurs, moyennant une redevance pour service rendu de 10 euros comprenant l'équipement, un guide d'utilisation du lombri-composteur, et un espace « question-réponse » via une adresse mail générique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le décret N°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient de favoriser l'équipement et l'accompagnement des foyers volontaires dans la réduction des déchets à la source, en leur permettant d'acquérir un composteur individuel ou un lombri-composteur, moyennant une redevance pour service rendu de 10 euros comprenant l'équipement un guide d'utilisation du lombri-composteur, et un espace « question-réponse » via une adresse mail générique.

DELIBERE

Article 1 :

La présente délibération annule et remplace la délibération n° PROX 028-452/18/CT du 11 décembre 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention type de partenariat pour la mise à disposition de composteurs de proximité applicable sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence, tel qu'annexée ;

Article 3 :

Est approuvée la redevance pour service rendu de 10 euros pour la mise à disposition de composteur individuel et lombri composteurs l'information et remise d'un guide spécifique sur les modalités pratiques d'utilisation du matériel et un espace « question-réponse » via une adresse mail générique.

Article 4 :

Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document qui en découlera.

Article 5 :

Les recettes correspondantes seront inscrites au budget CTD- 3DPUA- Chap. 70 – sous politique G 130 - Nature 7088 – fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 027-493/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de partenariat 2019 avec l'éco-organisme CITEO pour l'optimisation du dispositif de tri des emballages sur le périmètre des plages de la ville de Marseille DTD 19/17687/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de son agrément comme éco-organisme pour la prise en charge des déchets d'emballages, CITEO a lancé le projet : « Vous Triez, Nous Recyclons » pour répondre à la problématique de la stagnation du geste de tri des bouteilles plastique.

Ce projet a trois objectifs à court terme : installer des nouveaux dispositifs de tri *a minima* pour les bouteilles PET dans des lieux où les performances de tri sont basses, convertir un maximum de citoyens « non trieurs » ou « trieurs occasionnels » en « trieurs systématiques », et tester l'impact de différents leviers d'incitation au geste de tri :

- Par l'apport d'un nouveau service disponible dans la rue : ex déploiement « d'îlots de tri » sur Marseille
- Par l'installation de nouveaux dispositifs dans des lieux hors-foyer : exemple « tri sur les plages »
- Par la rémunération du geste de tri à titre expérimental : dispositifs type « RVM » (Reverse Vending Machines).

Toutes ces actions étant relayées par une communication dédiée. Le projet est soutenu par un plan de communication 360° (communication multi-supports) impliquant toutes les parties prenantes. Les territoires visés sont la Métropole du Grand Paris et la Ville de Marseille.

Il s'agit d'un projet expérimental dont les conclusions devront préfigurer des solutions à déployer sur le territoire national et accélérer la progression du taux de Recyclage des bouteilles PET.

En 2018, par délibération PROX 040-315/18/CT les parties ont conclu un partenariat pour la réalisation d'une expérimentation sur les plages urbaines de Marseille et elles se sont rapprochées pour renouveler cette expérimentation sur l'année 2019.

Pour ce projet expérimental, le Territoire de Marseille Provence s'engage à prendre en charge les frais de travaux de génie civil nécessaires à l'accueil des conteneurs, et l'exploitation : collecte, entretien et maintenance des conteneurs, tri des flux, recyclage des matériaux et production d'indicateurs de suivi de l'expérimentation. CITEO s'engage à contractualiser avec un tiers pour l'acquisition, la livraison ou

l'implantation des mobiliers de collecte sélective et de leur signalétique, pour réaliser des missions de sensibilisation au tri des usagers des plages, dans un esprit de concertation avec le Territoire de Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 23 août 2017 portant agrément de CITEO.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la signature de cette convention permettra la mise en place et le financement par CITEO d'actions d'amélioration de la collecte des bouteilles plastiques sur la commune de Marseille du territoire Marseille Provence,
- Que la mise en œuvre de ces actions permettra à terme d'améliorer les performances du recyclage sur le territoire Marseille Provence

DELIBERE

Article 1:

Est approuvée la convention de partenariat avec l'éco-organisme CITEO pour l'optimisation du dispositif de

tri des emballages sur le périmètre des plages de la ville de Marseille.

Article 2:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est habilité à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence. Nature 74788 pour les recettes ; sous Politique G130 ; Fonction 7213 - Nature 611 pour les dépenses.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 028-494/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 flux développement" au contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Eco-organisme CITEO relatif à la Responsabilité Élargie du Producteur pour les emballages ménagers pour la période de 2018 à 2022**

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17709/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération DEA 003-3311/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé un Contrat Pour l'Action et la Performance dit « CAP 2022 » avec l'Eco Organisme CITEO pour les emballages ménagers et les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022, sur la base du barème de soutiens financiers dénommé barème F.

Ce nouvel agrément repose essentiellement sur des soutiens incitatifs à la performance, mais aussi sur la reprise des matériaux triés.

Par un arrêté en date du 4 janvier 2019, publié le 24 janvier 2019, le cahier des charges du CAP 2022 a fait l'objet de plusieurs modifications concernant notamment la définition des standards par matériau et la création d'une option spécifique de reprise, assurée par la Société agréée, pour le standard « flux développement » (plastique).

Conformément à l'article 15.1.1 du CAP 2022, le présent avenant a pour objet de modifier le CAP 2022 afin de prendre en compte les modifications du cahier des charges apportées par l'arrêté susvisé.

Suite à la publication dudit arrêté susmentionné, il convient d'approuver l'avenant n°1 qui entrera en vigueur dès sa notification

Si la collectivité refuse de signer le présent avenant, le CAP 2022 est résilié de plein droit, avec effet au 1^{er} janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement notamment les articles L.541-10 et R.543 à R.543-65 ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- L'arrêté du 2 novembre 2016 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les papiers graphiques ;
- L'arrêté du 5 mai 2017 portant agrément d'un éco-organisme ayant pour objet de prendre en charge les déchets d'emballages ménagers ;
- L'arrêté du 23 décembre 2016 et l'arrêté du 23 août portant agrément de CITEO ;
- L'arrêté du 04 janvier 2019 portant modification du cahier des charges des Eco Organismes de la filière à REP.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de conclure un avenant « flux développement » au Contrat Pour l'Action et la Performance

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de l'avenant N°1 ci-annexé au Contrat pour l'Action et la Performance conclu avec l'Eco Organisme CITEO.

PROX 029-495/19/CT

■ CT1 - Approbation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets du territoire de Marseille-Provence DID 19/17654/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-17.1 du Code général des collectivités territoriales, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets doit être présenté à l'assemblée délibérante afin d'être mis à disposition des usagers. Ce rapport était établi conformément aux dispositions du décret n°2000-404 du 11 mai 2000 qui en fixait le contenu pour les collectivités ou EPCI.

Abrogeant le décret précité, le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 apporte diverses modifications aux dispositions réglementaires relatives à la prévention et à la gestion des déchets. Il prévoit notamment de nouveaux indicateurs techniques et financiers tels que l'indice de réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés ou l'indice de réduction des quantités de déchets non dangereux, non inertes admis en installation de stockage.

Ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole dans les six mois de la clôture de l'exercice. Pour chaque commune membre, le rapport est adressé au Maire qui doit le présenter au Conseil municipal dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès verbal de l'élection de monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour le Conseil de Territoire Marseille Provence d'approuver et de publier le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets du territoire de Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille approuve le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets du territoire de Marseille Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 030-496/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport annuel technique et financier 2018 du délégataire de la Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du Centre de Traitement Multi filières des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Fos sur Mer

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17704/CT

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés ».

La convention de Délégation de Service Public N° 05/1130 a été approuvée et attribuée par Délibération DPRO 05/164/CC du 13 mai 2005, à un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALGORA INTERNATIONAL, qui a créé, conformément à ce qui était prévu par le contrat de délégation, la société EveRé SAS.

Cette société est aujourd'hui l'entreprise délégataire du Service Public de traitement et de valorisation des déchets Aix-Marseille-Provence Métropole et assure à ce titre l'ensemble des opérations inhérentes au contrat de délégation établi pour la création et l'exploitation du Centre de Traitement Multi filières dédié.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel financier et technique retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de Service Public. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2018, a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La note de synthèse annexée.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la société EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public N° 05/1130 ;
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à disposition du public.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2018, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public N° 05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un Centre de Traitement Multi filières des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire Marseille-Provence, annexé au présent rapport.

PROX 031-497/19/CT

■ CT1 - Présentation du rapport annuel technique et financier 2018 du délégataire de la Délégation de Service Public portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau

Information du Conseil de Territoire DTD 19/17706/CT

Madame la Présidente du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération N°AGER 004-862/11/CC du 09 décembre 2011, la Métropole a délégué, par contrat de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau, y compris l'entretien, le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue DALKIA Biogaz et GRS Valtech. Ce contrat a prit effet le 13 février 2017 pour une durée de 17 ans.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société LA CRAU ENERGIES VERTES s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Comme convenu à l'article 19 de la convention liant la Métropole à la Société LA CRAU ENERGIES VERTES, le délégataire doit remettre chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public. L'examen du rapport technique et financier 2018 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret N°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération N°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, approuvant le choix du Délégataire et le Contrat de Délégation de Service Public n°12/024
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 septembre 2019 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public
- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2018 a été remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2018, remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau.

PROX 032-498/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention d'attribution de subvention à l'Agence Régionale pour l'Environnement - Agence Régionale de la Biodiversité de Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Information du Conseil de Territoire DGPROP 19/17736/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Agence Régionale Pour l'Environnement et l'Ecodéveloppement – Agence Régionale de la Biodiversité Provence-Alpes-Côte d'Azur (ARPE-ARB PACA) est un syndicat mixte ayant pour programme de développer, favoriser et valoriser des pratiques et démarches novatrices dans les champs de la

protection, de la mise en valeur de l'environnement, de la biodiversité, de la transition écologique et du développement durable.

Depuis 35 ans, l'ARPE-ARB a vu ses missions évoluer régulièrement. Aujourd'hui elle assure notamment les missions suivantes :

- Une mission d'observation afin de faciliter la diffusion d'une information fiable,
- Une mission d'animation territoriale et de réseaux, d'aide au montage et au suivi d'opérations qui vise à favoriser une culture et des pratiques économiques, professionnelles, environnementales au service des acteurs publics, économiques et associatifs sur le territoire,
- Une mission d'études généralement conduites en partenariat, qui vise à préparer des actions collectives à caractère régional innovant,
- Une mission d'information, de sensibilisation, d'éducation et de formations des publics du territoire régional.

Elle apporte également à ses membres et partenaires, des éléments de conseil, d'accompagnement et d'expertise sur les politiques qu'ils conduisent dans le cadre de leurs compétences spécifiques et notamment en terme de biodiversité, d'espaces naturels, d'environnement, d'eau, de solidarité territoriale ou de développement durable.

Forte de son expérience en accompagnement, expertise et méthodologies innovantes sur l'ensemble des grands domaines liés à l'environnement et au développement durable, l'ARPE-ARB est partenaire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et de ses territoires dans leurs démarches respectives.

Depuis 2018 notamment, un partenariat nouveau a été amorcé à l'échelle métropolitaine, autour de la charte de développement durable du Pays d'Aix, du Plan Climat Air Energie Métropolitain, de l'animation de réseau auprès des communes et de l'organisation de journées d'information et de sensibilisation.

En 2019, les services de la Métropole mettent en œuvre davantage de transversalité entre les politiques de transition écologique et climatique, d'écodéveloppement, de prévention des déchets, de l'agriculture et de l'alimentation ainsi que de la biodiversité et des espaces naturels. Face aux grands enjeux communs de ces politiques publiques, il est nécessaire de coordonner la mise en œuvre des orientations qui en découlent et d'accompagner les communes, les acteurs et les partenaires qui participent activement à l'ambition affichée dans le Projet Métropolitain voté en 2018. Le partenariat avec l'ARPE-ARB est une façon d'optimiser la cohérence de l'action métropolitaine et de sa propre diffusion sur le territoire.

Depuis 2018, l'ARPE-ARB est en pleine évolution. Ses membres ont souhaité qu'elle devienne l'Agence régionale de la biodiversité, véritable outil de préservation et de reconquête de la nature sur les territoires, amené par la loi biodiversité. Elle demeurera un syndicat mixte, dont les statuts ont été révisés en ce sens.

L'ARPE et la Métropole ont identifié 4 axes de travail, sur lesquels le partenariat institutionnel peut se construire :

- L'accompagnement de la stratégie environnementale métropolitaine, en lien avec la stratégie départementale, et du plan climat métropolitain,
- L'appui aux communes dans la mise en place d'une restauration collective durable, et notamment de la lutte contre le gaspillage alimentaire,
- L'accompagnement de la stratégie métropolitaine de biodiversité,
- L'adhésion de la métropole aux deux réseaux régionaux afin de bénéficier de son animation spécifique, le montant de ces adhésions n'étant pas comptabilisés dans la convention :
 - Réseau régional des gestionnaires d'espaces naturels (RREN).
 - Réseau régional des gestionnaires de milieux aquatiques (RRGMA).

A cette fin et pour l'ensemble de ces missions, il est proposé de renouveler le partenariat entre l'ARPE et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2019, au travers d'une convention. Cette dernière définit précisément chacun des axes et des actions qui en découlent, le budget du plan d'action annuel et le montant des subventions métropolitaines attendues. La convention énonce d'autre part les conditions de mise en œuvre, de suivi et de gestion des versements financiers correspondants.

Synthèse du budget prévisionnel 2019 :

CHARGES		PRODUITS	
Accompagnement de la stratégie environnementale métropolitaine	29 850,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Stratégie Environnement	23 881,00€
Appui aux communes de la métropole dans leurs actions de restauration collective durable VOLET 1 – territoire du PAT	9 559,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Agriculture	7 500,00€
Appui aux communes de la métropole dans leurs actions de restauration collective durable VOLET 2 – territoire du CT Marseille-Provence	7 700,00€	Métropole Aix-Marseille Provence –Pôle Propreté et Valorisation des Déchets CT Marseille-Provence	6 000,00€
Accompagnement de la stratégie métropolitaine de biodiversité	25 434,00€	Métropole Aix-Marseille Provence – Direction Sites et Espaces Naturels	20 000,00€
Adhésion réseaux	Montant hors convention	ARPE cofinancement	15 162,00€
TOTAL	72 543,00€	TOTAL	75 543,00€

Au titre des actions précisées ci-dessus, la Métropole est sollicitée à hauteur de 57 381,00 euros. Le montant global des opérations s'élève quant à lui à 75 243,00 euros.

Pour le Pôle Propreté Cadre de vie et Valorisation des Déchets du CT1 – Marseille Provence, ces actions s'inscrivent dans le cadre du projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le projet de délibération métropolitaine portant sur l'approbation d'une convention d'attribution de subvention à l'Agence Régionale pour l'Environnement – Agence Régionale de la Biodiversité de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'Agence Régionale pour l'Environnement – Agence Régionale de la Biodiversité est un acteur régional

incontournable pour l'environnement et qu'elle est en capacité d'apporter à la métropole, à la fois son expertise en matière de développement durable, de biodiversité et de ses réseaux de communes.

- Que le partenariat avec l'Agence Régionale pour l'Environnement – Agence Régionale de la Biodiversité est profitable à la collectivité, au regard des actions que la Métropole engage en matière de transition écologique et énergétique, et notamment au territoire Marseille Provence dans le cadre de sa démarche de réduction des déchets.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport concernant l'approbation d'une convention d'attribution de subvention à l'Agence Régionale pour l'Environnement - Agence Régionale de la Biodiversité de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

PROX 033-499/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention avec la ville de Châteauneuf les Martigues relative à l'utilisation de la station de carburant du Centre Technique Municipal par des engins de le Conseil de Territoire Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire DMT 19/17685/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les véhicules de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'Antenne de Châteauneuf-les Martigues se fournissent en carburant dans les stations TOTAL, titulaire du marché carburant. Celles-ci étant éloignées de la Commune, la mairie de Châteauneuf-les-Martigues accorde l'utilisation des pompes municipales pour les engins de type balayeuse et arroseuse qui ne roulent qu'à 25 km/h.

Une convention doit être établie afin de définir les conditions d'utilisation des pompes municipales, le volume mensuel moyen distribué et les modalités de prise en charge par le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° 2019-05-121 du 21 mai 2019 de la commune de Châteauneuf-les Martigues concernant la convention pour l'utilisation de la station de carburant du Centre Technique Municipal.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention entre la ville de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire de Marseille-Provence afin de permettre la mise à disposition des installations de distribution de carburant.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à la convention avec la Ville de Châteauneuf-les-Martigues.

PROX 034-500/19/CT

■ CT1 - Vente aux enchères d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme

Information du Conseil de Territoire

DMT 19/17675/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la propriété urbaine, la voirie et la circulation.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, par décision n°.....du.....procédé à la mise à la réforme de ces véhicules dont la valeur nette comptable individuelle était inférieure au seuil de 4 600 euros.

Les engins, véhicules et équipements concernés par cette mise à la réforme sont issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important, des engins, véhicules et équipements, issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, ont été mis à la réforme,
- Que, suite à la modernisation de ce parc de véhicules, il convient de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte au projet de délibération portant sur la vente aux enchères d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme.

PROX 035-501/19/CT

■ CT1 - Modification des statuts de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux de Marseille et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban

Avis du Conseil de Territoire DVD PAG 19/17598/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L.5218-1 du présent Code », et ce, sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L.5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L.5217-2 et à l'article L.2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Gréasque,
- Mimet,
- Saint Savournin,
- Cadolive,
- Peypin,
- Plan-de-Cuques,

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement sur le périmètre métropolitain défini comme suit au jour de sa création :

- Gréasque,
- Mimet,
- Simiane-Collongue,
- Plan-de-Cuques,
- Gémenos partie villageoise.

La régie exerce ses missions dans le cadre et en stricte conformité avec les schémas directeurs de l'eau et l'assainissement métropolitains. La politique tarifaire et patrimoniale de la régie s'inscrit également dans ce cadre et est discutée avec la Métropole avant toute mise en œuvre.

La présente délibération a pour objet de modifier l'article 5.5 des statuts relatif au fonctionnement de la régie quant à l'organisation des séances et du quorum en abaissant ce dernier au tiers des membres en exercice présents ou représentés à la séance au lieu de la majorité.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1^{er} janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau », ce qui a notamment motivé l'arrêté préfectoral de fin d'exercice des compétences du syndicat intercommunal du Bassin minier, dit SIBAM.

Compte tenu de cette échéance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1^{er} janvier 2018, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban », dont le siège est fixé à l'adresse suivante : Quartier Bèdelin, Auberge neuve, 13124 PEYPIN.

La régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit au jour de sa création :

- La Destrousse,
- La Bouilladisse,
- Belcodène,
- Simiane-Collongue,
- Roquevaire,
- Gémenos partie villageoise.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence,
- La délibération DEA 09-3357/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la modification des statuts de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban, aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos ;
- Qu'il convient, dans un souci de bon fonctionnement de la régie, d'abaisser le seuil du quorum au tiers des membres en exercice présents ou représentés à la séance au lieu de la majorité comme prévu actuellement.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la modification des statuts de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban, pour un abaissement du seuil du quorum au tiers des membres en exercice présents ou représentés à la séance au lieu de la majorité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 036-502/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'augmentation et de l'affectation de l'opération relative à la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine d'eau potable sur la commune de Cassis et de la diminution de l'opération relative à la modernisation de l'usine de potabilisation de Vallon Dol

Avis du Conseil de Territoire DEASV 19/17664/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de la décision modificative n°2 pour l'exercice 2019, il est proposé d'ajuster le montant global de deux opérations pour la bonne poursuite des projets de réhabilitation des unités de potabilisation.

Le centre de production d'eau potable de Cassis a été construit en 1937. Le principe de la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine a été approuvé par la délibération DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016, pour un montant de 700 000 euros HT.

Cette opération a ensuite été augmentée à 1 150 000 euros HT au début des études de maîtrise d'œuvre par la délibération n° DEA 023-3331/17/CM du 14 décembre 2017.

L'augmentation de cette opération est liée à une sous-estimation des coûts qui se rattachent aux contraintes de :

- démolition soignée des ouvrages ;
- continuité de service ;

- accès au site interdit aux véhicules de gros gabarit ;
- interruption de chantier durant la période de pointe de production (période estivale) ;
- capacités de stockage des approvisionnements de chantier réduite.

L'analyse complète du volume des travaux à prévoir, les sujétions de travaux d'accès et de continuité de service imposent une nouvelle revalorisation de l'opération pour la porter à 2 000 000 euros H.T.

A contrario, les études en cours sur le site de l'usine d'eau potable de Vallon Dol annoncent la possibilité de réduire cette opération (sous le n° DEA 004-1457/16/CM) délibérée en 15 décembre 2016.

Il est ainsi proposé d'ajuster les montants des deux opérations budgétaires conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	Montant initial	Ajustement	Montant global
F150	2017106000	CT	MARSEILLE Réhabilitation & augmentation capacité de Station production eau potable VALLON D'OL	9 300 000	- 850 000	8 450 000
F150	2017103000	CT	CASSIS Réhabilitation & modernisation Station de filtration	1 150 000	+ 850 000	2 000 000
TOTAL F150				10 450 000	0	10 450 000

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de CASSIS ;
- La délibération DEA 023-3331/17/CM 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de CASSIS ;
- La délibération DEA 004-1457/16/CM 15 décembre 2016 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la modernisation et l'augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de VALLON DOL- MARSEILLE 15eme ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'engager dans les meilleurs délais l'opération relative pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de CASSIS
- Qu'il convient de diminuer l'opération relative à la modernisation et l'augmentation de capacité de production de l'usine d'eau potable de VALLON DOL – MARSEILLE 15^{ème} ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'augmentation de 850 000 € HT de l'opération pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine d'eau potable sur la commune de CASSIS et la diminution de 850 000 € HT de l'opération relative à la modernisation de l'usine de potabilisation de Vallon Dol.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 037-503/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Cassis, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie**

Avis du Conseil de Territoire

DVDPAG 19/17657/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT. Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune de Cassis au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci,

dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La présente délibération a pour objet d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune de Cassis du Territoire Marseille Provence portant sur 3 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie :

- Remplacement d'un poteau incendie suite à des dégâts au 14 avenue Jules Ferry, 13260 Cassis, pour un montant de 2 116,87 € TTC,
- Fourniture de poteaux incendie DN150, au 9999 Chemin de Cassis, 13260 Cassis, pour un montant de 2 292,14 € TTC,
- Déplacement avec remplacement de poteau incendie, au 1 Avenue Professeur Leriche, 13260 Cassis, pour un montant de 10 347,69 € TTC.

Le montant prévisionnel des travaux pour ces trois opérations s'élève à : 14 756,70 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Cassis d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Cassis d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 038-504/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Carnoux, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Avis du Conseil de Territoire

DVDPAG 19/17656/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de

l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune de Carnoux au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La présente délibération a pour objet d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune de Carnoux du Territoire Marseille Provence portant sur deux opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie :

- Remise en état, conformité et graissage de 66 poteaux incendie ;
- Remplacement d'un hydrant PI 33 au 26 avenue Vincent SCOTTO 13470 Carnoux-en-Provence.

Le montant prévisionnel des travaux pour ces deux opérations s'élève à : 18 414,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Carnoux d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Carnoux d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 039-505/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Allauch, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Avis du Conseil de Territoire DVDPAG 19/17677/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion

de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec la commune d'Allauch au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

La présente délibération a pour objet d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune d'Allauch du Territoire Marseille Provence portant sur une opération au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie :

- Remplacement de cinq poteaux incendie sur la commune d'Allauch.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 10 818,00 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Allauch, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune d'Allauch, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 040-506/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Carry-Le-Rouet, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie**

Avis du Conseil de Territoire DVDPAG 19/17730/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie »

conclue avec la commune de Carry-le-Rouet au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec cette commune des conventions spécifiques habilitant la commune à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par ses moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière de service public de défense extérieure contre l'incendie, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter la commune à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives au service public de défense extérieure contre l'incendie sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant la commune de Carry-le-Rouet du Territoire Marseille Provence portant sur une opération au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Carry-Le-Rouet, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération :

- portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation par la commune de Carry-Le-Rouet, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie pour l'opération suivante :
- Remplacement de six poteaux incendie sur la commune de Carry-Le-Rouet.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 24 831, € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 041-507/19/CT

■ **CT1 - Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération budgétaire relative au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8**

Avis du Conseil de Territoire DVDPAG 19/17723/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8, il est proposé la création et l'affectation d'une opération budgétaire conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 1 000 000 euros HT.

Cette opération comprend une part de travaux pour l'aménagement des trois étages du 10.8 du site des Docks et une part de fourniture informatique pour équiper la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la création et l'affectation de l'opération d'investissement destinée au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8. sur le Budget Annexe de l'Eau du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à la création et l'affectation de l'opération budgétaire 2019105900 relative au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 d'un montant de 1 000 000 euros HT.

- Budget annexe de l'Eau CT1 - opération 2019105900 : 1 000 000€ HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 042-508/19/CT

■ **CT1 - Approbation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'année 2018 sur le territoire Marseille Provence**

Avis du Conseil de Territoire DGECE 19/17588/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera saisi prochainement d'un rapport présentant le rapport annuel sur le prix et la qualité de service pour l'ensemble des territoires constituant la Métropole.

La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs. L'article 73 de cette loi, et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ce rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement collectif et non collectif a pour objet de préciser les missions et les objectifs du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Il détaille un certain nombre d'indicateurs d'activité du service et prend en compte le cas échéant l'analyse des rapports d'activité des délégataires.

Pour l'année 2018, un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement Métropolitain (document de synthèse) a été réalisé à partir des RPQS des 6 territoires. Le rapport Métropolitain ainsi que le RPQS Territoire Marseille Provence sont présentés pour avis au Conseil de Territoire.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-013/07/17 du 13 juillet 2017 du Conseil du Territoire Marseille Provence portant élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 12 septembre 2019.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leur prix et à leur qualité ;
- Que le rapport Métropolitain approuvant la synthèse des six rapports des Conseils de Territoire ainsi que le rapport du Conseil de Territoire Marseille Provence doivent être présentés pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation du Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement sur son territoire pour l'exercice 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 043-509/19/CT

■ CT1 - Présentation des rapports annuels 2018 des délégataires de l'eau et de l'assainissement du Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DGECE 19/17589/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau pour l'ensemble des communes du territoire Marseille Provence à l'exception de la commune de Plan-de-Cuques et de la partie villageoise de la commune de Gémenos, gérées en Régies, a remis son rapport annuel pour l'exercice 2018.

De la même manière, le Service de l'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), délégataire du service de l'assainissement zone Centre, la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM), délégataire du service de l'assainissement zone Est et la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM), délégataire du service de l'assainissement zone Ouest ont remis leur rapport annuel pour l'exercice 2018.

Ces rapports, dont une synthèse est jointe en annexe, sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2018 pour le territoire Marseille-Provence.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-013/07/17 du 13 juillet 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence portant élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Centre attribuée à la SERAM par délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Ouest attribuée à la SEM par délibération AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service d'assainissement Zone Ouest attribuée à la SEM par délibération AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 12 septembre 2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les rapports annuels des délégataires pour l'année 2018 ont été remis par :
 - La Société Eau de Marseille Métropole (SEMM) pour le contrat de délégation du service public de l'eau ;
 - Le Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM), la Société

d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM) et la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM) pour chacun des contrats de délégation du service public de l'assainissement ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation des rapports annuels des délégataires de l'eau et de l'assainissement du Territoire de Marseille Provence - année 2018.

PROX 044-510/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention SNCF de maîtrise d'ouvrage unique entre la SNCF Gares et Connexions pour l'aménagement de locaux Métropole dans le bâtiment voyageur de la gare de la Ciotat-Ceyreste dans le cadre du pôle d'échange multimodal de la gare de la Ciotat-Ceyreste**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17673/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire.

L'aménagement du Pôle d'Echange Multimodal de la gare de La Ciotat-Ceyreste fait intervenir plusieurs maîtres d'ouvrage comme l'a précisé la convention globale de partenariat pour le financement des études et des travaux approuvé par délibération TRA 002-2906/17/BM du Bureau de la Métropole lors de la séance du 14 décembre 2017. La Métropole porte ainsi la construction d'un nouveau parking et le réaménagement des parkings existants et SNCF Mobilités, représentée par SNCF Gares&Connexions, porte en maîtrise d'ouvrage le réaménagement complet du bâtiment voyageur.

Lors des discussions du Comité Technique auquel participent toutes les parties, il a été convenu que le réaménagement du bâtiment voyageur pouvait intégrer des espaces à l'usage de la Métropole.

En effet, d'une part la gare de La Ciotat-Ceyreste est un terminus de plusieurs lignes du réseau Ciotat Bus mais il n'existe pas de local de repos pour les chauffeurs à proximité. Le réaménagement du bâtiment voyageur offre l'opportunité de disposer de l'espace nécessaire pour aménager un tel local.

Par ailleurs, la bonne gestion du Pôle d'Echange Multimodal, et notamment des accès au parking semi-enterré pour les usagers de la gare qui ne disposent pas de la carte d'abonnement au réseau de transports Métropolitain, nécessite de disposer d'un guichet de vente. Le positionnement de ce guichet au sein du bâtiment voyageur permet d'être facilement accessible pour les usagers.

Pour des raisons d'efficacité technique, financière et administrative, SNCF Gares&Connexions et la Métropole ont affirmé leur position favorable à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque partie, et ce d'autant que les aménagements prennent place dans un bâti appartenant à la SNCF.

Ainsi il est proposé que SNCF Gares&Connexions réalise pour le compte de la Métropole les aménagements des locaux à l'usage de la Métropole : local de repos pour les chauffeurs et guichet de vente.

Le montant prévisionnel du remboursement par la Métropole pour ces travaux s'élève à 58 765,00 € HT, soit 70 518,00 € TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique entre SNCF Gares&Connexions et la Métropole afin de fixer les engagements réciproques des parties en ce qui concerne les modalités de financement et d'exécution des travaux d'aménagement des espaces à usage de la Métropole au sein du bâtiment voyageur de la gare de La Ciotat-Ceyreste.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 002/1906/17/BM du 14 décembre 2017, du Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'aménager un local de repos pour les chauffeurs de bus ainsi qu'un guichet de vente au sein du bâtiment voyageur de la gare de La Ciotat-Ceyreste ;
- Qu'il convient pour des raisons d'efficacité technique et financière que SNCF Gares&Connexions réalise ces travaux pour le compte de la Métropole des travaux ;
- Qu'il convient que la Métropole rembourse financièrement SNCF Gares&Connexions pour ces prestations.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention SNCF de maîtrise d'ouvrage unique entre la SNCF Gares et Connexions pour l'aménagement de locaux Métropole dans le bâtiment voyageur de la gare de la Ciotat-Ceyreste dans le cadre du pôle d'échange multimodal de la gare de la Ciotat-Ceyreste.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 045-511/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention avec le MUCEM concernant le remboursement à la Métropole Aix-Marseille-Provence, des frais de fonctionnement du rameau de liaison, situé entre cet établissement et le Parc de stationnement Vieux-Port -MUCEM à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17686/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/CC du 29 juin

2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

Aux termes de la procédure de consultation, le Conseil de Communauté a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 5 novembre 2009 sous le N°09-149. La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol.

Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port/MUCEM» en lieu et place du «parking J4», était géré par VINCI Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée.

Le parc de stationnement a été mis en service le 15 octobre 2012. L'ouverture au public du MUCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage «intercommunication» du 1^{er} niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le «rameau de liaison», destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du MUCEM et de la Villa Méditerranée.

Conformément aux dispositions du contrat de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception, la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage concédé l'accès des camions de livraison des pièces et œuvres du MUCEM et de la Villa Méditerranée au 1^{er} niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Cette contrainte particulière d'accès des camions de livraison des deux équipements culturels au 1^{er} niveau du parking, a donné lieu à l'édition de prescriptions

par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

L'ouverture du rameau est intervenue en juin 2013 par arrêté d'autorisation d'ouverture en date du 31 mai 2013, suite à l'avis favorable émis par la sous-commission Départementale de sécurité en date du 24 mai 2013.

Depuis la mise en exploitation du Rameau, le délégataire, Indigo Infra France, assure seul les charges d'exploitation.

Après concertation, le MUCEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Indigo Infra France ont souhaité clarifier les modalités de participation du MUCEM aux coûts de fonctionnement du Rameau.

Par délibération TRA 020-3258/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, un avenant N°3 au Contrat de Concession N°09-149 a été approuvé entre la Métropole et le Concessionnaire du parc de stationnement Vieux Port- MUCEM, afin d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession et de prévoir les modalités de cette participation financière via un mécanisme d'avance par la Métropole et de remboursement du MUCEM à la Métropole subséquentement.

Dans le droit fil de ce dispositif contractuel, un protocole transactionnel approuvé par délibération TRA 001-5586/19/BM du 28 mars 2019, a permis de faire prendre en charge au MUCEM 50% des coûts de fonctionnement du rameau de liaison concernant la période de 2013 à 2016 incluse, les 50% restants, sur ladite période, devant être mis à la charge du deuxième usager du rameau de liaison (négociations en cours).

Parallèlement était négociée une convention d'exploitation à compter de 2017, permettant de rembourser à la Métropole, pour chaque exercice postérieur à 2016, le montant des coûts d'exploitation à raison de 50% pour le MUCEM.

A ce jour, la convention concernant le MUCEM a été approuvée par le Conseil d'Administration de cet établissement, ce qui permet de présenter à l'approbation du Bureau, la convention dont il s'agit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 1/683/CC du 29 juin 2007, du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement) ;
- La délibération n° DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le choix du délégataire Vinci Park France pour cette opération ;
- Le contrat de concession n° 09-149 passé avec Vinci Park France, notifié à cette société le 5 novembre 2009 ;
- Le changement de dénomination de la société Vinci Park France devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant l'avenant n°3 à la convention de concession n° 09-149, ayant pour objet, notamment, d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession ;
- La délibération TRA 001-5586/19/BM du 28 mars 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation du protocole transactionnel avec Indigo Infra France et le MUCEM concernant les frais de fonctionnement du rameau de liaison du parc de stationnement portant sur la période 2013 à 2016 incluse ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que la passation de cette convention permettra à la Métropole d'obtenir le remboursement par le MUCEM de 50% des coûts de fonctionnement du rameau de liaison pour chaque exercice postérieur à 2016, dont elle assure le paiement au concessionnaire du parc de stationnement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention avec le MUCEM concernant le remboursement à la Métropole Aix-Marseille-Provence, des frais de fonctionnement du rameau de liaison, situé entre cet établissement et le Parc de stationnement Vieux-Port-MUCEM à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 046-512/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société IDVERDE relatif aux travaux d'aménagements paysagers du Bus à Haut Niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et le technopôle Château Gombert à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17632/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B3 entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme à Marseille (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la liaison entre le pôle universitaire de St Jérôme et le technopôle de Château-Gombert d'une part, et entre ces deux sites et le réseau métro-tramway-TER d'autre part.

Ainsi, dans un premier temps, a été attribué un marché de maîtrise d'œuvre de l'opération au groupement INGEROP Conseil Ingénierie (Mandataire) / Gauthier + Conquet / HORIZON CONSEIL.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre le technopôle de Château-Gombert et l'université Saint Jérôme a ensuite fait l'objet de l'allotissement technique et géographique suivant :

- **Marché de travaux VRD :**
 - LOT 1 : section Pèbre d'Ail – giratoire Wrésinsky
 - LOT2 : section Wrésinsky – Boulevard Gaspard Monge ;
 - LOT 3 : section Monge – Technopole Château Gombert et Einstein / Bara
- **Marché de travaux d'équipements et d'aménagement paysager :**
 - LOT 1 : Équipements (éclairage public, Signalisation lumineuse tricolore, systèmes)
 - LOT 2 : Aménagements paysagers

Le lot n°2 relatif aux aménagements paysagers a été notifié à la Société **ISS Espaces Verts** sous le n°13-156 le 23 août 2013 pour un montant estimatif contractuel de 1 923 302,23 € HT, décomposé de la manière suivante :

- 1 505 053,83 € HT pour la tranche ferme ;
- 418 248,50 € HT pour la tranche conditionnelle.

La tranche ferme concernait les secteurs géographiques suivants :

- Entre le Rond-point Pèbre d'ail et la rue Albert Marquet d'une part,
- Entre le rond-point du métro La Rose et le technopôle Château Gombert y compris la rue Einstein jusqu'au boulevard Bara d'autre part.

La tranche conditionnelle concernait les travaux compris entre la rue Albert Marquet et le rond-point du métro La Rose. Cette tranche n'a pas été affermie.

L'objet du marché portait sur :

- la réalisation des sols fertiles (sauf mélange terre-pierre prévu au marché VRD),
- les plantations d'arbres, de vivaces, graminées et plantes bulbeuses,
- les semis de prairies rustiques,
- le suivi cultural de parachèvement et de confortement des plantations et semis,
- la mise en œuvre d'un réseau d'arrosage intégré,

- la fourniture et la pose de jeux d'enfants et la mise en place des sols souples.

Pendant l'exécution des travaux, par décision écrite de l'associé unique en date du 28 février 2014, il a été décidé de modifier la dénomination sociale de la société, **ISS Espaces Verts pour IDVERDE**. Par certificat administratif en date du 10 juin 2014, le maître d'ouvrage a entériné cette nouvelle dénomination.

Le 09 août 2017, un avenant n° 1 au marché a été conclu avec la société IDVERDE avec pour objet de rendre définitifs les prix provisoires qui ont permis de traiter des prestations supplémentaires indispensables à la bonne réalisation de l'opération. Le montant de ces prestations augmente le montant de la tranche ferme du marché de 5 016,04 € portant ainsi le montant de tranche ferme du marché à 1 510 069,87 € HT (soit une augmentation de 0,3%).

Le décompte général d'un montant de **1 510 069,87 € HT** hors révision de prix a été notifié par Ordre de Service n° 17, le 2 octobre 2017 par la Maitrise d'ouvrage. En date du 12 octobre 2017, la société IDVERDE l'a accepté avec réserves, accompagné d'un mémoire de réclamation et ses annexes justificatives.

Le rejet implicite par le Maître d'Ouvrage du mémoire en réclamation présenté par l'entreprise a conduit ce dernier à saisir le Comité Consultatif interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics (CCIRAL) de Marseille en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux, au titre de l'indemnisation demandée et enregistrée le 3 février 2018.

Par courrier en date du 8 mars 2018 reçu le 12 mars 2018, le secrétariat du CCIRAL a transmis à la Métropole le mémoire du titulaire en demandant la transmission du mémoire en défense. Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 14 décembre 2018.

Conformément aux dispositions prévues par décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 29 mars 2019, le CCIRAL de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre la société IDVERDE et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi à ladite société d'une indemnité de 169 000,00 euros HT dont la décomposition figure dans le protocole transactionnel ci-annexé.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le

CCIRAL, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du présent protocole transactionnel, permettant de ramener la réclamation de 387 423,18 euros HT à 169 000,00 euros HT soit 202 800, 00 euros TTC.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 25 000,00 euros.

Pour respecter les principes comptables de prudence, les services de la Métropole ont provisionné les crédits nécessaires au mandatement de ladite indemnité sur le budget concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-156 relatif aux aménagements paysagers du bus à haut niveau de service entre le campus Saint Jérôme et le Technopôle Château-Gombert ;
- La réclamation présentée par la société IDVERDE le 12 octobre 2017, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 29 mars 2019 portant sur la réclamation de la société susvisée sur le marché N°13-156 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le certificat administratif du 10 juin actant la modification de la dénomination sociale d'ISS Espaces Verts pour IDVERDE ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 29 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°13-156, et entraîne que la société de travaux renonce à toute instance et action future devant le CCIRAL et les juridictions sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération présenté au Bureau de la Métropole et portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la Société IDVERDE relatif aux travaux d'aménagements paysagers du Bus à Haut Niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et le technopôle Château Gombert à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 047-513/19/CT

■ CT1 - Extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille vers le Nord et vers le Sud comprenant la création d'un site de maintenance et de remisage - Approbation de la convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec l'opérateur VERIZON

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17650/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel/Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Est prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloësing jusqu'à la station de métro Ste-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 10 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

La réalisation du projet nécessite qu'il soit procédé notamment à la modification ou au déplacement d'une

partie des installations et des réseaux enterrés de télécommunications, dont le réseau VERIZON, afin de les rendre compatibles avec la réalisation de la plate-forme du tramway, l'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public, la réalisation ou le réaménagement et l'exploitation des voiries dans le périmètre du projet, la création éventuelle de conduites d'assainissement de part et d'autre de la plate-forme du tramway.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention afin de définir les modalités ainsi que les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement du réseau VERIZON.

La présente convention acte le principe de la prise en charge financière des études par la société VERIZON France, Maître d'ouvrage des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux. Toutefois, la Métropole supportera la charge financière de la mission de mise en cohérence des études des différents occupants et, à ce titre, prendra en charge via son Maître d'œuvre la réalisation de la mise à jour du plan de synthèse des réseaux des différents occupants, sur le périmètre du projet de tramway. En cas de modification par la Métropole Aix-Marseille-Provence du projet de déviation, postérieurement à sa validation, les coûts d'études supplémentaires seront pris en charge par la Métropole. En cas d'abandon du projet par la MAMP ou de non obtention de la Déclaration d'Utilité Publique, la Métropole prendra en charge le coût définitif des études et de l'ensemble des frais engagés par l'occupant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole

Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n° TRA 021-4616/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et son affectation pour un montant d'opération de 320 millions d'Euros hors taxes dont 240 millions d'euros hors taxes d'enveloppe prévisionnelle des travaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la réalisation de ce projet entraîne des travaux préalables de dévoiement et de modifications des réseaux de télécommunication impactant le périmètre du projet ;
- Que la société VERIZON est maître d'ouvrage des études et des travaux de dévoiement de ses installations et réseaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec la société VERIZON fixant les modalités et les conditions de réalisation et de financement des études de dévoiement des réseaux impactés ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'opération de l'extension de la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille au Nord , jusqu'au boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye et création d'un site de maintenance et de remisage – Approbation de la Convention relative aux études de déviations et protection des installations et réseaux enterrés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 048-514/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une convention relative au financement des travaux de libération des emprises foncières SNCF RESEAU dans le cadre du projet de Pôle d'Echanges Multimodal en gare de Marseille Saint-Antoine**

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17702/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le projet de Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Marseille Saint-Antoine s'inscrit dans l'opération de renouvellement urbain de Plan d'Aou-Saint-Antoine-La Viste signé en 2005.

Le site se trouve au nord de l'agglomération marseillaise, sur la ligne ferroviaire Marseille / Gardanne / Aix.

La réalisation de ce PEM est en lien avec la hausse attendue de l'offre de transport sur le secteur :

- réalisation en cours des travaux de la 2nde phase de modernisation de la ligne Aix-Marseille avec pour objectif le doublement du nombre de TER en heure de pointe ;
- passage de la ligne BHNS Bougainville/Hôpital Nord.

Le programme d'aménagement prévoit notamment la réalisation d'une esplanade entre la gare et l'avenue de St-Antoine, des quais bus et des éléments bâtis (local chauffeurs, boîte de retour bibliothèques, box à vélos, billets/information, sanitaires...).

Une partie du foncier SNCF RESEAU est impactée par ce projet.

En fonction de l'utilité ferroviaire du périmètre, il sera soit mis en place une convention d'occupation temporaire; soit engagé les démarches tendant à la cession au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce projet nécessite la réalisation d'un ouvrage hydraulique (bassin de rétention) et le déplacement préalable d'un câble qui alimente en énergie électrique la halte de St-Antoine et le Poste d'aiguillage informatique à technologie de type PC (PIPC).

Pour ce faire, il convient de déplacer via le concours d'ENEDIS et de la SNCF E le point de livraison qui se situe en limite d'emprise avec l'avenue de St-Antoine.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation de ces travaux de libération ferroviaire, et notamment leur prise en charge financière.

Suite aux différents échanges entre la SNCF Immobilier, la SNCF Réseau et la Métropole Aix-Marseille-Provence, les partenaires ont arrêté avec ENEDIS les modalités techniques permettant la libération des emprises foncières dans le cadre de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention relative au financement des travaux de libération des emprises foncières SNCF RESEAU dans le cadre du projet de Pôle d'Echanges Multimodal en gare de Marseille Saint-Antoine.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention relative au financement des travaux de libération des emprises foncières SNCF RESEAU dans le cadre du projet de Pôle d'Echanges Multimodal en gare de Marseille Saint-Antoine, pour un montant de 17 794,96 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 049-515/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville

Avis du Conseil de Territoire DGMOB 19/17733/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public n°14/005 conclu le 9 janvier 2014, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (Q-PARK MARSEILLE HDV) la gestion en affermage du parc de stationnement Hôtel de Ville à Marseille, pour une durée de 6 ans à compter du 15 janvier 2014.

La Métropole a décidé, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Le parc Hôtel de Ville fait partie de la zone « Hyper-centre ».

Cette nouvelle politique tarifaire introduit notamment de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux roues motorisées, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Par ailleurs, compte tenu de l'échéance prochaine du contrat en cours, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération n°TRA 012-20/09/18 CM du 13 décembre 2018, le principe du recours à une délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 7 ans, pour la gestion de ce parc de stationnement.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en mars 2019 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 25 avril 2019. Cette Commission a procédé à l'analyse des candidatures dans sa séance du 23 mai 2019 et le dossier de consultation des entreprises a été mis à disposition des candidats admis à présenter une offre, la date limite de remise des offres étant fixée au 18 septembre 2019.

A ce stade, les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettront pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours, soit au 15 janvier 2020.

C'est pourquoi, afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 14 janvier 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 050-516/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Blancarde

Avis du Conseil de Territoire DGMOB 19/17734/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public n°07/180 conclu le 17 décembre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au délégataire (INDIGO INFRA France) la gestion en affermage du parc de stationnement Blancarde à Marseille, pour une durée de 12 ans à compter de sa prise d'effet au 21 janvier 2008.

Le service public du stationnement est devenu au fil du temps un véritable enjeu local. C'est pourquoi, depuis plusieurs mois, la Métropole mène une réflexion d'envergure sur le sujet en vue, non seulement de rationaliser les tarifs applicables dans les parkings, mais aussi d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers.

Ainsi, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Cette nouvelle politique tarifaire introduit de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Par ailleurs, dans le souci de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser le niveau de redevance versée par les délégataires, la collectivité a souhaité redéfinir les périmètres de certains contrats de délégation de service public et d'en rapprocher les durées d'exécution.

Il est notamment envisagé d'unifier la gestion des parkings Blancarde et Timone qui font aujourd'hui l'objet de contrats de délégation de service public distincts. En effet, ces deux parcs sont géographiquement très proches et le parc Timone est plus rentable que le parc Blancarde. Ainsi, recourir à un contrat de délégation de service public unique apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation de la redevance, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Compte tenu du temps consacré à cette réflexion indispensable à la redéfinition des besoins et de l'échéance prochaine du contrat en cours, le principe de son renouvellement ne pourra être approuvé qu'au

Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019. De fait, les délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence ne permettront pas à la Métropole d'attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours, soit au 21 janvier 2020.

Pour l'ensemble de ces raisons et afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 20 janvier 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En outre, malgré cette prolongation, les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du délégataire. Ainsi, en application de la délibération n° TRA 002-5726/19/CM, il est convenu de compenser cette baisse par un dégrèvement de la part fixe de la redevance due par le délégataire, ceci afin de préserver l'équilibre économique global du Contrat. Ce dégrèvement applicable au montant annuel dû au titre de la dernière année d'exploitation s'élève à 26 000 € HT.

Enfin, il est proposé d'aménager le régime des travaux pendant la dernière année d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 051-517/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DGMOB 19/17738/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de délégation de service public n°07/143 conclu le 19 juillet 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au Délégué la gestion en affermage du parc de stationnement République à Marseille pour une durée de 12 ans à compter du 31 mars 2008.

Le service public du stationnement est devenu au fil du temps un véritable enjeu local. C'est pourquoi, depuis plusieurs mois, la Métropole mène une réflexion d'envergure sur le sujet en vue, non seulement de rationaliser les tarifs applicables dans les parkings, mais aussi d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers.

Ainsi, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Cette nouvelle politique tarifaire introduit de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Par ailleurs, dans le souci de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser le niveau de redevance versée par les délégataires, la collectivité a souhaité redéfinir les périmètres de certains contrats de délégation de service public et d'en rapprocher les durées d'exécution.

Il est notamment envisagé d'unifier la gestion des parkings République et Phocéens qui font aujourd'hui l'objet de contrats de délégation de service public distincts. En effet, ces deux parcs géographiquement très proches se livrent actuellement une concurrence contre-productive, le parc Phocéens étant largement plus rentable que le parc République. Ainsi, recourir à un contrat de délégation de service public unique apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation de la redevance, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Compte tenu du temps consacré à cette réflexion indispensable à la redéfinition des besoins et de l'échéance prochaine du Contrat, le principe de son renouvellement ne pourra être approuvé qu'au Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019. De fait, la Métropole ne pourra pas attribuer le futur contrat de délégation de service public à la date d'échéance du contrat en cours, soit au 30 mars 2020.

Pour l'ensemble de ces raisons et afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 mars 2021, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

En outre, malgré cette prolongation, les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du délégataire. Ainsi, en application de la délibération n° TRA 002-5726/19/CM, il est convenu de compenser cette baisse par un dégrèvement de la part fixe de la redevance due par le délégataire, ceci afin de préserver l'équilibre économique global du contrat. Ce dégrèvement s'élèvera à un montant de 11 697,32€ HT pour l'année 2019 et à un montant de 17 545,98€ HT pour l'année 2020.

Enfin, il est proposé d'aménager le régime des travaux pendant la dernière année d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 052-518/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public relatif à la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Jaurès et de Gaulle à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DGMOB 19/17739/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Par contrat de concession de service public n°91/343 conclu le 21 octobre 1991, la Ville de Marseille, à laquelle s'est substituée la Communauté Urbaine, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié au Déléataire la construction, l'exploitation et l'entretien des parcs de stationnement Charles de Gaulle et Jean Jaurès à Marseille (ci-après « le Contrat »). Ce Contrat d'une durée de 50 ans prendra fin le 15 décembre 2043.

La Métropole a décidé par la délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Le parc Charles de Gaulle fait partie de la zone « Hyper-Centre ».

Cette nouvelle politique tarifaire introduit notamment des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés. Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Les modifications tarifaires envisagées entraînent une baisse des recettes prévisionnelles et du résultat du Déléataire. Ainsi, en application de la délibération n° TRA 002-5726/19/CM, une compensation est prévue afin de préserver l'équilibre économique global du Contrat. Cette compensation financière ne pourra excéder 74 632 € HT par an (valeur 2019), soit 89 558,40 € TTC.

Le parc Jaurès n'est pas concerné par l'ensemble de ces modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 053-519/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention n°3 de remise des ouvrages de la Rocade L2 à Marseille avec la Société de la Rocade L2 et la Ville de Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/15859/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de la rocade L2 consiste à réaliser une voie rapide urbaine sur le territoire de la Ville de Marseille entre les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rocade L2.

Par délibération n° VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé une convention cadre sur le foncier de la rocade L2 entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Cette convention, qui figure en annexe 5 du contrat de partenariat signé le 7 octobre 2013 entre l'Etat et la Société de la Rocade L2 (SRL2), expose les modalités de reprise en gestion par les collectivités des ouvrages de franchissement, de rétablissement ou de création de voirie.

L'article 5.2 de cette convention prévoit de conclure des conventions particulières.

Par délibération VOI 004-603/14/CC du 19 décembre 2014, une première convention tripartite de la remise des ouvrages a été approuvée entre la SRL2, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Ville de Marseille.

Par délibération VOI 005-458/16/BM du 30 juin 2016, une deuxième convention tripartite de la remise des ouvrages a été approuvée entre la SRL2, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Il convient donc d'approuver la convention tripartite n° 3 de remise des ouvrages, qui précise les modalités de conception, de réalisation et de reprise en gestion des ouvrages par les collectivités.

Les secteurs concernés sont les suivants : Mérimée Estacade, Mérimée prolongée et passerelles Vitta et Lauriers.

Les dossiers des caractéristiques des ouvrages correspondants au niveau Etudes de Projet sont annexés à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 006-637/12/CC du 26 octobre 2012 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la convention cadre sur le foncier de la Rocade L2 ;
- La délibération VOI 004-603/14/CC du 19 décembre 2014 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la première convention de remise des ouvrages ;
- La délibération VOI 005-458/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la seconde convention de remise des ouvrages ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient, conformément à la convention cadre portant sur le foncier de la Rocade L2, de procéder à une convention particulière afin d'apporter les précisions de gestion susmentionnées ;
- Qu'il convient d'approuver, la convention tripartite n° 3 ci-annexée de remise des ouvrages de la rocade L2 conclue avec la Société de la Rocade L2 et la Ville de Marseille portant sur les secteurs : Mérimée Estacade, Mérimée prolongée et passerelles Vitta et Lauriers ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur ce projet de délibération concernant l'approbation d'une convention de remise des ouvrages de la Rocade L2 Marseille avec la Société de la Rocade L2 et la Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 054-520/19/CT

■ CT1 - Approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la participation financière pour l'élargissement du pont rail d'Air Bel à Marseille 11ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17690/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Par délibération VOI 002-240/11/CC du 28 mars 2011, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la participation à l'élargissement du Pont-rail «Porte d'Air-Bel» à Marseille (11^{ème} arrondissement).

L'objectif était d'augmenter la capacité de la ligne Marseille-Aubagne-Toulon afin de permettre une meilleure desserte en heure de pointe avec 6 trains par sens entre Marseille et Aubagne dont 3 trains prolongés jusqu'à Toulon. La création d'une troisième voie est inscrite dans le contrat de Projets 2007/2013.

Dans le cadre du projet ANRU et dans l'objectif de contribuer au désenclavement de la cité Air-Bel, il a été proposé d'augmenter l'ouverture du pont-rail existant dit «Porte d'Air-Bel», en profitant des travaux de la troisième voie ferrée. Le Réseau Ferré de France devenu depuis SNCF Réseaux assure la maîtrise d'ouvrage des études et des travaux.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à l'époque s'est engagée à financer l'opération à hauteur de 3 200 000€ TTC par délibération VOI 002/283/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en approuvant la convention de financement notifiée sous le n°11/054.

Les études au niveau Projet de l'opération d'élargissement du pont-rail d'Air Bel ont fait apparaître un surcoût de l'opération par rapport aux études préliminaires.

Aussi, un avenant n°1 a été approuvé par délibération VOI 036/767/13/BC du 13 décembre 2013 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

En effet, au terme des études menées au niveau projet, le coût prévisionnel de l'opération, incluant toutes les phases (EP+AVP+PRO+REA) était estimé à 2 648 092 € H.T, (Valeur Janvier 2008), soit 3 122 649 € H.T, CE juin 2013. Ce coût représente le surcoût pour l'opération 3ème voie Marseille – Aubagne de l'élargissement du pont-rail sous les deux voies ferrées existantes. En tenant compte de ces hypothèses et du coût de l'opération estimé aux dernières conditions économique connues et transmises par SNCF (juin 2013), le besoin de financement est ainsi évalué à 3 510 372 € courants HT (y compris les frais de maîtrise d'ouvrage SNCF), dont 198 700 € HT au titre du versement libératoire.

Par conséquent, par délibération VOI 014-3383/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision et l'affectation de la participation pour porter celle-ci à 3 600 000€ TTC.

L'opération d'investissement n°2011109900 relative à la participation ouvrages d'art Ligne Marseille/Aubagne, de 3 200 000 € inscrite au budget territoire enregistrée dans l'autorisation de programme 14082BP du programme 08 Espace Public Infrastructures de la Métropole a été révisée pour un montant de 400 000 € TTC.

La phase Réalisation avait commencé début février 2013, elle avait été interrompue faute de moyen de production par SNCF Réseau pour le chantier.

Par délibération du 25 septembre 2015 n° VOI 006-1215/15/BC le Bureau de la Communauté urbaine avait approuvé un avenant n°2 actant du report de délai.

En fin d'année 2015, la SNCF Réseau informait la Communauté urbaine une nouvelle fois, de son incapacité à réaliser les travaux en 2017 faute de ressources en interne pour la sécurisation des voies, et refusait donc de signer l'avenant n°2.

Elle informait que les travaux étaient reportés en 2019.

Les travaux de ripage de l'ouvrage nécessitent une coupure totale de la ligne ferroviaire Marseille-Vintimille de 62h. Aussi, ces travaux sont programmés le week-end du 31 octobre 2019 au 03 novembre 2019. La voirie pourra être remise à la Métropole trois

mois après le ripage de l'ouvrage soit au plus tard le 03 février 2020.

Début 2019, après avoir lancé le marché de travaux, la SNCF Réseau est de nouveau revenue vers la Métropole pour indiquer qu'elle devait faire face à une augmentation du coût de l'opération.

En effet, l'optimisation prévue dans l'avenant n°1 pour une réalisation dans le cadre du grand projet «Troisième voie Marseille Aubagne» permettait une optimisation importante, d'une part, des ressources SNCF Réseau à prévoir (pour le système de sécurité), et d'autre part, des marchés de travaux.

La nouvelle évaluation du coût des travaux intègre un contexte de :

- Chantier unique et isolé
- Conjoncture des marchés de travaux plutôt défavorable
- Renforcement de la sûreté du personnel sur le chantier.

Il convient donc de procéder à une revalorisation à la hausse d'un montant de 700 000€ TTC afin de pouvoir achever les travaux en cours. A cet égard, un avenant n°2 à la convention de financement est présenté au Bureau de la Métropole concomitamment.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218/7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 002/283/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la convention de financement ;
- La délibération VOI 036/767/13/BC du 13 décembre 2013 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant l'avenant n°1 à la Convention de financement ;
- La délibération VOI 002-240/11/CC du 28 mars 2011, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la participation à l'élargissement

du Pont-rail «Porte d'Air-Bel» à Marseille 11ème arrondissement ;

- La délibération VOI 014-3383/17/CM du 14 décembre 2017, du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, approuvant la révision et l'affectation de la participation pour porter celle-ci à 3 600 000€ TTC ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 700 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 700 000 € TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiements afférents ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la participation financière pour l'élargissement du pont rail d'Air Bel à Marseille (11ème arrondissement).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 055-521/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°2 à la convention relative à l'élargissement du pont rail d'Air Bel à Marseille 11ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17642/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales

le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Dans le cadre du projet ANRU et dans l'objectif de contribuer au désenclavement de la "Cité Air Bel", il est proposé d'augmenter l'ouverture du pont-rail existant dit porte d'Air Bel en profitant des travaux de réalisation de la troisième voie ferrée sur la ligne Marseille-Aubagne-Toulon.

C'est la raison pour laquelle, par délibération VOI 002-2383/10/BC du 10 décembre 2010 une convention de financement entre Réseau Ferré de France (RFF) et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a été approuvée.

Les études avant-projet/projet ont révélé un surcoût de l'opération par rapport aux études préliminaires. Le coût total s'élevait à 3 510 372 euros courant HT pour une réalisation des travaux en 2014

La phase réalisation a commencé début février 2013, puis a dû être interrompue faute de moyen de production par SNCF Réseau pour le chantier.

En effet, les accidents ferroviaires de Brétigny et de Denguin ont conduit la SNCF à revoir sa politique industrielle et à prioriser les opérations de maintenance de ses installations au détriment de projets d'investissement. Aussi, l'opération d'élargissement du pont rail d'Air Bel n'a pas pu être réalisée dans les délais impartis par la convention de financement et son avenant n°1.

Par délibération du 25 septembre 2015 n° VOI 006-1215/15/BC le Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait donc approuvé un avenant n°2 actant du report de délai.

En fin d'année 2015, la SNCF informait la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole de son incapacité à réaliser les travaux en 2017 faute de ressources en interne pour la sécurisation des voies, et refusait donc de signer l'avenant n°2.

Elle informait que les travaux étaient reportés en 2019.

Par conséquent, il convient d'acter l'abrogation de la délibération n°VOI 006-1215/15/BC du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 25 septembre 2015.

Les travaux de ripage de l'ouvrage nécessitent une coupure totale de la ligne ferroviaire Marseille-Vintimille de 62h. Aussi, ces travaux sont programmés le week-end du 31 octobre 2019 au 03 novembre 2019. La voirie pourra être remise à la Métropole trois

mois après le ripage de l'ouvrage soit au plus tard le 03 février 2020.

Début 2019, après avoir lancé le marché de travaux, la SNCF Réseau est de nouveau revenu vers la Métropole pour indiquer qu'elle devait faire face à une augmentation du coût de l'opération.

En effet, l'optimisation prévue dans l'avenant n°1 pour une réalisation dans le cadre du grand projet «Troisième voie Marseille Aubagne» permettait une optimisation d'une part des ressources SNCF Réseau à prévoir (pour le système de sécurité) et d'autre part, des marchés de travaux.

La nouvelle évaluation du coût des travaux intègre un contexte de :

- Chantier unique et isolé
- Conjoncture des marchés de travaux plutôt défavorable
- Renforcement de la sûreté du personnel sur le chantier.

Ceci représentant une évolution du cout prévisionnel d'environ 700 000 euros.

Ainsi, le présent avenant entraine une augmentation de l'enveloppe financière qui passe de 3 510 372 € courants HT à 4 213 832 € courant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- La délibération VOI 002/-2383/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant la convention de financement relative à l'élargissement du pont rail Porte d'Air Bel à Marseille (11^{ème} arrondissement) ;
- La délibération VOI 036-767/13/BC du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 13 décembre 2013

approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement relative à l'élargissement du pont rail Porte d'Air Bel à Marseille (11^{ème} arrondissement) ;

- La délibération VOI 006-1215/15/BC du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 25 septembre 2015 approuvant l'avenant n°2 à la convention de financement relative à l'élargissement du pont rail Porte d'Air Bel à Marseille (11^{ème} arrondissement) ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant à la convention de financement relative à l'élargissement du pont-rail «Porte d'Air-Bel» ; afin d'ajuster le coût définitif de l'opération ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°2 à la convention n°11/054 relative à l'élargissement du pont-rail d'Air Bel à Marseille (11^{ème} arrondissement).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 056-522/19/CT

■ CT1 - Approbation de la charte pour le renouveau de la rue de la République

Avis du Conseil de Territoire PROX 056-24/09/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Fort de 200 000 habitants et premier pôle d'emploi de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le centre-ville de Marseille participe directement à son attractivité et constitue un secteur de projets prioritaires.

La stratégie territoriale énoncée dès 2012 dans le Schéma de Cohérence Territoriale de Marseille Provence Métropole positionne Marseille et son centre comme « cœur du territoire métropolitain », et maillon indispensable sur lequel doit reposer une attractivité élargie. La nécessité d'y envisager les interventions au sein d'un projet urbain global pour l'hypercentre y est clairement mentionnée.

Même si la ville connaît depuis plusieurs années un renouveau indéniable, grâce à ses atouts économiques, touristiques et culturels, relayés par de grands projets de revitalisation urbaine, son centre-ville constitue un des enjeux majeurs pour valoriser à sa pleine mesure son potentiel considérable.

La Métropole dotée de compétences stratégiques au service de son projet, lui permet d'orchestrer les projets transversaux de développement et d'aménagement urbain, dans la plupart de leurs domaines.

Dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son *agenda du développement économique*, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

A ce titre, la Métropole a décidé d'accompagner la Ville de Marseille et accélérer la redynamisation commerciale de son centre-ville à travers notamment différents outils de lutte contre la vacance commerciale. En complément à cette démarche de redynamisation des commerces, une stratégie de redynamisation du secteur tertiaire dans le centre-ville de Marseille est également en cours d'élaboration au sein de la Métropole.

Par ailleurs, renforcer l'efficacité de la gestion urbaine de proximité pour améliorer la propreté, l'entretien, la praticabilité et la sécurité des espaces publics, sont autant d'enjeux dans lesquels la Métropole s'est donc engagée à réaliser et coordonner en partenariat avec la ville de Marseille.

Exceptionnelle tant par son architecture haussmannienne que par sa situation en plein centre de Marseille, la rue de la République est également le cœur battant d'une zone touristique visitée par plus de 8 millions de touristes et un million de croisiéristes chaque année.

Désormais, la rue de la République évolue comme le centre-ville, connaissant les mêmes mutations commerciales, urbanistiques et sociologiques, irriguant le quartier en renouveau de La Joliette et le périmètre d'Euroméditerranée.

Insuffler une nouvelle dynamique sur cette artère marseillaise s'inscrit dans une démarche globale consistant à en faire un lieu de destination inséré au centre-ville de Marseille, pôle économique majeur en devenir de la Métropole Aix-Marseille Provence.

L'objectif est d'agir de concert pour créer un environnement vertueux faisant de la rue un vecteur d'attractivité essentiel, profitable à un centre-ville marseillais concentrant des lieux de destinations attractifs.

Ce projet de dynamisation de la rue s'insère de façon harmonieuse dans une démarche d'attractivité du centre-ville.

La présente charte identifie les axes stratégiques de la démarche de dynamisation de la rue de la République.

Ces axes stratégiques sont déclinés en différentes actions attribuées à l'une ou plusieurs des parties prenantes dont la mise en œuvre insufflera une dynamique nouvelle pour la rue de la République.

C'est pourquoi, la société Primonial Reim, un des principaux propriétaires de la rue de la République a souhaité engager un travail de réflexion avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille afin de mettre en commun la coordination des actions entre les différents partenaires aussi bien économiques qu'institutionnels.

Dans cette perspective la Métropole et la Ville de Marseille, chacun selon ses compétences respectives de gestion de l'espace public, se sont mobilisés en collaboration avec Primonial Reim pour élaborer une Charte pour le renouveau de la rue de la République.

Cette charte pourra être élargie à d'autres signataires privés ou publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la charte ci-annexée pour le renouveau de la rue de la République à Marseille.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable pour l'approbation de la charte pour le renouveau de la rue de la République.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-523/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'Association du Technopôle Marseille Provence pour le lancement de son programme d'animation 2019 - Approbation d'une convention DPEATSV 19/17580/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopole Marseille Provence, campus, pôle de recherche scientifique et zone d'activités dédiée à l'innovation technologique, est aujourd'hui au cœur d'une dynamique de requalification urbaine et économique portée conjointement par deux directions opérationnelles de la Métropole Aix-Marseille Provence, la Direction Générale Adjointe du Développement Economique&Attractivité et la

Direction Générale Adjointe de l'Urbanisme et de la Stratégie Territoriale.

Chiffres clefs Technopole Marseille Provence

170 entreprises dont 50 start-up – 4000 salariés dont 660 chercheurs, 2000 étudiants

Plusieurs leaders hi-tech de l'économie productive métropolitaine : Provepharm, TraXens, etc

Deux grandes écoles d'ingénieurs : Ecole Centrale Marseille et Polytech Marseille (AMU)

8 laboratoires de recherche publique et plateformes technologiques associées

Un écosystème complet de soutien à la création et au développement des entreprises innovantes : Incubateur Impulse / Pépinière Marseille Innovation / Pôle de compétitivité Optitec

Nouvelles implantations et salariés prévues à horizon 2022 : + 350 salariés minimum

Malgré le nombre déjà important et croissant de ses salariés à horizon 2020 (+ 350 nouveaux salariés minimum), le Technopole reste à ce jour dépourvu d'une association de zone structurée et dotée d'une véritable équipe de permanents, à l'instar des autres associations de zones d'activités du territoire ou villages d'entreprises (Athélia à La Ciotat, Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée, etc).

Afin de fédérer cet écosystème technologique riche et unique et mener à bien les projets indispensables au fonctionnement d'un site de cette envergure en lien avec la mobilité ou l'économie circulaire, les acteurs majeurs du Technopole ont déposé le 6 juin 2019 les statuts de l'Association du Technopole Marseille Provence Château-Gombert et proposé une feuille de

route à mettre en place dès le 2^{ème} semestre 2019, porté par le recrutement d'un équivalent temps plein.

L'association composée à ce jour par les membres fondateurs rassemblant les grandes structures historiques du site, l'Ecole Centrale Marseille, Aix-Marseille Université, Marseille Innovation, mais aussi les représentants des clubs d'entreprises ne disposant pas d'équipe salariale, ainsi que le représentant d'une entreprise innovante née de l'écosystème qui installe aujourd'hui son siège et ses 50 employés sur le site, a établi une feuille de route ambitieuse pour le 2^{ème} semestre 2019 :

- Fédérer les acteurs du Technopole autour d'une démarche de réflexion collective
- Préciser ses modes de gouvernance et son modèle économique pour les années suivantes
- Animer l'écosystème technopolitain
- Mettre en place deux projets concrets sélectionnés par son Bureau en lien avec l'amélioration du fonctionnement du site (mobilité, collecte et recyclage des déchets, etc...)

Le budget prévisionnel 2019 de la feuille de route de l'Association du Technopole Marseille Provence Château-Gombert pour le 2^{ème} semestre est de 47 000 euros. Il est proposé de soutenir le lancement de l'Association du Technopole Marseille Provence à hauteur de 66% pour son année de création soit un montant de 31 000 euros.

Budget prévisionnel 2019

Création de l'association : juin 2019

	DEPENSES (€)	RECETTES (€)
Animation générale (ST ou ETP)	15 000	
Frais Comptabilité	2 000	
Projets	30 000	3 000
Adhésions membres		5 000
Valorisation RH Ecole Centrale Marseille (présidence)		3 000
Valorisation autres membres fondateurs		6 000
Subvention Métropole AMP		31 000
TOTAL	47 000	47 000

Taux subvention année création N : 66%

La création d'une véritable association de zone sur le Technopole, dotée d'un permanent, est un outil précieux au service du bon fonctionnement du site dans un contexte de fort développement (nouvelles

implantations, nouveaux salariés, etc). Les actions proposées par l'Association Technopole Marseille Provence Château-Gombert prennent par ailleurs tout leur sens par ailleurs dans le cadre des projets de requalification des espaces publics du cœur de

Technopole programmés par la Métropole sous maîtrise d'ouvrage SOLEAM pour 2021 qui ont également fixé la mobilité comme l'une de leurs priorités thématiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création de l'association du Technopole Marseille Provence et la mise en place de sa feuille de route 2019 dans le contexte de développement urbain et économique du Technopole Marseille Provence
- La cohérence de ces actions avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence inscrites dans son *Agenda du développement économique* délibéré en 2017.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de 31 000 euros à l'Association du Technopole Marseille Provence Château-Gombert pour la mise en place de sa feuille de route 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec l'Association du Technopole Marseille Provence Château-Gombert ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est habilité à signer la dite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B320 - Chapitre 65 – Nature 65748 – fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 002-524/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises APAGE, Association du Parc d'Activités de la Plaine de Jouques à Gémenos pour l'année 2019 DPEATSV 19/17628/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE–PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Présentation générale de l'association

Le Parc d'Activités de Gémenos de la Plaine de Jouques à Gémenos a été créé en 1989,

simultanément à ceux d'Aubagne et de la Ciotat, à l'initiative du Ministère de l'Industrie. L'objectif était de faire face à un contexte économique très difficile (la fermeture des Chantiers Navals de La Ciotat et de La Seyne sur Mer).

L'Association du Parc d'Activités de Gémenos « APAGE », régie par la loi de 1865, a été créée en même temps que le Parc d'Activités dont le périmètre est de 80 hectares. Les 112 propriétaires sont tous adhérents. L'association recense également des cotisants volontaires, représentés par les locataires et les entreprises de la commune de Gémenos se situant en dehors de son périmètre. Au total, l'association regroupe, en 2018, 151 adhérents (dont 39 cotisants volontaires), chiffre en constante hausse.

Aujourd'hui, le Parc d'Activités de Gémenos représente :

- quelques 275 entreprises de tailles et activités très diversifiées,
- soit plus de 4 000 emplois.

L'Association a pour rôle de :

- Défendre les intérêts des propriétaires,
- Mutualiser les actions vis-à-vis des nouvelles réglementations,
- Représenter les adhérents auprès des compétences territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Activités,
- Assurer la bonne gestion du territoire du Parc d'Activités,
- Mettre en œuvre tout projet d'intérêt commun (exemple : mise en œuvre du tri sélectif des déchets).

Les actions menées par l'association

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association œuvre à faciliter le développement de leurs entreprises adhérentes sur les thèmes suivants :

- Le développement de leurs réseaux : les 7 associations de zones d'activité « AZA » du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation 2 événements communs dont une journée d'échanges entre les entreprises du Bassin Est de la Métropole « Business Buzz » dont l'une des ambitions est d'annualiser l'évènement. En 2019, l'Apage pilote l'organisation.
- L'emploi
- Le second évènement est une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost ».

- La mobilité (PDIE : Plan de déplacement Inter-Entreprises, site de covoiturage...)
- La gestion collective des déchets (collecte des archives, des palettes, des DEEE, sensibilisation au tri)
- La sécurité (Mis en place d'une commission de travail avec l'ASL des Paluds depuis 2017 sur le PPRI Plan de Prévention des Risques d'Inondation (investissement dans l'expertise d'un bureau d'études, réunions d'information organisées...)
- La signalétique (actualisation annuelle)
- La Fibre : contrat cadre signé par l'Apage avec SFR Business

Les liens avec le Conseil de Territoire Marseille Provence

Le Conseil de Territoire Marseille Provence au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient financièrement l'association d'entreprises l'Apage depuis 2017 au titre de sa compétence développement économique.

En tant qu'acteur de proximité existant depuis la création du parc d'activité, le travail partenarial avec le Conseil de Territoire Marseille Provence se renforce chaque année. Ainsi l'association remonte au fil de l'eau les éventuels dysfonctionnements repérés en lien avec les compétences des DGA opérationnelles de l'EPCI ainsi que les besoins et demandes des entreprises ; ce qui permet une meilleure gestion au quotidien du parc d'activité et participe au développement des entreprises.

Depuis plusieurs années, l'APAGE s'est associée avec l'ASL des Paluds et l'ASL d'Auchan en créant une association ad hoc Mobilité pour faire avancer le sujet de la mobilité de façon mutualisée sur les communes voisines de Gémenos et d'Aubagne. La Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de sa compétence Mobilité soutient le fonctionnement de l'association Mobilité à hauteur de 40 000 euros en 2019. De plus, l'association Mobilité a été lauréate de l'AAP Appel à projet Solu-mob lancée en 2018 par la Métropole Aix-Marseille-Provence (50% de leurs actions pluriannuelles soutenus soit 97 500 euros).

Budget prévisionnel 2019 de l'association APAGE

DEPENSES		RECETTES	
Achats	7 400€	Cotisations Adhérents + Partenaires	60 000€
Autres services extérieurs	37 876€	Subvention Département	7 000€
Impôts et taxes	1 000€	Subvention Métropole AMP CT1	15 000€
Charges de personnel	43 878€	Subvention Ville de Gémenos	15 000€
Personnels bénévoles	42 000€	Personnels bénévoles	42 000€
TOTAL DEPENSES	139 000€	TOTAL RECETTES	139 000€

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 139 000 euros pour l'année 2019, en hausse par rapport à l'exercice précédent (97 750 euros) du fait d'une forte augmentation de l'autofinancement de l'association. Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 37 000 euros, soit moins d'un tiers du budget total. L'association s'autofinance à hauteur des 2/3 du budget dont plus de 45% par des cotisations et partenariats privés. L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 15 000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Apage de 10 000 euros pour l'exercice 2019, à l'instar de l'exercice précédent, sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 euros au titre de l'année 2019 à l'association Apage.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-525/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Athelia Entreprendre de la Zone d'activités de La Ciotat pour l'année 2019 DPEATSV 19/17631/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE-PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Présentation générale de l'association

La zone d'activité Athélia à La Ciotat regroupe plus de 300 entreprises de toutes tailles, qui emploient 4 000 salariés sur un espace économique de 100 hectares. La Métropole Aix-Marseille-Provence vient d'achever l'aménagement de l'ultime tranche Athelia V dont la commercialisation est en cours.

Athélia Entreprendre est une association loi 1901 créée en 2002, qui a pour objectif la promotion et l'animation de la zone d'activité Athélia. Acteur économique incontournable de La Ciotat et du bassin de l'est de Marseille, l'association est un partenaire de référence en matière de développement économique aux côtés du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Chiffres clés :

- 187 adhérents, soit 63% des entreprises et 76% des salariés
- 15 membres du CA
- 60 bénévoles
- 8 commissions composées de membres bénévoles : dirigeants, collaborateurs des entreprises adhérentes et acteurs économiques locaux.
- Une équipe permanente de 3 personnes

L'association d'entreprises a pour rôle de :

- Communiquer et promouvoir les valeurs d'entreprises et le développement personnel des salariés comme le moteur de la

profitabilité et du développement des entreprises

- Développer la culture du développement durable au service de toutes les entreprises des zones Athélia et de leurs salariés, en faveur d'un cadre de vie attractif et d'un environnement professionnel convivial
- Fédérer toutes les forces économiques régionales et les mettre à disposition du développement des entreprises d'Athélia et du bien-être de ses salariés.
- Contribuer à l'attractivité de l'environnement et à l'amélioration continue du cadre de vie de tous les acteurs des zones Athélia.
- Faire des zones d'activité d'Athélia un modèle régional en terme environnemental.

Les actions menées par l'association

A travers un programme varié d'animation et de communication, l'association Athelia Entreprendre œuvre à faciliter le développement de leurs entreprises adhérentes sur les thèmes suivants :

- Favoriser le développement économique des entreprises :

En organisant des événements de notoriété, l'association favorise les échanges entre les entreprises (Les Vœux d'Athélia - L'Assemblée Générale d'Athélia – Les « Mardis d'Athélia » ...). Les 7 associations de zones d'activité « AZA » du bassin Est (Apage, Roca Fortis, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) sont associées dans un consortium T2R Territoire Réseau Rencontre pour mutualiser l'organisation deux événements communs dont une journée d'échanges entre les entreprises du Bassin Est de la Métropole « Business Buzz » (ambition d'annualiser l'évènement).

- Dimension sociale : emploi et bien-être des salariés :

Le second évènement est une journée à destination des demandeurs d'emploi « Job Boost ». En 2019 aura lieu sur La Ciotat la 5^e édition de cet évènement créé à l'origine par l'association Athelia Entreprendre puis étendu aux 7 AZA. La journée consiste en conseils auprès de demandeurs d'emplois dispensés par des professionnels des Ressources Humaines en activité dans les entreprises du Territoire. Ainsi 80 bénévoles, se mettent à la disposition d'environ 500 demandeurs d'emplois au moyen d'ateliers (simulation d'entretien, coaching...).

L'association organise toute l'année des événements festifs pour favoriser les échanges entre les salariés et les entreprises de la ZA. Un projet d'ouverture d'une crèche inter-entreprises porté par l'association a par exemple été mené.

- Dimension environnementale ; réelle ADN de l'association Athelia Entreprendre :

Des démarches engagées dès 2015 par l'association ont permis la double certification ISO 14 001 et ISO 50 001

de la zone d'activité. En parallèle, d'un partenariat privé conclu de gestion collective des déchets à disposition de leurs adhérents, de nombreuses collectes mutualisées de déchets sont proposées aux entreprises (palettes, D3E, consommables informatiques...).

De nombreuses actions en faveur des mobilités alternatives sont mises en œuvre ; notamment auprès des transports en commun. Une plateforme de covoiturage existe depuis 2012 et compte désormais plus de 950 inscrits (soit 30% des salariés des entreprises adhérentes).

Egalement, un travail sur la sécurité routière de plusieurs années a abouti à instaurer un sens unique de circulation sur Athelia III.

Détail des principaux postes du budget prévisionnel 2019 de l'association Athelia Entreprendre

DEPENSES		RECETTES	
Achats	8 250	Cotisations et Partenariats privés	107 884
Services extérieurs	25 250	Ventes prestations services	5 240
Autres services extérieurs	68 260	Subvention Commune de La Ciotat	35 000
		Subvention Département (fonctionnement)	15 000
Charges de personnel	110 250 €	Subvention Département (action Job Boost pour T2R)	15 000
		Subvention CT Marseille Provence	20 000
Contributions volontaires	27 000 €	Contributions volontaires	27 000
TOTAL DEPENSES	238 410 €	TOTAL RECETTES	238 410 €

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 238 410 euros pour l'année 2019, en hausse par rapport à l'exercice précédent (223 548 euros). Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 85 000 euros, soit 40% du budget total. Il est significatif de noter que l'autofinancement généré par les cotisations perçues et les partenariats privés conclus approche les 48%. L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole à hauteur de 20 000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Athelia Entreprendre de 10 000 euros pour l'exercice 2019, sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la métropole

Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;

- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire Marseille Provence, zone d'Athélia à La Ciotat, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 euros au titre de l'année 2019 à l'association Athélia Entreprendre. .

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-526/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Roca Fortis Entreprises Développement pour l'année 2019

DPEATSV 19/17647/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisi des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE–PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité publique a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire métropolitain et ainsi contribuer au développement des entreprises locales.

Présentation générale de l'association

La commune de Roquefort la Bédoule dispose sur son territoire de deux zones d'activités économiques.

- Les Fourniers, sur le site de l'ancienne cimenterie Romain Boyer, est un espace dédié aux activités artisanales d'une vingtaine d'entreprises et s'étend sur 5 ha développés et 5 ha en projet.
- La zone d'activités économiques de la Plaine du Caire, créée en 1986 par la Commune et étendue en 2010 par le Conseil de Territoire Marseille Provence s'étend sur 32 ha et accueille une centaine de TPE et PME.

L'ensemble représente environ un millier d'emplois.

Le Conseil de Territoire a réalisé en 2010 l'extension de la ZI Plaine du Caire sous forme d'un lotissement de 15 lots à destination de PME/PMI locales. La dynamique économique sur ce territoire non représenté par les associations d'entreprises voisines a fait émerger le besoin de fédérer les entreprises entre elles. Ainsi l'association d'entreprises Roca Fortis Entreprises Développement s'est créée en juillet 2016.

L'Association a pour rôle de :

- Défendre les intérêts des entreprises du territoire de Roquefort La Bédoule et des communes voisines,
- Mutualiser les actions vis-à-vis des nouvelles réglementations,
- Représenter les adhérents auprès des compétences territoriales,
- Communiquer, animer et promouvoir le Parc d'Entreprises,
- Assurer la bonne gestion du territoire du Parc d'Entreprises,
- Mettre en œuvre tout projet d'intérêt commun.

Chiffres clés :

- 17 administrateurs,
- 45 adhérents
- 5 commissions

L'association récente étoffe progressivement son offre de services auprès des entreprises :

- Animation d'un site internet dédié,
- Communication et animation territoriale en vue d'accroître le nombre d'adhérents,
- Amélioration de la sécurité et de la signalétique de la ZA de la Plaine du Caire en lien avec les collectivités publiques,
- Mettre en place une gestion collective des déchets des entreprises,
- Partenariat récent mis en place avec les acteurs publics de l'emploi (Mission Locale, PLIE et Pôle Emploi).

L'association Roca Fortis travaille en partenariat avec les 6 autres associations d'entreprises du bassin Est sous la marque T2R (Apage, Athelia Entreprendre, LEHV, Pôle Alpha, Les Paluds, Napollon) et ainsi participe à l'organisation des 2 évènements phare de

leur regroupement à savoir Business Buzz en faveur du développement des réseaux des entreprises et Job Boost à destination des demandeurs d'emploi.

Détail des principaux postes du budget prévisionnel 2019 de l'association Roca Fortis

DEPENSES		RECETTES	
Achats	2 000	Cotisations et partenariats privés	9 145
Services extérieurs	950	Subvention Département	3 000
Autres services extérieurs	3 920	Subvention Conseil de Territoire MP	5 000
Charges de personnel	14 221	Subvention Commune Roquefort La Bedoule	400
		Emplois aidés	3 600
Bénévolat	27 760	Bénévolat	27 760
TOTAL DEPENSES	49 005 €	TOTAL RECETTES	49 005 €

Le budget prévisionnel global de l'association est de 49 005 euros pour l'année 2019, en forte hausse par rapport à l'exercice précédent (10 400 euros en 2018) notamment du fait de la valorisation de l'implication croissante des chefs d'entreprises bénévoles pour 50% du budget global. Le montant des subventions publiques sollicitées s'élève à 8 400 euros, soit près 17% du budget. L'association sollicite le Conseil de Territoire Marseille Provence à hauteur de 10 000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Roca Fortis de 5000 euros pour l'exercice 2019, sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 000 euros au titre de l'année 2019 à l'association Roca Fortis Entreprises Développement.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est habilité à signer tout document relatif à cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » Fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-527/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Initiative Pays d'Aubagne La Ciotat pour la poursuite du déploiement des boutiques à l'essai dans la commune de La Ciotat DPEATSV 19/17662/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Soutenir et favoriser le commerce de proximité et l'artisanat sont des priorités métropolitaines. En effet, l'économie de proximité contribue à améliorer le cadre de vie et constitue un facteur fort d'animation, d'attractivité et de lien social.

La Métropole s'est ainsi fixée pour objectif d'accompagner les territoires dans leurs politiques en faveur de la redynamisation et du développement de l'offre de proximité tout en veillant au respect des grands équilibres.

Pour ce faire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a notamment décidé d'adhérer en 2018 à la Fédération des Boutiques à l'Essai pour le compte des 92 communes membres (délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018). L'objectif est d'accompagner le déploiement de ce dispositif sur les territoires métropolitains en exonérant les communes des frais d'adhésion à la Fédération (de l'ordre de 4000 à 6000€ par commune). Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix Marseille Provence a renouvelé son adhésion à la Fédération Nationale pour l'année 2019.

Par ailleurs, une convention a été conclue en 2018 entre Initiative PACA et la Fédération des Boutiques à l'Essai pour la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif par les plateformes d'initiatives locales en partenariat avec les communes.

Le concept « ma boutique à l'essai »

L'objectif est de permettre à un porteur de projet de tester son idée de commerce dans un local vacant pendant une période de 6 mois renouvelable 1 fois. Dans le cas où l'activité devient rentable le

commerçant conserve le local et l'opération se déplace sur une autre cellule vacante. Dans le cas contraire, la boutique est mise à nouveau à l'essai

Le porteur de projet bénéficie d'un accompagnement renforcé de la plateforme d'initiative locale en amont (business plan) et en aval (suivi après ouverture pendant 1 an) ainsi qu'un prêt d'honneur à taux 0% afin de couvrir les 6 premiers mois de loyer. Le risque est donc limité pour le bailleur comme pour l'exploitant.

La commune bénéficie également d'un accompagnement de la plateforme d'initiative locale pour la mise en œuvre opérationnelle du dispositif (identification du local, appel à candidature, accompagnement des candidats, comité de sélection, communication etc....).

Les grandes étapes de la mise en œuvre d'une boutique à l'essai

- 1- Identification du local par la plateforme d'initiative locale avec l'aide de la commune (dont rencontre avec les propriétaires, négociations etc...)
- 2- Constitution et 1^{ère} réunion du comité de pilotage (composé notamment de la ville, EPCI, association des commerçants, CCIMP, CMAR, Région, Plateforme d'initiative etc....)
- 3- Lancement de l'appel à candidature (avec habillage de la vitrine, conférence de presse, diffusion de supports de communication par la plateforme)
- 4- Accompagnement des candidats par la plateforme à la constitution d'un dossier de candidatures et premier filtrage des candidatures par la plateforme
- 5- Sélection des candidatures en comité (jury composé des membres du COPIL avec examen préalable des candidatures transmises en amont par la plateforme)
- 6- Préparation à l'ouverture de la Boutique à l'Essai (Communication, inauguration, conférence de presse etc....)
- 7- Comité de sélection à 6 mois pour décider du renouvellement du test ou de son arrêt (réunion du COPIL)
- 8- Comité de sélection à 12 mois pour décider de la transformation ou arrêt du test (réunion du COPIL)
- 9- Identification du 2^e local etc.....

Pour les plateformes d'initiative locale, le coût moyen annuel par commune pour le déploiement de deux boutiques à l'essai est estimé à 20000€ (coûts de communication, vitrophanie, inauguration-réception, négociations immobilières, sourcing de porteurs de projet, animation et organisation des comités de pilotage etc...). Il s'agit d'une action spécifique nécessitant pour les plateformes d'initiative locale un financement complémentaire aux subventions de fonctionnement versées annuellement par les conseils de territoire pour leurs missions d'accompagnement et de financement des projets de création d'entreprises.

Le déploiement du dispositif « boutiques à l'essai » par Initiative Pays d'Aubagne La Ciotat

Initiative Pays d'Aubagne La Ciotat est l'une des 240 plateformes qui constituent Initiative France, premier réseau national associatif d'appui et de financement des créateurs d'entreprises.

En 2018, Initiative Pays d'Aubagne La Ciotat a notamment piloté, en plus de ses missions traditionnelles d'accompagnement et de financement des projets de création d'entreprises, le déploiement d'une première boutique à l'essai dans la commune de La Ciotat (et d'Auriol – Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile).

En 2019, l'association entend poursuivre le déploiement de ce dispositif à La Ciotat (boutique n°2 et boutique n°3), Auriol (boutique n°2) et Aubagne (boutique n°1 et boutique n°2) et sollicite une demande de subvention de 5000€ auprès du Conseil de Territoire Marseille Provence pour La Ciotat.

NB : Initiative Marseille Métropole pilote le déploiement de ce dispositif dans les autres communes du territoire Marseille Provence (dont Marseille et Marignane en 2019, sollicitant notamment une demande de subvention de 10 000€).

Budget prévisionnel de l'action

EMPLOIS	Montant 2019	%	RESSOURCES	Montant 2019	%
Frais de fonctionnement			Abondements publics et privés		
Salaire et charges des chargés d'affaires référents	26 500	70%	Métropole - Territoire Aubagne Pays de l'Etoile	5 000	13%
Salaire coordination de l'opération	5 400	14%	Métropole - Territoire Marseille La Ciotat	5 000	13%
Frais de vitrophanie	1 200	3%	Commune d'Aubagne	5 000	13%
Frais de communication	1 000	3%	Commune de La Ciotat	4 000	11%
Frais d'inauguration des boutiques	2 200	6%	Commune d'Auriol	4 000	11%
Frais de déplacement	900	2%	Conseil Régional	5 000	13%
Frais d'organisation des comités de pilotage	800	2%	CDC	5 000	13%
			Vivart - plan de revitalisation	5 000	13%
Total	38 000		Total	38 000	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur d'attractivité des centres villes ;
- La contribution de cette initiative à la vitalité et au dynamisme commercial des centres villes métropolitains ;
- L'intérêt d'un travail en synergie entre le Conseil de Territoire et l'écosystème existant afin d'œuvrer ensemble au soutien et au développement de l'économie de proximité.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 5 000 euros au titre de l'année 2019 à l'association INITIATIVE PAYS D'AUBAGNE LA CIOTAT pour la poursuite du déploiement des boutiques à l'essai sur la commune de La Ciotat

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Sous Politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-528/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Initiative Marseille Métropole - Approbation d'une convention DPEATSV 19/17722/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Initiative Marseille Métropole est l'une des 240 plateformes qui constituent Initiative France, premier réseau national associatif d'appui et de financement des créateurs d'entreprises.

Trois types d'aides sont proposés gratuitement aux porteurs de projets :

- Une assistance au montage du projet,
- Un soutien financier (prêt d'honneur à taux zéro, sans garantie, recherche de financements et de garanties bancaires),
- Un suivi-accompagnement post-crédation, notamment par une action de parrainage

Pour mémoire : Le Centre de Promotion de l'Emploi par la Microentreprise – CPEM, créé en novembre 1994, a été rebaptisé Marseille Métropole Initiative (depuis fin avril 2011). Depuis 1994, l'association est affiliée au réseau national France Initiative. Depuis fin décembre 2012, l'association Marseille Métropole Initiative est devenue Initiative Marseille Métropole. Ce changement s'inscrit dans la démarche de la fédération nationale qui a changé de marque le 1^{er} octobre 2012. Initiative France a succédé à France Initiative avec pour objectif de décliner ce nom au niveau des territoires et des 240 plateformes existantes.

Bilan des actions menées en 2018

En 2018, Initiative Marseille Métropole a accueilli 813 personnes, a monté 564 dossiers de demande de

financement dont 258 ont été présentés en comité d'agrément. Ainsi, 274 projets ont été financés en 2018 contre 210 en 2017.

En 2018, l'association a ainsi octroyé 1 852 000 € de prêts à taux zéro (dont 1 001 500 € pour la création d'entreprise, 461 000 € pour la reprise d'entreprise, 177 500 € de prêt pour les entreprises en croissance et 212 000 € de prêt MPE (ex NACRE)) contre 1 765 250 € en 2017 soit une hausse de 5% du volume de prêts octroyés.

Initiative Marseille Métropole a facilité la mobilisation de 11 393 495 € de prêts bancaires contre 12 523 735 € en 2017.

Ainsi pour 1 € de prêt d'honneurs octroyé ce sont 6,90 € de prêts bancaires qui sont injectés dans les projets soutenus. Après plusieurs années d'augmentation, l'effet de levier semble se stabiliser autour de 7%.

Cette action a ainsi engendré en 2018 la création ou le maintien de 493 emplois sur le territoire contre 480 en 2017.

Programme d'actions

En 2019, l'association poursuivra les objectifs suivants :

- Accompagner le financement de 280 projets dont 190 en création d'entreprises, 60 en reprise d'activité et 30 en croissance,
- Suivre le développement de 175 entreprises financées,
- Mettre en place le dispositif « Boutique à l'essai » prévoyant l'ouverture de 3 boutiques dans le centre-ville de Marseille et 1 dans le centre-ville de Marignane. Ce dispositif permettra à de jeunes entrepreneurs de tester leur activité dans un local commercial pour une durée de 6 mois renouvelable une fois.

Budget prévisionnel

Charges	
Achat	34 700,00 €
Services extérieurs	23 200,00 €
Autres services extérieurs	97 760,00 €
Charges de personnel	436 473,00 €
Autres charges de gestion courante	70 240,00 €
Emplois des contributions volontaires en nature	81 281,00 €
Total des charges	743 654,00 €
Produits	
vente de produits finis	0,00 €
subventions d'exploitation	648 373,00 €
<i>subventions publiques</i>	593 373,00 €
<i>MAMP</i>	50 000,00 €
<i>Région PACA</i>	100 000,00 €
<i>Conseil Départemental 13</i>	20 000,00 €
<i>Ville de Marseille (fonctionnement)</i>	252 000,00 €
<i>Ville de Marseille (financement de poste)</i>	81 373,00 €
<i>Dispositif NACRE</i>	90 000,00€
<i>aides privées</i>	55 000,00 €
Autres Produits de gestion courante	9 000,00 €
Reprises sur amortissements et provisions	5 000,00 €
Contributions volontaires en nature	81 281,00 €
total des produits prévisionnels	743 654,00 €

L'examen du budget prévisionnel met en exergue les éléments suivants :

- La masse salariale est de 58,7% du total des charges
- Les subventions publiques s'élèvent à 593 373 euros et représentent 79% du total des recettes de l'association
- La subvention demandée au Conseil de Territoire Marseille-Provence est de 50 000 euros soit 6,72% du total des recettes

Pour mémoire, en 2018, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a subventionné l'association à hauteur de 20 000 euros.

Il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Initiative Marseille Métropole de 30 000 euros pour l'exercice 2019, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros dans le cadre des actions menées au titre du financement des entreprises en création et développement.
- Une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Boutiques à l'essai »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir la création et reprise d'entreprises par un dispositif de soutien efficace sur le territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant global de 30 000 euros pour 2019 à l'association Initiative Marseille Métropole, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros dans le cadre des actions menées au titre du financement des entreprises en création et développement.
- Une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Boutiques à l'essai ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 :

- A hauteur de 20 000 euros à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320
- A hauteur de 10 000 euros à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B370

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-529/19/CT

■ CT1 - Approbation de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'augmentation de capital en numéraire de la société publique locale la Ciotat Shipyards

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 19/17610/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence aujourd'hui fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation au Plan Stratégique à Long Terme du Domaine des Industries et des Activités Maritimes de la Ciotat et à la transformation de la Semidep en Société Publique Locale, par une prise de participation au capital de la SPL Semidep Ciotat (devenue aujourd'hui SPL la Ciotat Shipyards).

Par l'adoption de ce Plan Stratégique, l'objectif était d'atteindre sur le site un doublement du nombre des entreprises accueillies, un doublement du chiffre d'affaire réalisé (50 millions à 100 millions d'euros) et un doublement de l'emploi (500 à 1000 emplois).

Suite à l'actualisation du Plan à Long Terme, les investissements stratégiques prévisionnels ont été portés à 45 833 000 euros, dont une partie du financement s'est soldée avec les collectivités publiques par une augmentation de capital, approuvée par délibération du 31 octobre 2013.

A la suite de cette augmentation, le capital social de la SPL la Ciotat Shipyards s'élève aujourd'hui à 20 010 587 euros, soit un total de 131 260 actions à la valeur de 152,45 euros.

Son actionnariat est actuellement composé de la manière suivante :

ACTIONNAIRES	MONTANT DE LA PARTICIPATION (en euros)
Département des Bouches du Rhône	10 005 141,05
Région Sud	5 167 140,30
Métropole Aix Marseille Provence	3 983 518,50
Ville de la Ciotat	854 787,15
TOTAL	20 010 587,00

Un nouveau schéma stratégique de développement du site a été adopté pour la période 2019-2036, se traduisant par un plan d'investissement de 78 204 206 € à la charge de La Ciotat Shipyards.

Ce plan d'investissement sensiblement plus ambitieux que le Plan Long Terme (PLT) précédemment en vigueur, est principalement lié à la réalisation d'une nouvelle plateforme dite « Mégayachts » desservie par un ascenseur à bateaux de 4000T.

Le budget prévisionnel de ce projet estimé à 68 000 000 € environ, au stade des études d'avant-projet, dont le principe a déjà été approuvé lors du conseil d'administration du 15 novembre 2018.

Les investissements prévisionnels afférents à cette plateforme se composent :

- de 21 000 000 € environ au titre d'infrastructures portuaires de base pour la reconstruction des terres- pleins, supports de la plateforme 4000T, et la création de 260m environ de quais publics, pour lesquels, pas ou peu de recettes commerciales seront produites, nécessitant le recours à des sources de financements publics, dans le respect du règlement d'exemption relatif aux aides d'Etat dans le secteur portuaire ;
- de 3 000 000 € au titre de l'élimination des déchets industriels dangereux, la dépollution des sols et sous-sols liées à des activités antérieures ;
- de 44 000 000 € au titre d'investissements de valorisation servant de support à une activité économique d'entretien, de maintenance et de réparation de yachts de 2000t à 4000t. Ces investissements seront réalisés par La Ciotat Shipyards, à ses risques et périls, et financés sur la base des produits tirés de l'exécution du contrat de concession, comme notamment les redevances perçues auprès des utilisateurs de la future plateforme, et principalement celles tirées de l'exécution d'un contrat d'occupation de 35 ans conclu avec la société MB92 La Ciotat, précédemment approuvé par le Département des Bouches-du-Rhône et signé le 27 février 2019 ;

La participation financière publique pour les infrastructures portuaires de base prend notamment la forme d'une subvention de 8 millions d'euros accordée par le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône en sa qualité d'autorité portuaire délégante, y compris la prise en charge de l'élimination des

déchets industriels dangereux, la dépollution des sols et sous-sols liées à des activités antérieures qui sont à sa charge par application de l'article 12.4 du contrat de concession. A cela, s'ajoute une subvention de 1,3 millions d'euros du Conseil Régional Sud-PACA au titre du soutien au développement économique.

Outre ces subventions, la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une part, et la Ville de La Ciotat, d'autre part, ont souhaité renforcer les capitaux propres de la société par le biais d'une augmentation de capital, de manière à manifester leur volonté d'investir dans un projet créateur de valeur pour leur territoire, et susceptible de produire un retour positif sur leur investissement.

L'augmentation de capital concernée serait précisément d'un montant de 8 000 576 euros, compte tenu de la valeur nominale unitaire des titres de 152,45 €, représentant l'émission de 52 480 actions nouvelles.

Le Conseil d'Administration de la Ciotat Shipyards en date du 7 mai 2019 a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de procéder à l'augmentation de capital selon les modalités suivantes qui sont soumises à la délibération de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette augmentation de capital serait réservée à la Ville de La Ciotat, pour un montant de 2 000 144 € soit 13 120 actions, et à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 6 000 432 € soit 39 360 actions.

Dans ces conditions, le capital de la Ciotat Shipyards sera porté de 20 010 587 € à 28 011 163 € par la création et l'émission de 52 480 actions nouvelles de 152,45 € chacune, souscrites en numéraire, sans prime d'émission.

En conséquence, l'article 6 des statuts de la société sera modifié de la manière suivante : « Le capital social est fixé à 28 011 163 € divisé en 183 740 actions de 152,45 € chacune, souscrites en numéraire. »

Compte tenu des souhaits exprimés par les actionnaires de modifier la part respective actuelle de chaque collectivité dans le capital de la SPL La Ciotat Shipyards, il est proposé de réaliser l'augmentation de capital en supprimant le droit préférentiel de souscription, l'augmentation étant réservée à deux des actionnaires actuels, selon les modalités suivantes :

Actionnaires	Capital avant augmentation			Composition du CA		Capital après augmentation			Composition du futur CA	
	nbre de titres	en €	en %	Nbre de postes administrateur	Part des postes	Nbre de titres	en €	en %	Nbre de postes administrateur	Part des postes
Département des Bouches-du-Rhône	65 629	10 005 141,05	49,999%	6	50 %	65 629	10 005 141,05	35,718 %	5	42%
Région Sud	33 894	5 167 140,30	25,822%	3	25 %	33 894	5 167 140,30	18,447 %	2	17%
Métropole Aix Marseille Provence	26 130	3 983 518,50	19,907%	2	17 %	65 490	9 983 950,50	35,643 %	4	33%
Ville de la Ciotat	5 607	854 787,15	4,272%	1	8%	18 727	2 854 931,15	10,192 %	1	8%
TOTAL	131 260	20 010 587	100%	12	100 %	183 740	28 011 163	100%	12	100%

Valeur nominale de l'action : 152,45€

Sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget 2020, les actions, émises au pair, seront libérées à concurrence de 33% de leur montant lors de la souscription soit au 1^{er} trimestre 2020, au moyen de versements en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles.

Les 67% d'actions restantes seront libérées sur appel de fonds du Conseil d'Administration de la Ciotat Shipyards dans un délai prévisionnel de 24 mois après la date de réalisation de l'augmentation de capital, selon le calendrier prévisionnel suivant et sous réserve de leur inscription aux budgets 2021 et 2022 :

- au cours du 1^{er} trimestre 2021 pour procéder à l'appel de fonds de 34%
- au cours du 1^{er} trimestre 2022 pour procéder à l'appel de fonds des 33% restants.

Les actions nouvelles seront complètement assimilées aux actions anciennes à compter de la date de l'augmentation de capital.

Enfin, l'augmentation du capital à partir de 2020 aura une incidence sur la composition du Conseil d'Administration. Aussi, dans le cadre d'une délibération ultérieure, il conviendra de procéder à la désignation des représentants de la Métropole au Conseil d'Administration en proportion du capital détenu par celle-ci et à la désignation du délégué de la Métropole à l'Assemblée Générale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- L'adoption du nouveau schéma stratégique de développement du site 2019-2036 dont l'objectif est de poursuivre l'orientation industrielle du domaine public maritime de La Ciotat ;
- Que pour ce nouveau schéma stratégique de développement à la charge de La Ciotat Shipyards, la Métropole souhaite renforcer les capitaux propres de la société par le biais d'une augmentation de capital ce qui entraîne la modification des statuts de la SPL.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la participation de la Métropole Aix-Marseille Provence à l'augmentation de capital en numéraire de la Société Publique Locale La Ciotat Shipyards, dont les crédits sont inscrits en budget Métropole pour 2020, 2021 et 2022. Cette augmentation de capital s'inscrit en lien avec l'adoption du schéma stratégique de développement du site 2019-2036 et les nouveaux investissements notamment la réalisation d'une nouvelle plateforme Mégayachts, desservie par un ascenseur à bateaux de 4000T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-530/19/CT

■ CT1 - Lancement d'un appel à projet relatif à la cession d'une unité foncière située ZAC Athélia V sur la commune de la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17626/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence s'est engagé en 2002 dans une démarche visant à identifier des espaces permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique. C'est ainsi que l'opération d'aménagement « ZAC ATHELIA V » a été créée par la délibération du Conseil Communautaire n°URB-001-1021/07/CC du 19 novembre 2007.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de l'Agenda de Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Aux fins de poursuivre ces objectifs, la Métropole Aix-Marseille Provence envisage de céder une unité foncière d'une superficie de 47 000m² environ, sise ZAC Athélia V, par le lancement d'un appel à projet aux fins de soumettre ce site à la réflexion d'investisseurs / promoteurs. immobilier de type « Bureau parc », associé d'un pôle de services à destination des entreprises de la zone.

Ce projet permet de renforcer les marchés secondaires de l'immobilier de bureaux qui contribuent par leur maillage à l'équilibre territorial, en lien avec la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux.

Le projet devra d'une part, répondre aux orientations et objectifs définis par l'appel à projet qui sera lancé la Métropole Aix-Marseille, et d'autre part, répondre aux exigences réglementaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), du Cahier des Charges de Cession de Terrain de la ZAC et de tout document réglementaire.

Les services administratifs instructeurs composés de représentants de la DGADEEA et de la DGADUST seront chargés de présélectionner des projets déposés au vu des critères pondérés suivants, qui porteront sur les capacités financières, professionnelles et techniques des candidats :

- Le développement économique induit par le programme immobilier présenté : (40 %)
- La qualité architecturale, paysagère et environnementale du programme immobilier (30%)
- La capacité à réaliser l'opération (30%)

Un comité d'examen sera mis en place afin de sélectionner l'opérateur lauréat selon les critères définis ci-avant, appréciés globalement. Il sera composé comme suit :

- 2 élus représentant du Conseil de Territoire Marseille Provence
- 1 élu représentant de la commune de la Ciotat

Sera désigné comme cessionnaire de l'unité foncière objet du présent avis, le candidat qui aura présenté le meilleur projet, au regard des critères définis ci-avant, appréciés globalement, par le comité d'examen.

Il est ainsi proposé d'acter le principe du lancement de cet appel à projet pour la cession de cette unité foncière dont la publicité sera assurée dans des journaux spécialisés et généralistes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de favoriser le développement de projets économiques conformément à la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et au titre de l'Agenda de Développement Economique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du lancement de l'appel à projet concernant la cession d'une unité foncière sise ZAC Athélia V sur la commune de La Ciotat, en vue de la réalisation d'un programme immobilier de type « Bureau parc », associé d'un pôle de services à destination des entreprises de la zone, et approuvant la mise en place d'un comité d'examen en charge d'apprécier les projets déposés et de désigner l'opérateur lauréat et composé comme suit :

- 2 élus représentant du Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 1 élu représentant de la commune de la Ciotat

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 010-531/19/CT

■ CT1 - Lancement d'un appel à projet relatif à la cession du lot 4 de la ZAC des Florides situé sur la commune de Marignane

Avis du Conseil de Territoire DGDE 19/17643/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence s'est engagé en 2002 dans une démarche visant à identifier des espaces permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique. C'est ainsi que l'opération d'aménagement à vocation économique « Technoparc des Florides » a été créée par délibération URB4/259/CC du 30 mars 2006 et réalisée en régie.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de l'Agenda de Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour poursuivre ces objectifs, la Métropole Aix-Marseille Provence se propose de procéder à la cession du lot 4 de la ZAC des Florides situé sur la commune de Marignane dans le cadre d'un appel à projet aux fins de soumettre ce site à la réflexion d'investisseurs / promoteurs en vue de la réalisation d'un projet immobilier à vocation économique de type « pôle de vie ».

Ce projet devra d'une part, répondre aux orientations et objectifs définis par l'appel à projet qui se lance par la Métropole Aix-Marseille, et d'autre part, répondre aux exigences réglementaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), du PPRT et de tout document réglementaire.

Les services administratifs instructeurs composés de représentants de la DGADEEA et de la DGADUST seront chargés de présélectionner des projets déposés au vu des critères pondérés suivants, qui porteront sur les capacités financières, professionnelles et techniques des candidats :

- Le développement économique induit par le programme immobilier présenté : (40 %)
- La qualité architecturale, paysagère et environnementale du programme immobilier (30%)
- La capacité à réaliser l'opération (30%)

Un comité d'examen sera mis en place afin de sélectionner l'opérateur lauréat selon les critères définis ci-avant, appréciés globalement. Il sera composé comme suit :

- 2 élus représentant du Conseil de Territoire Marseille Provence
- 1 élu représentant de la commune de Marignane

Sera désigné comme cessionnaire de l'unité foncière objet du présent avis, le candidat qui aura présenté le meilleur projet, au regard des critères définis ci-avant, appréciés globalement, par le comité d'examen.

Il est ainsi proposé d'acter le principe du lancement de l'appel à projet pour la cession de ce terrain dont la publicité sera assurée dans des journaux spécialisés et généralisés.

La cession de cette unité foncière au Lauréat du projet immobilier sélectionné sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole (2018- 2032).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de favoriser le développement de projets économiques conformément à la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et au titre de l'Agenda de Développement Economique.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du lancement de l'appel à projet relatif à la cession du lot 4 de la ZAC des Florides situé sur la commune de Marignane afin de favoriser la réalisation de projets économiques et approuvant la mise en place d'un comité d'examen en charge d'apprécier les projets déposés et de désigner l'opérateur lauréat et composé comme suit :

- 2 élus représentant du Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 1 élu représentant de la commune de Marignane

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 011-532/19/CT

■ CT1 - Conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DGDE 19/17660/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour permettre le développement des activités économiques et assurer une dynamique des projets de développement, la Métropole a souhaité engager un travail d'analyse sur le foncier et l'immobilier d'entreprises de son territoire.

Par délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises. De façon complémentaire, la Métropole a souhaité analyser les mécanismes du marché de bureaux, déterminer les enjeux et définir les ambitions qui lui permettront d'accroître son attractivité à l'échelle des grands marchés nationaux et internationaux et ainsi contribuer à la croissance de l'emploi tertiaire au travers d'une étude confiée conjointement à l'AGAM et à l'AUPA.

A l'issue de ces travaux, la Métropole a adopté par délibération n° ECO 001-5977/19/CM du 16 Mai 2019 la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux dont l'un des objectifs est d'atteindre à moyen terme 200 000m² de transactions annuelles.

Dans la continuité de ces démarches, il est envisagé un plan d'actions opérationnel visant à la mise en œuvre d'un dispositif métropolitain de redynamisation du marché de bureaux à court, moyen et long terme s'inscrivant dans une vision globale sur l'ensemble de la Métropole avec une première mise en œuvre de revitalisation sur le centre-ville de Marseille, territoire d'expérimentation et d'action à très court terme, sachant qu'il conviendra d'élargir à moyen terme ce plan d'action sur les polarités d'équilibre en s'inscrivant en cohérence avec le dispositif « Envie de ville ».

Par délibération n° ECO 001-6393/19/CM du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé le principe d'une intervention métropolitaine pour redynamiser le marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille et

la mise en place des outils incitatifs suivants :

- Prise à bail et sous location de bureaux vacants par la Métropole
- Aides à l'investissement immobilier
- Mobilisation des immeubles sous propriété publique

Elle a également approuvé :

- la création et l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 10 000 000 euros HT en vue de la mise en œuvre du dispositif métropolitain de redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille.
- la mobilisation de 100 000 euros en crédits de fonctionnement sera prévue lors de la prochaine décision modificative pour la mise en œuvre du dispositif de prise à bail par la Métropole et sous location de bureaux.

L'objectif est de parvenir à l'occupation de 12 500 m² de bureaux vacants à fin 2021 sur les 1^{er} et 6^{ème} arrondissements.

Dans ce cadre, et par application des prescriptions des articles L 1511-3 et R 1511-4-2 du CGCT, le Conseil de Métropole doit déterminer les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées, objet de la présente délibération.

Dispositif métropolitain incitatif à une remise sur le marché des bureaux vacants du centre-ville de Marseille.

Objectifs :

Au regard des diagnostics et des éléments techniques disponibles concernant la vacance, l'objectif est de concentrer les efforts en faveur de la réimplantation de bureaux dans les locaux vacants en hypercentre ville (1er et 6^{ème} arrondissement) : cf : cartographie en annexe).

En parallèle de l'action publique structurante lancée dans le cadre du PPA (Plan Partenarial d'Aménagement), et notamment des travaux prévus sur les espaces publics, l'objectif opérationnel pour la Ville de Marseille et la Métropole est d'agir sur :

- la résorption de 50 % de la vacance estimée à 25 000 m² (en location et à la vente) soit 12 500 m²
- Le positionnement économique de l'offre que la collectivité souhaite favoriser est le suivant :

Renforcer une moyenne gamme clé d'une offre complémentaire aux ZA de périphérie (incluant Euromed 1 et 2) avec des prix cibles entre 130 et 160 € du HT du m² et des prix à la vente entre 1800 et 3000 € du HT du m².

Règlement d'intervention :

Bénéficiaires :

Il s'agit des entreprises sous la forme de sociétés civiles, SCI avec SA ou SARL actionnaire majoritaire, entreprises commerciales, EURL, autoentrepreneurs,

associations fiscalisées exerçant une activité économique

- **TPE en création via le développement d'une offre « Mon Premier Bureau »** avec une gamme d'entrée ciblée sur des entreprises de moins de 3 ans, par l'établissement de baux précaires d'une durée de 23 mois renouvelables une fois.
- **Entreprises de services en développement via une offre « Burolib »**, pour les TPE-PME de plus de 3 ans par l'établissement de baux professionnels ou de baux commerciaux avec une souplesse contractuelle

Aujourd'hui, les organismes prêteurs et les promoteurs se concentrent très largement, dans leur processus de contrôle et de conseil, sur la solvabilité à la location.

Activités éligibles :

Pour ces deux produits, les activités prioritaires sont les secteurs de l'innovation et des activités créatives, sans pour autant exclure bien entendu les activités immobilières, juridiques, médicales, de services aux entreprises (gestion, administration, comptabilité...) ou les bureaux des activités productives.

Pour atteindre cet objectif correspondant au thème « **Mon Bureau en centre-ville** » comprise dans la démarche dénommée « Mon Entreprise en centre-ville », il est nécessaire d'agir :

- par un interventionnisme locatif : prise à bail et sous location de bureaux vacants par la Métropole (dispositif « **Mon Bureau by la Métropole** »),
- par une aide à l'investissement aux entreprises occupantes (dispositif « **Office +** »),
- par une aide à l'investissement aux propriétaires bailleurs (dispositif « **Bureau rénov'** »).

Les locaux vacants ne nécessitant pas de travaux et avec un niveau de loyer conforme au prix du marché bénéficieront d'une simple mise en relation des propriétaires avec les porteurs de projet recensés.

Il est donc proposé de mettre en œuvre les dispositifs suivants :

1. Interventionnisme locatif de la Métropole sur les locaux tertiaires vacants.

Afin de contribuer à résorber la vacance, il est envisagé de mettre en place un dispositif de location de locaux tertiaires vacants effectuée par la Métropole afin de les sous-louer à un tarif aidé (mise à disposition annuelle avec des loyers progressifs). La Métropole s'engage à prendre à bail sur une durée minimale de 6 ans.

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en un rabais sur le montant du loyer consenti par la Métropole à l'opérateur économique sous-occupant, par rapport aux conditions du marché.

Les plateaux seront modulables, l'objectif étant l'occupation de 2 000 m² de surfaces développées à 2021 par ce biais.

La gamme de prix cibles sera inférieure de 20 % en moyenne par rapport au prix de marché.

Conditions d'attribution de l'aide :

Bénéficiaires de l'aide :

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les opérateurs économiques remplissant les conditions suivantes :

- Crédibilité économique du projet présenté appréciée tant au regard des qualités du demandeur à l'octroi de l'aide (compétences en cohérence avec l'activité projetée, références du demandeur) qu'au regard de la viabilité du projet proposé (étude de marché, business plan).

- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation de l'entreprise au regard de ses obligations fiscales et sociales.

Les cibles du dispositif sont les entreprises de moins de trois ans prioritairement.

Conditions de liquidation de l'aide :

L'objectif est d'offrir à ces entreprises une structure d'accueil avec un niveau de loyer réduit pendant une durée limitée à deux ans maximum renouvelable une fois dans le cadre de baux précaires 23 mois avec la répartition suivante :

1.1 Pour les entreprises créées (moins de 3 ans) ou reprises - dispositif « Mon Premier Bureau » :

- Première année de location : prise en charge d'un rabais de 75 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

- Deuxième année de location : prise en charge de 50 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

A titre exceptionnel renouvellement une fois du dispositif deux années supplémentaires :

- Troisième année de location : prise en charge d'un rabais de 30 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

- Quatrième année de location : prise en charge de 25 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

Cette aide sera plafonnée à 200 000 € sur 3 ans par entreprise au titre du régime de minimis.

1.2 Pour les entreprises existantes (plus de 3 ans) – dispositif « Burolib » :

- Petites entreprises (moins de 50 salariés) : prise en charge de 20 % par la Métropole de la valeur locative du bien.
- Moyennes et grandes entreprises (à partir de 50 salariés) : prise en charge de 10 % par la Métropole de la valeur locative du bien.

Pour l'application de la présente délibération :

- la catégorie des micros, petites et moyennes entreprises (PME) est définie conformément à l'annexe 1 du Règlement UE No 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE).
- la valeur locative de référence fixée au regard des conditions du marché est déterminée soit par le DDFIP, soit par le DRFIP, soit par un expert évaluateur répondant aux conditions définies à l'article R 1511-4 du CGCT.

Critères d'attribution de l'aide :

Il sera exigé une prise à bail effective ou la signature d'une convention d'occupation de courte durée d'un an minimum. Le rabais sera octroyé dans les situations suivantes :

Pour les entreprises en développement résidant dans les 1^{er} et 6^{ème} arrondissements

- prise à bail d'une surface supérieure à celle du bail en cours (surface supérieure associée à la création nette d'emplois démontrant ainsi le développement effectif de l'entreprise sur le secteur concerné) justifiée par la production d'une copie du bail actuel (uniquement pour les entreprises des 1^{er} et 6^{ème} arrondissements), du bail du futur local tertiaire, des liasses fiscales, extrait kbis en situation de fin de bail (dernière année)
-

Pour les entreprises hors 1^{er} et 6^{ème} arrondissements :

Création d'ETP (équivalent temps plein) sur 3 ans renouvelable une fois en CDI ou CDD.

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

L'aide prenant la forme d'un rabais consenti sur la valeur locative du local, la Métropole appellera à chaque échéance contractuelle de la convention de sous-location le montant correspondant au loyer résiduel restant dû après application des abattements prévus.

Une majoration de 5 000 euros sera octroyée par création nette d'emploi sur une période de 3 ans.

Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire, exploitation professionnelle non conforme aux stipulations de la convention d'octroi de l'aide, non fourniture des attestations annuelles de régularité de la situation du bénéficiaire de l'aide au regard des obligations fiscales et sociales,
- cessation d'activité du bénéficiaire de l'aide.

2. Aide à l'investissement aux entreprises occupantes – dispositif « Office + » :

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail de locaux tertiaires vacants situés sur les secteurs sus-décrits du centre-ville de Marseille.

Conditions d'attribution de l'aide :

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les entreprises preneuses à bail de locaux tertiaires vacants remplissant les conditions suivantes :

- Cohérence entre les caractéristiques du local tertiaire faisant l'objet de la demande, et les objectifs définis.
- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation du demandeur à l'octroi de la subvention au regard de ses obligations fiscales et sociales.
- Absence de demande ou d'octroi d'une aide métropolitaine au titre du dispositif de sous-location par la Métropole de locaux tertiaires : l'entreprise ne doit pas avoir sollicité ou bénéficié d'une aide métropolitaine au titre du dispositif de sous-location, par la Métropole, de locaux tertiaires.

Conditions de liquidation de l'aide :

- L'aide de la Métropole est apportée sous forme de subvention d'investissement en faveur de la rénovation de locaux tertiaires à destination des entreprises ne bénéficiant pas d'une aide métropolitaine sur le loyer (entreprises locataires ou propriétaires).

L'aide métropolitaine concerne les travaux de rénovation et de mise aux normes.

D'une manière générale, sont subventionnables l'ensemble des travaux d'aménagement intérieurs et de mise aux normes du local d'activités (hors travaux structurels de l'immeuble) notamment au niveau accessibilité PMR et ERP.

Pour les entreprises créées (ou reprises) :

Subvention métropolitaine de 50% maximum du coût total éligible des travaux.

Pour les entreprises en développement :

- Petites entreprises (moins de 50 personnes) : subvention métropolitaine de 20% maximum du coût total éligible des travaux.
- Moyennes et grandes entreprises (à partir de 50 personnes) : subvention métropolitaine de 10% maximum du coût total éligible des travaux.

Cette aide sera plafonnée à 200 000 € sur 3 ans par entreprise au titre du régime de minimis.

L'ensemble de ce dispositif est une application du règlement relatif à l'immobilier d'entreprise validé par délibération n° ECO 002-5978/19/CM en date du 16 Mai 2018. Celui-ci fera l'objet d'un avenant permettant une adaptation au dispositif de soutien aux entreprises en centre-ville et notamment d'autoriser les aides à la location et à la sous-location.

Conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, une moyenne entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 250 personnes avec un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 M€ (ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 M€). Une petite entreprise est définie comme une entreprise qui occupe moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 M€.

Conditions d'éligibilité :

Pour les entreprises locataires, obligation de procéder à la signature d'une convention d'engagement à louer à des loyers modérés entre 130 et 160 € HT/HC/m²/an sur une durée minimale de 9 ans, nonobstant l'augmentation selon l'indice du coût de la construction INSEE.

Obligation de conventionner sur une durée de 9 ans minimum pour formaliser ces engagements (le paiement sera récurrent sur production de la convention signée).

Conditions de versement de l'aide :

Les aides et subventions seront accordées en fonction des disponibilités budgétaires fixées annuellement et préalablement dans le cadre du budget de la collectivité.

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la

subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

La subvention octroyée sera libérée de la façon suivante :

- 50% au démarrage des travaux dument attesté, ou constaté par les services de la Métropole,
- le solde (50 %) à l'achèvement des travaux dument attesté par transmission à la Métropole du procès-verbal de réception des travaux ou tout document équivalent et des éléments de facturation des travaux.

En cas de travaux consécutifs à l'obtention d'une autorisation d'urbanisme, une copie du certificat de conformité ou de tout document équivalent afférent devra être produite. La Métropole se réserve également le droit de demander toute pièce justificative relative à l'exécution des travaux.

A défaut l'aide devra être remboursée. Cette aide ne sera pas cumulable aux autres aides proposées dans le dispositif.

Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après la mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire,
- manquement du bénéficiaire de la subvention aux conditions d'attribution ou aux stipulations de la convention,
- non-conformité des travaux prévus par la convention d'octroi de la subvention

D'une manière générale, le reversement des aides annulées donnera lieu à émission de titres de recettes correspondant selon le cas à tout ou partie de l'aide octroyée.

Majoration

Une majoration de 5 000 euros sera octroyée par création nette d'emploi sur une période de trois ans.

3. Aide à l'investissement aux propriétaires bailleurs – dispositif « Bureaurénov' » :

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en un rabais sur le montant du loyer consenti par le bailleur à l'entreprise locataire, par rapport aux conditions du marché.

Activités ciblées :

Propriétaires bailleurs adressant leurs offres aux entreprises

Conditions d'éligibilité :

Obligation de procéder à la signature d'une convention d'engagement à louer à des loyers modérés entre 130 et 160 € HT/HC/m²/an sur une durée minimale de 9 ans, nonobstant l'augmentation selon l'indice du coût de la construction INSEE.

Obligation de conventionner sur une durée de 9 ans minimum pour formaliser ces engagements (le paiement sera récurrent sur production de la convention signée).

Conditions d'attribution de l'aide :

Agrément sur critères économiques.

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les propriétaires de locaux tertiaires vacants sur les 1^{er} et 6^{ème} arrondissements remplissant les conditions suivantes :

- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation du demandeur à l'octroi de la subvention au regard de ses obligations fiscales et sociales.

Assiette des dépenses éligibles :

- Rénovation des locaux
- Accessibilité, PMR, ERP
- Mise aux normes énergétiques et environnementales

Conditions de liquidation de l'aide :

Dans le cadre et la limite des coûts éligibles, l'aide est plafonnée à 200 000 euros et liquidée de la façon suivante :

- PME créées ou reprises : 50% maximum du coût total des travaux éligibles,
- Entreprise de moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros : 20% maximum du coût total des travaux éligibles
- Entreprises existantes occupant entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros : 10% maximum du coût total des travaux éligibles
- Grandes entreprises : 10% maximum du coût total des travaux éligibles

Conditions de versement de l'aide :

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

La subvention octroyée sera libérée de la façon suivante :

- 50% après accord de la Métropole,
- 50% à l'achèvement des travaux dument attesté par transmission à la Métropole du procès-verbal de réception des travaux ou tout document équivalent.

Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire,
- comportement fautif du bénéficiaire de la subvention, soit dans le cadre de l'exécution des travaux, soit dans le cadre de l'exécution du bail à conclure avec la Métropole,
- non réalisation de l'intégralité des travaux convenus dans les délais prescrits par la convention d'octroi de la subvention,
- réalisation imparfaite ou incomplète des travaux prescrits par la convention d'octroi de la subvention.
- refus par le bénéficiaire de donner à bail à la Métropole dans les conditions prescrites par la convention d'octroi de la subvention, le local objet des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1511-1 et suivants, R 1511-4 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du 18 octobre 2018 relative à l'approbation d'une convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la Métropole (2018- 2032) ;
- La délibération n° ECO 001-5977/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 Mai 2019 relative à l'approbation de la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux ;
- La délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 Mai 2019 relative à l'approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;

- La délibération n° ECO 001-6393/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 relative au dispositif métropolitain de marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille – Approbation de la création et de l'affectation d'une opération.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement de la Métropole en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille ;
- La lutte contre la vacance tertiaire des centres villes métropolitains ;
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport concernant les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation du marché de bureaux dans le centre ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 012-533/19/CT

■ CT1 - Nuisances sonores environnementales - Approbation du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement DEE 19/17648/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Etablissement public de coopération intercommunale compétent en matière de lutte contre les nuisances sonores, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a entrepris en 2015 les travaux concourant à la réalisation d'une cartographie du bruit sur son territoire puis d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), conformément aux obligations nées de la loi 2005-1319 du 26 octobre 2005 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation du bruit dans l'environnement.

La cartographie décrivant les nuisances sonores des trafics routier, ferroviaire et aérien ainsi que des activités industrielles soumises à autorisation, a été approuvée par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018 (délibération VECO -010-26/06 /18).

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement décrit quant à lui les actions permettant de prévenir les effets du bruit, de réduire les niveaux sonores et de protéger les zones calmes.

Le projet de PPBE a été soumis au Conseil de Territoire le 13 novembre 2018 (délibération VECO 006-379/18/CT).

Conformément à l'article L572-7 du Code de l'environnement, les autorités ou organismes compétents pour décider et mettre en œuvre les mesures recensées dans le projet de PPBE ont été sollicités.

Conformément à l'article 6 du Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006, le projet de PPBE a été mis à la disposition du public pendant deux mois (janvier-février 2019) afin de recueillir d'éventuelles remarques.

Pour ce faire, le document a été mis en consultation en version numérique sur le site internet du territoire Marseille-Provence et en version papier en mairie ou au Pharo, pour Marseille.

Des permanences en communes ont également été organisées (5 réparties sur le Territoire) afin de répondre directement aux éventuelles questions de la population et d'explicitier la démarche de révision des documents réglementaires concernés (cartographie et PPBE).

Les remarques, recueillies sur registres papier et numérique, ont été intégrées au PPBE final.

Les remarques issues de cette consultation publique ne sont pas de nature à remettre en question le document.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de Territoire d'approuver en l'état le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la
- Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement, Livre V, articles R512, R571, R572 ;
- La Loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale;
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, qui ratifie l'ordonnance n°2004-1199 du 12 novembre 2004 transposant la directive 2002/49/CE du 25 juin 2002, instituant les obligations en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;
- Le Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté ministériel du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement ;
- La délibération VECO -010-26/06 /18 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 juin 2018, autorisant Monsieur le Président à entreprendre les investigations permettant de soumettre ultérieurement au Conseil de Territoire un projet de plan de prévention du bruit dans l'environnement ;
- La délibération VECO 006-379/18/CT du Conseil de Territoire du 13 novembre 2018 relative à la consultation du public pour le projet de Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de conduire et approuver des actions d'évaluation et de gestion des nuisances sonores urbaines, sous la forme d'un plan de prévention, réglementairement exigible ;
- Que les remarques issues de la consultation du public préalable à l'approbation du projet de Plan de prévention du bruit dans l'environnement ne sont pas de nature à remettre ce dernier en question.

DELIBERE

Article unique :

Est approuvé le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 013-534/19/CT

■ CT1 - Désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain de 11 poteaux électriques à Marseille 8ème arrondissement et cession à la société Orange

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17596/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Suite aux transferts de compétences prévus par la loi MAPTAM, la Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la concession de Marseille. A ce titre, elle est propriétaire du patrimoine de cette concession.

La Métropole est aujourd'hui sollicitée pour céder des éléments de ce patrimoine à la société ORANGE, en l'occurrence 11 poteaux dont le concessionnaire ENEDIS n'a plus l'usage pour le service public de distribution d'électricité.

En 2018, ENEDIS a réalisé des travaux d'enfouissement des réseaux électriques dans le cadre d'un groupement de commandes établi en 2016

entre la Ville de Marseille et la société ENEDIS. ENEDIS - coordinateur du groupement – a ainsi été mandaté pour la passation de deux marchés publics de travaux de renouvellement du réseau d'éclairage public de la Ville de Marseille, de création d'un réseau de télécommunication de la Ville de Marseille et de renouvellement du réseau public de distribution d'énergie électrique depuis le Port de l'Escalette jusqu'au Port de Callelongue et le village des Goudes situés sur le territoire de la commune de Marseille.

Dans le cadre de ces travaux, il a été prévu la dépose de poteaux supportant l'alimentation électrique de la zone. Or, parmi ces poteaux, certains supportent également le réseau de télécommunication d'ORANGE en raccordement aérien pour les habitations ne possédant pas de raccordement souterrain. Ces 11 poteaux ne peuvent pas être supprimés car l'enfouissement du réseau télécom n'est pas possible sur cette portion (les câbles servent à des dessertes individuelles de propriétés privées et sont, dans ce cas, à la charge des propriétaires).

Ainsi, plutôt que de faire supporter le coût de nouveaux poteaux de télécommunication par la société ORANGE et les propriétaires particuliers ainsi desservis, la société ORANGE a sollicité la cession de ces 11 poteaux concernés par la Métropole. Cette solution permet également d'éviter de faire supporter le coût de la dépose des poteaux au concessionnaire ENEDIS.

Après négociation avec la société ORANGE et sur avis du concessionnaire ENEDIS ayant ces poteaux en gestion, il est estimé que la valeur vénale des poteaux est non significative et que la cession peut être accordée à l'euro symbolique.

Ainsi, il est proposé de délibérer sur un principe de cession à l'euro symbolique des 11 poteaux à la société ORANGE.

Pour permettre cette cession, il est nécessaire de délibérer également en vue de constater la désaffectation et de procéder au déclassement des 11 poteaux du domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine « Désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain de 11 poteaux électriques à Marseille 8ème arrondissement et cession à la société Orange »

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain de 11 poteaux électriques à Marseille 8ème arrondissement et cession à la société Orange.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 014-535/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine

**Information du Conseil de Territoire
DEE 19/17611/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information:

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les objectifs nationaux de réduction des consommations imposent aux collectivités territoriales de réaliser des économies d'énergie sur leur patrimoine bâti.

Le projet de loi « portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique » (ELAN) présenté au printemps 2018 maintient en effet l'exigence prévue par la loi de transition énergétique de 2015, à savoir de diminuer de 40% les consommations d'énergies en 2030 sur la base de l'année 2010.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est par conséquent engagée dans une démarche de réduction des consommations de son patrimoine notamment en recrutant des économes de flux chargés du suivi des dépenses énergétiques et de la rénovation des bâtiments consommateurs.

Sur son périmètre, le Territoire Marseille-Provence de la Métropole AMP, s'était préalablement engagée via son Plan Climat Energie territorial, voté en octobre 2012, à réduire de 30% ses consommations énergétiques sur son patrimoine et dans l'exercice de ses compétences à échéance 2020.

Ces économies de flux relèvent notamment de la Direction Environnement et Ports de Plaisance, en charge du Plan Climat Energie Territorial, dont les objectifs et actions sont à ce jour intégrés aux objectifs du Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) à venir.

Le projet est présenté par la Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance en collaboration avec le Service Ingénierie Bâtiments qui accueille des économes de flux en charge du gros entretien renouvellement (GER). Ce projet a pour objectif de réduire les consommations énergétiques sur des bâtiments métropolitains les plus consommateurs, ayant préalablement fait l'objet d'audits énergétiques, à savoir 3 bâtiments situés sur Marseille, propriété de la Métropole, utilisés dans l'exercice de compétences métropolitaines.

Pour cette opération, il s'agit de remplacer la totalité des équipements lumineux par de la LED, plus performante, plus économe et supérieure en terme de confort au travail.

Les équipements installés auront une durée de vie supérieure à 50 000 heures avec une chute de flux lumineux inférieur à 30%. L'efficacité lumineuse sera supérieure à 90 lm/W.

Ces caractéristiques techniques ont été définies en accord avec la fiche CEE d'opération standardisée BAT-EQ-127 « Mise en place d'un luminaire d'éclairage général à modules LED avec ou sans dispositif de gestion » (haute performance).

Ce passage à la LED sera couplé avec l'installation de sous-comptage dans les tableaux électriques afin d'évaluer l'impact sur les consommations énergétiques.

Le gain est évalué à 55% d'économie en moyenne sur les consommations d'électricité spécifiques à l'éclairage.

Outre la réduction de consommation énergétique attendue, l'impact environnemental le plus important d'une source lumineuse est principalement déterminé par son efficacité à produire la lumière et sa durée de vie.

Les LED, de par leur émission instantanée de flux lumineux souhaité, sans montée en régime, et leur longue durée de vie, ont un faible impact environnemental.

Par ailleurs, leur fonctionnement en très basse tension, peut être un avantage en termes de sécurité électrique dans les bâtiments concernés.

Le démarrage prévisionnel de la réalisation des travaux est fixé en novembre 2019, pour une durée maximale de 6 mois.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 100 000 euros HT.

Cette opération, intitulée « Amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine (travaux de maîtrise des consommations voire production d'EnR) », est inscrite en section d'investissement sur le Budget Etat Spécial 2019 du Territoire Marseille-Provence, géré par la Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance (3DPRO - G610-71-23158 Opération 2015109900).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	20 000 euros
Etat Subvention pour l'opération : « Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments (travaux de maîtrise des consommations voire production d'EnR) »	80 %	80 000 euros
TOTAL HT	100%	100 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine (travaux de maîtrise des consommations voire production d'EnR)".

VECO 015-536/19/CT

■ **CT1 - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance des Goudes**

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17600/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après

pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de **100 000 € HT**, est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	30 000,00 euros
Conseil Régional PACA	20 %	20 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	50 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine «Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance des Goudes.

VECO 016-537/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance de la Madrague de Montredon

Information du Conseil de Territoire DEE 19/17599/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour information :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de **114 250,16 €**

HT, est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	34 275,05 euros
Conseil Régional PACA	20 %	22 850,03 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	57 125,08 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine : Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance de la Madrague de Montredon.

VECO 017-538/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance du Vallon des Auffes

**Information au Conseil de Territoire
DEE 19/17604/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD

014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de **98 033,22 € HT**, est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	29 409,97 euros
Conseil Régional PACA	20 %	19 606,64 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	49 016,61 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 Juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance du Vallon des Auffes

PROX 040-783/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion de l'éclairage public et

des avenants n°2 aux conventions de gestion relatives aux compétences Services extérieurs défense contre incendie et Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme de la commune de Ceyreste

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/18092/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le Contrat de Baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

La démarche du Contrat de Baie est d'aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux d'une baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire dans le cadre de la prévention et la réduction des pollutions en mer issues des ports et de la plaisance, qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 252 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de **70 000 € HT**, est le suivant :

ORGANISMES	TAUX	MONTANTS
Agence de l'Eau RMC « Contrat de baie »	30 %	21 000,00 euros
Conseil Régional PACA	20 %	14 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	35 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 Juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitaine :
Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de la métropole marseillaise - Rénovation de l'aire technique du port de plaisance de la Madrague de Gignac.

VECO 019-540/19/CT

■ **CT1 - Approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives ainsi qu'avec le SDIS 13 relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2019-2020**

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 19/17672/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Bureau du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2014.

En vertu de l'article 18.2 du contrat d'affermage n° 13/218, l'accueil, au sein du complexe aquatique Cap Provence, des clubs et associations sportifs du territoire métropolitain, qui en font la demande, doit faire l'objet d'une convention tripartite entre l'Association, le Déléataire et l'autorité délégante.

Le délégataire propose d'accueillir les associations suivantes :

- L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP),
- L'association sportive du Collège Saint Augustin situé à Carnoux-en-Provence
- L'association sportive du Collège les Gorguettes - Gilbert Rastoin situé à Cassis

L'association « Cercle d'Activités Aquatiques de Provence » (CAAP) a été créée en 2010. Composée de près d'une centaine d'adhérents, elle a pour but de développer et de favoriser la pratique des différentes activités aquatiques, telles que l'apnée, la nage avec palmes, la natation sportive et la préparation au secourisme et au brevet de Sécurité et Sauvetage Aquatique.

Les activités proposées par ces associations entrent dans le cadre des activités que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite voir se développer au sein du complexe aquatique Cap Provence.

Par ailleurs, avec l'accord de la collectivité, le délégataire propose d'accueillir gratuitement le SDIS 13, pour deux séances d'une heure par semaine, en échange de la mise en œuvre annuelle par les sapeurs-pompiers de la Formation Continue des Equipiers (FCE) aux personnels du Stade Nautique.

Les conventions proposées ont pour objet de définir les modalités d'utilisation des installations du complexe aquatique Cap Provence par ces différentes structures et de fixer les relations entre la Métropole, ces structures et le délégataire S2G.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS n°002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public n°13/218 relatif à « la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence » ;

- La délibération EPPS n°007-834/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de l'avenant n°1 relatif au remplacement d'annexes du contrat ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Les conventions jointes en annexe.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives, ainsi qu'avec le SDIS 13, relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2019-2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de conventions avec la société S2G et des associations sportives, ainsi qu'avec le SDIS 13, relatives aux modalités d'utilisation du complexe aquatique Cap Provence pour l'année 2019-2020.

VECO 020-541/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association ENVOL pour l'organisation de la manifestation La ronde des vignes DCOMSV 19/17731/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les 2 et 3 novembre 2019 aura lieu la 25 ème édition de « La Ronde des Vignes ». Cette manifestation organisée par l'association ENVOL et ses 260 bénévoles est un événement sportif qui se déroule sur la commune de Roquefort la Bédoule.

L'édition 2018 avait réuni plus de 1 600 participants venus de la France entière.

Cette année cinq courses pédestres sont au programme :

- Le Roquefort Trail (course nocturne de 23 Km)
- la Ronde des Vignes (course en boucle de 14 Kms)
- La Marchouline (marche nordique de 10 Kms)

- La Gambadoulenne (course de vitesse de 5 Kms en boucle)
- La Course Enfants

Depuis 1995 cet évènement se déroule dans un environnement naturel exceptionnel permettant d'accueillir plus de 2 600 personnes, coureurs et accompagnateurs.

Cette manifestation est placée sous le signe de la convivialité et du partage des valeurs sportives et humaines et permet de faire découvrir la richesse et la beauté du territoire.

Les organisateurs mettent également l'accent sur la démarche éco-responsable de l'évènement en imposant le tri sélectif et l'utilisation de produits biodégradables sur le parcours et le village sportif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui

portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 4000€ TTC à l'association ENVOL

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 021-542/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Carry 5 pour l'organisation de la course pédestre CARRO-CARRY DCOM 19/17756/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association CARRY 5, dont l'objet est le sport et les manifestations sportives, organise depuis 26 ans la course pédestre CARRO-CARRY.

Cette année cet évènement sportif aura lieu le dimanche 29 septembre 2019.

La course pédestre se déroule sur trois communes : MARTIGUES, CARRY, SAUSSET-LES-PINS. Le départ est donné sur le port de CARRO et l'arrivée se fait sur le port de CARRY en passant par le bord de mer et le village de SAUSSET-LES-PINS.

Le coût de l'inscription, stable depuis plus de 5 ans, s'élève à 16 euros par participant.

Les trois premiers arrivants de chaque catégorie sont récompensés et chaque participant se voit offrir un tee-shirt.

260 bénévoles participent à la convivialité de cette manifestation et ravitaillent en boissons et nourriture les coureurs tout au long du parcours.

Plus de 2000 participants et 5 000 spectateurs venus de toute la France découvrent à cette occasion le littoral de la Côte bleue.

A ce titre, cet évènement sportif est un vecteur de promotion de notre territoire

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 4000€ TTC à l'association CARRY 5

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 022-543/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Acontraluz DCOMSV 19/17770/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

ACONTRALUZ est un festival de musique électronique qui implique l'ensemble des acteurs du secteur et dynamise la ville pendant 10 jours. Autour d'un concept fédérateur, ACONTRALUZ propose une offre musicale et artistique variée autour des déclinaisons de la musique actuelle.

Un tournant a été pris avec l'élargissement aux acteurs musicaux locaux, avec une multiplication d'une trentaine de petits événements, concerts, expositions autour du festival et des innovations telles que :

- Des journées professionnelles avec des conférences,
- L'intervention de designers et architectes pour travailler sur l'environnement artistique, à l'intérieur du périmètre de festival. Deux pavillons créés par des artistes, architectes, designers.

La musique et la programmation musicale sont deux éléments essentiels mais le festival crée les conditions optimales d'une appropriation par la jeunesse.

Outre les natifs de la cité Phocéenne, Acontraluz s'attache à programmer des artistes en fonction de leur actualité, leur talent et l'énergie qu'ils dégagent.

Cet événement musical et culturel se déroule dans les lieux labélisés de la Ville de Marseille et se termine sur l'esplanade du J4.

Plus de 25 000 personnes sont au rendez vous.

Les festivals représentent un réel atout pour le développement économique du territoire qui dispose des infrastructures permettant d'optimiser l'accueil des touristes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 30 000 euros TTC à l'association Acontraluz.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec à l'association Acontraluz.

Article 3 :

Monsieur le Président du conseil de territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 EST CT1 – A710/65748/022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 023-544/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association RURALIA pour l'organisation de la manifestation RURALIA DCOM 19/17787/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association RURALIA organise à GEMENOS le dimanche 13 octobre 2019 la 11ème édition de sa manifestation.

Cet évènement transforme le village en une immense ferme. Parallèlement un marché de produits de terroir est proposé aux visiteurs.

La manifestation RURALIA connaît un succès populaire avec une fréquentation principalement familiale de près de 30 000 personnes sur la journée. Toutes les présentations, expositions d'animaux et animations sont offertes gratuitement au public.

Cette manifestation conviviale mettant à l'honneur les richesses et talents de notre territoire représente un réel atout pour le territoire en termes de développement économique et touristique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole

au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 5000€ TTC à l'association RURALIA.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget CT1 A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 024-545/19/CT

■ **CT1 - Approbation du Projet Plan Climat Air Energie Métropolitain et transmission de ce projet pour avis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, le Préfet de Région, et au Président du Conseil Régional SUD**

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17798/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Agir ensemble, vite et efficacement, telle est l'ambition portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) dans le cadre de son Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM).

Rappel du contexte :

La 21^{ème} Conférence des Parties contre le changement climatique (COP21), qui s'est tenue en France, a abouti à la signature par 195 Etats d'un Accord universel pour le maintien du réchauffement climatique en deçà de 2°C d'ici 2100. Les autorités locales sont invitées à prendre leur part dans cet engagement international. Le Plan Climat est l'outil réglementaire permettant aux grandes collectivités d'y répondre.

En effet, le 17 octobre 2016, soit au cours de l'année de sa création, le Conseil Métropolitain a adopté à l'unanimité le lancement de l'élaboration du Plan Climat Air Energie de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont l'objet a été défini comme « la construction d'une action climatique opérationnelle, efficace et pérenne pour améliorer la contribution du territoire à la réalisation des objectifs climatiques planétaires, et participer à l'amélioration de la qualité de l'air local, dans un objectif global d'amélioration du cadre de vie des habitants de la Métropole ».

La démarche engagée par la Métropole vise à répondre à l'urgence du défi climatique et de la transition écologique. Elle constitue une opportunité inédite pour construire une vision commune, partager les enjeux globaux, recenser les actions locales, territoriales ou métropolitaines à mettre en place, et favoriser l'appréhension par le plus grand nombre des spécificités de la Métropole, des défis à relever, des atouts à développer et des faiblesses à compenser.

La Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV, 2015), prévoit que le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) constitue un outil réglementaire permettant à une collectivité de mettre en place une politique transversale d'**atténuation**, pour limiter l'impact des activités du territoire sur le climat en réduisant les émissions de Gaz à Effet de Serre et en améliorant la qualité de l'air ; et d'**adaptation au changement climatique** afin de réduire la vulnérabilité du territoire face aux conséquences des changements climatiques inéluctables.

Afin de couvrir tout le territoire français dans un souci de simplification des démarches territoriales, les nouveaux PCAET sont confiés aux intercommunalités (EPCI) de plus de 20 000 habitants. Dans ce nouveau schéma, les intercommunalités sont au cœur de la politique opérationnelle climat-air-énergie, la loi les ayant nommées « coordinatrices de la transition énergétique ».

Le PCAEM élaboré par la Métropole s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'*Agenda Environnemental*, qu'elle porte conjointement avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône. Les actions retenues dans ce cadre seront intégrées dans le PCAEM pour celles en liens avec ces thématique (améliorer la qualité de l'air, investir dans les nouvelles énergies, protéger le littoral...).

Au-delà des obligations réglementaires, l'objectif est de saisir l'opportunité de l'élaboration du Plan Climat pour lancer une dynamique collective et ainsi mobiliser l'ensemble des parties prenantes dans une démarche qui se veut itérative et ascendante. Pour ce faire, la Métropole a organisé plusieurs initiatives et rencontres entre décembre 2017 et décembre 2018 qui ont contribué à l'élaboration du Plan Climat :

- 14 réunions - ateliers thématiques 'rendez-vous climat' avec les acteurs métropolitains accompagnés systématiquement de visites de terrain illustratives des thèmes traités;
- 16 réunions de présentation ;
- la mobilisation du Conseil de Développement (CODEV) de la Métropole, avec un groupe de travail dédié ;
- l'animation de 3 ateliers des Maires réunis afin d'échanger sur les enjeux d'articulation des échelles ;
- de nombreuses rencontres, réunions bilatérales, politiques et techniques afin d'assurer la juste articulation des démarches entreprises ;
- la réception et l'analyse de quelques contributions de représentants de la société civile.

Un travail spécifique a été effectué avec plusieurs partenaires qui ont manifesté leur intérêt d'être associé à la démarche : CCI Marseille Provence, l'association pour la surveillance de la qualité de l'air ATMOSud, la Chambre d'Agriculture des Bouches du Rhône, l'observatoire régional de la santé (ORS), l'observatoire régional de la forêt méditerranéenne, les agences d'urbanisme, les agences locales de l'énergie et du climat, le groupe régional d'expert pour le climat, l'agence régionale pour l'environnement Chacun a ainsi contribué par la production de données, de notes, relayé voire animé des réunions de travail ad-hoc avec leurs adhérents ou au sein de leur propre réseau.

Ce premier Plan Climat Métropolitain vise à amorcer et à calibrer l'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que chef d'orchestre et cheville ouvrière de la transition énergétique et écologique territoriale. Les constats, visions et propositions issues du Plan Climat, sont une invitation à la réflexion collective visant à construire une ambition commune pour une métropole attractive, innovante et résiliente.

Il faut noter que la loi prévoit une évaluation à mi-parcours, celle-ci permettra une relecture et un réajustement de la stratégie et du programme d'actions du Plan Climat en fonction de la mise en mouvement de l'ensemble de la société sur ces enjeux.

1/ La stratégie climatique : une génération pour réussir

Se projeter à 2050, le temps d'une génération, c'est loin et si près à la fois au regard des défis auxquels la Métropole Aix-Marseille-Provence doit faire face : gestion des impacts du changement climatique, préservation des ressources, de la santé et de la qualité de vie de nos habitants, lutte contre la

précarité énergétique, valorisation de nos potentiels énergétiques locaux, etc.

A cet horizon, l'évolution des technologies, l'adaptation de notre société, la sobriété des comportements, la mise en œuvre de nos capacités de résilience ouvre des opportunités pour inverser la tendance et invitent à l'expression d'une vision ambitieuse répondant pleinement à la hauteur de la marche à franchir. La stratégie métropolitaine constitue une occasion de dessiner le chemin d'une trajectoire énergétique et climatique positive, ambitieuse et crédible.

- Positive, car elle est la condition d'une réconciliation voire d'une symbiose entre développement de la métropole et le respect des grandes aménités naturelles du territoire. Autrement dit, cette stratégie doit être la source de nouveaux moteurs de développement et un gage de préservation voire d'amélioration de la qualité de vie des habitants.
- Ambitieuse, car les objectifs fixés par les engagements internationaux de la France sont eux-mêmes très ambitieux, et la deuxième Métropole de France se doit d'être exemplaire et mobiliser l'ensemble de ses potentiels.
- Crédible, parce que les mesures qui en découleront seront réalisables, car elles sont ancrées dans la réalité de la métropole qui dispose de nombreux atouts et ressources.

Au-delà de donner du sens à l'action, la stratégie métropolitaine est l'occasion de poser une trajectoire et des jalons ; mais aussi d'adopter des objectifs sectoriels à partager, chiffrés et cohérents. Les points de passage de cette trajectoire sont :

2020-2025 : Mettre en œuvre des actions concrètes contribuant à répondre à l'urgence et à engager l'ensemble des forces vives de la Métropole dans la dynamique

La Métropole et les plans climat développés précédemment sur les territoires de la Métropole ont montré le chemin à suivre. Plusieurs domaines contribuent d'ores et déjà fortement aux objectifs à atteindre : Agenda de la mobilité métropolitaine, mise en place d'un Service Public de l'Efficacité Énergétique (plateforme territoriale de la rénovation énergétique), adoption de l'Agenda environnemental, engagement sur la voie de l'économie circulaire via PIICTO et autres initiatives, Livre Blanc de l'énergie, mise en place d'un Plan Hydrogène, accompagnement (= aides) à la conversion de la flotte des véhicules des particuliers vers des carburations décarbonées, etc.

Cette période doit voir la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes dans le Plan climat métropolitain et les actions complémentaires qui

pourront être inscrites dans ce document. La Métropole poursuit l'ambition sur cette temporalité de créer une dynamique d'engagements, une démultiplication des initiatives et de solutions à toutes les échelles et auprès de tous les acteurs métropolitains.

2020-2025 est par ailleurs le temps réglementaire. Sur cette durée de six ans, le Plan Climat doit « prendre en compte les objectifs et les orientations, et être compatible avec les règles générales » du Schéma Régional d'Aménagement et Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

2025-2040 : Infléchir la trajectoire en mettant en œuvre des actions structurantes et impactantes

Ce pas de temps charnière, horizon du *Projet métropolitain* et des engagements qui en découlent, permettra d'engager et surtout de récolter le fruit d'actions structurantes préparées au cours de la phase précédente et mises en œuvre opérationnellement sur cette période et s'inscrivant sur le long terme. Parmi les actions :

- La réalisation de la 3^{ème} ligne de métro ou encore du tram Nord-Sud inscrits dans l'Agenda de la mobilité,
- Les grands projets d'aménagements (réaménagement de la Gare Saint Charles, poursuite de l'écocité Euroméditerranée),
- La capacité à industrialiser certaines expérimentations (Jupiter 1000, Vasco 2, etc.) portées par l'écosystème d'acteurs métropolitains travaillant sur les énergies de demain,
- La volonté pleine et entière d'éradiquer la précarité énergétique sur le territoire métropolitain par une massification des rénovations énergétiques du bâti résidentiel,
- La suppression totale de la consommation de fioul et de charbon sur le territoire.

2040-2050 : Atteindre les objectifs de neutralité carbone et de résilience, gage d'un développement économique et social pérenne améliorant la qualité de vie de tous

Cet horizon qui est celui d'une génération, constituera le temps de la concrétisation des effets à grande échelle des engagements pris aujourd'hui et dans les prochaines années. Cette temporalité doit être celle de la consécration d'une métropole résiliente, innovante, accueillante et résolument durable. Elle doit être l'échéance démontrant

l'atteinte des 13 engagements pris au travers du *Projet métropolitain* et que le Plan Climat Air Energie contribuera à atteindre.

La stratégie métropolitaine s'articule autour de 5 ambitions :

1. Inventer une métropole neutre en carbone à l'horizon 2050

L'atteinte de la neutralité carbone à l'horizon 2050 est au cœur de l'ambition du Plan Climat. Pour atteindre cet objectif, les efforts porteront notamment sur (dans l'ordre d'importance) le secteur industriel qui, d'ici 2050, activera tous les leviers possibles pour améliorer sa compétitivité dont celui de la maîtrise énergétique ; le transport y compris routier ; les bâtiments résidentiels et tertiaires ; et l'agriculture. Après mise en place de la stratégie d'atténuation et afin d'atteindre la neutralité carbone, la Métropole et ses partenaires mettront aussi en place des actions de compensation des émissions de gaz à effet de serre (GES) résiduelles (développement des capacités de séquestration de carbone sur le territoire, soutien aux projets innovants en faveur de la sobriété carbone et d'équipements de production d'énergies renouvelables).

Pour 2025, tous secteurs confondus, les acteurs de la métropole doivent réduire de 14% les émissions de gaz à effet de serre.

2. Réduire de 50 % les consommations énergétiques

L'engagement de neutralité carbone passera pour une grande part par la réduction massive des consommations notamment d'énergies fossiles de l'ensemble des secteurs, et ce à hauteur de 50% (d'énergie primaire) de consommations en moins à l'horizon 2050 : habitat, mobilité, industrie, tertiaire public et privé, etc. L'enjeu est de rééquilibrer la balance commerciale énergétique de la métropole qui représentait en 2016, un déficit de 5,5 milliards d'euros.

Cette mutation profonde des pratiques de consommations énergétiques nécessitera pour la Métropole d'animer, de soutenir, d'accompagner les initiatives aux différentes échelles (citoyens, associations, communes, entreprises...) et de s'engager sur une exemplarité sans faille sur ses champs de compétences.

Pour 2025, tous secteurs confondus, les acteurs de la Métropole doivent réduire de 15 % les consommations d'énergies.

3. Couvrir 100 % de nos consommations par des énergies renouvelables en 2050 – Métropole à énergie positive.

Riche en gisements d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R), la Métropole pose l'engagement de valoriser l'ensemble de ces ressources pour un usage direct et une contribution

au 'verdissement' des réseaux à l'horizon 2050. Cette ambition forte constitue autant une réponse à un enjeu de transition écologique (réduction massive de la part des énergies fossiles dans le mix énergétique et des émissions de GES comme de polluants atmosphériques) qu'à une opportunité de développement pour le territoire. Le PCAEM fixe l'objectif de porter la part des EnR&R à 100% de la consommation finale à 2050.

A noter que les réseaux d'énergie et la production d'énergie font partie des compétences nouvelles qu'exerce la Métropole. L'élaboration de son *Schéma directeur – Réseaux et Production* dans lequel elle s'est engagée, fournira un outil opérationnel de planification énergétique, qui permettra de projeter de manière plus précise les gisements de production et les potentiels d'évolution et de développement des réseaux d'énergie.

Pour 2025, l'ambition métropolitaine est de couvrir 22 % des consommations par des énergies renouvelables (4 % en 2015).

4. Diminuer de 50 % la population exposée aux pollutions atmosphériques et sonores pour préserver son cadre de vie et sa santé

Dans la continuité des mesures engagées et ayant permis une réduction notable des émissions atmosphériques depuis deux décennies, le PCAEM vise l'ambition de réduction massive de l'exposition des populations aux nuisances environnementales. Cet engagement s'inscrit dans une approche transversale et intégrée permettant de générer des co-bénéfices : lutte contre la pollution atmosphérique, réduction des nuisances sonores et maîtrise de la demande en énergie.

Il s'agit pour ce faire de travailler – en cohérence avec les objectifs du Plan de Protection de l'Atmosphère et des plans de prévention du bruit en vigueur - sur les différents facteurs responsables de la dégradation de la qualité de l'air et du bruit, et ce en bonne articulation avec les politiques sectorielles concernées : développement économique, aménagement, habitat, réseaux énergétiques, mobilité, etc.

Pour 2025, tous secteurs confondus les acteurs de la Métropole doivent réduire de 25 % le nombre de personnes exposées aux dépassement des valeurs limites réglementaires.

5. Adapter le territoire aux impacts du changement climatique pour assurer la pérennité de son développement

Dans la continuité des évolutions climatiques des dernières années, la Métropole devrait voir sa température moyenne augmenter de 1 à 3,6° C dans les prochaines décennies. Cette tendance de fond, couplée à une augmentation des événements extrêmes (sécheresses prolongées, inondations, etc.) pourrait, en l'absence de mesures concrètes d'adaptation, engendrer une dégradation

généralisée des aménités, de la qualité de vie et des conséquences sanitaires. Conscient des menaces qui pèsent et qui pèseront encore davantage à l'avenir sur la vie du territoire et son attractivité, la Métropole s'engage à intégrer les risques climatiques dans l'ensemble de ses projets et activités.

Pour 2025, l'enjeu est d'accroître la résilience au changement climatique de l'ensemble des acteurs/secteurs/sous-ensembles territoriaux de la Métropole.

2 / Atteindre nos ambitions en 13 axes et une centaine d'actions

Le programme d'actions soutient la **stratégie climat – air – énergie métropolitaine**. Il se déploie en 13 axes d'interventions transversaux qui regroupent une centaine d'actions à la fois stratégiques et opérationnelles. Il a été construit de façon à permettre l'affirmation du fait métropolitain et de son rôle de coordinateur des enjeux climat – air – énergie sur le territoire. Il doit permettre d'asseoir la légitimité de la Métropole en tant que pilote du déploiement d'une transition énergétique et climatique. Il s'agit d'**engager prioritairement les chantiers sur lesquels elle est compétente, dans l'optique de faire percoler les enjeux climat-air-énergie dans l'ensemble des politiques publiques sur lesquelles elle dispose de leviers d'actions et par l'exemplarité, entraîner l'ensemble des acteurs de son territoire sur cette voie.**

1. Les moyens d'atteindre nos ambitions

La gouvernance climatique

La gouvernance du Plan Climat doit refléter la transversalité, souhaitée dans le contenu des thèmes traités par le PCAEM. Cela doit se traduire par une large collaboration, présente lors de la construction du Plan Climat et de son programme d'actions, mais également pour le suivi et l'évaluation des résultats et des impacts. Dans cette optique, la Métropole a installé les instances suivantes :

- **un comité de pilotage**, composé des élus en charge de la mise en œuvre des politiques publiques concernées par les enjeux climat-air-énergie, réuni au moins une fois par an, il a en charge la validation du Bilan annuel des résultats du Plan Climat et l'arrêt des propositions nouvelles ;
- **un comité technique**, regroupe les différents partenaires de la Métropole (CCIMP, Etat, ADEME, Conseil régional, Conseils départementaux, Chambre d'Agriculture, Agences d'urbanisme, ALEC et CPIE etc.) et les principales directions de la Métropole concernées. Il se réunit au

minimum une fois par an en amont du comité de pilotage pour suivre l'avancée opérationnelle du Plan d'Actions et s'assurer du suivi 'technique' de la trajectoire et de la dynamique de mise en œuvre ;

- **le Comité de suivi annuel**, par lequel la Métropole s'engage à associer, mobiliser et impliquer une fois par an, l'ensemble des contributeurs à l'atteinte des objectifs du PCAEM, au cours d'un événement qui permettra de faire un bilan d'étape, d'ajuster, et de fixer les objectifs de l'année à venir. Ce comité pourra intégrer des citoyens selon des modalités à définir.

La mobilisation

Au-delà de l'adoption du plan climat, il conviendra de poursuivre **la mobilisation** et de s'assurer de la contribution et l'implication larges des entreprises, des collectivités, des associations et des citoyens. L'ambition de la Métropole est à la fois d'incarner et d'offrir aux acteurs un espace d'engagements, d'initiatives et de solutions, construisant à court terme la légitimité et la visibilité du territoire métropolitain sur ces sujets de transition écologique tant à l'échelle locale qu'internationale.

Pour maintenir ce lien fort créé lors de la construction du Plan Climat, l'opération « **Une génération pour réussir** » doit permettre de labelliser, sélectionner et valoriser des opérations reconnues au titre du Plan Climat. L'objectif de la démarche est de récompenser, par l'attribution d'un label, les acteurs qui poursuivent une démarche contribuant à l'atteinte des objectifs fixés par le Plan Climat Air Energie Métropolitain. La labellisation « *Une génération pour réussir* » est l'occasion pour les acteurs qui œuvrent dans les domaines de l'énergie, de l'air, de la santé-environnement et du climat de valoriser leurs actions et de partager leurs expériences, afin de créer l'émulation autour de projets concrets qui, à l'échelon local, contribuent à des enjeux plus globaux. Tous les acteurs du territoire sont concernés: les collectivités, les communes et leurs équipements comme une école, un service; les entreprises petites et grandes; les habitants constitués en associations (club de sport, collectif de quartier ...); habitant individuel, famille...

La labellisation « *Une génération pour réussir* » constituera l'une des modalités de sélection des nouvelles actions du Plan Climat.

Les engagements financiers

Le coût des actions contenues dans le plan climat représente près de 400 millions d'euros pour 6 ans. Un certain nombre d'opérations sont d'ores et déjà budgétées au titre d'autres politiques et notamment celle de la mobilité, l'aménagement ou l'habitat. Les actions nouvelles portées par la Métropole sont estimées à 4 millions d'euros au titre de différentes politiques.

Les crédits d'animations de la démarche représentent 180.000 euros par an.

2. Les étapes à venir

La présente version arrêtée du Plan Climat conformément aux textes en vigueur devra suivre un circuit spécifique de validation avant son adoption définitive lors d'un prochain Conseil Métropolitain. Ce projet de plan climat, sera transmis concomitamment à l'Autorité Environnementale, et au Préfet de Région, ainsi qu'au Président du Conseil Régional SUD. Ces instances rendront un avis dans un délai de 3 mois à compter de la date de saisine. Durant cette même période le projet de Plan Climat sera mis à la disposition du public, qui pourra émettre un avis (non réglementaire) ou proposer une contribution. L'analyse des avis de l'Autorité Environnementale, de l'Etat et de la Région, ainsi que la synthèse des contributions du public seront intégrés dans une nouvelle version du Plan Climat, qui devra faire l'objet d'une nouvelle délibération en Conseil métropolitain portant approbation du PCAEM.

Le Projet de Plan Climat Air Energie Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence se compose des 5 fascicules suivants :

- **Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement et ses annexes**
- **Stratégie climatique métropolitaine et ses annexes**
- **Gouvernance et Mobilisation et son annexe**
- **Plan d'actions et son annexe financière**
- **Suivis et évaluations avec le rapport Evaluation Environnementale Stratégique dont le Résumé non technique**

Le projet de PCAEM est annexé à la présente délibération.

Un document de communication issu de l'ensemble des pièces accompagne cette délibération.

- **La Synthèse du Plan Climat Air Energie Métropolitain**

La délibération et le Projet de Plan Climat Air Energie de la Métropole Aix-Marseille-Provence seront transmis pour avis à l'Autorité Environnementale, au Préfet de Région, au Président du Conseil Régional SUD, et seront mis à disposition du public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour la Métropole d'engager un programme ambitieux de lutte contre le changement climatique et la réduction des pollutions.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Projet Plan Climat Air Energie Métropolitain et transmission de ce projet pour avis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale, le Préfet de Région, et au Président du Conseil Régional SUD.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 22 OCTOBRE 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

22 OCTOBRE 2019

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - Marie-Josée BATTISTA - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLOT - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Danielle MILON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

René BACCINO représenté par Marie-Josée BATTISTA - Mireille BALLETTI représentée par Monique CORDIER - Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Yves BEAUVAL représenté par Jacques BESNAÏNOU - Mireille BENEDETTI représentée par André GLINKA-HECQUET - Roland BLUM

représenté par Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN représenté par Annie GRIGORIAN - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Marie-Christine CALATAYUD représentée par Pierre DJIANE - Catherine CHAZEAU représentée par Christian AMIRATY - Gérard CHENOZ représenté par Solange BIAGGI - Sandra DALBIN représentée par Nathalie FEDI - Sandrine D'ANGIO représentée par Jeanne MARTI - Michel DARY représenté par Marie-France DROPY OURET - Jean-Claude DELAGE représenté par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Jean-Claude GAUDIN représenté par Yves MORAINÉ - Marie-Madeleine GEIER-GHIO représentée par Martine RENAUD - Martine GOELZER représentée par Grégory PANAGOUDIS - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Nathalie LAINE représentée par Lionel VALERI - Marc LOPEZ représenté par Vincent GOMEZ - Marie-Louise LOTA représentée par Michèle EMERY - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Guy MATTEONI représenté par Claudette MOMPRIVE - Richard MIRON représenté par Michel AZOULAI - Virginie MONNET-CORTI représentée par Richard FINDYKIAN - Patrick PADOVANI représenté par Catherine PILA - Didier PARAKIAN représenté par Dominique FLEURY VLASTO - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Véronique PRADEL - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Jocelyne TRANI représentée par Sandra DUGUET - Josette VENTRE représentée par Isabelle SAVON - Kheira ZENAFI représentée par Jean ROATTA.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Jean-Pierre BAUMANN - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Dominique DELOURS - Nouriat DJAMBAE - Arlette FRUCTUS - Samia GHALI - Bruno GILLES - Albert GUIGUI - Dany LAMY - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Martine MATTEI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Christyane PAUL - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Lionel ROYER-PERREAUT - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Fonctionnement"

FCT 001-547/19/CT

■ **CT1 - Etat Special de Territoire Marseille Provence - Adoption de la decision modificative n°2 de l'exercice 2019**
DBP 19/17948/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 13 novembre 2018 par délibération n° FCT 001-359/18/CT par le Conseil de Territoire Marseille Provence et le 13 décembre 2018 par l'adoption du budget primitif 2019 par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. La décision modificative n°2 a pour finalité de procéder à des ajustements de crédits, tenant compte de l'évolution de la gestion en cours d'exercice, qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote de la Décision Modificative n°2 du prochain Conseil de la Métropole.

Le montant de la dotation de gestion attribué à notre territoire, après les ajustements relatifs à la Décision modificative n° 2 pour l'exercice 2019 s'élève à :

- Au titre de la dotation de fonctionnement : 79 215 507,00 euros
- Au titre de la dotation d'investissement : 259 034 171,60 euros

Ainsi, suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2019 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FCT 001-359/18/CT du 13 novembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FCT 001-076/19/CT du 26/03/2019 approuvant la décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FCT 005-245/19/CT du 18 juin 2019 approuvant le budget supplémentaire 2019 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, DELIBERE

Article unique :

Approuve la décision modificative n°2 de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêtée aux montants inscrits à la balance générale et qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement- 2 072 621,91 euros
Section d'Investissement- 320 288,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 002-548/19/CT

■ **CT1 - Budgets annexes du Territoire Marseille-Provence - Adoption de la décision modificative n°2 de l'exercice 2019**

Avis du Conseil de Territoire FCT 002-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la décision modificative n°2 est établie :

- selon la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Collecte et traitement des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;
- selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Ports de Plaisance » et « Crématorium ».

Comme le budget primitif, les décisions modificatives sont présentées par nature avec présentation fonctionnelle et sont votées par chapitres.

Sont présentés ci-après les équilibres des décisions modificatives n° 2 de l'exercice 2019 des différents budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Les budgets annexes Ports de plaisance et Opérations d'aménagement ne font pas l'objet d'une décision modificative n° 2 de l'exercice 2019.

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Collecte et traitement des déchets » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
787 612,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
- 527 656,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Eau » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
- 241 699,22 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
- 1 414 434,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Assainissement » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
- 493 371,86 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
- 1 462 034,00 euros

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2019 du budget annexe « Crématorium » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
15 678,00 euros
Section d'Investissement (dépenses et recettes)
-60 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'adoption des décisions modificatives n° 2 de l'exercice 2019 de chaque budget du Territoire Marseille-Provence arrêtées aux montants inscrits dans les balances générales et qui s'équilibrent en dépenses et en recettes comme présenté au rapport ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FCT 003-549/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : zac saint-charles - desserte des ilots onzanam-ferry à Marseille**

**Information du Conseil de Territoire
FCT 003-22/10/19 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Saint-Charles à Marseille.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, le Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil du Territoire de Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de la ZAC Saint-Charles : Desserte îlots Ozanam-J. Ferry, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 1 034 329,28 euros et le remboursement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 129 716,15 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la remise à titre gratuit des ouvrages réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la ZAC Saint-Charles : Desserte îlots Ozanam-Ferry à Marseille, pour un montant HT de 1 034 329,28 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 129 716,68 euros.

FCT 004-550/19/CT

■ CT1 - Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : zac saint-Charles avenue Camille Pelletan à Marseille

Information du Conseil de Territoire

FCT 004-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Saint-Charles. En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement. La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion

dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de Territoire Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de la ZAC Saint-Charles : Avenue Camille Pelletan entre la place Marceau et porte d'Aix, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 2 710 573,08 euros et le remboursement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 681 045,72 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole Aix-Marseille-Provence. En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la remise à titre gratuit des ouvrages réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour la ZAC Saint-Charles : Avenue Camille Pelletan entre la place Marceau et porte d'Aix à Marseille, pour un montant HT de 2 710 573,08 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 681 045,72 euros.

FCT 005-551/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la remise d'ouvrage par Euroméditerranée : zac de la méditerranée secteur 7 jardin vaudoyer à Marseille**

Information du Conseil de Territoire

FCT 005-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier la ZAC Cité de la Méditerranée.

En ce qui concerne cette ZAC, par délibération du 18 décembre 2006, le Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donné son accord sur le Programme des équipements publics (PEP) parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie financés et réalisés par l'EPAEM à remettre gratuitement.

La création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Territoire de Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage de l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 7, au jardin Vaudoyer, à titre gratuit, par l'EPAEM à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 4 034 491,44 euros et le remboursement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 485 600,82 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la remise à titre gratuit des ouvrages réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour l'aménagement du boulevard du littoral Secteur 7, au jardin Vaudoyer à Marseille, pour un montant HT de 4 034 491,44 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 485 600,82 euros.

FCT 006-552/19/CT

■ CT1 - Approbation du montant des redevances de crémation du crématorium Saint-Pierre pour l'année 2020

Information du Conseil de Territoire

FCT 006-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2019.

Par délibération FAG 140-4957/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2019 du Crématorium Saint-Pierre.

Les valeurs applicables étaient les suivantes :

LIBELLES	TAFIFS EURO HT	TARIFS EURO TTC
Crémation Adultes	475,20	570,00
Crémation adultes Cercueil carton	475,20	570,00
Crémation Enfants – 12 ans	235,66	283,00
Crémation Enfants – 12 ans Cercueil carton	235,66	283,00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	119,02	143,00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	475,20	570,00
Crémation Pièces Anatomiques	96,91	116
Dépôt d'Urnes (3 premiers mois gratuits)	20,83	25,00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	189,57	227,00

Il est proposé pour l'année 2020 de ne pas augmenter les tarifs de crémation. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges et le budget du crématorium dégage des recettes suffisantes permettant de les compenser.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération EPPS 003-1353/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant la création d'un tarif spécifique pour les cercueils en carton ;

- La délibération n° FCT 004-385/18/CT du 11 décembre 2018 relative à la fixation des taxes de crémation pour l'année 2019 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération pour tant sur l'approbation du montant des redevances de crémation du crématorium Saint-Pierre pour l'année 2020.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du montant des redevances de crémation du crématorium Saint-Pierre pour l'année 2020.

FCT 007-553/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCHIPOLE/ SP2I / RICHIER / DELERNIAS concernant la réalisation du cimetière intercommunal de Ceyreste**

Information du Conseil de Territoire

FCT 007-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information.

En date du 31 mai 2006, le marché de maîtrise d'œuvre n°06/073 concernant la construction du cimetière intercommunal sur la commune de Ceyreste à été notifié au groupement ARCHIPOLE/ SP2I / MARC RICHIER / ALEXANDROS DELERNIAS pour un montant de 164 004.43€ HT.

Sa mission était constituée d'une tranche ferme comprenant l'aménagement du site, la construction du bâtiment d'accueil et annexe, ainsi que la livraison de 120 caveaux et d'une tranche conditionnelle concernant la réalisation de 150 caveaux.

Lors du lancement des travaux, aucun réseau pluvial n'était existant sur le secteur du cimetière et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, compétente à l'époque, avait décidé d'intégrer dans le cadre de cette opération la problématique du ruissellement des eaux pluviales provenant de ce nouvel équipement.

Aussi, il a été jugé opportun d'inclure par avenant dans le marché de travaux du lot 1 (VRD) les prestations supplémentaires permettant de réaliser l'évacuation des eaux de ruissellement du cimetière pour un montant de 72 634.70 € HT portant ce marché à 793 615.40 € HT.

La Communauté Urbaine a fait le choix, de confier le suivi des travaux supplémentaires à la Direction de la Voirie et le groupement de maîtrise d'œuvre n'a donc, à aucun moment, été impliqué dans cette mission. Dans ce cadre, en 2011, la maîtrise d'œuvre a adressé un courrier à la Communauté Urbaine indiquant qu'elle se désengageait de toute responsabilité concernant ces travaux supplémentaires.

Aucun avenant au contrat du marché de maîtrise d'œuvre n'a été passé pour mentionner les nouveaux travaux et son forfait de rémunération n'a par conséquent pas évolué.

Une application stricte du CCAP définissant le seuil de tolérance et les pénalités encourues en cas de dépassement impliquerait l'application au par le maître d'œuvre de pénalités à hauteur de 1 829,26 € HT.

Le groupement Archipole / Richier / Delernias / Sp2i en a été informé et a fait savoir qu'il allait lancer une procédure en contentieux afin de prouver sa bonne foi.

Les parties se sont rapprochées afin de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole. Considérant que le groupement n'avait pas été mandaté par la Communauté Urbaine pour suivre ces travaux supplémentaires, il est proposé de l'exonérer des pénalités correspondant à 1829,26€ .

Par ailleurs, le protocole vise également à procéder au paiement du solde du marché et des révisions de prix soit 1290,87€ HT au titre du solde du marché et 6468,79 € HT au titre des révisions de prix , soit au total 7759,66€HT (9311,58 € HT TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° PEC 1/1326/CC du 14 Mai 2004 approuvant le programme et le lancement du concours de maîtrise d'œuvre
- La délibération n° PEC 1/143/BC du 30 Mars 2006 approuvant le choix de l'équipe de concepteurs et le marché de maîtrise d'œuvre

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Bureau de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCHIPOLE / SP2I / RICHIER / DELERNIAS concernant la réalisation du cimetière intercommunal de Ceyreste.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement ARCHIPOLE / SP2I / RICHIER / DELERNIAS concernant la réalisation du cimetière intercommunal de Ceyreste.

FCT 008-554/19/CT

■ CT1 - Approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis

Information du Conseil de Territoire

FCT 008-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 001- 4252/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe d'une Délégation de Service Public comme mode de gestion de la piscine intercommunale Cap Provence située à Cassis, ainsi que les orientations principales et les caractéristiques de la délégation, au vu d'un rapport de présentation établi selon les dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Suite à cette délibération, un avis d'appel public à la concurrence a été publié sur les supports suivants :

- BOAMP du 11/09/2018
- JOUE du 11/09/2018
- La Provence du 13/09/2018
- Le Moniteur du 14/09/2018

La date limite de remise des candidatures a été fixée au 19 octobre 2018.

La commission de délégation de service public s'est réunie en date du 25 octobre 2018 pour ouvrir les candidatures reçues dans les délais requis. Les candidats suivants ont remis un pli :

- Association UCPA Sports Loisirs
- EQUALIA
- PRESTALIS
- ACTION DEVELOPPEMENT LOISIR
- S-PASS
- VERT MARINE

La Commission de Délégation de Service Public, dans sa séance du 20 décembre 2018 a procédé à l'analyse des candidatures et a admis les six candidats à déposer une offre.

Ce dossier leur a été mis à disposition sur la plateforme de dématérialisation le 26 février 2019 avec une invitation à remettre les offres au plus tard le 2 avril 2019 à 16h30. Suite aux visites et questions posées par les candidats dans les délais impartis, la date limite de remise des offres a été repoussée au 16 avril 2019 à 16h30.

Trois offres ont été déposées :

- S-PASS,
- Association UCPA Sports Loisirs,
- VERT MARINE

Lors de sa séance du 25 avril 2019, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'ouverture des trois offres reçues et a décidé de suspendre ses travaux pour procéder à leur analyse.

Le 23 mai 2019, la Commission de Délégation de Service Public a analysé les offres et a émis un avis favorable à l'engagement des discussions avec les trois candidats.

Le rapport de présentation, joint ci-annexé, établi conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, rend compte du déroulement de l'ensemble de la procédure et en particulier de la phase de négociation.

Ce rapport présente également au Conseil de la Métropole les motifs du choix du candidat retenu au terme de ces négociations, à savoir la Société VERT MARINE et l'économie générale du contrat de Délégation de Service Public.

Il s'agit d'un contrat d'affermage d'une durée de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 2020, qui confie la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence, au délégataire, à ses risques et périls,

moyennant le versement à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une redevance de mise à disposition de l'équipement et d'un intéressement en fonction des résultats obtenus.

Les tarifs ne pouvant être fixés à un niveau suffisant pour couvrir les charges d'exploitation compte tenu de la volonté de maintenir la mission de service public de l'équipement intercommunal, nécessitant notamment des tarifs préférentiels, la collectivité délégante s'engage sur la base du compte d'exploitation prévisionnel à participer aux dépenses du service par le versement d'une subvention forfaitaire d'exploitation, à hauteur des montants suivants :

- 301317 € pour l'année 2020;
- 291197 € pour l'année 2021;
- 263329 € pour l'année 2022;
- 240837 € pour l'année 2023;
- 216095 € pour l'année 2024;

Ces montants seront révisés à compter de 2021, selon les modalités prévues au contrat. Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le choix de la Société VERT MARINE en qualité de délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes ainsi que le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La délibération CSGE 001-4252/18/CC du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le principe d'une délégation de service public ;
- Le rapport de présentation de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence établi en application de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix de l'entreprise retenue par l'exécutif et l'économie générale du contrat ;
- Les procès verbaux de la commission de Délégation de Service Public du 20 décembre 2018, du 25 avril et du 23 mai 2019 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics locaux du 15 juin 2018 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis.

FCT 009-555/19/CT

■ **CT1 - Précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Information du Conseil de Territoire

FCT 009-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire :

En application des dispositions combinées des lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

Cette compétence n'est toutefois pas définie par les textes de façon précise. Or le domaine de la prévention de la délinquance revêt un caractère transversal du fait des multiples champs d'action concernés comme la sécurité, l'éducation, le social, l'insertion, la santé. A cela s'ajoutent les différentes institutions mobilisées autour de cette compétence, à savoir l'Etat, les Départements, les Métropoles et les Communes, notamment, pour ces dernières, par le biais des pouvoirs de police du maire et par la coordination des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

Au regard des textes existants, l'Etat semble aujourd'hui soucieux de vouloir préciser le rôle des Métropoles relatives aux possibilités de mise en œuvre d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) au niveau métropolitain, d'élaboration d'une stratégie intercommunale de prévention de la délinquance à l'échelle métropolitaine, de dialogue avec les services de l'Etat, d'observation et d'analyse des phénomènes de délinquance, etc. Ces réflexions sont intégrées dans le cadre de la future stratégie nationale en cours d'élaboration.

Dès lors et dans cette perspective, la Métropole souhaite organiser de façon plus précise l'exercice de cette compétence notamment par la mise en place d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) à l'échelle métropolitaine.

Ainsi, afin de garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques des communes et de la Métropole, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

C'est pourquoi, en application de la loi NOTRe, il est proposé de réserver à l'échelon métropolitain un rôle stratégique d'animation et de coordination qui pourra

se traduire par, d'une part, la mise en place d'une instance intercommunale de type Conseil Métropolitain de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et, d'autre part, par la définition de la Stratégie Métropolitaine de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

L'échelon communal est quant à lui compétent pour les actions de proximité de prévention et pour les actions d'accès au droit (mise en œuvre de dispositif de sécurité et de prévention des espaces urbains, actions dans le champ de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, actions éducatives de prévention) ainsi que pour la coordination de CLSPD présidés par les maires.

Le Conseil de la Métropole est invité à se prononcer sur la répartition de l'exercice de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » telle que précisée par le présent rapport, étant précisé qu'il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'en évaluer l'impact sur le territoire du Pays de Martigues pour que puisse être révisée en conséquence le montant de l'attribution de compensation des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que pour garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques des communes et de la Métropole, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif aux précisions concernant la consistance de la compétence « animation et coordination de dispositifs locaux de prévention de la délinquance » au 1^{er} janvier 2020 telle que proposée dans le rapport ci-dessus.

FCT 010-556/19/CT

■ CT1 - Approbation des attributions de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2019

Information du Conseil de Territoire FCT 010-22/10/19 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C IV du Code Général des Impôts (CGI), une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées a été créée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les 92 communes membres. Celle-ci a évalué les charges transférées en adoptant des rapports intermédiaires et définitifs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis sa création le 1^{er} janvier 2016, les compétences de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. A ce titre, elle exerce, sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence, les compétences transférées par

les communes et notamment la compétence « création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, certains accessoires de voirie sont demeurés de compétence communale notamment les espaces verts d'accompagnement de voirie et l'éclairage public de voirie. Or, concernant ce dernier accessoire, et dans le cadre du contrôle de légalité sur un marché public de la Ville de Marseille relatif à l'éclairage public, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône, a indiqué, le 28 janvier 2019 : « la loi du 27 janvier 2014 prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Cette situation conduit au transfert de charges nouvelles à la Métropole alors même que l'évaluation par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) des charges correspondantes n'est pas aboutie.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure de traiter la gestion de ces accessoires de voirie, il a été nécessaire de pouvoir disposer du concours des Villes concernées en leur confiant par convention, conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la gestion de ces derniers sur leur territoire.

Aussi, dans le cadre de conventions de gestion présentées en Conseil métropolitain, les charges de fonctionnement et d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence ont été identifiées.

Dans l'attente de la finalisation des travaux de la CLECT il apparaît nécessaire de modifier les attributions de compensation prévisionnelles des communes concernées afin de fournir à la Métropole les moyens nécessaires à l'exercice de la gestion des accessoires de voirie concernés en se fondant sur les montants prévus aux conventions de gestion précitées.

Les attributions de compensation provisoires des communes concernées sont les suivantes :

Communes	Attribution compensation "socle"	de 2019	Convention gestion	de	Attribution compensation provisoire 2019	de
AIX EN PROVENCE	46 912 103,00 €				46 912 103,00 €	
ALLAUCH	814 898,00 €				814 898,00 €	
ALLEINS	855 288,00 €				855 288,00 €	
AUBAGNE	12 762 022,00 €				12 762 022,00 €	
AURIOL	-130 740,00 €				-130 740,00 €	
AURONS	194 447,00 €				194 447,00 €	
BEAURECUEIL	277 325,00 €				277 325,00 €	
BELCODENE	19 638,00 €				19 638,00 €	
BERRE L'ETANG	34 678 238,00 €				34 678 238,00 €	
BOUC BEL AIR	2 893 511,00 €				2 893 511,00 €	
CABRIES	2 434 781,00 €				2 434 781,00 €	
CADOLIVE	12 709,00 €				12 709,00 €	
CARNOUX-EN-PROVENCE	98 621,00 €		-17 500,00 €		81 121,00 €	
CARRY LE ROUET	-355 749,00 €		-50 000,00 €		-405 749,00 €	
CASSIS	-653 211,00 €		-108 000,00 €		-761 211,00 €	
CEYRESTE	-79 715,00 €		-8 067,00 €		-87 782,00 €	
CHARLEVAL	1 059 278,00 €				1 059 278,00 €	
CHATEAUNEUF LES MARTIGUES	12 780 546,00 €		-50 000,00 €		12 730 546,00 €	
CHATEAUNEUF-LE-ROUGE	467 852,00 €				467 852,00 €	
CORNILLON-CONFOUX	1 131 978,00 €				1 131 978,00 €	
COUDOUX	509 784,00 €				509 784,00 €	
CUGES-LES-PINS	81 952,00 €				81 952,00 €	
EGUILLES	1 556 181,00 €				1 556 181,00 €	
ENSUES LA REDONNE	252 952,00 €		-39 137,00 €		213 815,00 €	
EYGUIERES	1 822 649,00 €				1 822 649,00 €	
FOS SUR MER	29 280 836,00 €				29 280 836,00 €	
FUVEAU	1 016 306,00 €				1 016 306,00 €	
GARDANNE	4 392 324,00 €				4 392 324,00 €	
GEMENOS	7 938 102,00 €		-22 500,00 €		7 915 602,00 €	
GIGNAC LA NERTHE	749 839,00 €		-37 672,00 €		712 167,00 €	
GRANS	4 292 037,00 €				4 292 037,00 €	
GREASQUE	380 119,00 €				380 119,00 €	
ISTRES	60 956 056,00 €				60 956 056,00 €	
JOUQUES	887 833,00 €				887 833,00 €	
LA BARBEN	201 613,00 €				201 613,00 €	
LA BOUILLADISSE	-38 722,00 €				-38 722,00 €	
LA CIOTAT	7 036 447,00 €		-248 800,00 €		6 787 647,00 €	
LA DESTROUSSE	70 358,00 €				70 358,00 €	
LA FARE-LES-OLIVIERS	2 506 903,00 €				2 506 903,00 €	
LA PENNE-SUR-HUVEAUNE	1 471 155,00 €				1 471 155,00 €	
LA ROQUE-D'ANTHERON	1 387 151,00 €				1 387 151,00 €	
LAMANON	1 358 912,00 €				1 358 912,00 €	
LAMBESC	998 221,00 €				998 221,00 €	
LANCON-PROVENCE	2 816 312,00 €				2 816 312,00 €	
LE PUY-SAINTE-REPARADE	1 197 644,00 €				1 197 644,00 €	
LE ROVE	347 152,00 €		-29 725,00 €		317 427,00 €	
LE THOLONET	537 501,00 €				537 501,00 €	
LES PENNES-MIRABEAU	6 644 543,00 €				6 644 543,00 €	
MALLEMORT	3 738 260,00 €				3 738 260,00 €	
MARIGNANE	9 338 670,00 €		-354 500,00 €		8 984 170,00 €	
MARSEILLE	137 235 306,00 €		-7 951 541,00 €		129 283 765,00 €	

MARTIGUES	95 065 616,00 €		95 065 616,00 €
MEYRARGUES	1 074 686,00 €		1 074 686,00 €
MEYREUIL	2 863 406,00 €		2 863 406,00 €
MIMET	744 417,00 €		744 417,00 €
MIRAMAS	29 451 211,00 €		29 451 211,00 €
PELISSANNE	2 212 671,00 €		2 212 671,00 €
PERTUIS	4 026 708,00 €		4 026 708,00 €
PEYNIER	672 698,00 €		672 698,00 €
PEYPIN	235 587,00 €		235 587,00 €
PEYROLLES-EN-PROVENCE	1 107 447,00 €		1 107 447,00 €
PLAN DE CUQUES	366 254,00 €	-20 000,00 €	346 254,00 €
PORT-DE-BOUC	10 878 779,00 €		10 878 779,00 €
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	5 876 621,00 €		5 876 621,00 €
PUYLOUBIER	412 793,00 €		412 793,00 €
ROGNAC	8 955 623,00 €		8 955 623,00 €
ROGNES	642 338,00 €		642 338,00 €
ROQUEFORT LA BEDOULLE	302 299,00 €	-22 400,00 €	279 899,00 €
ROQUEVAIRE	234 027,00 €		234 027,00 €
ROUSSET	8 153 617,00 €		8 153 617,00 €
SAINT-ANTONIN-SUR-BAYON	289 737,00 €		289 737,00 €
SAINT-CANNAT	760 640,00 €		760 640,00 €
SAINT-CHAMAS	2 862 904,00 €		2 862 904,00 €
SAINT-ESTEVE-JANSON	416 251,00 €		416 251,00 €
SAINT-MARC-JAUMEGARDE	592 130,00 €		592 130,00 €
SAINT-MITRE-LES-REMPARTS	1 920 499,00 €		1 920 499,00 €
SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE	1 491 128,00 €		1 491 128,00 €
SAINT-SAVOURNIN	-50 231,00 €		-50 231,00 €
SAINT-VICTORET	943 689,00 €	-45 000,00 €	898 689,00 €
SAINT-ZACHARIE	31 629,00 €		31 629,00 €
SALON-DE-PROVENCE	19 340 669,00 €		19 340 669,00 €
SAUSSET LES PINS	-109 785,00 €	-25 649,00 €	-135 434,00 €
SENAS	2 718 792,00 €		2 718 792,00 €
SEPTEMES LES VALLONS	1 580 507,00 €	-112 300,00 €	1 468 207,00 €
SIMIANE-COLLONGUE	1 140 391,00 €		1 140 391,00 €
TRETS	1 376 451,00 €		1 376 451,00 €
VAUVENARGUES	282 624,00 €		282 624,00 €
VELAUX	3 108 425,00 €		3 108 425,00 €
VENELLES	1 789 732,00 €		1 789 732,00 €
VENTABREN	567 658,00 €		567 658,00 €
VERNEGUES	516 668,00 €		516 668,00 €
VITROLLES	28 095 871,00 €		28 095 871,00 €
TOTAL	650 081 393,00 €	-9 142 791,00 €	640 938 602,00 €

Le montant des attributions de compensation positives s'établit à 642 548 471 € et celui des attributions de compensation négatives est de 1 609 869 €.

Il est précisé que la Métropole devra rembourser, aux communes les dépenses acquittées dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de gestion selon les modalités prévues par ces dernières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des attributions de compensation provisoires des communes membres pour l'année 2019.

Commission "Vie Urbaine"

VU 001-557/19/CT

■ CT1 - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain appartenant aux consorts CASTELLO située avenue Lacanau - La Chaume à Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
 DUFSV 19/17694/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située avenue Lacanau – La Chaume à Marignane appartenant aux consorts CASTELLO, nécessaire à l'aménagement de cette voie » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une parcelle de terrain de 67 m² située La Chaume 13700 Marignane, à détacher de la parcelle cadastrée AV 0183, appartenant aux consorts CASTELLO.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts CASTELLO, ces derniers ont accepté de céder cette parcelle de terrain moyennant une indemnité de 67,50 Euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier qui fixe les modalités de l'acquisition et met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- tous les frais, droits et honoraires liés à la vente ;
- en ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage (s'ils sont requis) ;
- le remboursement de la taxe foncière ;
- le cas échéant, d'autres obligations en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- Le projet de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située avenue Lacanau – La Chaume à Marignane appartenant aux consorts CASTELLO, nécessaire à l’aménagement de cette voie »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative à l’acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant aux consorts CASTELLO est nécessaire à l’aménagement de cette voie.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située avenue Lacanau à Marignane appartenant aux consorts CASTELLO, nécessaire à l’aménagement de cette voie.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 002-558/19/CT

■ CT1 - Acquisition de lots de volume auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA sur l'ancienne gare d'Arenc située chemin de la Madrague Ville à Marseille 2ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17708/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition de lots de volume auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA sur l'ancienne gare d'Arenc située à Marseille 13002 – chemin de la Madrague Ville » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 23 décembre 2009, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention d'intervention foncière sur le site de la gare d'Arenc incluse dans le périmètre de l'extension d'Euroméditerranée, avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la ville de Marseille.

Cette convention signée le 22 janvier 2010 pour une durée de cinq ans, d'un montant global de dix millions d'euros a permis d'assurer la maîtrise foncière du site de la gare d'Arenc.

En effet, afin de maintenir l'activité économique sur ce périmètre et dans l'attente de la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain porté par l'Etablissement Public d'Aménagement

Euroméditerranée, il était nécessaire pour l'intercommunalité de s'assurer de la maîtrise foncière intégrale de ce site qui faisait alors l'objet d'un compromis de vente par la S.N.C.F.

Au titre de cette convention, l'Etablissement Public Foncier PACA s'est donc porté acquéreur de ce bien auprès de la S.N.C.F. par l'exercice d'un droit de priorité qui lui a été délégué par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

L'Etablissement Public Foncier PACA a ainsi acquis par acte du 4 novembre 2010 la pleine propriété des volumes 3 et 5 et la nue-propriété du volume 4 de l'état descriptif de division en volumes établi sur le tènement foncier d'une superficie cadastrale de 102 664 m² cadastré sous les numéros 807 D 83 et 121, situé à Marseille 13002 chemin de la Madrague Ville.

Ces lots à usage d'entrepôts de logistique urbaine ont été acquis pour un montant de 6 115 950 euros.

Etant précisé :

- Que suivant acte du 30 juin 2009 la SCI CARREDIS avait acquis l'usufruit du volume 4 susvisé pour une durée limitée à trente ans (30 ans) à compter du 30 juin 2009, soit jusqu'au 29 juin 2039.
- Que les volumes N° 3 et 1 sont grevés d'une convention d'occupation temporaire, constitutive de droits réels pour le lot 3 et non constitutive de droits réels pour le lot 1, voie d'accès au site et au domaine ferroviaire, d'une durée de 30 ans au profit de la SCI CARREDIS gestionnaire du site, signée le 6 janvier 2006.

Cette convention pour le lot N° 3, constituée par un terrain d'assiette de 67 759m², autorise le bénéficiaire (SCI CARREDIS), à sous-louer par baux civils.

La Métropole Aix-Marseille-Provence fait d'ailleurs partie des sous-locataires pour une superficie de 33 116 m² et y a installé une antenne de la Direction de la Propreté Urbaine.

La liste des autres sous-locataires connus est annexée au présent rapport.

Pour financer cette acquisition, l'Etablissement Public Foncier PACA a eu recours à un emprunt spécifique correspondant au montant de l'acquisition (6,2 millions d'euros) garanti par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de cinq ans adossé à la durée de la convention arrivant à échéance le 27 janvier 2015 et renouvelé par avenant approuvé par délibération le 19 décembre 2014.

La convention d'intervention foncière sur le site de la gare d'Arc-en-Ciel arrive ainsi à son terme en décembre 2019.

Compte tenu de l'issue contractuelle de la durée de portage, de la stratégie et des ambitions de la Métropole en matière de logistique et du positionnement stratégique du site à l'interface du Grand Port Maritime de Marseille et de l'Opération d'Intérêt National, il est proposé de mettre en œuvre l'obligation de rachat de la Métropole prévue dans la convention et le protocole foncier en découlant.

Cette acquisition s'inscrit dans la continuité de la délibération du 28 février 2019 par laquelle la Métropole a affirmé son rôle et ses interventions concernant la logistique et le transport de marchandises auprès de partenaires privés et institutionnels et a lancé l'élaboration d'un schéma directeur et d'une charte en faveur de la logistique urbaine.

Elle permettrait en outre, de pérenniser l'implantation stratégique de la Direction de la Propreté Urbaine.

La garantie de rachat s'élève aujourd'hui à 8 008 382 euros HT (8 386 869.08 euros TTC) correspondant au prix de revient de l'Etablissement Public Foncier PACA, ventilé comme suit :

- 6 115 950 euros : valeur vénale d'acquisition,
- 1 892 432 euros : frais de portage (frais de gestion courante, assurance...).

Le prix sera payé après l'accomplissement des formalités de publicité foncière auprès du bureau des hypothèques compétent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition de lots de volume auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA sur l'ancienne gare d'Arenc située à Marseille 13002 – chemin de la Madrague Ville ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la convention d'intervention foncière sur le site de la gare d'Arenc et son avenant arrivant à leur terme, il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence fasse jouer la garantie de rachat sur laquelle elle s'était engagée.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition de lots de volume auprès de l'Etablissement Public Foncier PACA sur l'ancienne gare d'Arenc située à Marseille 13002 – chemin de la Madrague Ville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 003-559/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une cession de terrain sis boulevard Paul Raphel, au profit de la commune de Saint-Victoret**

**Avis du Conseil de territoire
DUFSV 19/17790/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'une cession de terrain sis boulevard Paul Raphel, au profit de la commune de Saint-Victoret dans le cadre de l'aménagement de places de stationnement au bénéfice de la crèche des Rollandins» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le prolongement de l'ouverture de la nouvelle crèche des Rollandins en septembre 2019, sise boulevard Paul Raphel, la commune de Saint-Victoret souhaite aménager des places de stationnement à proximité et faire l'acquisition à titre onéreux d'une partie des parcelles cadastrées n° AI 0032, AI 0101 et AI 0102 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette opération doit permettre à la crèche de recevoir les enfants dans des conditions de sécurité optimales et le plus rapidement possible.

Dans la mesure où ladite cession n'altérera en rien le devenir des projets en cours dans ce secteur, la Métropole Aix-Marseille-Provence a accepté de céder à l'amiable une partie desdites parcelles, représentant une superficie totale de 621 m2 :

- 477 m2 à détacher de la parcelle AI 0032 ;
- 102 m2 à détacher de la parcelle AI 0101 ;
- 42 m2 à détacher de la parcelle AI 0102.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette cession foncière qui se réalise pour un montant de 55 005 euros HT et qui

représente le prorata du prix d'acquisition en 2017, à confirmer par avis de France Domaine, auquel est appliquée la TVA à 20 % ainsi que la TVA à 20 % sur la plus-value engendrée par la mutation du bien.

Le protocole met à charge de la commune de Saint-Victoret les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à la vente, en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, ainsi que le remboursement de la taxe foncière au prorata des cotisations et frais de gestion figurant à l'avis d'imposition de taxe foncière couru de la date fixée pour l'entrée en jouissance au 31 décembre suivant.

A la demande de la commune, il est entendu que la Métropole Aix-Marseille-Provence mettrait à disposition de la commune de Saint-Victoret les emprises nécessaires de façon anticipée au transfert de propriété des parcelles à titre onéreux, après approbation par la commune de Saint-Victoret en Conseil Municipal du 26 septembre 2019 de ladite mise à disposition ainsi que de la cession objet de la présente.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'une cession de terrain sis boulevard Paul Raphel, au profit de la commune de Saint-Victoret dans le cadre de l'aménagement de places de stationnement au bénéfice de la crèche des Rollandins ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de réaliser cette cession foncière au profit de la commune de Saint-Victoret dans le cadre de l'aménagement de places de stationnement pour la crèche des Rollandins.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur Approbation d'une cession de terrain sis boulevard Paul Raphel, au profit de la commune de Saint-Victoret dans le cadre de l'aménagement de places de stationnement au bénéfice de la crèche des Rollandins.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 004-560/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 3 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17679/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n° 3 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique sur son territoire.

Pour cela, l'Etablissement public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur (EPF PACA) l'accompagne depuis 2011 sur les secteurs tendus à vocation d'économie productive en renouvellement urbain et notamment le périmètre Marseille Nord couvert par la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Façade Maritime Nord.

A ce titre, dans le cadre d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation-impulsion qui a fait l'objet d'avenants, l'EPF PACA accompagne la Métropole et mène une action foncière publique sur le périmètre d'intervention global de plus de 1000 hectares correspondant à l'opération Grand Centre-Ville.

Cette action porte particulièrement sur 7 sites pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables et préemptions : Théodora, Moretti, Actisud, Solidarité, Arnavants, la Cabucelle et Plombières.

Parmi ces sites, certains îlots font l'objet d'une démarche de projet engagée et sont en phase de sortie opérationnelle.

Dans le cadre de la relocalisation d'entreprises évincées d'Euroméditerranée et au regard du développement et du parcours résidentiel d'entreprises occupant déjà ou non les sites, des

cessions de gré à gré au profit d'utilisateurs sont aujourd'hui engagées,

Or, si les modalités de cession de l'EPF PACA permettent une cession de gré à gré à un « utilisateur économique » (entreprise occupante ou non), cette possibilité n'est pas mentionnée expressément dans le dispositif conventionnel qui prévoit pour l'heure deux types de cessions : une cession avec consultation préalable impliquant un cahier des charges, ou une cession directe à un opérateur ou aménageur assortie d'un accord du maire et de la présidente de la Métropole.

Aussi, il convient d'adapter ce dispositif par le biais d'un avenant sur ce point, étant entendu que cette possibilité est subordonnée à une demande expresse de la Métropole et assortie de conditions quant au projet de l'utilisateur (nombre d'emplois créés, contribution à l'attractivité et au développement ...)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la

stratégie foncière de Marseille Provence métropole et la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;

- La délibération AEC 005-1398/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant le renouvellement avec extension de la ZAD – Façade maritime nord de la Ville de Marseille ;
- Les délibérations n° HN 001-17/03/16CM, HN 004-17/03/16CM et HN 005-17/03/16CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole portant respectivement élection du Président, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la métropole portant délégation du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 001-1219/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 002-2501/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant N°1 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La délibération URB 027-3725/18/BM du 18 mai 2018 approuvant l'avenant N°2 à la convention d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la production de foncier économique en renouvellement urbain constitue un enjeu majeur pour le développement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Qu'il est nécessaire d'ajuster les modalités d'exécution de la convention afin de faciliter la sortie opérationnelle des sites.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°3 de la convention

d'intervention foncière à vocation économique sur le secteur Nord de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 005-561/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la convention d'anticipation foncière à vocation économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le secteur Billard-Bricard**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17764/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la Convention d'anticipation foncière à vocation économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Gignac-la-Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le secteur Billard-Bricard » satisfait les conditions de l'article L 518-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte parmi ses compétences le développement économique et l'aménagement du territoire et a manifesté une réelle volonté d'investir ces champs de compétence et de soutenir l'activité productive et logistique de son territoire.

L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), régi par les dispositions des articles L 321-1 et suivants de Code de l'Urbanisme, l'accompagne pour mettre en œuvre des stratégies foncières afin de mobiliser du foncier et de favoriser le développement durable et la lutte contre l'étalement urbain.

Le territoire métropolitain connaît une urbanisation dense. Les espaces de mitage sont nombreux et les opportunités foncières de développement sont rares.

Néanmoins, au nord-ouest du territoire de Marseille-Provence un secteur d'environ 400 hectares présentant un intérêt majeur pour l'accueil d'activités a été identifié et a donné lieu à la création de trois zones d'aménagement concerté (ZAC) : la ZAC des Florides sur la commune de Marignane pour l'accueil d'activités industrielles, tertiaires et de petite production ; la ZAC des Aiguilles sur la commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'accueil d'activités de petite logistique et enfin la ZAC d'Empallières sur la commune de Saint-Victoret pour l'accueil d'activités tertiaires et de petite production.

Le positionnement économique de ce bassin est mis en exergue au travers de l'agenda du développement économique et du DOFIE (Dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique). Ces documents révèlent une offre foncière et immobilière déficitaire et flèchent ce secteur comme un pôle économique attractif à développer et requalifier.

L'opération Billard-Bricard en extension et requalification est identifiée comme étant prioritaire au DOFIE.

La Métropole et la commune de Gignac-la-Nerthe souhaitent poursuivre dans cette voie et envisagent à terme la création d'une ZAC d'activité économique sur le secteur de Billard-Bricard situé dans la continuité de la ZAC des Florides, en bordure de la RN 368 et desservi par l'A55.

Une étude de faisabilité et une étude économique diligentées, en son temps, ont permis d'esquisser un schéma type d'aménagement global et ont conclu à l'orientation de ce site pour l'accueil d'activités généralistes avec une spécialisation vers des activités artisanales.

Par délibération en date du 3 juillet 2016, le Bureau de la Communauté urbaine avait confié à la SOLEAM la réalisation d'études préalables à la création d'une ZAC sur ce secteur et une étude urbaine avait, également, été conduite afin de définir un programme d'aménagement.

Cette convention a récemment fait l'objet d'un avenant N°2 approuvé par la Métropole par délibération en date du 20 juin 2019.

Cet avenant établit un périmètre élargi à 46 ha englobant 2 sous périmètres distincts sur la commune de Gignac-la-Nerthe, redéfinit le cadre des études à lancer et les montants financiers induits notamment par la problématique de la pollution des sols.

Au sein de ce secteur la Métropole maîtrise d'ores et déjà du foncier, et des procédures de préemption sont en cours.

Il s'avère donc utile aujourd'hui de poursuivre et de renforcer la maîtrise foncière par anticipation de ce secteur, pour continuer le remembrement entrepris et la constitution de réserve foncière, veiller à la régulation des prix et mettre en place une ingénierie de traitement des sols pollués prégnante sur une partie du site.

Ainsi, la Métropole, la commune et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour conduire une mission d'anticipation foncière sur ce territoire à enjeux.

La présente convention a pour objectif de définir aussi bien sur le plan technique que financier le partenariat entre la commune de Gignac la Nerthe, la Métropole et l'EPF PACA.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à 20 000 000 d'euros (vingt millions d'euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.;

- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe et le lancement du Plan d'Actions Foncières métropolitain ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès-verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vice-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de prudence pour le choix du régime des provisions pour risques
- La délibération VECO 001-490/18/CT du 11 décembre 2018 portant approbation du dispositif de Production de l'Offre Foncière Immobilière à vocation économique sur le territoire de la Métropole 2018 - 2032.
- La délibération URB 004-61009/19/BM du 20 juin 2019 approuvant l'avenant n° 2 du mandat d'étude avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « l'approbation de la convention d'anticipation foncière à vocation économique entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le secteur Billard-Bricard »

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le secteur Billard-Bricard est un secteur à enjeu économique prioritaire et identifié dans le DOFIE.
- Qu'il y a lieu de conclure un partenariat avec l'EPF PACA en vue d'accompagner le projet d'aménagement..

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la convention d'anticipation foncière à vocation économique entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le secteur Billard-Bricard .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 006-562/19/CT

■ CT1 - Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur Noailles à Marseille 1er arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17285/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan Lutte contre l'Habitat Indigne – Approbation de la convention d'intervention foncière

entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, a proposé une nouvelle stratégie durable pour le traitement de l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pourvoir porter atteinte à la propriété privée lorsqu'elle est source d'indignité. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

L'action foncière est un volet essentiel de cette stratégie, c'est pourquoi il s'est avéré nécessaire de renforcer et d'adapter les partenariats avec les opérateurs fonciers déjà mobilisés sur le périmètre du grand centre-ville de Marseille.

A ce titre, dans le cadre d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation-impulsion qui a fait l'objet d'avenants, l'EPF accompagne la Métropole et mène une action foncière publique sur un périmètre d'intervention global de plus de 1000 hectares correspondant à celui de l'opération Grand Centre-Ville. Cette action porte particulièrement sur 12 sites pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables, préemption et expropriation.

Aujourd'hui, la stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline au travers du Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 20 juin 2019. Il s'agit d'un cadre d'actions coordonnées et transversales qui établit un programme de travail et prend la forme d'un contrat conclu entre l'Etat, la ville de Marseille, Euroméditerranée, le département, l'EPF, l'ANAH, l'ANRU, l'ARHLM et la CDC.

Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement. Parmi ces 4 îlots, figure l'îlot Noailles-Ventre qui intègre les parcelles concernées par le sinistre de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre

2018 suite à l'effondrement des numéros 63, 65 et 67 de la rue.

Suite à la remise du rapport du collège d'experts de la rue d'Aubagne au Maire de Marseille, la ville de Marseille a annoncé par communiqué de presse du 1er mars 2019 sa décision de maîtriser les immeubles compris entre les numéros 71 et 83 (inclus) de la rue d'Aubagne. Pour assurer la cohérence d'un projet qui reste entièrement à définir, l'intervention en maîtrise foncière doit être étendue aux parcelles privées des n° 65, 67 et 69, rue d'Aubagne. Il est à rappeler que les ténements des n°61 et 63 sont propriété de Marseille Habitat.

Compte-tenu de ces éléments, La Métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et l'EPF PACA ont ainsi convenu de s'associer pour conduire une mission spécifique de maîtrise foncière et de portage des immeubles compris entre les numéros 65 et 83 (inclus) de la rue d'Aubagne dans le cadre d'une convention en phase impulsion-réalisation, en vue de constituer la réserve foncière nécessaire au projet de renouvellement urbain restant à définir en concertation.

Le montant de l'engagement financier de l'EPF PACA au titre de la présente convention est fixé à cinq millions d'euros, hors taxes et hors actualisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;
- Les procès verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vices-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « L'approbation de la convention d'intervention foncière entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de mettre en œuvre une action foncière partenariale déclinant la nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé,
- Que le Plan partenarial d'aménagement du centre-ville précise les actions à mettre en œuvre notamment sur les îlots opérationnels en première phase,
- Qu'il est nécessaire de mener une mission de maîtrise foncière sur le site de la rue d'Aubagne,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation de la convention d'intervention foncière conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le site de la rue d'Aubagne à Marseille 1^{er} arrondissement ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 007-563/19/CT

■ CT1 - Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne - Approbation de la convention d'études entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'îlot Noailles-Ventre 1er arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17678/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan Lutte contre l'Habitat Indigne – Approbation de la convention d'études entre la A Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'îlot Noailles-Ventre à Marseille 1^{er} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, a proposé une nouvelle stratégie durable

pour le traitement de l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pourvoir porter atteinte à la propriété privée lorsqu'elle est source d'indignité. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

L'action foncière est un volet essentiel de cette stratégie, c'est pourquoi il s'est avéré nécessaire de renforcer et d'adapter les partenariats avec les opérateurs fonciers déjà mobilisés sur le périmètre du grand centre-ville de Marseille.

A ce titre, dans le cadre d'une convention d'intervention foncière en phase anticipation-impulsion qui a fait l'objet d'avenants, l'EPF accompagne la Métropole et mène une action foncière publique sur un périmètre d'intervention global de plus de 1000 hectares correspondant à celui de l'opération Grand Centre-Ville. Cette action porte particulièrement sur 12 sites pour produire du foncier et constituer la réserve foncière nécessaire à la reconstitution de l'offre, ceci par acquisitions amiables, préemption et expropriation.

Aujourd'hui, la stratégie de lutte contre l'habitat indigne sur le grand centre-ville de Marseille se décline au travers du Plan Partenarial d'Aménagement (PPA) approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 20 juin 2019. Il s'agit d'un cadre d'actions coordonnées et transversales qui établit un programme de travail et prend la forme d'un contrat conclu entre l'Etat, la ville de Marseille, Euroméditerranée, le département, l'EPF, l'ANAH, l'ANRU, l'ARHLM et la CDC.

Conclu pour une durée de 15 ans et portant sur un périmètre d'intervention de 1000 hectares, il identifie 4 îlots opérationnels de première phase sur lesquels études et actions opérationnelles seront conduites prioritairement. Parmi ces 4 îlots, figure l'îlot Noailles-Ventre qui intègre les parcelles concernées par le sinistre de la rue d'Aubagne survenu le 5 novembre 2018 suite à l'effondrement des numéros 63, 65 et 67 de la rue.

Cet îlot bénéficie déjà d'une bonne connaissance de terrain, notamment grâce à l'étude urbaine multithématique conduite par la SOLEAM sur le quartier Noailles qui a permis de définir des orientations d'intervention et d'identifier les leviers d'actions nécessaires à la requalification du quartier. Toutefois, il est aujourd'hui nécessaire d'engager des études pré-opérationnelles complémentaires à l'échelle de l'îlot (études réseaux et sols, analyse de

l'état du bâti et de son occupation, études de conception à l'îlot, études structures, etc.) qui sont un préalable indispensable à la conception, en concertation, du projet puis de sa mise en œuvre. La Métropole Aix-Marseille-Provence sera maître d'ouvrage de l'ensemble de ces études.

C'est à ce titre que la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'EPF PACA ont convenu de s'associer pour suivre et participer aux études à mener sur l'îlot susvisé dans le cadre d'une convention d'études spécifique.

L'EPF réalisera par ailleurs un référentiel foncier, contribuera à la mise en place des stratégies foncières en découlant et participera au financement des différentes études pré opérationnelles à hauteur de 50% dans la limite d'un plafond de 60 000 euros (soixante mille euros) hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat Métropolitain ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 134-11 et suivants et les articles L 153-1 et suivants ;

- Les procès verbaux n° FAG 001-4256/18/CM, FAG 003-4258/18/CM et FAG 004-4259/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole portant élection respectivement de la Présidente, des Vices-Présidents et des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEVT 012-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération sur portant sur «Approbation de la convention d'études entre la A Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur les îlots Belle de Mai, Noailles-Ventre et Noailles-Delacroix à Marseille 3^{ème} et 1^{er} arrondissements ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de mettre en œuvre une action foncière partenariale déclinant la nouvelle stratégie durable de lutte contre l'habitat indigne et dégradé,
- Que l'îlot Noailles-Ventre fait partie des quatre îlots opérationnels de première phase identifiés dans le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille, sur lesquels études et actions opérationnelles devront être conduites prioritairement
- Qu'il y a lieu de lancer les études pré-opérationnelles complémentaires nécessaires sur l'îlot opérationnel de première phase Noailles-Ventre

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation Plan Lutte contre l'Habitat Indigne – Approbation de la convention d'études entre la A

Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur sur l'îlot Noailles-Ventre 1^{er} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 008-564/19/CT

■ CT1 - Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la SOLEAM pour la restructuration des îlots Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat. Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et Parcellaire

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17557/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la SOLEAM pour la restructuration des îlots Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat. Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire », satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ville de La Ciotat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier PACA mènent une action partenariale sur le centre historique de La Ciotat, visant à maîtriser les terrains d'assiette d'un Projet de Renouvellement Urbain de ce secteur, renommé le Vieux La Ciotat.

L'objectif commun est affirmé, dans le prolongement de la dynamique d'aménagement des quartiers Saint Jacques et Pénitents Bleus, il s'agit de restaurer le centre historique de La Ciotat afin de le rendre plus agréable à vivre pour ses habitants et plus attractif pour les visiteurs et les touristes en :

- Améliorant et diversifiant les conditions de logement,
- Aménageant des espaces publics de proximité qualitatifs,
- Créant des équipements publics modernes.

Dans ce cadre, la commune souhaite modifier en profondeur deux îlots :

- L'îlot Porte des Temps : dans l'optique de créer un passage sous porche visant à désenclaver le secteur ;
- L'îlot Renan : qui devrait être partiellement démoli et reconstruit sur sa portion Nord, l'autre moitié étant aménagée en place publique. Ce secteur comprend également la réhabilitation lourde du bâti R+2 existant sur les parcelles cadastrées AD n° 210 et 211 (au sud de l'îlot).

En effet, le centre historique est très dense et peu relié au reste de la ville contemporaine. Les accès piétons sont insuffisamment marqués et lisibles. Les itinéraires de promenade par le centre-ville sont concurrencés par les parcours paysagers aujourd'hui plus attractifs du bord de mer.

Des îlots dégradés présents dans le centre historique forment des poches très vétustes ; composées de logements qui ne correspondent pas aux normes d'habitabilité (petite surface, mono orienté, peu éclairé, pas isolé) et mal adaptés à la vie contemporaine. A ce constat se rajoute un fort taux de vacance.

Même en se maintenant de façon significative le long et autour de la rue des Poilus et de quelques places, le commerce tend à disparaître dans les autres rues du centre ancien. L'offre commerciale est fragilisée et incomplète avec une faiblesse des enseignes de qualité (en particulier pour les métiers de bouches et commerces de proximité).

Depuis septembre 2014, la commune assistée par le Cabinet Le Creuset Méditerranée, réalise un diagnostic social, économique et urbain du « Vieux La Ciotat ».

Par délibération du 20 novembre 2015, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé la Convention d'Intervention Foncière sur le périmètre du centre ancien de La Ciotat.

Suite à cette délibération, compte tenu du rapport de l'ARS établissant l'absence d'insalubrité irrémédiable, la commune de La Ciotat a décidé de réaliser un programme mixte d'habitats, de commerces et d'espaces publics sur les sites Porte des Temps et Renan, en poursuivant des objectifs d'aménagement.

L'aménageur en charge de la réalisation des travaux d'aménagement et de restructuration de l'habitat est la SOLEAM suivant une concession d'aménagement transférée le 1^{er} janvier 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence par un avenant n° 11 au traité de concession. La concession est prévue jusqu'au 31 décembre 2021.

Initiées depuis 2003 par la SOLEAM puis par l'Etablissement Public Foncier PACA, les négociations amiables ont permis d'obtenir 80 % de la maîtrise foncière de ces îlots. Parallèlement à la poursuite des négociations amiables engagées avec les propriétaires concernés, il est nécessaire d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique du projet de restructuration des îlots Renan et Porte des Temps afin de poursuivre la maîtrise foncière par voie d'expropriation.

Le périmètre de la déclaration d'utilité publique porte sur :

- Les parcelles cadastrées Section AD numéros 191 à 197 et les parcelles cadastrées Section AD numéros 210 et 211 constituant l'îlot Renan
- Les parcelles cadastrées Section AD numéros 252 et 370 constituant l'îlot Porte des Temps.

Conformément à l'article L 300-4 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence chargera la SOLEAM de la poursuite des acquisitions par voie d'expropriation par un avenant n° 18 au traité de concession.

En application des articles L 121-1 et suivants et de l'article R 131-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, il y a lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la SOLEAM pour la restructuration des îlots Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat. Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et Parcellaire.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la

SOLEAM permettra de déclarer l'utilité publique du projet de réalisation d'un programme mixte d'habitat sur les sites Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat et de poursuivre la maîtrise foncière par voie d'expropriation ;

- Que ce projet s'inscrit dans le cadre du projet global de requalification du vieux La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le lancement d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou de son concessionnaire la SOLEAM pour la restructuration des îlots Renan et Porte des Temps du centre ancien de La Ciotat. Demande d'ouverture conjointe des enquêtes publiques préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et Parcellaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 009-565/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un apport foncier par la SCCV IMMO SAINT ANTOINE au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire

DUFVS 19/17667/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un apport foncier par la SCCV IMMO SAINT ANTOINE au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont arrêté un programme d'équipements publics à édifier pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné ainsi que les modalités de financement desdits équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole puis la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

Au terme de la convention tripartite de participation n° 18/0633 signée le 4 septembre 2018 par la SCCV IMMO SAINT ANTOINE, la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, le montant de la participation due par le constructeur à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 439 754.37 euros dont un apport foncier d'une valeur de 38 550 euros et le solde sous forme d'un paiement en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert auprès de la SCCV IMMO SAINT ANTOINE les parcelles de terrain cadastrées Section 857 B numéros 214- 215- 216 et 218 pour une superficie totale de 771 m² sises boulevard de Pont de Vivaux et impasse des Frênes à Marseille 10^{ème} arrondissement afin de permettre l'élargissement desdites voies conformément aux emplacements réservés n°10-754 et 10-726 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

Le protocole foncier annexé à la présente délibération définit les conditions de cette acquisition foncière et

met à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Métropole les frais qui y sont liés et qui comprennent les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition ainsi que le remboursement de la taxe foncière.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le code général des collectivités territoriales;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 donnant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal d'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un apport foncier par la SCCV IMMO SAINT ANTOINE au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un apport foncier par la SCCV IMMO SAINT ANTOINE au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10ème arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un apport foncier par la SCCV IMMO SAINT ANTOINE au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10ème arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 010-566/19/CT

■ **CT1 - ZAC des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 14ème arrondissement - Approbation du programme des équipements publics modifié et des modalités de financement - Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole, la Ville de Marseille et la SOLEAM**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17715/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Zone d'aménagement concerté (ZAC) des hauts de sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement – Mise en valeur du domaine Montgolfier - Approbation du programme des équipements publics modifié et des modalités de financement – Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole, la Ville de Marseille et la SOLEAM » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Zone d'Aménagement Concerté des hauts de sainte Marthe a été créée par délibération du Conseil Municipal n°04/1150/TUGE lors de la séance du 13 décembre 2004. La Ville de Marseille a concédé l'aménagement et l'équipement de cette opération par délibération n°06/0893/TUGE en date du 2 octobre 2006 à la SAEML Marseille Aménagement, ayant fait l'objet en 2013 d'une fusion absorption par la SPL SOLEAM.

Cette opération a été transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre à approbation du Bureau de la Métropole une modification du programme des équipements publics et de ses modalités de financement et une convention financière tripartite.

Le programme des équipements publics est modifié en vue d'y intégrer la réhabilitation et la mise en valeur du domaine bastidaire dit « Montgolfier », patrimoine communal de 12 hectares inscrit aux monuments historiques, ayant fait l'objet d'un plan de gestion à la demande de la Direction Régionale des Affaires Culturelles conduit par la ville de Marseille en 2018.

Les bâtiments composant le domaine Montgolfier sont

deux bastides, deux fermettes, un bâtiment d'écuries, deux moulins, un hangar et diverses pièces de petit patrimoine bastidaire.

Le parc du domaine se compose de prairies, bosquets, talus, arbres de hautes tiges (cyprès chauves, platanes, tilleuls, chênes verts et pubescents) et d'une tèse. Il est traversé par le ruisseau de plombières, accompagné d'une ripisylve importante.

Le domaine est occupé pour moitié (6ha) par une des fermes pédagogiques de la Ville de Marseille, faisant l'objet d'une délégation de service public.

Le domaine Montgolfier est le seul domaine communal bastidaire complet inscrit aux monuments historiques. A ce titre, il a une forte valeur patrimoniale.

Le projet proposé par la Ville de Marseille, sur la base du plan de gestion, pour mettre en valeur ce domaine et le faire connaître est d'amplifier l'action éducative mise en place depuis de nombreuses années :

- étendre l'activité pédagogique à un public élargi et à l'ensemble du domaine à travers un partenariat avec :
 - le musée d'histoire, le muséum d'histoire naturelle, les archives municipales pour les fonctions muséales, pour les thématiques historiques, patrimoniales et écologiques
 - l'université Aix Marseille Provence et le bureau des guides dans des fonctions de formation et d'enseignement sur les thématiques environnementales et écologiques.
- conserver une activité agricole en la faisant évoluer vers une exploitation plus traditionnelle, émanation de l'agriculture bastidaire : maraichère, fruitière et d'élevage,
- proposer de la restauration avec des produits de la ferme, transformés sur place
- assurer une fonction d'hébergement : classes vertes et randonneurs en partenariat avec le bureau des guides

Le programme des équipements publics modifié ainsi que les pièces faisant état, conformément à l'article R 311-7 du code de l'urbanisme, de l'accord de la Ville de Marseille exprimé en séance du 30 septembre 2019 sur le principe de la réalisation des équipements de compétence communale, sur les modalités de leur

incorporation dans son patrimoine seront joints au dossier de réalisation qui s'en trouve ainsi modifié.

Le coût de l'ensemble des travaux architecturaux et paysagers, prenant en compte la maîtrise d'œuvre, les aléas et la rémunération de l'aménageur, a été évalué à 12,2 millions d'euros HT (14,4 M€ TTC) à phaser sur plusieurs années. Il sera intégralement pris en charge par la ville de Marseille. Les études et travaux seront conduits par la SOLEAM, aménageur de la ZAC.

Conformément aux dispositions de l'article 17.5 de la convention de concession d'aménagement relative à l'opération, le concessionnaire est habilité à recevoir d'autres collectivités territoriales des versements financiers au bénéfice de l'opération après avoir obtenu l'accord du concédant.

Afin de permettre un versement direct de la Ville à l'aménageur, le conseil municipal du 16 septembre 2019 a approuvé une convention financière entre la SOLEAM, la Ville de Marseille et la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur la ZAC des hauts de sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement – Mise en valeur du domaine Montgolfier - Approbation du programme des équipements publics modifié et des modalités de financement – Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole, la Ville de Marseille et la SOLEAM.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la ZAC des hauts de sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement – Mise en valeur du domaine Montgolfier - Approbation du programme des équipements publics modifié et des modalités de financement Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole, la Ville de Marseille et la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la ZAC des hauts de sainte Marthe à Marseille 14^{ème} arrondissement – Mise en valeur du domaine Montgolfier - Approbation du programme des équipements publics modifié et des modalités de financement – Approbation de la convention financière tripartite entre la Métropole, la Ville de Marseille et la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 011-567/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un avant-projet d'une Grande Opération d'Urbanisme dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement du centre ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17890/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avant-projet d'acte de qualification de la Grande Opération d'Urbanisme du Centre-Ville de Marseille - Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce – Chapitre – Autorisation donnée à la présidente de la Métropole de consulter la ville de Marseille ».

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 20 juin 2019, la métropole Aix-Marseille-Provence a autorisé sa Présidente à signer le contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille. Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager.

Les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, véritable ambition pour le centre ancien de Marseille en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie.

Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU). La GOU devra traduire en termes opérationnels la stratégie de développement du centre-ville initiée dans le cadre du PPA sur le périmètre retenu pour sa mise en œuvre, principalement en vue de traiter la question du mal-logement de manière intégrée, dans une démarche de projet urbain global apportant également des réponses en termes d'attractivité résidentielle, de

mobilité, de développement économique et commercial et d'offre en équipements publics de proximité. La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du code de l'urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du PPA, au titre desquels la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires. La loi prévoit ainsi des effets juridiques attachés au périmètre de GOU, prévus notamment aux articles L.312-5 et L.312-6, et expressément rappelés à présent :

- L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire, d'aménager ou de démolir et pour se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable à l'intérieur d'une GOU est le président de l'intercommunalité à l'initiative de la GOU, et donc ici potentiellement le Président de la métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'intercommunalité co-contractante, et donc ici la métropole Aix-Marseille-Provence, sera potentiellement compétente pendant toute la durée de la GOU pour la réalisation, la construction, l'adaptation ou la gestion d'équipements publics relevant de la compétence de la commune de Marseille, nécessaires à la GOU et identifiés et localisés dans l'acte de qualification mentionné au même article L. 312-4. La métropole Aix-Marseille-Provence assurant alors la maîtrise d'ouvrage de ces équipements ;

- L'intercommunalité co-contractante, et donc ici la métropole Aix-Marseille-Provence, sera seule compétente pour conclure, par décision de son organe délibérant, une ou plusieurs conventions de projet urbain partenarial dans le périmètre de la GOU ;

- Le permis d'innover, prévu par l'article 88 II de la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine de juillet 2016, peut être utilisé pour déroger à des règles s'opposant à la réalisation des projets, sans qu'il soit pour autant porté atteinte aux objectifs poursuivis par les législations concernées ;

- Une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) particulière d'une durée exceptionnelle de 10 ans peut être instaurée sur tout ou partie du périmètre de la GOU ;

- Les Etablissements Publics d'Aménagement (EPA) de l'Etat peuvent être autorisés, après avis conforme

de l'intercommunalité ayant décidé de la qualification de GOU, et donc ici la métropole Aix-Marseille-Provence, et avis conforme de la commune, à réaliser des opérations d'aménagement, ainsi que les acquisitions foncières nécessaires à ces opérations, dès lors qu'ils seront titulaires d'une concession d'aménagement ;

- La procédure intégrée prévue à l'article L.300-6-1 du code de l'urbanisme peut être utilisée pour mettre en compatibilité les documents de planification ou schémas avec les opérations présentant un caractère d'intérêt général menées.

Il est proposé dans un premier temps de limiter les effets juridiques de la GOU au transfert à la Métropole de la compétence droit des sols sur le périmètre retenu et au transfert de la maîtrise d'ouvrage des équipements publics de compétence municipale nécessaires à la GOU, listés en annexe 2 du présent rapport.

Le présent rapport a pour objet de faire approuver par le Conseil de Métropole un avant-projet d'acte de qualification de GOU et d'autoriser la Présidente de la Métropole à solliciter l'avis de la ville de Marseille sur cet avant-projet. L'avis conforme de la ville de Marseille devra intervenir dans un délai de trois mois à compter de sa saisine par la Métropole, son avis étant réputé favorable s'il n'est pas intervenu avant l'expiration de ce délai. La qualification de la GOU pourra être délibérée par le Conseil de Métropole seulement après avis conforme de la Ville et avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département.

Périmètre proposé (annexe 1) : Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce - Chapitre

La complexité et les grands enjeux urbains attachés au projet urbain Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai et aux secteurs Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce - Chapitre justifient leur intégration dans un périmètre de GOU afin de répondre aux besoins de ces quartiers prioritaires de centre-ville.

Le périmètre proposé englobe ainsi des secteurs fortement touchés par la problématique de l'habitat indigne et dégradé, dont les 3 îlots situés dans les secteurs de Noailles et Belle de Mai et décrits au PPA, et l'élargit aux emprises des quartiers ou opérations d'ensemble dans lesquels ils se situent afin d'assurer la cohérence territoriale des interventions à venir.

Les interventions projetées sur les premiers îlots auront pour but de préfigurer les actions de plus long terme, décrites dans le contrat de PPA. Ces îlots feront l'objet d'un projet urbain ambitieux et multithématique et proposeront des solutions innovantes (bâtiment zéro charge, bail réel solidaire...) visant à l'amélioration du cadre de vie dans le centre-ville. Les interventions se feront en priorité sur la thématique de l'habitat indigne et

dégradé, mais également sur l'offre et la qualité des équipements publics (écoles, crèches, centres-sociaux, médiathèques, espaces publics et de loisirs), l'animation et l'attractivité commerciale, l'amélioration de la gestion urbaine de proximité, ou encore le confort urbain et la lutte contre les îlots de chaleur urbaine.

Le quatrième et dernier îlot décrit dans le contrat de PPA, intitulé Hoche-Versailles, situé dans le secteur d'aménagement Euroméditerranée, sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de l'EPAEM, hors périmètre de la GOU.

Ces secteurs, compris dans le périmètre proposé pour la GOU ont des caractéristiques et enjeux communs. Quartiers denses et contraints générant souvent des conditions d'habitat difficile, ils sont marqués par une forte vacance et dégradation du bâti ancien.

L'amélioration de l'habitat, de l'animation et l'attractivité commerciale, de la gestion urbaine de proximité (livraisons/logistique urbaine, gestion et valorisation des déchets, circulation, stationnement, modes de déplacements, nettoyage, sécurité, gestion des espaces verts, mobilier urbain, etc.), du confort urbain et de lutte contre les îlots de chaleur (végétalisation, espaces de pleine terre, perméabilisation des sols, etc.) doivent être le vecteur prioritaire des projets d'aménagement à engager. Dans un souci de partage et d'association des habitants, des usagers et acteurs locaux, une démarche de concertation sera menée tout au long du projet. A travers la concertation, l'objectif est de partager la compréhension des enjeux du centre ville et des contraintes de l'action publique locale en favorisant les coopérations et les solidarités entre habitants et acteurs.

Ces secteurs sont par ailleurs particulièrement concernés par un déficit d'équipements publics et de loisirs, notamment à destination des enfants et des jeunes (écoles, crèches, centres-sociaux, espaces publics et de loisirs), qui affecte leur cadre de vie.

Pour chaque secteur sont listés les équipements publics de compétence municipale à créer/restructurer et classés selon trois catégories : ceux localisés et qui font l'objet d'une programmation technique et financière, ceux localisés sans programmation technique et financière, et enfin ceux dont seul le besoin est identifié à l'heure actuelle. Ces équipements structurants doivent répondre aux enjeux de développement social de ces quartiers prioritaires et jouer un rôle central pour l'amélioration du cadre de vie de leurs habitants pour contribuer à assurer une égalité de droits et d'accès à une offre de services sociaux, éducatifs, sportifs, de loisirs et culturels de qualité et adaptée aux besoins. Il s'agit également de répondre aux enjeux actuels de lutte contre les îlots de chaleur urbain auxquels sont confrontés ces secteurs par la création d'espace de respiration nécessaires participant à l'amélioration de la qualité de vie et au retour de la nature en ville.

Secteur Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai

Depuis 2015, la métropole Aix-Marseille-Provence et la ville de Marseille se sont engagées dans un projet ambitieux de transformation urbaine baptisé « Quartiers Libres Saint-Charles Belle de Mai ». Il inclut dans son périmètre le projet de doublement de la gare Saint-Charles et 140 hectares des quartiers environnants, marquant ainsi la volonté de poursuivre le développement de ce secteur de centre-ville. L'ambition du projet est de répondre aux grands objectifs suivants :

- Elargir le centre-ville marseillais et conforter l'entrée métropolitaine de Marseille Saint Charles autour des anciennes casernes et du pôle ferroviaire Saint Charles ;
- Innover l'architecture et l'urbanisme au service de la qualité de vie ;
- Pérenniser et valoriser la diversité ;
- Insuffler une nouvelle dynamique économique au service de l'emploi ;
- Structurer le territoire au profit de l'équité sociale.

Le site des 7 hectares d'anciennes friches militaires constitue aujourd'hui la première opération d'aménagement du secteur. Sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine, elle décline les ambitions et les enjeux du Plan Guide des 140 hectares.

Le projet urbain Quartiers Libres est un projet permanent mené depuis 2014 en concertation avec les habitants et acteurs du territoire. Ils sont associés en continu à la définition et à la mise en œuvre du projet sur l'ensemble des thématiques abordées : habitat, mobilité, espaces publics, équipements publics, stratégie environnementale ; et ce sous diverses formes (balades urbaines, exposition participative, journal du projet, ateliers de travail thématiques, réunions publiques, site internet dédié).

L'îlot Clovis Hugues - Belle de Mai, compris dans le périmètre de projet Quartiers Libres, concentre d'importantes difficultés caractéristiques du secteur et notamment une importante dégradation du bâti ancien. En 2017, une étude pré-opérationnelle pour la définition d'un dispositif d'intervention pour l'amélioration de l'habitat du quartier a permis d'identifier différentes pathologies du bâti résultant d'un manque d'entretien manifeste. Les interventions à venir sur cet îlot constitueront un des leviers de la dynamique de développement en accompagnement des actions plus globales en matière de mobilité, d'espaces publics et d'équipements publics menées à l'échelle du projet Quartiers Libres.

Il est par ailleurs à préciser que le périmètre proposé pour la future GOU sur ce secteur se superpose pour partie avec le périmètre de l'Opération d'Intérêt National (OIN) Euroméditerranée. Pour assurer la cohérence et l'opérationnalité de la future GOU, la métropole Aix-Marseille-Provence sollicite donc auprès de l'Etat une dérogation opérationnelle à l'OIN pour plusieurs années, le temps de la mise en œuvre,

notamment, des actions engagées dans le cadre du projet urbain Quartiers Libres.

Sont identifiés ci-dessous équipements publics de compétence municipale, à créer, restructurer ou dont le besoin est identifié sur le secteur Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai.

Seuls les équipements décrits en annexe 2 du rapport sont concernés par une proposition de transfert de maîtrise d'ouvrage au profit de la métropole Aix-Marseille-Provence.

1/ Equipements publics localisés et chiffrés, objets d'une programmation technique et financière

Education :

- Groupe Scolaire Marceau (13003) : en cours de réalisation sous maîtrise d'ouvrage publique ville de Marseille, 22 classes, livraison prévisionnelle rentrée 2022
- Groupe Scolaire et le parc Jolie Manon (13003) : consultation de maîtrise d'œuvre en cours sous maîtrise d'ouvrage publique ville de Marseille, 17 classes, livraison prévisionnelle 2023 pour un montant prévisionnel de 10 millions d'euros
- Groupe scolaire Jobin (13003) : construction d'un groupe scolaire en lieu et place du groupe scolaire existant, livraison prévisionnelle 2024 pour un montant prévisionnel de 7,5 millions d'euros.
- Groupe scolaire Bernard Cadenat (13003) : restructuration et agrandissement du groupe scolaire existant, livraison prévisionnelle 2023 pour un montant global prévisionnel de 5,5 millions d'euros
- Groupes scolaires Pommier et National (13003) : restructuration des deux groupes scolaires avec fonctionnement urbain associé, livraison prévisionnelle 2024 pour un montant prévisionnel de 18 millions d'euros.

Social/loisirs :

- Couvent et Jardin Levat (13003) : aménagement d'un équipement socioculturel avec réhabilitation du bâtiment et remise en état du jardin, réalisation prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel de 5,5 millions d'euros
- Gymnase Busserade (13003) : construction d'un gymnase, réalisation prévisionnelle 2025 - livraison 2027 pour un montant prévisionnel de 4 millions d'euros

Lutte contre les îlots de chaleur/ développement durable :

- Forêt urbaine sur le site des casernes (13003) : réalisation d'une forêt urbaine de 2 hectares, réalisation prévisionnelle 2022 - livraison 2025 pour un montant prévisionnel de 6 millions d'euros (chiffage AVP)

2/ Equipements publics localisés, sans programmation technique et financière arrêtée

Social/loisirs :

- Maison Pour Tous Belle de Mai et son annexe : restructuration et réhabilitation lourde
- Centre d'Animation et de Loisirs (CAL) Busserade (13003) : requalification et restructuration

- Centre de loisirs sportifs en accompagnement de l'école Jolie Manon (13003) : création d'un centre de loisirs sportifs par réhabilitation du bâtiment situé 32, rue Loubon

- Bibliothèque sur le site de la caserne du Muy (13003) : construction d'une bibliothèque dans une aile du Muy

- Crèche Cadenat (13003) : restructuration de la crèche municipale

- Crèche Ceylan (13003) : restructuration de la crèche municipale

3/ Equipements publics dont le besoin est identifié (à localiser, programmation technique et financière à définir)

Education :

- Groupe scolaire à créer sur le périmètre Quartiers Libres : foncier en cours d'identification pour la réalisation de 20 classes

Social/loisirs :

- Bureau municipal de proximité rue Léon Perrin (13003) : repositionnement du bureau municipal de proximité dans un nouveau lieu à localiser à proximité des transports en commun et d'autres équipements publics, au cœur du projet Quartiers Libres ou de la gare Saint-Charles

Secteur Noailles - Opéra - Thiers - Belsunce - Chapitre

Le sud du périmètre de GOU proposé correspond aux limites élargies des quartiers administratifs Noailles, Opéra, Thiers, Belsunce et Chapitre situés dans le 1^{er} arrondissement ainsi qu'une partie du 6^{ème} arrondissement de Marseille. Ces quartiers d'hyper-centre sont caractérisés par des conditions d'habitat difficiles principalement liées à la densité du bâti et aux interactions complexes avec une forte densité commerciale. Le patrimoine bâti de ces secteurs fait par ailleurs l'objet d'une protection au titre de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP), devenue « Site Patrimonial Remarquable » (SPR) suite à la promulgation de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.

Le quartier Noailles en particulier a déjà fait l'objet d'une étude urbaine multithématique, afin de définir des orientations d'intervention et d'identifier les leviers d'actions nécessaires à la requalification de ce quartier historique. La phase diagnostic de cette étude s'est appuyée sur une véritable démarche participative associant habitants du quartier, associations, commerçants et services techniques gestionnaires (forum ouvert et balades urbaines) qui a permis d'affiner le diagnostic et de faire évoluer les propositions en concertation avec les habitants, les usagers et les services. Les grandes orientations de ce projet sont notamment d'améliorer la qualité de l'habitat, de requalifier, d'apaiser et de libérer l'espace public (principalement en réduisant à l'essentiel à la place de la voiture), de repenser la gestion urbaine de

proximité (gestion des déchets et organisation des livraisons) et de doter le quartier d'équipements publics de proximité notamment à destination des enfants et des jeunes.

Les autres secteurs qui rencontrent des problématiques similaires, feront l'objet d'études à venir en concertation avec la population et les acteurs du territoire afin d'identifier les orientations d'intervention et les leviers d'actions nécessaires à la requalification de ces quartiers.

Sont compris dans ce périmètre :

- Les deux îlots de Noailles, décrits dans le PPA : l'îlot Noailles-Ventre (3 îlots bâtis – 640 logements) et l'îlot Noailles-Delacroix (4 îlots bâtis – 320 logements)
- Le périmètre du permis de louer de Noailles, instauré par délibération du Conseil métropolitain du 28 février 2019 (autorisation préalable de mise en location sur le quartier, outil de lutte contre les marchands de sommeil et le mal-logement), mis en application depuis le 15 octobre 2019.

Sont identifiés ci-dessous équipements publics de compétence municipale, à créer, restructurer ou dont le besoin est identifié sur le secteur Noailles – Opéra - Thiers– Belsunce - Chapitre.

Seuls les équipements décrits en annexe 2 du rapport sont concernés par une proposition de transfert de maîtrise d'ouvrage au profit de la métropole Aix-Marseille-Provence.

1/ Equipements publics localisés et chiffrés, objets d'une programmation technique et financière

Social/ loisirs :

- Centre Municipal d'Animation (CMA) Providence – Belsunce (13001) : création d'un centre municipal d'animation, livraison prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel de 4 millions d'euros
- Locaux associatifs/sportifs 5/7 rue Maurice Korsec et réalisation du parvis – Belsunce (13001) : création de locaux rattachés au city-stade de Korsec et de locaux d'activités sportives (salles de danse et de boxe), livraison prévisionnelle 2020 pour un montant prévisionnel de 3 millions d'euros
- Equipement socioculturel à vocation intergénérationnelle Noailles - Domaine Ventre (accueil intergénérationnel et accueil collectif de mineurs 6-12 ans) et 44, rue d'Aubagne (accueil jeunes 12-18 ans) - Noailles (13001) : création d'un équipement socioculturel, livraison prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel global de 5,5 millions d'euros

Education :

- Groupe scolaire des Abeilles – Chapitre (13001) : extension du groupe scolaire avec création de 7 classes supplémentaires et des locaux pédagogiques servants, livraison prévisionnelle 2022 pour un montant prévisionnel de 4,9 millions d'euros

2/ Equipements publics localisés, sans programmation technique et financière arrêtée

Social/loisirs :

- Crèche Noailles : relocalisation et extension d'une crèche municipale dans le quartier Noailles, faisabilité à l'étude, sous maîtrise d'ouvrage SPL SOLEAM

3/ Equipements publics dont le besoin est identifié (à localiser, programmation technique et financière à définir)

Education :

- Groupe scolaire à créer - Noailles (13001)

Social/ loisirs :

- Espaces publics de proximité/ jeux d'enfants à créer – Noailles et Chapitre (13001)
- Equipements sportifs à créer – Noailles et Chapitre (13001)
- Espace Julien (13006) : salle de spectacle à restructurer
- Conservatoire National à rayonnement régional (13001) : équipement culturel à restructurer
- Opéra (13001) : équipement culturel à restructurer

Certains de ces équipements identifiés sont des équipements réalisés pour le compte de la Métropole et de la ville de Marseille dans le cadre de l'opération « Grand Centre-Ville » (OGCV). Ces équipements et aménagements à vocation municipale sont destinés à être remis à la Ville, laquelle en assurera la gestion. Une convention tripartite entre la Métropole Aix-Marseille Provence, la SOLEAM et la Ville, approuvée par délibération du conseil municipal du 3 octobre 2016, organise contractuellement le financement des investissements à vocation municipale réalisés dans ce cadre. Une seconde convention, pour la création d'équipements et la gestion de services, prise au titre des articles L5215-17 et L5217-7 du Code général des collectivités territoriales, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 décembre 2018, permet à la Ville de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence les attributions pour concéder à la SOLEAM la réalisation du programme des équipements municipaux et gestion de services prévus dans le cadre de l'OGCV.

Pour les équipements publics de compétence municipale dont il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage à la Métropole dans le cadre de la GOU, il est précisé que ce transfert concernera uniquement la réalisation, la construction ou l'adaptation de ces équipements. Les équipements restructurés ou créés par la Métropole feront l'objet d'une remise d'ouvrage systématique au profit de la Ville, qui en prendra alors la gestion.

Modalités de remise des équipements

Comme prévu par la loi (article L312-5 4° du code de l'urbanisme), le délai et les modalités de remise à la ville de Marseille des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est transférée à la métropole Aix-Marseille-Provence pendant toute la durée de la GOU, doivent faire l'objet d'un accord entre la commune et la Métropole.

Il est précisé que les équipements qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ou de son opérateur dédié, seront financés par les partenaires du PPA avec une participation financière de la ville de Marseille, à fixer dans le cadre de conventions prises au titre des articles L.5215-27 du code général des collectivités territoriales ou L.2422-12 du code de la commande publique.

Durée proposée

Eu égard aux enjeux précités, et au fait que leur déclinaison nécessite une compétence technique avérée du fait des multiples procédures pouvant être conduites, une ingénierie renforcée, des financements importants pour mobiliser le foncier ou sa requalification, et pour développer les équipements publics nécessaires à l'accueil de nouvelles populations ou aux opérations de requalification, une durée de 15 ans calée sur celle du contrat de PPA semble en adéquation avec les enjeux.

Il est à préciser que la future GOU pourra évoluer dans le temps, au fur et à mesure de l'avancée des études à venir pour s'adapter aux besoins des projets, mais également en fonction des besoins identifiés par les différents partenaires, notamment par la métropole Aix-Marseille-Provence au regard des enjeux décrits dans le contrat de PPA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avant-projet d'acte de qualification de la Grande Opération d'Urbanisme du Centre-Ville de Marseille - Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai – Noailles – Opéra - Thiers – Belsunce – Chapitre – Autorisation donnée à la présidente de la Métropole de consulter la ville de Marseille

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'un avant-projet d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU) dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement du centre ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un avant-projet d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU) dans le cadre du Projet Partenarial d'Aménagement du centre ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 012-568/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public pour la gestion et l'animation des aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Conseil DAJA 19/17888/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° DEVT 004-6009/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention de Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation des aires d'accueil de la Métropole d'une durée de sept ans, à compter du 1^{er} juin 2019.

Afin d'apporter les ajustements matériels nécessaires aux annexes, il est proposé par avenant, d'une part, d'intégrer les annexes n°1 et n°2 manquantes, de rétablir à l'annexe 7 les organigrammes de la structure de gestion des aires d'accueil figurant par erreur dans l'annexe 6, et d'intégrer la page de garde de l'annexe 8 et d'autre part, de modifier les horaires d'ouverture des aires d'accueil et terrains de grands passages et d'ajuster la formule d'intégration des futures aires d'accueil dans le périmètre de la DSP.

En effet, par suite d'une erreur matérielle la liste des annexes, comportant 14 documents, doit être ajustée de la manière suivante :

- Ajouter les deux annexes suivantes :

Annexe 1 – Plans de situations et plans masses des aires d'accueil de la délégation de service public.

Annexe 2 – Cadre type du Règlement Intérieur et ses annexes des aires d'accueil de la délégation de service public.

- Rétablir dans sa complétude l'annexe 7 - Organisation et modalités de fonctionnement général des aires d'accueil, des terrains de grands passages et des moyens humains nécessaires aux besoins de la délégation de service public - qui doit également comporter les organigrammes du gestionnaire inclus par erreur dans l'Annexe 6.

- Intégrer la page de garde de l'Annexe 8 – Memento à l'usage des chefs d'établissements délégués sur les établissements recevant du public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par ailleurs, suite à la sollicitation du gestionnaire ALOTRA dans le cadre de la mission d'accueil et d'accompagnement des familles des gens du voyage, il convient d'adapter comme ci-dessous, les horaires d'ouverture des aires d'accueil et des terrains de grands passages :

Pour les Aires d'Accueil :

- du lundi au vendredi : de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, au lieu de 9h à 12h et de 14h à 18h.
- les horaires d'ouverture du samedi restent inchangés: de 9h à 12h.

Pour les Terrains de Grands Passages :

- du lundi au dimanche : de 9h à 17h.

En effet, ces horaires correspondent mieux aux réels besoins et aux modes de vie des gens du voyage ainsi qu'aux attentes des services métropolitains en matière de qualité du service rendu.

Les nouveaux horaires d'ouverture ne modifient pas le nombre d'heures de travail, les personnels de gestion effectuent 35h hebdomadaires conformément à l'article 7.1. de la convention, à l'annexe 5 relative au planning et horaires de travail des agents sur les Aires d'Accueil et les Terrains de Grands Passages et au chapitre 1.1. de l'annexe 7 relative à l'organisation et modalités de fonctionnement général des Aires d'Accueil, des Terrains de Grands Passages et des moyens humains nécessaires aux besoins de la Délégation de Service Public. Cette disposition n'a donc aucun impact financier sur la Contribution Financière forfaitaire contractualisée de la Métropole.

En ce qui concerne la formule d'intégration des futures Aires d'Accueil dans le périmètre de la Délégation de Service Public, mentionnée en Annexe 12, le Concessionnaire fait valoir qu'il apparaît plus pertinent et plus juste, pour le calcul de la Contribution Financière forfaitaire, de prendre en compte l'unité définissant la recette variable fondée sur le nombre de places caravanes et non sur le nombre de places familles.

Cette disposition est conforme aux modalités de calcul des subventions de fonctionnement versées par l'État aux gestionnaires d'aires d'accueil, qui se fixe également à la place caravane.

Ainsi, la prise en compte d'un montant unitaire se fixant à 4 534 euros au lieu de 3 264 euros, permet à la Métropole une économie d'environ 35 000 euros à chaque nouvelle intégration d'Aire d'Accueil et ne modifie en rien le montant de la contribution financière forfaitaire de base négociée à la date de la prise d'effet de la Convention.

En substance, compte tenu de ce qui précède et conformément aux préconisations des services compétents, il est convenu que ces ajustements d'annexes, d'horaires d'ouverture des Aires d'Accueil et des Terrains de Grands Passages et de la formule d'intégration, ne génèrent pas de modifications substantielles du Contrat initial.

Par voie de conséquence l'ensemble des ajustements mentionnés ci-avant impliquent :

1) Les ajouts dans le document contractuel global et dans leur complétude de :

- l'annexe n°1 – Plans de situations et plans masses des Aires d'Accueil de la Délégation de Service Public.

- l'annexe n°2 – Cadre Type du Règlement Intérieur et ses annexes des Aires d'Accueil de la Délégation de Service Public incluses dans le périmètre.

– la page de garde de l'annexe n°8.

2) Les modifications rédactionnelles idoines relatives à l'article 7.1 (page15) de la convention de DSP et aux annexes n° 5, n°7 à laquelle il convient de joindre les organigrammes et n°12, également jointes au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que certaines Annexes sont manquantes et d'autres sont incomplètes;
- Que les horaires d'ouverture des Aires d'Accueil et des Terrains de Grands Passages ne correspondent pas aux réels besoins et aux attentes des Gens du Voyage ;
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte les attentes Métropolitaines en matière de qualité du Service rendu à l'accueil des Gens du Voyage ;

- Qu'il s'avère nécessaire pour la collectivité de disposer d'une formule d'intégration des futures Aires d'Accueil dans le périmètre de la délégation de service public métropolitaine, plus cohérente et plus juste pour les finances publiques;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public pour la gestion et l'animation des aires d'accueil des gens du voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 013-569/19/CT

■ CT1 - Institution et composition de la Commission Locale du site patrimonial remarquable de la Ville de Marseille

Information du Conseil de Territoire DUFSV 19/17728/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération «Institution et composition de la Commission locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a créé l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la Ville de Marseille (AVAP). Elle a pour objectif de concevoir la protection des patrimoines urbains, architecturaux et paysagers comme pivot d'un projet global de développement et de renouvellement durable du centre-ville de Marseille. Elle couvre 472 hectares dans le centre-ville de Marseille, et reprend les périmètres des anciennes ZPPAUP (Zones de Protection Patrimoniale Architecturale Urbain et Paysager) : Belsunce, Panier, Chapitre/Noailles/Canebière/Opéra/Thiers, République/Joliette, tout en s'étendant au sud jusqu'à la Place Castellane et à l'est jusqu'au Parc Longchamp. L'AVAP a le caractère de Servitude d'Utilité Publique et est, à ce titre, annexée au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille et sera annexée au futur Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Marseille Provence.

La création de l'AVAP, initiée en 2014, s'est inscrite dans le cadre des dispositions transitoires de la loi relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP) promulguée en juillet 2016, et qui stipule que les projets d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine mis à l'étude avant la date de publication de la loi, deviennent de plein droit des Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR).

Les dispositions transitoires de la loi LCAP organisent le maintien en vigueur des règlements des AVAP applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) ou un Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) s'y substitue.

Le processus d'élaboration de l'AVAP s'est accompagné de la création d'une Commission Locale de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, instance décisionnelle consultée en cas d'élaboration, révision ou modification d'une AVAP.

De même, la loi LCAP modifie la composition de l'ancienne CLAVAP. Il convient donc de se prononcer sur la création et la constitution d'une Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable (CLSPR) de la Ville de Marseille. La CLSPR est présidée par le Président de l'EPCI compétent en matière de document d'urbanisme, qui peut en déléguer la présidence. Cette commission comporte un maximum de quinze membres nommés par l'autorité compétente après avis du Préfet, répartis par tiers entre les élus locaux de la collectivité compétente, les personnes qualifiées et les représentants d'associations ayant pour objet la protection, promotion ou mise en valeur du patrimoine. Pour chacun des membres nommés, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions. Le Préfet de la

Région Provence Alpes Côte d'Azur et Préfet des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'un représentant de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) sont des membres de droit de cette commission. L'Architecte des Bâtiments de France (ABF) assiste avec voix consultative aux réunions de la commission. La CLSPR est consultée lors de l'élaboration, la révision ou la modification du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (et, le cas échéant, du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur). Une fois qu'il est adopté, elle assure le suivi du document de gestion choisi. Elle peut aussi proposer sa révision ou sa modification. Elle approuve également, dès qu'elle est installée, un règlement qui fixe les conditions de son fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- le Code de l'Urbanisme ;
- le Code du Patrimoine ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 sur la Simplification de la vie des entreprises (SVE) et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux

monuments historiques et aux sites patrimoniaux ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°006-1086/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole optant pour l'application du décret du 28 décembre 2015 réformant le code de l'Urbanisme ;
- La délibération cadre du 15 février 2018 portant répartition des compétences à la création de l'AVAP et la transformation des ZPPAUP en vue de leur transformation en AVAP sur la Commune de Marseille ;
- La délibération URB003-4162/18/CM du 28 juin 2018 relative à la création de l'Aire de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la Ville de Marseille ;
- L'avis favorable du Préfet sur la composition de la CLSPR ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole portant sur l'«Institution et composition de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Institution et composition de la Commission Locale du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'«Institution et composition de la Commission Locale

du Site Patrimonial Remarquable de la Ville de Marseille».

VU 014-570/19/CT

■ **CT1 - Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention Etat-Métropole de mise à disposition des services de l'Etat**

Avis du Conseil de Territoire DHCS 19/17792/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et s'ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention Etat-Métropole de mise à disposition des services de l'Etat » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à

disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour 3 ans (2017-2019).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

Pour l'exercice de cette compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie donc, jusqu'au 31 décembre 2019, sur les services de l'Etat à titre gratuit. Néanmoins, afin de poursuivre cette mission et de prévoir une organisation métropolitaine adaptée, la Métropole demande la prorogation de cette convention d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

La DDTM a donné son accord sous réserve que la période transitoire s'accompagne d'une montée en puissance rapide des services de la Métropole, la DDTM ayant connu aussi le départ de certains agents instructeurs en 2019.

Pour ce faire, les services de l'Etat mettront à disposition de la Métropole toutes les fiches de procédure nécessaires à l'exercice de la compétence et un plan de formation à destination des agents sera mis en place. Ainsi, il a été convenu, qu'à partir du 1er juillet 2020, la Métropole gèrerait pleinement l'instruction des dossiers au titre du parc social, puis à partir du 1er janvier 2021, la compétence globale.

Ainsi, il est proposé au Conseil de Territoire Marseille-Provence de se prononcer pour avis sur l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention Etat-Métropole de mise à disposition des services de l'Etat dans le cadre de la délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain en date du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 en date du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 en date du 20 juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de proroger d'un an la mise à disposition des services de l'Etat pour assurer la continuité de cette mission et préparer l'organisation métropolitaine

nécessaire ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention Etat-Métropole de mise à disposition des services de l'Etat ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 016-571/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant de clôture à la Convention pluriannuelle de financement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des études prévues au protocole d'accord conclu avec l'Etat, l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine et la ville de Marseille pour les opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU dite Convention B DHCS 19/17847/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 a entraîné de facto le transfert à ce nouvel EPCI des droits et obligations détenues jusqu'alors par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole dans le GIP Marseille Rénovation Urbaine (9,6% des droits).

Avec les lois de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, de programmation pour la ville du 21 février 2014, et celle du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais la compétence en matière de politique de la ville et de renouvellement urbain. La Métropole est donc le porteur de projets des opérations conduites dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain et à ce titre pilote et coordonne les dispositifs de relogement pour l'ensemble des projets opérationnels contractualisés.

Le GIP pour le GPV « Marseille - Septèmes » devenu « Marseille Rénovation Urbaine » le 9 décembre 2011, a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003. Ses instances ont été mises en place le 17 juillet 2003. Les conditions de son fonctionnement ont été définies par la convention constitutive du GIP, approuvée par le Conseil de Communauté du 14

février 2003, complétée par un protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté du 27 juin 2003.

Le Bureau de la Métropole a adopté lors de la séance du 15 décembre 2016 l'avenant n°8 à la convention constitutive du GIP Marseille Rénovation Urbaine qui a modifié la répartition des droits et obligations dans le GIP à masse constante entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'adapter les participations financières de ces deux membres du GIP aux charges du groupement.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a adopté lors de la séance du 26 juin 2018, l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence.

Son programme d'intervention consiste à élaborer et mettre en œuvre les projets de rénovation urbaine de Marseille du Programme National de Rénovation Urbaine et du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a adopté lors de la séance du 26 mars 2019, l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence, étendant le périmètre des missions confiées au GIP MRU à la mise en œuvre du dispositif de plateforme relogement pour l'année 2019.

Suite au Comité d'Engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine du 6 février 2019, un avenant au protocole de préfiguration NPNRU de Marseille Provence, intégrant des évolutions du programme d'étude, et une convention pluriannuelle cadre, intégrant le financement par l'ANRU de la plateforme relogement, ont été élaborés et sont soumis à la délibération du Conseil Métropolitain du 24 octobre 2019.

Ces contrats indiquent également la reprise par la Métropole Aix-Marseille Provence de l'ensemble des activités liées à la préfiguration du NPNRU à compter du 1^{er} janvier 2020, et prévoient notamment le financement par l'ANRU des postes dédiés à ces activités (au sein du GIP MRU jusqu'au 31 décembre 2019, et au sein de la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2020).

Ces évolutions du programme d'action et des cadres contractuels pour sa mise en œuvre nécessitent une actualisation du périmètre des missions assurées par le GIP-MRU et des moyens financiers mobilisés par la Métropole pour leur mise en œuvre.

Il est donc proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'adopter l'avenant de clôture à la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence et d'autoriser le Président ou son représentant à signer le présent avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HAP/1/060/CC du Conseil de Communauté du 14 février 2003 approuvant l'adhésion de la Communauté Urbaine au Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville et les termes de la convention constitutive ;
- La délibération HAP/5/399/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003 approuvant le protocole d'application et de mise en œuvre 2003 ;
- La délibération HAP 3/578/CC du Conseil de Communauté du 26 juin 2006 approuvant un avenant n°1 à la convention constitutive prolongeant la durée du GIP jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- La délibération HAP 4/936/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007 approuvant un avenant n°1 au protocole d'application de la convention constitutive pour prendre en compte les modalités d'intervention de l'ANRU ;
- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 à la convention constitutive et à son protocole d'application permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 003-2112/10/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2010 approuvant l'avenant n°3 à la convention constitutive du GIP pour le Grand Projet de Ville concernant l'élargissement de son territoire d'intervention ;
- La délibération RNOV 004-466/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011 approuvant l'avenant n°3 au protocole d'application de la convention constitutive du GIP modifiant l'allocation des ressources ;
- La délibération RNOV 007-607/12/CC du Conseil de Communauté du 26 octobre 2012 approuvant l'avenant n°4 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant sa dénomination en GIP Marseille Rénovation Urbaine et prolongeant la durée du groupement jusqu'au 31 décembre 2015 ;
- La délibération RNOV 003-675/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant l'avenant n°5 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public concernant sa mise en conformité avec les dispositions de la loi du 17 mai 2011 portant sur le statut du personnel (de droit public), les modalités de contrôle, le rôle du Commissaire du Gouvernement et les relations avec le Groupement d'Intérêt Public Politique de la Ville ;
- La délibération HPV 004-1110/15/CC du Conseil de Communauté du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 à la convention constitutive du GIP prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public jusqu'au 1 janvier 2017 ;
- La délibération DEVT 005-676/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 à la convention constitutive prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- La délibération DEVT 008-1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°8 à la convention constitutive modifiant les droits et

obligations entre la Ville de Marseille et la Métropole ;

- La délibération DEVT 001-1836/17/CM du Conseil de Métropole du 30 Mars 2017 approuvant l'affectation et de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;
- La délibération DEVT 006-1841/17/CM Conseil de Métropole du 30 Mars 2017 approuvant l'avenant à la charte de mutualisation des contingents réservataires dans le cadre des opérations de Renouvellement Urbain ;
- La délibération DEVT 001-2799/17/CM Conseil de Métropole du 19 Octobre 2017 approuvant le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille ;
- La délibération DEVT 00-17/05/18 BM du Bureau de la Métropole du 17 Mai 2018 approuvant l'avenant N°1 à la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU prévues au protocole NPNRU de Marseille Provence
- La délibération DEVT 001- 3860/18/CM du Conseil de Métropole du 18 Mai 2018 approuvant la revalorisation de l'opération d'investissement Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Préfiguration et de son affectation ;
- La délibération VU 053-274/18/CT du Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence du 26 juin 2018 approuvant la Convention pluriannuelle de financement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la participation au fonctionnement du GIP-MRU pour les années 2017-2019;
- La délibération VU 054-275/18/CT du Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence du 26 juin 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP-MRU
- L'avis du Comité d'Engagement de l'ANRU du 6 février 2019
- La délibération VU 028-106/19/CT du Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence du 26 mars 2019 approuvant l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP-MRU
- La délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 approuvant la convention pluriannuelle cadre de Renouvellement

Urbain de la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du NPNRU

- La délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'avenant n°1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de clôturer la convention pluriannuelle de financement du GIP Marseille Rénovation Urbaine.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant de clôture à la Convention pluriannuelle de financement entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine pour la réalisation des études prévues au protocole d'accord conclu avec l'Etat, l'Agence nationale pour la Rénovation Urbaine et Métropole d'Aix Marseille Provence pour les opérations sous Maitrise d'ouvrage GIP-MRU dite Convention B ci-annexé.

Article 2 :

Est pris acte de la reprise, à compter du 1er janvier 2020, de l'ensemble de l'activité inhérente au NPNRU, du GIP MRU à la Métropole Aix-Marseille Provence, notamment l'ensemble des missions d'ingénierie visée dans l'avenant ci annexé.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant et tous les documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 – Sous-politique E110 – Chapitre budgétaire 65748 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 017-572/19/CT

■ Approbation de l'avenant 1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain de 9 quartiers d'intérêt national et de 5 quartiers d'intérêt régional situés sur la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17744/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant 1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de 9 quartiers d'intérêts national Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, et de 5 quartiers d'intérêt régional Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygaldes, La Maurelette et Bassens / Visitation situés sur la commune de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, a réformé la politique de la ville en créant un nouveau cadre pour la politique de la ville et en renouvelant ses outils d'intervention, à travers :

- une nouvelle géographie prioritaire,
- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- une action publique qui se déploie à l'échelle

intercommunale et mobilise tous les partenaires concernés,

- la mobilisation prioritaire du droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- la participation des habitants à la co-construction des contrats et à leur pilotage.

Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont donc remplacés, par un contrat de ville unique mis en œuvre à l'échelle intercommunale. Par délibération 15/0500/UAGP du 29 juin 2015, le conseil communautaire de Marseille Provence Métropole approuvait le Contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Signé le 17 juillet 2015 par plus de 50 partenaires, au rang desquels l'Etat, la Région, le Département, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les villes de Marseille, La Ciotat, Septèmes-les Vallons et Marignane, divers acteurs économiques et sociaux, les bailleurs sociaux et leurs organisations, ce contrat de ville s'inscrit dans les orientations de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et définit le cadre contractuel général des interventions à conduire pour les quartiers les plus en difficulté dans l'objectif d'y améliorer la cohésion sociale, le cadre de vie et le renouvellement urbain, de favoriser le développement économique et asseoir les valeurs de la République et la citoyenneté.

Le renouvellement urbain s'inscrit pleinement dans les ambitions du contrat de ville et en constitue un levier essentiel.

A Marseille, le premier programme national de rénovation urbaine a permis d'intervenir, à hauteur de plus d'un milliard d'euros, sur 15 sites à travers 13 conventions signées avec l'ANRU entre 2005 et 2011 et un protocole de préfiguration d'un projet de renouvellement urbain pour la Castellane en 2015. Ce programme d'envergure aura permis le relogement de 2600 ménages et la démolition de près de 2700 logements sociaux vétustes et de 600 logements locatifs privés insalubres ou indignes, la production, en compensation, de plus de 3300 logements sociaux neufs ou acquis-améliorés, la réhabilitation et la résidentialisation de plus de 5700 logements sociaux, la diversification de l'offre de logements avec plus de 600 logements en accession et locatifs libres, la réalisation d'aménagements et d'équipements à hauteur respective de 162 et 100 millions d'euros.

Si ce programme n'est pas à ce jour totalement achevé, il a déjà permis d'engager des transformations très visibles et des résultats très positifs en matière :

- de diversification de l'offre de logements
- de mobilité résidentielle des ménages
- d'intégration d'une offre locative sociale par des opérations de taille acceptable bien insérées dans leur environnement urbain et mieux réparties sur le territoire
- de qualité et modernisation des équipements publics

- d'accueil d'activités et de services
- de désenclavement
- de démarches participatives des habitants et usagers.

Ces projets ont également permis de mettre en place de nouvelles pratiques entre les services des collectivités, de la Métropole et de l'Etat au service des habitants et usagers et de la transformation de leurs quartiers.

Les enseignements tirés du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 ont conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à envisager un Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain qui puisse se dérouler en deux temps :

- Un premier temps d'élaboration, à travers un protocole de préfiguration avec l'ANRU, des projets de renouvellement urbain, dont l'objectif est de préciser l'ambition des projets à mettre en œuvre, le programme d'études et les moyens d'ingénierie permettant la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation.
- Un deuxième temps, permettra de décliner ces projets urbains dans des conventions pluriannuelles, également signées par l'ANRU.

La loi Lamy de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a défini le cadre, les objectifs et les moyens du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain (NPNRU).

Sur les 35 nouveaux Quartiers Politique de la Ville (QPV) de Marseille, 14 sont éligibles au NPNRU (9 qualifiés d'intérêt national, et 5 d'intérêt régional) et seront donc couverts par le protocole de préfiguration de Marseille qui permettra d'aboutir aux conventionnements de ces quartiers avec l'ANRU.

A l'échelle de la Métropole, ce sont 21 quartiers, concernant 7 communes et 5 territoires, qui sont éligibles au NPNRU :

- 14 à Marseille (9 de priorité nationale et 5 de priorité régionale)
- 2 à Port-de-Bouc (1 de priorité nationale et 1 de priorité régionale)
- 1 à Martigues de priorité régionale
- 1 à Miramas de priorité nationale
- 1 à Salon-de-Provence de priorité régionale
- 1 à Aix-en-Provence de priorité nationale
- 1 à Vitrolles de priorité régionale

Les 14 quartiers de Marseille relèvent de 4 grands secteurs géographiques qui participent chacun au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat. Ces

secteurs sont :

- L'arc Nord Est - L2
- Hôpital Nord - Saint Antoine - Mourepiane
- Grand Centre-Ville - Grand Port Maritime de Marseille
- Sud – Vallée de l'Huveaune.

Le Conseil Métropolitain lors de sa séance du 19 octobre 2017 a approuvé le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain pour les 14 quartiers prioritaires situés sur le territoire de Marseille.

En application de l'article 12 dudit protocole, la Métropole a présenté devant le Comité d'Engagement de l'ANRU, le 6 février 2019, un état d'avancement de la mise en œuvre de ce protocole :

- Mise en œuvre du programme d'études
- Structuration du portage métropolitain (mise en œuvre des instances et consolidation des moyens dédiés)
- Construction des documents et outils de politiques publiques structurantes, notamment en matière d'habitat.

Ce temps de revoyure a été l'occasion de présenter et débattre, avec les partenaires nationaux, de multiples ajustements et compléments au protocole présenté en 2016 et signé en 2017:

- Prolongation de la phase de préfiguration sur 2019 -2020 et cadencement de l'élaboration des futures conventions par projet – dites conventions opérationnelles – pour chacun des 21 quartiers éligibles que compte la Métropole ;
- Ajustement du programme d'études et de leurs périmètres opérationnels, avec notamment des études stratégiques et thématiques désormais dotées d'une portée métropolitaine ;
- Définition d'un cadre métropolitain harmonisé pour l'ensemble des instances de pilotage stratégique et opérationnel ;
- Dimensionnement et financement par l'ANRU des moyens dédiés nécessaires à la mise en œuvre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain à l'échelle des 21 quartiers éligibles de la Métropole ;
- Dimensionnement, définition en termes de critères et financement par l'ANRU de la reconstitution de l'offre démolie ;
- Dimensionnement et financement par l'ANRU des relogements des ménages dans des logements sociaux neufs avec minoration de loyer ;
- Validation de nouvelles opérations d'investissements et de leur financement par l'ANRU.

Du fait de l'évolution des modalités de contractualisation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, les partenaires du Comité d'Engagement ont proposé à la Métropole la contractualisation de ces décisions au travers :

- D'un avenant n°1 au protocole signé en 2017 pour les quartiers de Marseille, objet de la présente délibération, intégrant principalement les évolutions du programme d'étude
- D'une convention cadre Métropolitaine, objet d'une seconde délibération inscrite à l'ordre du jour du présent conseil, intégrant la définition du cadre stratégique et organisationnel

métropolitain, ainsi que la définition et le financement des moyens dédiés, de la reconstitution de l'offre et les relogements dans le logement social neuf avec minoration de loyer ;

- D'une intégration directe en Opérations Pré-Conventionnées (qui seront ultérieurement rattachées aux conventions opérationnelles en cours d'élaboration pour les différents quartiers éligibles) des nouvelles opérations d'investissement validées.

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des études de cet avenant n°1 au protocole s'élève à 11 000 000 euros H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
11 000 000	2 613 000	1 217 000	972 000	0	170 000	787 000	1 340 000	3 710 000	191 000

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la réalisation des Opérations Pré-conventionnées de ce

protocole s'élève à 40 770 000 euros H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
40 770 000	2 055 000	3 043 000	227 000	227 000	19 866 000	0	0	12 324 000	3 027 000

Le financement prévisionnel qui sera nécessaire à la conduite de projet de ce protocole (postes GIP MRU)

s'élève à 9 058 000 € H.T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
9 058 000	3 119 000	926 000	344 000	280 000	0	720 000	0	3 520 000	148 000

Par ailleurs, le financement prévisionnel qui sera nécessaire au pilotage thématique par la métropole pour quatre postes sur 2 ans (2017 – 2018, à compter

de 2019 le financement de ces postes étant intégré à la convention-cadre métropolitaine) s'élève à 920 000 euros H. T. et se décompose comme suit :

Coût Global H.T.	Métropole	Ville de Marseille	Région Paca	Conseil Départemental	Bailleurs sociaux	CDC	Anah	Anru	Autres
920 000	460 000	0	0	0	0	0	0	460 000	0

Il est donc proposé à la Métropole, en accord avec l'Etat et l'ANRU, de se prononcer sur l'approbation de l'avenant au protocole de préfiguration du NPNRU des quartiers Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation, situés sur la commune de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) de 9 quartiers d'intérêts national Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, et de 5 quartiers d'intérêt régional Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation situés sur la commune de Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant 1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouveau Urbain (NPNRU) de 9 quartiers d'intérêts national Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, et de 5 quartiers d'intérêt régional Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation situés sur la commune de Marseille.
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 au Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de 9 quartiers d'intérêts national Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine, La Cabucelle / Les Crottes, et de 5 quartiers d'intérêt régional Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation situés sur la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 018-573/19/CT

■ CT1 - Approbation de la quatrième série de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Territoire Marseille Provence DPV 19/17710/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville. Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, un contrat de ville a été signé le 17 juillet 2015 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires.

Le Contrat de Ville Marseille Provence Métropole couvre les quatre piliers attendus pour l'application de cette politique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi
- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et renouvellement urbain
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant le Conseil de Territoire Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 38 : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons. A ceux-ci s'ajoutent trois quartiers dits « de veille » à La Ciotat.

De 2015 à 2020, l'EPCI assure donc le pilotage stratégique du contrat de ville sur les quartiers prioritaires et participe au programme d'actions, avec les moyens financiers qu'il alloue à cette politique,

ceux qui sont issus des engagements pris par la communauté urbaine dans le contrat de ville 2015-2020, auxquels s'ajoutent ceux qui sont transférés par la Ville de Marseille dans le cadre de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) fin 2015.

Un appel à projets commun aux quatre communes concernées a été lancé du 10 septembre 2018 au 12 octobre 2018 par le Conseil de Territoire de Marseille Provence, afin de faire émerger et soutenir des actions au service des habitants des quartiers prioritaires.

Pour être éligibles à un financement par les crédits spécifiques Politique de la Ville, les projets proposés doivent :

- s'inscrire dans les axes prioritaires identifiés dans le contrat de ville et dans les projets de territoire,
- concerner les habitants des quartiers prioritaires de la nouvelle géographie de la Politique de la Ville, - et venir en complément du droit commun des partenaires qui doit être mobilisé en priorité.

Enfin, les projets permettant l'accompagnement des Projets de Renouvellement Urbain ont été priorisés.

Les projets ont été instruits par les équipes Politique de la Ville de la Métropole et des communes concernées, en lien avec les partenaires financiers que sont l'Etat et le Conseil Départemental pour retenir les projets les plus pertinents.

Cette programmation a été validée lors d'un comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 8 février 2019 auquel participaient des représentants de la Métropole, des quatre communes concernées, de l'Etat, du Conseil Départemental et des autres partenaires.

Une première programmation correspondant au vote de 513 actions a été approuvée par la délibération du 26 mars pour un montant de 3 249 323 euros. Une deuxième programmation correspondant au vote de 52 actions a été approuvée par la délibération du 20 juin pour un montant de 377 983 euros. Une troisième programmation correspondant au vote de 12 actions a été approuvée par la délibération du 26 septembre pour un montant de 59 750 euros.

Conformément aux engagements pris lors du comité de pilotage du 8 février dernier, il est proposé d'approuver le financement d'actions, dont les dossiers n'ont pu être présentés lors du Conseil de Territoire du 26 septembre 2019 pour un montant de 25 284 euros répartis comme suit :

- IFAC Provence pour le projet Médiation socio numérique en Vallée de l'Huveaune pour un montant de 13 098 euros

- Léo Lagrange pour le projet Médiation socio numérique dans le Grand Centre Ville pour un montant de 12 186 euros

Les subventions sont attribuées de façon conditionnelle et après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales.

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention inférieure à 5 000 euros, un versement intégral de la subvention interviendra dès sa notification

- Pour les bénéficiaires qui reçoivent une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros, l'acompte dont le taux est fixé à 35 % des subventions figurant dans l'annexe jointe, sera versé au bénéficiaire dès sa notification. Le solde de 65% sera versé au vu du bilan qualitatif et d'un compte-rendu financier de l'action produit par le bénéficiaire avant le 30 juin 2020 pour les actions programmées sur l'année civile et avant le 30 septembre 2020 pour les actions programmées sur l'année scolaire. Si ces documents ne sont pas fournis, les subventions seront considérées comme caduques.

- Conformément à la réglementation, les bénéficiaires qui reçoivent une subvention de l'EPCI de plus de 23 000 euros se verront proposer une convention définissant les modalités de paiement.

Conditions d'attribution et modalités de contrôle

- Constitution du dossier réglementaire

Le bénéficiaire constitue au préalable un dossier de demande de subvention réglementaire par action. Ce dossier fait l'objet d'une vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales par la Métropole. La Métropole détient un exemplaire des dossiers réglementaires et des dossiers actions qui pourront être produits à la demande des autres financeurs.

- Production du dossier de suivi et de bilan et du compte rendu financier

Les bénéficiaires s'engagent à fournir un dossier de suivi et de bilan qualitatif ainsi qu'un compte rendu financier après réalisation de l'action subventionnée avant le 30 septembre 2020.

- Production des documents administratifs

Dans les six mois suivant la clôture de l'exercice d'attribution de la subvention, l'organisme communiquera à la Métropole :

- le dernier procès-verbal d'assemblée générale,
- les documents approuvés : rapport annuel d'activité, rapport moral, comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes).

Si l'organisme est concerné par l'article R99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable, il s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à ce règlement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence N° FAG 002_542/16/CM du 30 juin 2016 portant sur les modalités d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire.
- La délibération du Conseil de territoire du 26 mars 2019 N° VU 026-104/19 portant sur l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Conseil de territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de territoire du 20 juin 2019 N° VU 040-288/19/CT portant sur l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Conseil de territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de territoire du 26 septembre 2019 N° VU XXXXX/19/CT portant sur l'approbation de la programmation 2019 du Contrat de Ville du Conseil de territoire Marseille Provence.

- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- Le comité de pilotage du contrat de ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 ;
- L'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnées en application de l'article L 5218-1 du présent code » ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'EPCI propose le financement de 2 projets émergeant de l'appel à projet Contrat de Ville lancé par les partenaires du Contrat de Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence le 10 septembre 2018 pour un montant total de 25 284 euros ;
- Que cette participation financière aux différentes actions issues de la programmation annuelle Contrat de Ville permet le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants ;
- Que ces projets ont été retenus par le comité de pilotage Politique de la Ville du Conseil de Territoire Marseille Provence du 8 février 2019 rassemblant l'ensemble des partenaires

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des actions de la programmation 2019 du Contrat de Ville décrites en annexe 1 sur le tableau ci-joint et dont les montants figurent dans la colonne « Montant subvention Métropole Aix Marseille Provence

Article 2 :

Est approuvée la liste des porteurs de projets ci-annexée pour lesquels une convention de financement devra être conclue.

Article 3 :

Est approuvé le modèle de convention ci-annexé, rappelant les objectifs des actions et permettant de définir les modalités de paiement pour les porteurs de projets.

Article 4 :

Est autorisé le paiement intégral pour les subventions inférieures à un montant de 5 000 euros.

Article 5 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 35 % des subventions auprès des associations bénéficiant d'une subvention supérieure ou égale à 5 000 euros.

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 7 :

Les crédits nécessaires pour les actions de la programmation 2019, soit 25 284 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 019-574/19/CT

■ CT1 - d'Intérêt Général Habiter Mieux sur le territoire de Marseille Provence - Approbation de l'avenant 2 à la convention partenariale - Approbation de la convention financière avec la Région

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17717/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Prorogation d'un an du Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux sur le territoire de Marseille Provence – Approbation de l'avenant 2 à la convention partenariale – Approbation de la convention financière avec la Région » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du Conseil de Communauté du 9 octobre 2014, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, a approuvé une convention avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux » « Lutte contre la précarité énergétique », ainsi qu'une convention financière avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par délibération du 3 juillet 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le dispositif d'aides aux propriétaires privés accordées par Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi qu'un avenant n°1 à cette convention financière, relatif au nouveau régime des aides régionales.

Ce Programme d'Intérêt général (PIG) « Habiter Mieux » a démarré au 31 décembre 2014 pour une durée de cinq ans. Ses objectifs sont de :

- réduire fortement les consommations énergétiques des logements ;
- résorber les situations de logements indignes ; améliorer durablement les logements dégradés ;
- répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées et handicapées ;
- développer une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés et résorber la vacance.

Le programme vise la réhabilitation de 400 logements par an, soit sur les cinq ans, 2 000 logements, avec pour cible 1 100 propriétaires occupants (220 par an) et 900 propriétaires bailleurs (180 par an), et pour objectifs :

- l'amélioration de la performance énergétique de 1 000 logements,
- la réhabilitation de 1 375 logements indignes ou très dégradés,
- l'adaptation de 575 logements à la perte d'autonomie ou au handicap,
- la convention à loyer social de 500 logements locatifs privés entrant dans le décompte SRU,
- la remise sur le marché de 250 logements vacants.

Compte tenu de l'étendue du périmètre couvrant 18 communes, l'animation du programme est assurée par quatre équipes opérationnelles chargées, sur chaque territoire, d'assurer l'information et la communication, le conseil et l'assistance aux propriétaires, l'instruction des subventions de l'Anah, de la Métropole, de la Région, du Département, communales ou provenant d'autres partenaires (Agence Départementale d'Information pour le Logement, Agence Locale de l'Energie, Espaces Info Energie, Union Nationale de la Propriété Immobilière, etc).

L'animation du dispositif opérationnel sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole est financée sur fonds propres métropolitains pour une enveloppe annuelle de 400 000 euros subventionné pour moitié par l'Anah.

Concernant les aides aux travaux, une enveloppe annuelle de 4 000 000 euros de subventions est réservée à l'opération par délégation des aides de l'Anah à la Métropole, correspondant à l'amélioration de 400 logements pour chaque année du programme.

Pour mieux inciter les propriétaires à améliorer leur patrimoine et contribuer aux objectifs d'intérêt général, Marseille Provence octroie deux primes complémentaires sur ses fonds propres :

- une Prime « Habiter Mieux », en lien avec le « Plan Climat », réservée aux propriétaires occupants aux ressources modestes ;
- une Prime de réduction de loyer réservée aux propriétaires bailleurs qui conventionnent leur logement à loyer social pour contribuer à l'atteinte des objectifs de production de logements locatifs sociaux. Chacune de ces primes s'adosse aux financements de l'Anah et la prime de réduction de loyer déclenche une majoration du financement de l'Anah.

Pour compléter ce dispositif, et le rendre plus performant, le Conseil Régional PACA apporte ses aides propres :

- des aides aux propriétaires occupants aux ressources très modestes (accessibilité pour personnes âgées ou handicapées, travaux d'économie d'énergie)
- 50% de la prime de réduction de loyer octroyée par Marseille Provence,
- une aide à la sortie de vacance des logements locatifs conventionnés,
- une aide aux syndicats de copropriétaires (pondérée selon les propriétaires bailleurs acceptant de

conventionner leur logement et aux propriétaires occupants aux ressources très modestes) si des travaux lourds sont entrepris sur les parties communes, et génèrent un gain énergétique important.

Une convention financière spécifique précise les règles d'application des subventions régionales mobilisées dans le cadre du PIG, ainsi que les modalités de remboursement de l'avance de fonds faite par Marseille Provence pour simplifier l'engagement et le versement aux bénéficiaires.

Résultats 31 décembre 2018 :

Avec 1 700 logements réhabilités en quatre ans, les résultats du PIG « Habiter Mieux » de Marseille Provence atteignent 106% des objectifs et 59% du nombre de réhabilitations aidées par l'Anah sur la Région PACA, ce qui en fait le premier programme régional.

Sur 2015-2018, le programme réalise 1 475 réhabilitations chez les propriétaires occupants et 225 chez les propriétaires bailleurs.

Les meilleurs résultats s'observent avec :

- l'amélioration de la performance énergétique de 1 035 logements, d'un gain supérieur à 25% ;

- l'adaptation de 655 logements à la perte d'autonomie ou au handicap, des aides consacrées aux propriétaires occupants modestes, public prioritaire.

Les résultats sont plus mitigées, voire insuffisants avec les propriétaires bailleurs :

- la réhabilitation de 215 logements indignes ou très dégradés,

- la convention à loyer social de 176 logements locatifs.

Au-delà de ces résultats quantitatifs, le programme vise à animer un réseau dans chaque commune du territoire avec les services sociaux, du logement, de l'urbanisme. Il s'appuie et fait vivre un partenariat avec l'ALEC et l'ADIL afin d'apporter aux habitants une expertise indépendante et désintéressée dans le domaine de l'habitat.

Compte tenu de la dynamique acquise, et de la demande constatée chez les propriétaires occupants, il est proposé de proroger d'un an la convention partenariale avec l'Anah et la Région qui est prête à accompagner encore le dispositif. Cette prorogation jusqu'au 31 décembre 2020 permet d'engager sans délais une évaluation du dispositif sur la base de laquelle pourra être élaboré et mis en place un nouveau programme adapté aux besoins, prêt à démarrer en 2021.

Pour l'année de prolongation du dispositif, l'objectif pour Marseille Provence est d'apporter 120 primes « Habiter Mieux » et de 40 primes de réduction de loyer.

La Région inscrit sa participation dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial 2018-2020 (CRET) qui régit les interventions régionales en appui

aux collectivités maître d'ouvrage des dispositifs d'amélioration de l'habitat ancien.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver d'une part l'avenant n°2 à la convention partenariale du PIG « Habiter Mieux ». Cet avenant précise les objectifs à atteindre au cours de l'année de prolongation, harmonise les aides complémentaires à l'Anah apportées par la Métropole Territoire Marseille-Provence en cohérence avec le nouveau régime des aides approuvé par le conseil de territoire du 26 février 2019.

D'autre part d'approuver la convention financière liant la Métropole - Conseil de territoire Marseille Provence à la Région réglant les dispositions particulières dans le cadre du CRET.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la prorogation d'un an du Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux sur le territoire de Marseille Provence – Approbation de l'avenant 2 à la convention partenariale – Approbation de la convention financière avec la Région.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la prorogation d'un an du Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux sur le territoire de Marseille Provence – Approbation de l'avenant 2 à la convention partenariale – Approbation de la convention financière avec la Région.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la prorogation d'un an du Programme d'Intérêt Général Habiter Mieux sur le territoire de Marseille Provence – Approbation de l'avenant 2 à la convention partenariale – Approbation de la convention financière avec la Région.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 020-575/19/CT

■ CT1 - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Amélioration de l'Habitat Ancien

Avis du Conseil de Territoire DGDU 19/17752/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 – Amélioration de l'Habitat Ancien » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 654 000 logements privés à usage de résidence principale dont 60 000 constituent statistiquement un parc privé potentiellement indigne qui appelle des travaux d'amélioration ou de requalification complète.

La Métropole, est compétente de plein droit en matière d'habitat ; à ce titre lui incombe la mise en place des dispositifs partenariaux permettant aux propriétaires privés de mobiliser les subventions pour travaux de l'Agence nationale de l'habitat, et de missionner les équipes d'animation pour apporter à ces propriétaires conseil et aide dans leurs projets de réhabilitation.

Le Territoire Marseille Provence représente plus de la moitié du parc privé métropolitain du fait du poids important de Marseille (299 000 logements privés dont 40 000 potentiellement indignes) mais aussi des villes de La Ciotat et Marignane.

Ces communes sont engagées pour leur centre ancien dans des procédures volontaristes d'intervention publique à travers opérations de restauration immobilière, programme de rénovation de quartier ancien dégradé, dispositifs d'éradication de l'habitat indigne ; ces procédures contraignantes s'accompagnent de dispositifs de subventions pour soutenir les propriétaires impliqués dans une démarche patrimoniale volontaire.

Incombe à la Métropole le coût des équipes opérationnelles, et lorsqu'elle accompagne le dispositif par des subventions sur fonds propres comme c'est le cas sur le Territoire Marseille Provence, ses propres aides et l'avance des aides consenties par les partenaires habituels que sont le Département et la Région pour constituer un guichet unique.

L'accélération de la politique d'intervention sur l'habitat privé, notamment pour le renouvellement urbain des quartiers anciens dégradés et la lutte contre l'habitat indigne implique une revalorisation des moyens financiers.

Ainsi en 2018 a été mise en place pour 5 ans une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) à La Ciotat ; qu'il convient de réviser à hauteur de 1 665 000 euros.

En 2019, une OPAH à caractère dérogatoire vient d'entrer en vigueur pour 3 ans sur 1000 hectares du centre-ville de Marseille à titre exceptionnel suite au drame de la rue d'Aubagne. La mise en place accélérée de cette l'OPAH de lutte contre l'habitat indigne a conduit à réviser cette opération pour un montant de 2 382 000 euros compte tenu de l'ingénierie renforcée qu'il faut prévoir.

Par ailleurs une OPAH Renouvellement Urbain est en cours d'approbation sur quartier historique de Marignane pour accompagner pendant les 5 prochaines années la rénovation du quartier. Le calibrage de cette opération par les études conduites au cours du 1er semestre a conduit à réviser cette opération pour un montant de 1 553 000 euros TTC.

L'ensemble du territoire bénéficie d'autre part d'un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Habiter mieux » axé prioritairement sur les économies d'énergie. Ce programme est animé par quatre équipes opérationnelles dont la mission est en cours de renouvellement pour 2 ans par appel d'offres. Les dépenses pluriannuelles sont désormais inscrites en investissement.

L'ensemble de ces évolutions conduit à prévoir une révision de l'enveloppe allouée à l'amélioration de l'habitat privé ancien.

L'opération d'investissement n°2018107000 inscrite au budget pour un montant de 10 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 181092BP du programme 09, a été révisée à

Hauteur de 5 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 15 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 « Amélioration de l'Habitat Ancien » ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 « Amélioration de l'Habitat Ancien » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relative à l'approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2018107000 Amélioration de l'Habitat Ancien.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 021-576/19/CT

■ CT1 - Approbation du protocole d'éradication de l'habitat indigne - Ville de Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17784/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ville de Marignane, 8^{ème} ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 33929 habitants. Elle joue un rôle structurant à l'échelle du bassin Ouest de Marseille Provence avec d'importantes densités d'emplois et de populations.

La ville de Marignane a progressivement construit une politique interventionniste en matière d'habitat indigne depuis la mise en œuvre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) depuis 2012, renouvelé jusqu'en 2025. Ce programme a été corrélé à la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement Urbain (OPAH RU) sur le centre-ville, qui fait l'objet d'une seconde convention, décidée par la Commune et la Métropole en juin 2019, qui aura cours jusqu'en 2024.

Ces projets ont nécessité jusqu'ici un travail partenarial de lutte contre l'habitat indigne sur le périmètre du centre-ville via la mise en œuvre de Comités Habitat Indigne bimestriels (CHI).

Aujourd'hui, la commune présenterait 1 214 résidences principales présumées indignes (10% du parc). Ces situations d'indignité se retrouvent sur le centre-ville, et sur des copropriétés semi-récents

(Parc Saint Louis, Parc Saint Georges, Parc Camoin, Florida Parc...).

Pour traiter activement cette problématique, la Ville a repris en régie en 2017 l'animation de l'action de lutte contre l'habitat indigne et recruté en juin 2018 un responsable du service habitat.

Le traitement de l'habitat indigne et le maintien des marignanais dans des logements décents constitue une priorité communale. De plus, la résorption des situations de mal logement est devenue stratégique pour proposer à la population un habitat de qualité et attractif. A cet effet, la formalisation d'un Protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne apparaît indispensable. Le Protocole Partenarial de Lutte contre l'Habitat Indigne permet aux partenaires de s'engager sur les objectifs suivants :

- **Assurer une prise en charge** des signalements adressés par le PDLHI par un guichet unique et réaliser un diagnostic technique et sociologique ;
- **Mobiliser les procédures adaptées** pour traiter les logements indignes et non décents qui présentent des risques pour la santé et la sécurité des occupants ou des usagers de la voie publique, en recherchant une réhabilitation pérenne des logements et des immeubles concernés par une remise aux normes de décence ;
- En cas de défaillance du bailleur, **aider à l'hébergement d'urgence ou au relogement en cas de nécessité** des familles en situation de danger au regard de la santé et de la sécurité. Engager les travaux d'office et recouvrer les créances.

Dans le cadre du présent protocole, la Ville de Marignane s'engage à traiter à minima 20 nouveaux signalements par an et à traiter les situations portant atteinte à la sécurité. La plupart des situations relèvent d'infractions au Règlement Sanitaire Départemental (RSD).

La Métropole apportera les moyens de réaliser des travaux pérennes, avec l'engagement dans la prochaine OPAH RU II du centre ancien de Marignane, et au travers de son Programme d'Intérêt Général « Habiter Mieux », aux côtés de la Ville, de l'État (DDTM) et de l'Agence Régionale de Santé, et du parquet qui mettent en œuvre les pouvoirs de police spéciale en matière d'habitat du Maire et du Préfet, mais aussi de la Maison Départementale de la Solidarité (MDS) et de l'Association Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13).

D'une durée de 3 ans renouvelables, cette convention, que le Conseil Municipal du 30 septembre 2019 a adoptée, permet de faire converger les interventions des différents acteurs de la lutte contre

l'habitat indigne et la mobilisation coordonnée de leurs outils.

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans le protocole annexé et leur coordination se fera à trois niveaux :

- un comité de pilotage sera mis en place et se réunira au moins une fois par an pour établir le bilan de l'année écoulée et approuver les objectifs de l'année à venir ;
- un comité de prévention et de lutte contre l'habitat indigne examinera en séance bimestrielle, toutes les situations enregistrées, orientera le dossier vers le partenaire compétent et validera le rapport de l'opérateur ou du technicien effectuant les visites ;
- un comité opérationnel renforcé se réunira si le besoin s'en ressent, pour mobiliser les expertises des partenaires et décider des scénarios d'intervention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine de la Présidente du

Bureau de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation du protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du protocole d'éradication de l'habitat indigne de la Ville de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 022-577/19/CT

■ CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne - Demande de subvention auprès de l'ANAH pour une prestation de recherche et développement avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17785/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole,

qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – Demande de subvention auprès de l'ANAH pour une prestation de recherche et développement avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment pour une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté une nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui décline un plan d'actions à court et moyen termes.

Il s'agit notamment de renforcer la lutte contre l'habitat indigne et le mal logement, par une action contraignante contre les propriétaires privés, lorsque l'expropriation s'avère nécessaire pour traiter durablement la dégradation des immeubles ou des ensembles d'habitation frappés par des mesures de polices de sécurité et d'hygiène de l'habitat. Une connaissance de l'état du parc de logements privé ancien est à cet égard fondamentale pour anticiper et orienter l'action publique.

Cette stratégie vise à faire de la lutte contre l'habitat indigne un outil du renouvellement urbain pour réhabiliter, rénover, construire, afin de diversifier l'offre de logements de qualité adaptée aux besoins des habitants.

A Marseille, la situation a imposé de renforcer et d'accélérer la mise en œuvre du cadre conventionnel acté en 2017 en particulier les actions inscrites au 3e protocole de lutte contre l'habitat indigne et dans l'accord partenarial pour le traitement des grandes copropriétés à travers un protocole signé avec les agences nationales que sont l'ANAH et l'ANRU.

Un Projet Partenarial d'Aménagement, signé le 15 juillet, implique désormais davantage l'Etat dans la rénovation du centre-ville de Marseille. Il permet la mise en œuvre d'une grande opération d'urbanisme qui va renforcer la cohérence des interventions et les prérogatives métropolitaines sur les secteurs jugés les plus prioritaires.

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) transitoire « lutte contre l'habitat

indigne » a été mise en place ; elle permet depuis le mois de juillet d'apporter des aides majorées aux syndicats de copropriété pour favoriser le retour des ménages évacués dans des logements sécurisés et décents. La réalisation de diagnostics par un bureau d'étude spécialisé permet d'assurer la fiabilité et la pérennité des programmes de travaux objet d'octroi de subventions publiques aux propriétaires privés qui ont la volonté et la capacité d'agir.

Elle préfigure les OPAH de Renouvellement Urbain prioritaires à signer en 2020-2021 au fur et à mesure de leur mise au point, pour les quartiers Belsunce, Belle de Mai, Butte Saint Mauront, Noailles, et dont le calibrage et l'ajustement des périmètres doivent tenir compte des secteurs les plus touchés par les mesures de polices de l'habitat conduites par les services de sécurité de la Ville.

Une approche à l'ilot urbain par diagnostic exhaustif et critères croisés doit être généralisée pour repérer et cartographier les secteurs à risque sur lesquels faire porter les interventions prioritaires et pour définir les modes d'action, plus ou moins lourds, à mettre en œuvre par la puissance publique. Une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine doit être mise au point à cet effet.

Son cahier des charges s'articule en trois phases :

- la conduite des études préparatoires de connaissance, notamment l'analyse des centaines d'expertises conduites par les experts des tribunaux mandatés sur les immeubles menaçant ruine, le recoupement entre la géomorphologie, la constitution de la ville et ses infrastructure, le recours à des technologies innovantes de mesure telle l'interférométrie satellite ;

- le développement d'une méthodologie de diagnostic multicritères rationalisé et synthétique avec l'élaboration d'une grille d'indicateurs et d'un système de notation ;

- le développement d'une application informatique dédiée à la collecte et à l'exploitation des données ;

Le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB), par sa capacité à proposer des outils adaptés à ce travail d'investigation, et parce qu'il a désormais une expérience de terrain à Marseille où il a apporté son expertise depuis le début de la crise, offre les garanties pour mener à bien cette mission.

Dans la mesure où cette mission expérimentale a vocation à développer une outil nouveau et transposable à d'autres centres urbains, et où le CSTB en financera 25%, la Métropole a décidé de lui confier cette mission sous forme d'un marché de recherche et développement prévu par l'article L2512-5 du Code de la Commande Publique. La Métropole finance ainsi 75% de la mission globale, soit 592 500 euros hors taxe, que l'ANAH est prête à financer à

hauteur de 50% au titre de la délibération spéciale pour Marseille de son Conseil d'administration du 28 novembre 2018.

Pour répondre aux dispositions du règlement général de l'Agence, le Conseil de Métropole doit habiliter Madame la Présidente, ou son représentant, à solliciter cette subvention auprès de l'ANAH.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – Demande de subvention auprès de l'ANAH pour une prestation de recherche et développement avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment pour une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

**Entendues les conclusions du rapporteur,
CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – Demande de subvention auprès de l'ANAH pour une prestation de recherche et développement avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment pour une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne – Demande de subvention auprès de l'ANAH pour une prestation de recherche et développement avec le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment pour une méthodologie d'audit technique du parc de logements anciens à l'échelle urbaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 023-578/19/CT

■ CT1 - Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 27 immeubles sur le territoire Marseillais

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17577/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 27 immeubles sur le territoire Marseillais» satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration les conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L.

103-2, L. 103-3 2^e et L. 103-4 du code de l'urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 20 juin dernier.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit. Par délibérations du 28 février 2019, ces concessions métropolitaines ont été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs objectifs augmentés : il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires.

La cible principale de leur action est constituée par des immeubles isolés, ou solidaires dans les désordres, objets d'actes de polices de l'habitat révélant la carence des propriétaires privés, dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie, d'ores et déjà identifiée, liée à la stabilité des sols sur un périmètre plus large.

La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Lors du Conseil de Métropole du 20 juin dernier, la présente assemblée a approuvé l'engagement des procédures d'expropriation sur une première vague de 41 immeubles dégradés.

Aujourd'hui une deuxième vague de 27 immeubles est présentée pour engager les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. il s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux sur les 27 immeubles destinés à la production de logements sociaux (locatif social ou accession sociale).

Pour rappel, établir le projet à déclarer d'utilité publique nécessite, pour chaque immeuble, une mise au point technique, juridique et financière : état des lieux, élaboration des faisabilités financières et opérationnelles, vérification des états de propriété,

besoins en relogements, évaluation foncière par l'administration fiscale.

La liste de ces immeubles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de ses concessionnaires, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par Marseille Habitat et Urbanise Aménagement dès leur complétude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 27 immeubles sur le territoire Marseillais ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la Stratégie Territoriale de lutte contre l'Habitat indigne et Dégradé – Concessions Eradication de l'Habitat Indigne – Engagement des procédures d'expropriation nécessaire à la lutte contre l'habitat indigne concernant 27 immeubles sur le territoire Marseillais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 024-579/19/CT

■ CT1 - Réhabilitation du Parc de logements privés - Attribution de subventions pour trois baux à réhabilitation sur la Commune d'Ensues La Redonne et approbation d'une convention de financement

DUFVS 19/17719/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Issue d'une proposition faite dans le cadre des Etats Généraux du Logement pour la préparation du deuxième Programme Local de l'Habitat 2012-2018, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 29 juin 2012, la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation.

Ce dispositif permet à un opérateur de réhabiliter un logement ou un immeuble d'habitation, d'en assurer la gestion, et de le restituer à son propriétaire à la fin du bail, en bon état.

Le bail à réhabilitation peut s'adresser :

- à des propriétaires occupants qui n'arrivent plus à faire face aux travaux à réaliser dans leurs logements.
- à des propriétaires bailleurs qui souhaitent faire réhabiliter leur patrimoine sans en assurer la gestion (particuliers, associations, autres établissements...),
- aux communes propriétaires de logements. Le patrimoine communal peut être confié à un opérateur qui fait les travaux nécessaires, les conventionne avec l'Anah et les gère pour la durée du bail à réhabilitation.

Dans tous les cas, il donne lieu à loyer conventionné à l'aide personnalisée au logement (APL) pour des occupants dont les ressources sont plafonnées.

Le bail à réhabilitation peut être conclu par un opérateur agréé par l'Etat pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de logements. Celui-ci s'engage à prendre le logement à bail pendant une durée minimale de douze ans, à réaliser des travaux, et à le rendre libre d'occupation et en bon état à la fin du bail, une proposition étant faite au locataire trois mois avant l'expiration du bail pour la location d'un logement équivalent (à moins que le propriétaire ne souhaite poursuivre la location).

L'opérateur devient titulaire d'un droit réel immobilier et acquitte donc la taxe foncière pendant la durée du bail.

Le soutien financier apporté par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille Provence à la mise en œuvre de baux à réhabilitation répond à quatre objectifs :

- améliorer les logements vétustes ou insalubres,
- développer l'offre de logements à loyers maîtrisés dans le parc privé et ainsi améliorer leur insertion par la réalisation de petites opérations,
- soutenir les communes de Marseille Provence dans l'amélioration de leur patrimoine.

La nature et le montant de l'aide apportée par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille - Provence au bail à réhabilitation s'appuient sur la réglementation de l'Anah, qui précise les conditions de recevabilité des demandes et la qualité des travaux éligibles à ses subventions.

La Métropole Aix-Marseille-Provence verse à l'opérateur par logement pris en bail à réhabilitation une subvention de 20% du coût des travaux subventionnables par l'Anah plafonnée à 10 000 euros.

Chaque subvention allouée à une opération fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat, soumise au Conseil de Métropole.

Les aides proposées selon ces critères à l'approbation de ce Conseil sont décrites dans le tableau ci-annexé. Elles correspondent aux opérations ci-dessous :

- La Ville d'Ensues-La-Redonne confie pour 50 ans à SOLIHA Provence la gestion et la réhabilitation d'une maison d'habitation sise 4 avenue du général Montsabert 13280 Ensues La Redonne – un logement à loyer très social.
- La Ville d'Ensues-La-Redonne confie pour 50 ans à SOLIHA Provence la gestion et la réhabilitation d'une maison d'habitation sise Place des Martyrs Charleval 13280 Ensues La Redonne– deux logements à loyer très social.

Marseille Provence Métropole, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat, ont approuvé lors de leurs commissions locales d'amélioration de l'habitat, l'octroi d'une subvention de l'Anah pour la réhabilitation et le conventionnement très social de ces deux opérations.

Il convient d'approuver ces subventions allouées à SOLIHA Provence telles que précisées dans le tableau annexé, et la convention de financement et de partenariat présentée en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération RNOV 003-095/12/CC du Conseil de Communauté du 12 février 2012 relative à la création d'une autorisation de programme du dispositif de soutien au bail à réhabilitation ;
- La délibération RNOV 002-431/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 relative à la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de ce dispositif qui permet de favoriser la réhabilitation de logements dégradés, de contribuer à la requalification du parc privé et de développer l'offre de logements locatifs conventionnés à loyers très sociaux.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions accordées aux baux à réhabilitation pour les opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant de ces aides s'élève à 30 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention de financement et de partenariat ci-annexée avec SOLIHA Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de financement et de partenariat.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence : - Sous-politique D110 – opération 2012101500 – Chapitre 4581194007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 025-580/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une Convention pour la mise en oeuvre d'un Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriétés sur le territoire Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 19/17718/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En mars 2017 un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille (Accord partenarial) est approuvé par la Métropole, l'Etat, l'ANAH, la Ville de Marseille. Le Département et la Région, sont également saisis pour participer à cet accord.

Cet accord partenarial s'articule autour de quatre types d'actions :

- l'élaboration d'un observatoire des copropriétés confiée en janvier 2017 à l'AGAM,
- l'intervention prioritaire sur 11 grandes copropriétés (plus de 100 lots principaux), dont la dégradation est avérée, situées dans des quartiers prioritaires d'intérêt national ou régional pour l'ANRU,

- une meilleure connaissance de la cinquantaine d'autres grandes copropriétés repérées dans le cadre de l'observatoire,
- la prise en compte, dans le cadre d'une démarche préventive, d'autres copropriétés fragiles ou dégradées, dites. Ces copropriétés pourront faire l'objet d'un premier diagnostic-flash des données juridiques, financières et de gestion, dont une dizaine sera réalisée annuellement par l'ADIL.

En décembre 2018 la Métropole a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé. Les copropriétés dégradées constituent une des cibles de l'intervention. Toutefois, parallèlement aux interventions lourdes, la Métropole a souhaité développer un volet préventif et accompagner les syndicats de copropriétés fragiles dans leur organisation et leur fonctionnement. Ainsi, dès décembre 2017 une première convention de Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés a été approuvée, qui décrivait les mission et objectifs d'un tel dispositif sur le territoire de Marseille-Provence.

Le POPAC de Marseille Provence vise à mettre en œuvre :

- des actions de sensibilisation, de (re)mobilisation, d'information, de formation et d'échanges pour les copropriétaires et leur syndicat ;
- des diagnostics multicritères ciblés permettant l'élaboration de scénario de redressement ;
- la mise en œuvre d'un accompagnement renforcé, d'une expertise adaptée au plan de redressement.

Les copropriétés visées par ce programme sont des copropriétés fragiles nécessitant un accompagnement renforcé pour retrouver un fonctionnement normal, la fragilité se mesurant par :

- un dysfonctionnement de l'organisation (syndic absent, pas d'assemblée générale annuelle, pas de décision d'amélioration),
- une dévaluation des prix de l'immobilier par rapport au marché environnant, surendettement, non-paiement des charges, entretien défaillant, situations chroniques d'habitat indigne non réglées,
- une méconnaissance des règles de la copropriété, délaissement des parties communes, concentration des phénomènes de précarité,
- une sortie d'administration provisoire, d'OPAH CD ou de Plan de sauvegarde ou de mandataire ad hoc,
- des travaux nécessaires non programmés ou mettant en graves difficultés les copropriétaires.

Sont exclues du dispositif les copropriétés faisant l'objet d'un dispositif lourd de redressement (nécessitant un plan de sauvegarde ou une OPAH Copropriété dégradée) ou de recyclage (incluant démolitions).

Les partenaires de l'accord partenarial d'intervention sur les copropriétés, les équipes de la politique de la Ville, les organismes associés (membres de la Commission locale d'amélioration de l'habitat), ainsi que les élus et techniciens des institutions partenaires peuvent signaler au maître d'ouvrage toute copropriété montrant des signes mesurables de fragilités. Le signalement peut porter sur la présence de :

- ménages en difficulté sociale (précarité, ressources modestes, problèmes d'occupation du logement, ...)
- situations juridiques ou financières à risque (absence de règlement de copropriété, syndic défaillant, impayés de charges...)
- situations techniques dégradées (état bâtementaire, usage à risque du logement....)

Le comité de suivi de l'Accord partenarial examine les demandes afin de proposer toute orientation opportune. Priorité est donnée aux quartiers en Politique de la Ville ou retenus par l'ANRU sans que ce critère soit discriminant. Les partenaires de l'Accord partenarial sont fondés à recevoir et transmettre les signalements au comité de suivi.

Le programme se décline en trois types d'actions qui pourront être activées simultanément ou indépendamment les unes des autres :

1. Actions de sensibilisation, de communication, de formation
2. Actions de diagnostic approfondi, relatif à l'organisation et au fonctionnement de la copropriété
3. Expertises, accompagnement et mise en œuvre de procédures d'ordre juridiques ou administratives

Ces trois types d'actions répondent à trois objectifs :

- 1- Informer et former les acteurs de la copropriété
- 2- Consolider la connaissance des copropriétés fragiles du territoire, analyser la fragilité
- 3- Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre au travers d'expertises apportées à la copropriété.

Il est proposé de recentrer le dispositif initial de 2017 sur un nombre restreint de 40 copropriétés, afin d'assurer l'accompagnement nécessaire à la résolution effective des problèmes, dans les trois ans du programme. 13 copropriétés sont recensées au démarrage de la mission. Etant données la variété et la taille des copropriétés ciblées, il est proposé un planning d'intégration progressive de nouvelles copropriétés, tout au long de la mission.

Les objectifs de la mission initiale restent inchangés :

- a. Comprendre l'organisation de sa copropriété ;
- b. Comprendre la gestion administrative et financière de sa copropriété ;
- c. Anticiper les besoins (diagnostics et audits) et utiliser des outils de suivi (charges, travaux) ;
- d. Aspects juridiques et contentieux.

La mise en œuvre de sessions d'informations/formations sur la base d'un programme adapté à chaque situation et la mise en œuvre d'accompagnements renforcés, d'expertises, en lien avec la problématique ciblée (technique, juridique, comptable, organisationnelle) en sont les outils d'accompagnement.

A l'issue de l'accompagnement réalisé, la copropriété devra être en mesure d'analyser et de mettre en place les outils adaptés au fonctionnement courant, d'effectuer un suivi régulier des finances, des charges et recettes, des contrats.

Elle saura anticiper les besoins (financiers, techniques,...) actuels et projetés, résorber les dettes et mettre en œuvre un fonds de travaux. Elle pourra s'appuyer sur les services existants de droit commun (publics ou privés) afin de s'engager dans une démarche de gestion cohérente (diagnostic, analyse, scénarios, chiffrage et prise de décision).

D'ores et déjà, treize copropriétés sont repérées pour cet accompagnement à Marseille et à Marignane. Un Programme de même nature a été mis en place au troisième trimestre 2018 sur le Vieux La Ciotat et permet notamment aux petites copropriétés de s'organiser pour planifier des travaux de rénovation.

Le coût du dispositif d'accompagnement est de 200 000 euros par an sur 3 ans, L'ANAH s'engage à financer le programme au titre de chaque tranche annuelle, au taux maximal de subvention de 50 %, dans la limite d'un plafond annuel des dépenses subventionnables de 100 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille-Provence.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 026-581/19/CT

■ CT1 - Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - 13ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec la SACICAP pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 19/17186/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - 13ème arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué notamment de sept bâtiments d'habitation, gérés par un syndicat principal et sept syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la première commission de la commission chargée de l'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 Mars 2017, la Métropole a approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot. Des travaux de mise aux normes ou de recyclage des différents immeubles de la résidence seront à engager dans le cadre du NPNRU «Grand Malpassé » en cours d'élaboration, notamment la réalisation des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives.

Le 13 janvier 2017, par jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Vincent Gillibert de la SCCP Gillibert et associés, a été désigné administrateur judiciaire du syndicat principal et des syndicats secondaires des bâtiments C, D, E, F, G et H.

Le 30 août 2018, le Cabinet AJA a été désigné administrateur judiciaire du syndicat principal et des syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H en remplacement de la SCCP Gillibert, démissionnaire. Par ordonnances du 19 février 2019 et du 1er mars 2019, les pouvoirs de l'administrateur provisoire ont été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Par délibération numéro DEVT 001-6147/19/BM du 20 juin 2019, le Bureau de la Métropole a autorisé Madame la Présidente ou son représentant à signer avec les syndicats de copropriété des bâtiments C, E, F, G, H et le syndicat principal les conventions de financement des travaux d'urgence sur les parties

communes de ces bâtiments ainsi que des parties communes générales du Parc Corot.

Ces conventions précisent le montant des aides apportées par la Métropole en complément des

subventions de l'Anah comme indiqué dans le tableau ci-après :

	Bât C	Bât E	Bât F	Bât G	Bât H	Synd. Princ.	Total en euros
ANAH	389 700	124 600	212 600	490 800	184 300	26 600	1 428 600
MAMP	64 500	21 400	36 400	82 900	31 800	6 000	243 000
Total en euros	454 200	146 000	249 000	573 700	216 100	32 600	1 671 600

Ces financements couvrent la totalité du montant des travaux d'urgence, des honoraires techniques et de l'assurance dommage ouvrage.

La gestion des financements et les modalités de versement des subventions sont définies dans ces conventions de financement.

Afin d'assurer l'avance de trésorerie nécessaire au démarrage des travaux et à leur poursuite, il est proposé que la SACICAP Midi-Méditerranée et la SACICAP de Provence assurent conjointement le préfinancement de la totalité des aides publiques attribuées dans le cadre des travaux d'urgence de la copropriété Parc Corot sous forme de prêt sans intérêt.

En effet, aux termes des articles L. 215-1 à L. 215-8 du Code de la Construction et de l'habitation définissant le statut des SACICAP, et plus particulièrement de l'article L. 215-7, l'Union d'Économie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP) représente les intérêts communs des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété (SACICAP), notamment auprès des pouvoirs publics. À ce titre, elle passe toutes conventions avec l'État ou des organismes publics et parapublics définissant les objectifs et les conditions d'exercice de l'activité des SACICAP pour l'accession à la propriété.

Composé de 52 SACICAP, le réseau PROCIVIS s'est engagé par convention conclue avec l'État le 19 juin 2018 pour une durée de cinq ans dans le financement de la rénovation du parc privé de logements et s'inscrit dans le cadre du Plan de Rénovation Énergétique et de l'accompagnement des copropriétés fragiles et en difficulté.

Cet engagement consiste à préfinancer les subventions de l'ANAH et des collectivités partenaires aux syndicats de copropriétaires pour la réalisation de travaux de rénovation dans les copropriétés fragiles et en difficulté.

Ce préfinancement prend la forme d'un prêt collectif sans intérêt au profit des syndicats de copropriétés et peut couvrir jusqu'à 100% du coût des travaux.

Le préfinancement des aides attribuées par l'ANAH et par la Métropole aux syndicats du Parc Corot est décliné dans le cadre d'une convention fixant les modalités d'utilisation et de versement de ces aides. Les co-contractants sont l'ANAH, la Métropole, les SACICAP et le Syndicat principal ainsi que les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H de la copropriété « Parc Corot ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Bureau de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur le plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - 13ème arrondissement - Approbation d'une convention de

préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative au Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - 13^{ème} arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le Plan de Sauvegarde pour la copropriété du Parc Corot à Marseille - 13^{ème} arrondissement - Approbation d'une convention de préfinancement avec la Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP) pour le financement de travaux d'urgence pour le syndicat principal et les syndicats secondaires des bâtiments C, E, F, G et H.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 027-582/19/CT

■ CT1 - Constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 19/17783/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille - Constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le Parc Corot est un ensemble immobilier privé situé 130, avenue Corot, dans le 13^{ème} arrondissement de Marseille géré sous le régime de la copropriété.

Le Parc Corot abrite une population estimée à 1000 habitants. L'ensemble est constitué de 12 bâtiments, sur un terrain de 4,81 hectares : 7 immeubles d'habitation comportant 376 logements, 5 immeubles à destination de commerces et garages. Chacun des bâtiments d'habitation est constitué en syndicat secondaire. Tous sont regroupés dans un syndicat principal.

Le Parc Corot est situé dans le quartier prioritaire de la ville (QPV) « Malpassé-Corot », et concerné par le Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) pour le « Grand Malpassé » englobant principalement les groupes d'habitat social de Saint-Paul, du plateau de Villemorze, de Malpassé et des Olivers A, Lilas et Mimosas. Le protocole de préfiguration a été signé par la Métropole avec l'ANRU le 21 décembre 2017 avec pour objectif de contractualiser avec l'ANRU dans les 24 mois sur chaque site.

Le Parc Corot a bénéficié d'une intervention publique depuis plusieurs années : ainsi le bâtiment B a été démoli en 1989 dans le cadre d'une opération de résorption de l'habitat Insalubre (RHI) conduite par la Ville de Marseille, et le Parc a été intégré en 2006 au Programme de Rénovation Urbaine (PRU) de Saint-Paul. Le PRU a notamment permis de contribuer au désenclavement du Parc par la création par notre collectivité de la rue Jean Marsac, de réhabiliter le groupe d'habitat « Saint Paul » mitoyen (HMP), et de lancer la création par la Ville de Marseille d'un nouvel équipement social pour le quartier. De plus une offre locative diversifiée a été apportée par l'édification à proximité par l'Association Foncière Logement de la résidence « Les Terrasses du Parc ».

Le bâtiment A, comportant 96 logements, a été évacué puis neutralisé par la Métropole en décembre 2018 suite à l'arrêté municipal du 11 décembre 2018 notifiant l'insécurité des équipements communs.

Les études conduites dans le cadre du PRU ont permis de mieux appréhender les graves difficultés structurelles auxquelles sont confrontées les copropriétés, aussi bien du point de vue de leur gestion, que de la vétusté du bâti et des équipements communs, de l'état de dégradation avancé des espaces collectifs, ainsi que de la grande fragilité économique et sociale de nombre des résidents.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création de la commission d'élaboration du plan de sauvegarde sur la copropriété du Parc Corot ».

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement pour le Parc Corot.

Par délibération du 26 septembre 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le lancement de la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille.

Dans cette délibération, la Commission Aménagement dédiée au projet a également été constituée. En effet, les principes de son élection (dépôt des listes, modalités de scrutin) ont été exposés.

La procédure de mise en concurrence encadrée par l'ordonnance du 29 janvier 2016 et son décret

d'application du 1^{er} février 2016, va se dérouler en plusieurs étapes :

- Publication d'un avis d'un appel public à la concurrence,
- Remise des candidatures puis sélection des candidats admis à remettre une offre,
- Envois du DCE aux candidats admis à présenter une offre,
- Analyse des offres et sélection du candidat retenu,
- Signature du traité.

En conséquence, il convient d'une part de procéder à l'élection de la Commission aménagement dédiée au projet. Elle sera chargée d'émettre un avis sur les candidatures et les offres reçues puis de proposer la signature de la convention avec le candidat retenu à Madame la Présidente ou son représentant.

Pour rappel, les conditions de dépôt des listes ont été les suivantes :

- Chaque liste devait être déposée avant 17H au secrétariat de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence la veille de la date du présent Conseil de la Métropole à l'ordre du jour duquel est prévue l'élection des membres de la Commission visée à l'article 1 ;

- Chaque liste doit comprendre au maximum 5 titulaires et 5 suppléants. Les listes peuvent néanmoins comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir ;

- En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages ;

- En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ;

- En application des dispositions de l'article R 300-9 du code de l'urbanisme, il est rappelé que les membres sont désignés à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille - Constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement sans transfert de risque économique relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille - Constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur la constitution de la Commission d'Appels d'Offres spéciale pour l'attribution de la concession d'aménagement relative aux copropriétés du Parc Corot à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VU 028-583/19/CT

■ CT1 - Approbation des actions retenues par les habitants dans le cadre de l'appel à projets pour l'expérimentation du budget participatif pour le secteur de la Belle de Mai dans le quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur la commune de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DHCS 19/17800/CT

Monsieur le Président du Conseil de territoire Marseille Provence sur proposition du Rapporteur soumet au Conseil de territoire le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Le budget participatif de fonctionnement représente en effet l'un des outils privilégiés pour renforcer l'action publique de proximité tout en repositionnant l'habitant au cœur des dispositifs publics.

Aussi, par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-

Provence, à savoir les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence prend la forme d'un appel à projets (AAP), pour lequel la définition des besoins et des orientations a été réalisée avec la participation des habitants.

Ces derniers sont ainsi pleinement acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire.

Concernant le territoire de la Belle de Mai inclus dans le quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la commune de Marseille, cette démarche a été placée sous la responsabilité d'un comité de pilotage (COPIL) composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL
- Monsieur le Vice-Présidente du Territoire de Marseille Provence, déléguée à la Politique de la Ville
- Madame le Maire de secteur ou son représentant
- Un représentant de chaque conseil citoyen du territoire concerné
- Des habitants du quartier prioritaire concerné, volontaires ou éventuellement désignés par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

Il est rappelé que, si dans le cadre de cette expérimentation, le COPIL a pour rôle de valider toutes les étapes du dispositif (notamment validation du cahier des charges et de la programmation de l'AAP ainsi que des modalités de concertation des habitants, sélection des projets retenus sur la base des propositions des habitants et proposition du niveau de subvention alloué), les habitants participent à chaque étapes-clé de l'opération.

Ainsi, à l'issue de 4 ateliers organisés en présence d'un groupe de parents d'élèves du Réseau d'Education Prioritaire (REP) + résidant sur le territoire, les problématiques suivantes ont pu être identifiées et hiérarchisées comme étant des orientations prioritaires à traiter :

- Le cadre de vie
- L'éducation
- La jeunesse
- La mobilité
- La culture

Suite à la délibération n° DEVT XXXXXX du Conseil de la Métropole du 26 septembre 2019 approuvant l'appel à projets de l'expérimentation du budget participatif, des porteurs de projets ont donc proposé

des actions entrant dans le cadre d'au moins une des thématiques identifiées ci-dessus.

A l'issue d'une phase de présentation des projets sur les parvis d'écoles, les établissements inscrits dans la zone REP+, ainsi qu'une présentation des projets sur les réseaux sociaux, les parents d'élèves se sont exprimés autour des dossiers présentés sous forme synthétique. Au final, les actions retenues, les porteurs de projets et les budgets nécessaires sont les suivants :

- [TITRE, NOM DU PORTEUR, pour une subvention sollicitée de...euros]
- [TITRE, NOM DU PORTEUR, pour une subvention sollicitée de...euros]
- [TITRE, NOM DU PORTEUR, pour une subvention sollicitée de...euros]
- [TITRE, NOM DU PORTEUR, pour une subvention sollicitée de...euros]

Lors de sa réunion du 15 octobre 2019, le COPIL a validé ces choix réalisés par les habitants concernés par la démarche.

Les actions retenues feront l'objet d'une publicité sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le budget global alloué à cette expérimentation du budget participatif est de 32 500 euros sur l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 portant approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port-de-

Bouc et création de deux comités de pilotage;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Que par délibération n° DEVT 008-6465/19/CM du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, la Métropole a approuvé la mise en œuvre de cette expérimentation sur une partie du quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la commune de Marseille ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif se traduit par le lancement d'un appel à projets sur les quartiers prioritaires concernés, pour lesquels la définition des besoins, les orientations, et aussi la sélection des projets ont été réalisées avec la participation des habitants ;
- Que les projets retenus à l'issue de cet appel à projets bénéficieront de subventions métropolitaines sans autre cofinancement .

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable quant aux actions retenues par les habitants parmi les propositions faites dans le cadre de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement dans le secteur de la Belle de Mai du quartier prioritaire du Grand Centre-Ville de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur la commune de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***** **Commission "Proximité"** *****

PROX 001-584/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17659/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence (CMIA) pour les préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous sa maîtrise d'ouvrage.

Par délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Par délibération FAG 035-5810/19/BM séance du 16 mai 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

A cet égard, a également été approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les travaux d'aménagements nécessaires à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille occasionneront des perturbations pour l'ensemble des entreprises riveraines. Ainsi, pour les aider à traverser cette période difficile, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, en liaison avec leurs partenaires la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, ont décidé de mettre en œuvre des mesures fortes

d'accompagnement dans le cadre de leurs compétences respectives.

- Dans le cadre du suivi de l'instruction des dossiers, la Métropole assurera l'organisation de la CIA et la prise en charge financière des indemnités proposées ainsi que le coût des expertises judiciaires préalables permettant de déterminer la recevabilité et le montant des préjudices d'exploitation subis.
- La Ville de Marseille pour sa part poursuit son plan «Ambition Centre-Ville» en visant la rénovation de plusieurs aires urbaines situées au cœur de la ville lui permettant de devenir un lieu d'exception, emblématique, attractif et qualitatif. Les ambitions de la démarche "Ambition centre-ville" sont de repositionner le centre-ville comme pôle économique majeur à l'échelle de la métropole, d'améliorer l'attractivité résidentielle et d'affirmer le centre-ville comme lieu de destination.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA sont engagées dans un dispositif de soutien et d'accompagnement des professionnels riverains des chantiers précités, en partenariat avec les différents organismes fiscaux et sociaux.

Aussi, il est apparu nécessaire d'identifier deux interlocuteurs privilégiés afin de faciliter le suivi de toutes les démarches décrites ci-dessus.

La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, partenaire institutionnel des commerçants et entreprises, et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA, celui des artisans, souhaitent jouer pleinement ce rôle, en tant que représentants actifs et concrets des intérêts économiques de leur circonscription.

Ils auront pour mission, chacun pour leurs ressortissants respectifs :

- d'accueillir les commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier,
- de les aider et de les orienter utilement dans toutes les démarches qui leur seront nécessaires en vue de l'identification de leur préjudice éventuel,
- de leur délivrer un dossier de demande d'indemnisation ou/et de reports de charges fiscales et sociales ou/et d'exonération des redevances d'occupation du domaine public et des taxes sur les publicités lumineuses, soit dans leur commerce, soit dans les locaux de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ou de la

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

- de les conseiller dans la constitution desdits dossiers,
- de délivrer un accusé réception aux requérants lors du dépôt des dossiers d'indemnisation et ensuite de les remettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégation du conseil de la Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la constitution de la Commission Indemnisation Amiable Métropolitaine ;
- La délibération VOI 001-5522/19/CM du 28 février 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du bilan de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 035-5810/19/BM du 16 mai 2019 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence élargissant le champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille et approuvant le

périmètre relatif aux entreprises impactées par le chantier.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA permet d'anticiper au mieux les répercussions sur la vie économique locale des travaux les plus impactant de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de partenariat relative à l'accompagnement des commerçants, artisans et professionnels riverains du chantier de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 002-585/19/CT

■ **CT1 - Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17661/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Par délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme, la création et l'affectation de l'opération d'investissement

pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Concevoir un nouvel espace de vie fonctionnel, créer une harmonie visuelle, améliorer le partage de l'espace public, créer, à court terme, un espace cohérent et propice à la déambulation, offrir une attractivité commerciale accrue au cœur du noyau villageois de Saint-Barnabé afin de renforcer et pérenniser le poumon économique du secteur, sécuriser les cheminements des piétons, tels sont les principaux objectifs de ces travaux de requalification.

Les travaux d'aménagement se dérouleront de mars à novembre 2020 entre la rue Montaigne et la Place Caire, en dehors des périodes de fêtes pour limiter l'impact sur la vie commerçante.

Consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains des chantiers qui y sont éligibles.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable est chargée d'une part, d'examiner les réclamations des entreprises riveraines situées sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, et d'autre part de proposer des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Par ailleurs, un périmètre d'indemnisation relatif aux professionnels impactés délimitant la zone des travaux d'aménagement dans le temps et dans l'espace a été défini et joint à la délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme la création et l'affectation de l'opération d'investissement pour la requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine des travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille ;

- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de requalification de la rue Montaigne et de la Place Caire à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 003-586/19/CT

■ CT1 - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17791/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains

d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **01 octobre 2019**, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 11 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat, de la Place Jean Jaurès à Marseille, des grands espaces publics du centre-ville de Marseille ainsi que de la réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2019/09/01 : BAR-TABAC O CENTRAL du 12/02/2019 au 01/10/2019,
- CIO-2019/09/25 : PUB O'KYLIAN'S du 03/09/2018 au 21/06/2019,
- CIO-2019/09/26 : RESTAURANT LE VIN 7 du 03/09/2018 au 21/06/2019,
- BHNS-2018/08/03-2 : SOCIETE ON'COPIE **BHNS L'AIXPRESS** du 01/12/2018 au 02/07/2019,
- BHNS-2018/08/05-2 : SOCIETE EUROPIA du 03/07/2018 au 02/07/2019,

- BHNS-2019/09/17 : COOKIES AND CO du 01/01/2019 au 02/07/2019,
- PJJLP-2019/09/07 : LES SAVEURS DE LA PLAINE du 12/10/2018 au 01/10/2019,
- PJJLP-2019/09/08 : FIONA KEL du 12/10/2018 au 01/10/2019,
- PJJLP-2019/09/09 : SPAR du 12/10/2018 au 01/10/2019,
- PJJLP-2019/09/10 : LOTUS EXPRESS du 12/10/2018 au 01/10/2019,

A été déclaré non recevable, au motif que le commerce est situé en dehors du périmètre des travaux liés à la requalification de la Place Jean Jaurès à la limite des 1ers, 5ème, 6ème arrondissements de Marseille, le dossier suivant :

- PJJLP-2019/07/04 : CARREFOUR CITY du 12/10/2018 au 31/05/2019,

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification du Port-Vieux de la Ciotat auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2018/10/6-2	OPTICAL RICHARD	9 Avenue V. Hugo 13100 Aix-en-Provence	01/09/18 au 31/12/18	74 563,00	44 738,00	0,00	44 738,00
AIX-2019/06/12	HOTEL SAINT CHRISTOPHE	2 Avenue V. Hugo 13100 Aix-en-Provence	10/01/18 au 02/07/19	228 136,00	136 882,00	1 500,00	138 382,00
TOTAL				302 699,00€	181 620,00€	1 500,00€	183 120,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	370 472,67€
Total général BHNS L'AIXPRESS	553 592,67€

PORT-VIEUX LA CIOTAT

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
CIO-2019/05/09	SNACK PALOMA O SARL PANNINO	30, Quai François Mitterrand 13600 LA CIOTAT	03/09/2018 au 21/06/2019	38 425,00	23 605,00
CIO-2019/05/13	OFFICE'IN TAMOU	18 Rue des Combattants 13600 LA CIOTAT	03/09/2018 au 31/05/2019	58 391,00	35 535,00
CIO-2019/05/16	SUTRIM SUD SARL TRANSACTIONS IMMOBILIERE	13 Quai Ganteaume 13600 LA CIOTAT	01/10/2018 au 31/05/2019	13 100,00	7 860,00
TOTAL				109 916,00€	67 000,00€

Montant des indemnisations déjà accordées	313 484,00 €
Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT	380 484,00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des **11** demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les **05** dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains

d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 01 octobre 2019.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;

- Que les travaux de requalification du Port-Vieux de La Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 004-587/19/CT

■ CT1 - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

Information au Conseil de Territoire DAJA 19/17822/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est

supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Huit dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 7 905.24 euros (Sept mille neuf cent cinq euros et vingt-quatre centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Dorian GERVAIS – sinistre du 13 février 2017 – montant : 621.00 euros,
- Mme Cécile CAPORALE – sinistre du 25 avril 2018 – montant : 540.42 euros,
- SIGN PUB– sinistre du 02 mai 2018 – montant : 1 055.02 euros,
- M. Jean Marc AGHEDU– sinistre du 17 décembre 2018 – montant : 3 905.53 euros,
- Mme Véronique SOUCHON – sinistre du 18 janvier 2019– montant : 154.99 euros,
- Mme Stéphanie PAPAZIAN – sinistre du 17 avril 2019 – montant : 89.80 euros,
- M. Bernard OURS – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 1298.48 euros,
- M. Frédéric DADENA – sinistre du 5 mai 2019 – montant : 240.00 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

PROX 005-588/19/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain de cinq emprises désaffectées de la rue André Allar à Marseille - 15ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 19/17836/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Née d'une initiative de l'Etat et des collectivités territoriales en 1995, Euroméditerranée est une Opération d'Intérêt National (OIN) qui a pour ambition de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Avec 480 hectares, Euroméditerranée est considérée comme la plus grande opération de rénovation urbaine d'Europe.

L'extension vers le nord, sur un périmètre de 169 hectares de l'OIN, a été décrétée le 22 décembre 2007 par le Premier Ministre. Un protocole opérationnel a été signé entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine, le Conseil Général, la Région et l'Etat.

La ZAC Littorale est le premier maillon opérationnel de l'extension d'Euroméditerranée vers le nord. Elle a pour objet le développement d'un ensemble urbain situé à la rencontre des 2^{ème}, 3^{ème} et 15^{ème} arrondissements de Marseille entre le noyau villageois Bougainville-Les Crottes et le Grand Port Maritime de Marseille et entre le boulevard Ferdinand de Lesseps et l'avenue du Cap Pinède.

Elle ne constitue que la première étape de l'extension. La mutation des grandes emprises industrielles, avec le secteur dit « Les Fabriques » fait partie des grands enjeux opérationnels de la ZAC Littorale, avec notamment :

- Le nouveau pôle multimodal du Capitaine Gèze et de ses espaces publics
- La traversée du tramway et le confortement de la rue de Lyon
- La constitution du secteur « démonstrateur Allar »
- La réintégration des Puces de Marseille dans un fonctionnement apaisé

En tant que premier îlot des Fabriques, l'îlot concerné relève un double défi : d'une part, celui d'impulser une dynamique urbaine en réponse à l'opération Smartseille et, d'autre part, de permettre la structuration de la seconde partie de la rue André Allar qui traversera le futur parc des Aylgades.

La réalisation de cette opération immobilière nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain, de cinq emprises issues du trottoir de la rue André Allar, côté pair. Ces emprises sont dans la continuité des deux emprises déclassées par délibération du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 et du Bureau de Métropole du 16 mai 2019.

La rue André Allar conservera sa fonction de liaison à double sens entre le chemin de la Madrague-Ville et la rue de Lyon. Une bande cyclable sera créée sur chacun des deux trottoirs réalisés qui comporteront également des arbres d'alignement.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Le trottoir sud de la rue Allar (côté impair) a déjà été livré et assure un cheminement piéton fonctionnel en phase travaux.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les emprises désaffectées du trottoir (côté nord) de la rue André Allar qui ne sont plus accessibles au cheminement piéton.

La superficie totale à déclasser est de 773 m2 environ, portée sur les deux plans de déclassement joints. Elle se répartit comme suit en cinq emprises nommées DP1, DP2, DP3, DP4 et DP5 avec pour superficies respectives : 175 m2, 224 m2, 330 m2, 25 m2 et 19 m2.

L'objectif de ce déclassement est de céder à l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée les emprises concernées.

Les sociétés concessionnaires et les intervenants sur la voie publique ont été interrogés sur les contraintes

que pourrait créer, pour leurs réseaux et infrastructures, la cession de ces espaces. Les servitudes qui en découlent seront inscrites sur le titre de vente de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La ZAC Littorale dans le périmètre d'Euroméditerranée.
- La désaffectation de 5 emprises issues du trottoir de la rue André Allar.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du

domaine public routier métropolitain de cinq emprises du trottoir nord de la rue André Allar pour une superficie de 773 m² environ, dans le 15^{ème} arrondissement de Marseille, quartier Les Crottes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 006-589/19/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion désaffectée de la rue de la Busserine. Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélemy-Picon- Busserine à Marseille - 14ème Marseille**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 19/17789/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine fait l'objet d'un vaste programme de travaux pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics. Ce projet de rénovation urbaine s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée le 10 octobre 2011, entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'Etat, les bailleurs sociaux (LOGIREM) et les collectivités locales.

La revalorisation projetée de l'espace urbain a conduit à des aménagements importants de la trame viaire comprenant la requalification de voies existantes.

Le statut et l'usage des espaces publics ayant été modifiés par les aménagements, notamment par la création de nouvelles voies ou la modification d'emprises des voies existantes, il y a lieu de procéder à la régularisation foncière des espaces relevant du domaine public routier métropolitain.

Le Projet de Rénovation Urbaine et le projet L2 ont permis la création d'une nouvelle rue à l'intérieur du quartier qui a été réalisée par la Métropole sur du foncier Logirem. L'ancienne rue de la Busserine est ainsi remplacée par un axe plus central. L'échange foncier entre la Logirem et la Métropole pour la réalisation des voiries nouvelles et la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble porte notamment sur la parcelle H136 p2 qui est une ancienne portion de la rue de la Busserine. Il est donc nécessaire d'opérer un déclassement du domaine public routier de la H136 p2 pour une superficie d'environ 529 m² avant échange.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain la portion désaffectée de la rue de la Busserine qui n'est plus accessible à la circulation générale.

La superficie de la parcelle H136 p2 à déclasser est de 529 m² environ, portée sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le Projet de Rénovation Urbaine.
- La réalisation d'une nouvelle trame viaire.
- Les besoins de la Logirem et d'Habitat Marseille Provence pour l'aménagement d'espaces résidentiels en pied d'immeubles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain d'une portion désaffectée de la rue de la Busserine Rénovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille – 14ème Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 007-590/19/CT

■ **CT1 - Déclassement du domaine public routier métropolitain de deux lots de volumes et d'une emprise au sol des boulevards Mirabeau et Euroméditerranée-quai d'Arenc- opération Tour Mirabeau à Marseille, 2ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DAEP 19/17882/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie par la Compagnie Maritime d’Affrètement - Compagnie Générale Maritime (CMA-CGM) et par la société Bouygues pour implanter une tour de 85 mètres de haut dans le périmètre d’Euroméditerranée.

Euroméditerranée est une opération d'intérêt national qui a pour but de placer Marseille au niveau des plus grandes métropoles européennes.

Ce projet vient s'ajouter à une série de constructions qui dessine la « skyline » marseillaise dans le quartier d'affaire d'Arenc. La tour CMA-CGM, inaugurée en 2011, a été le premier gratte-ciel marseillais, suivi par la tour « La Marseillaise » en 2018.

La future tour se positionnera sur l'actuel emplacement du siège historique, « Le Mirabeau », où s'est implantée la compagnie maritime CMA CGM. L'ancien immeuble « Le Mirabeau » sera démoli pour laisser place à la nouvelle tour.

La réalisation de ce projet contribuera à renforcer l'attractivité de Marseille auprès des entreprises nationales et internationales. Construite en front de mer, la tour Mirabeau offrira à ses futurs locataires un cadre unique pour développer leur activité et recruter les meilleurs collaborateurs.

D'une hauteur de 85 mètres (21 500 m² sur 21 niveaux), elle sera labellisée Breeam avec le niveau « Very good » et Haute Qualité Environnementale.

La conception bioclimatique de l'enveloppe du bâtiment permettra de baisser de 40 % sa consommation énergétique et la connexion à la

boucle d'eau de mer "Thassalia" utilisant l'énergie thermique marine réduira de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre. Au sous-sol, sept niveaux à vocation de parkings offriront un total de 170 places.

Toutefois, la conception architecturale du bâtiment, avec son conteneur en avancée et ses terrasses, ainsi que l'obligation de réaliser une rampe pour les Personnes à Mobilité Réduite, rendue obligatoire en raison des contraintes du Plan de Prévention des Risques Inondation, nécessite le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'emprise occupée par un ancien jardin clos ainsi que des volumes en surplomb s'étendant légèrement au-delà du jardin.

L'emprise au sol de 90m² et les volumes de 23 et 7 m², sont définis en pièces annexe (plans d'emprises et coupes.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

L'objectif de ce déclassement est de céder à la SCCV Le Mirabeau Marseille (société détenue par CMA CGM et Bouygues-Immobilier) l'emprise concernée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Une demande croissante en apport en bureau dans le périmètre Euroméditerranée et le quartier d'affaire d'Arenc.
- L'insertion de la tour dans la "skyline" marseillaise.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le déclassement du domaine public routier métropolitain de 2 lots de volumes (de 23 et 7 m²) et d'une emprise au sol de 90m² des boulevards Mirabeau et Euroméditerranée-quai d'Arenc.

Cette proposition est mise aux voix est adoptée.

PROX 008-591/19/CT

■ CT1 - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17705/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mise en place au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence est un vaste territoire de 3 150 km², constitué de 92 communes et regroupant 1,83 millions d'habitants. Elle a dans le cadre d'un protocole de préfiguration, définit ses futurs projets de renouvellement urbain.

Le bilan du premier programme national de rénovation urbaine mis en œuvre sur la période 2003-2015 a conduit l'Etat et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine à lancer un nouveau programme.

Sur Marseille, 14 quartiers ont été désignés prioritaires au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, votée en février 2019, pose le cadre et fixe

les objectifs et les moyens du NPNRU. Un investissement de 5 milliards d'euros de l'ANRU, financé avec le concours d'Action Logement, sera ainsi réparti comme suit : 83% pour les sites d'intérêt national, et 17% pour les sites d'intérêt régional, dans le cadre des Contrats de plan État-région (CPER).

Les 14 quartiers désignés comme prioritaires sont replacés dans le fonctionnement urbain de 4 grands secteurs géographiques qui participent au projet de développement métropolitain en matière de centralité, d'activité économique et d'habitat. Ces secteurs sont les suivants :

Le secteur Cadran Nord-Est – L2 comprenant :

- Frais-Vallon, Le Clos, La Rose, Petit Séminaire
- Malpassé Corot
- Grand Saint-Barthélemy, Bon Secours, Les Rosiers, Marine Bleue, Saint-Jérôme
- La Maurelette
- Les Aigalades
- La Visitation - Bassens

Le secteur Hôpital Nord – Saint Antoine – Mourepiane comprenant :

- Solidarité, Kallisté, La Granière
- La Savine
- Saint-Antoine, Plan d'Aou, La Bricarde, La Castellane
- Consolat, Ruisseau Mirabeau
- La Calade, Campagne Lévêque

Le secteur Sud – Vallée de l'Huveaune comprenant :

- Air-Bel

Le secteur Grand Centre Ville – Grand Port Maritime de Marseille comprenant :

- Le Centre Ville, Le Canet, les Arnavaux, et la Place Jean Jaurès
- La Cabucelle

Afin de rationaliser la gestion des crédits afférents à la rénovation urbaine et viaire de ces quartiers, il est proposé de créer une opération spécifique au NPNRU sur Marseille, ayant pour objet l'aménagement de diverses voies dans le cadre de la rénovation urbaine. Cette opération se déclinera en diverses opérations rattachées (« sous-opérations ») et énumérées de manière non exhaustive ci-après :

- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur du Cadran Nord-Est – L2
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur de l'Hôpital Nord – Saint Antoine-Mourepiane
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur Sud – Vallée de l'Huveaune
- Une opération relative à l'aménagement des voies dans le secteur Grand Centre Ville – Grand Port Maritime de Marseille

D'autres sous-opérations pourront être créées en fonction des aménagements viaires programmés au fur et à mesure de l'avancement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain.

A cet effet, l'opération d'investissement intitulée « Marseille ANRU - Aménagement de voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine », pour un montant de 25 000 000 €, inscrite au budget supplémentaire 2019 enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – « Marseille ANRU –

Aménagement des voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement – Marseille ANRU – Aménagement des voies diverses dans le cadre de la rénovation urbaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 009-592/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant n° 8 de retrait au procès-verbal de transfert des voies de la commune de Marignane - parking Bergeronnettes

Avis du Conseil de Territoire DAEP 19/17753/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, toutes les compétences acquises par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement à sa transformation sont transférées de plein droit à la Métropole

Les biens meubles et immeubles du Domaine Public des communes membres de l'ancienne Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier appartenant aux 18 communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque commune par le

Maire de la Commune et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le premier Janvier 2016, la Métropole exerce donc, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique appartenant aux 18 communes membres.

Constatant que le transfert des voies sur la commune de Marignane doit être amendé par suite de la modification de la voirie, il est donc nécessaire que le Conseil de Métropole habilite Madame la Présidente à signer l'avenant N°8 au procès-verbal des voies transférées en pleine propriété n° 02/1274 portant :

- sur la portion de voie à retirer du procès-verbal pour une surface totale de 1910 mètres carrés,
Parking des Bergeronnettes / Palun

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération N° FAG 7/521/CC du 21 décembre 2001 portant Transfert en pleine propriété au nom de la Communauté Urbaine du Domaine Public Routier des 18 Communes Membres ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sont transférés de plein droit en pleine propriété à la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Que ce transfert de biens s'est opéré à titre gratuit et n'a pas donné lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire ;
- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02/1274, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la commune de Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à la signature de l'avenant n°8 au procès-verbal de transfert initial n°02/1274 ci-annexé pour la commune de Marignane constatant le retrait de la voie :

- parking des Bergeronnettes / Palun

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 010-593/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée pour le réaménagement du carrefour entre la RD5 Chemin du Littoral et la bretelle d'accès Cap Janet à l'autoroute A55 à Marseille 2ème et 15ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17707/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention de cofinancement et de partenariat relative à l'opération d'amélioration des accès à la Porte 4 du Port de Marseille.

Cette convention, notifiée le 30 novembre 2017, a entériné la décision du Comité de Pilotage de la Charte Ville-Port en date du 10 juin 2016 de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération, dénommée dorénavant opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet, à la Métropole.

Cette opération se situe en bordure de l'autoroute A55, axe du réseau national géré par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) de l'Etat. La nouvelle porte d'accès à la nouvelle gare maritime va être positionnée à proximité immédiate d'une bretelle d'accès à l'A55 en direction du centre-ville. La création du carrefour sur la RD5 « Chemin du Littoral » au droit de la nouvelle porte entraîne une modification de la configuration de la bretelle, avec notamment un dédoublement des flux arrivant sur la bretelle, donc un élargissement de la plateforme de la bretelle.

Le projet comprend donc le réaménagement de la bretelle (structures de chaussée, signalisation) ainsi que des interventions sur des équipements de gestion appartenant à la DIRMED (déplacement d'un portique-gabarit, remplacement d'un portail de fermeture de la bretelle, déplacement et doublement d'un panneau à message variable).

Les dossiers d'études de niveau AVP et PRO ont été transmis à la DIRMED qui a donné des avis favorables accompagnés d'observations, et notamment de la nécessité de conclure une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat, représenté par la DIRMED et la Métropole afin que la Métropole puisse faire exécuter sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux prévus dans le cadre du projet qui se situent sur le domaine public routier national.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération VOI 002-1997/17/BM du 18 mai 2017 du Bureau de la Métropole approuvant la convention de cofinancement et de partenariat de l'opération d'amélioration des accès routiers à la Porte 4 du GPMM ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'opération d'aménagement des accès routiers à la nouvelle gare maritime de Cap Janet à Marseille (2ème et 15ème arrondissements) implique nécessairement la réalisation de travaux sur les emprises autoroutières relevant du domaine public routier national ;
- Qu'il convient que l'Etat autorise la réalisation de ces travaux ;
- Qu'il convient en conséquence d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec l'Etat ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée pour le réaménagement du carrefour entre la RD5 Chemin du Littoral et la bretelle d'accès Cap Janet à l'autoroute A55 à Marseille 2^{ème} et 15^{ème} arrondissements.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 011-594/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensues-la-Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues-la-Redonne

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 19/17883/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune d'Ensues la Redonne avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune d'Ensues la Redonne est présentée au Conseil de Métropole du 26 septembre 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la

CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues la Redonne.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune d'Ensues-la-Redonne pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune d'Ensues-la-Redonne.

Cette proposition mise aux votes est adoptée.

PROX 012-595/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marignane pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane

**Avis du Conseil de Territoire
DAJA 19/17884/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Marignane avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement

de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Marignane a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Marignane pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Marignane.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 013-596/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Victoret pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17885/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors de la création de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1^{er} janvier 2001, les communes membres dont la commune de Saint-Victoret avaient délégué à la communauté la

compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la Communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la Communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation a évolué, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Afin de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, une convention de gestion avec la commune de Saint-Victoret a été approuvée par le Conseil de Métropole le 16 mai 2019 et ce pour déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Cette convention organise également, la neutralité financière de cette procédure, dans la mesure où la CLECT n'a pas encore traité la question de l'éclairage public.

Toutefois, pour la mise en œuvre et le financement d'opérations d'investissement, subventionnées par le conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, une mécanique particulière de délégation de maîtrise d'ouvrage est nécessaire, car c'est la Métropole qui est désormais bénéficiaire des subventions pour les travaux d'éclairage public.

La convention, soumise à l'approbation du Bureau permet à la commune de réaliser ses opérations, avec la plus large autonomie possible, tout en validant des modalités financières qui tiennent compte des contraintes budgétaires de la commune et notamment de l'impact sur la section de fonctionnement de son budget.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'assurer la continuité des opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Victoret pour la réalisation d'opérations d'éclairage public sur le territoire de la commune de Saint-Victoret.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 014-597/19/CT

■ CT1 - Approbation d'une convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage relative à la création d'une liaison fibre optique entre l'échangeur Florian et le PC Arthur Scott

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17727/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, L du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi pour avis au rapport présenté ci-après :

Par délibération VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud (BUS) à Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du BUS constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à l'A507 (L2) au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire existante en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

Par délibération VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Maître d'Ouvrage de l'opération à compter du 1^{er} janvier 2016, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements), et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016.

La première phase de cette opération a débuté au niveau de l'échangeur Florian où le Boulevard Urbain Sud se connecte à l'A507 (L2). Entre l'échangeur Florian et la rue Verdillon, le BUS se partage entre le réseau viaire de surface et une section enterrée constituée de trois tranchées couvertes. Les travaux de cette phase se poursuivent actuellement au-delà de la rue Verdillon jusqu'au boulevard de Sainte Marguerite. La mise en service de la première phase du BUS est prévue pour le 1^{er} trimestre 2020.

Cette mise en service nécessite la création d'une liaison par fibre optique le long de la section autoroutière A50 comprise entre l'échangeur Florian et l'échangeur Scott pour connecter les équipements des tranchées couvertes au PC tunnel Saint Laurent de la Métropole via le PC Scott de gestion du trafic.

Par ailleurs, dans le cadre de la fiabilisation de son réseau de supervision du trafic, l'Etat (Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée) souhaite remédier à l'obsolescence de la liaison fibre optique comprise entre l'arrivée de l'A507 (L2) sur

l'échangeur de Florian et l'extrémité de l'A50 (échangeur Scott). Elle a en particulier sollicité la Métropole pour créer une liaison fibre optique entre son local technique situé au droit de l'avenue Benjamin Delessert et le PC Scott, afin d'achever le bouclage réseau entre ses équipements actifs et ses PC d'exploitation.

Ainsi, la présente convention a pour objet d'instituer un partenariat entre l'Etat (DIRMED) et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour réaliser une liaison par fibre optique entre l'échangeur de Florian et le PC Scott à Marseille (10^{ème} arrondissement). La réalisation de cette liaison nécessite :

- des travaux de génie-civil et de câblage,
- des autorisations d'occupation réciproques d'ouvrages

En raison du transfert temporaire de la qualité de Maître d'Ouvrage au profit de la Métropole, celle-ci sera seule compétente pour mener les études et exécuter les travaux.

Par ailleurs, pendant la durée des travaux, la DIRMED prendra à sa charge les fermetures d'autoroutes (A50 et A507) nécessaires à la réalisation des travaux définis au programme annexé à la présente convention. Elle assurera l'information des usagers relative aux fermetures des tronçons autoroutiers nécessités par ces travaux.

S'agissant d'une convention d'autorisations d'occupation réciproques, la présente convention ne prévoit aucune redevance ou compensation financière pour les autorisations d'occupation des fourreaux qui sont consenties à titre gratuit.

Afin d'acter ces dispositions, il a été établie la convention ci-annexée, qui précise les modalités techniques, financières et de contrôle de réalisation des travaux ainsi que les modalités d'occupation des ouvrages consenties par la Métropole et par l'Etat (DIRMED).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 déclarant l'Utilité Publique de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le principe d'aménagement du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant la délégation de compétences de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole approuvant la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération du Boulevard Urbain Sud ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018, relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux du Boulevard Urbain Sud entre l'échangeur Florian et le boulevard de Sainte Marguerite nécessitent la création d'une liaison fibre optique sur l'autoroute A50 ;
- Que la Maîtrise d'Ouvrage de ces travaux est portée par la Métropole ;
- Que les autorisations d'occupation des fourreaux et chemins de câbles sont établies à titre gracieux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de rapport concernant l'approbation d'une convention de transfert temporaire de Maîtrise d'Ouvrage de financement et d'autorisations

d'occupation d'ouvrages relative à la création d'une liaison fibre optique entre l'échangeur Florian et le PC Arthur Scott.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 015-598/19/CT

■ CT1 - Approbation de la convention pour l'exploitation du Boulevard Urbain Sud entre le carrefour de Florian et la rue Verdillon

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17759/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille Provence réalise une nouvelle infrastructure routière dénommée Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) située entre le Rond-Point Florian et la Pointe rouge à Marseille (13010).

Pour cet ouvrage :

- L'accès à la tête Nord de la tranchée couverte Nord s'effectue depuis l'échangeur Florian et qui raccorde l'autoroute A50 et la liaison L2 au secteur Nord du BUS.
- L'accès depuis le Sud vers la tranchée couverte Sud s'effectue directement depuis le BUS, en provenance du Boulevard Paul Claudel.

La gestion de ce réseau est étroitement liée à celle du réseau autoroutier A50 et A507 et nécessite des interventions avec un niveau de service comparable. La DIRMed, qui intervient déjà sur ce réseau autoroutier, est expérimentée pour prendre en charge ce nouveau périmètre d'exploitation issu de la réalisation du BUS.

Le périmètre d'intervention dans cette zone, comprendra trois tronçons en tranchée couverte séparées par 2 paralumes. Ce périmètre, d'un linéaire inférieur à 900 mètres (précisément 866 mètres) est détaillé ci-dessous :

- une première tranchée couverte de 289 m de long
- une portion ouverte de 110 m avec mise en place de paralumes
- une tranchée couverte de 147 m de long
- une nouvelle portion ouverte de 100 m
- une tranchée couverte de 220 m de long

Les tranchées couvertes du Boulevard Urbain Sud sont des bitubes unidirectionnels à deux voies de

circulation de 3,50 mètres chacune sans bande d'arrêt d'urgence.

Afin de répondre aux exigences de rapidité, de sécurité et d'efficacité des interventions, la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Etat envisagent de contractualiser les modalités d'intervention de chacune des parties sur le périmètre compris entre la partie des tranchées couvertes situées entre le Rond-Point Florian et la Rue Verdillon ;

Ainsi le projet de convention présentée au Bureau de Métropole, est établi afin de confier à la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMed) la primo-intervention en cas d'incident sur le périmètre d'intervention précisé ci-dessus.

Les interventions ainsi réalisées par la DIRMed feront l'objet d'un décompte établi annuellement qui donnera lieu à un titre de perception auprès de la Métropole.

L'estimation annuelle du montant des interventions qui sera dû par la Métropole a été évaluée à 12 312 euros (valeur de décembre 2018).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de définir les modalités pratiques d'intervention de la DIRMed pour le compte de la Métropole sur le périmètre du B.U.S.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération Approbation de la Convention pour l'exploitation du Boulevard Urbain Sud entre le carrefour de Florian et la rue Verdillon.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 016-599/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement COLAS MIDI MEDITERRANEE/GUINTOLI relatif aux lot N°3 des travaux de voirie réseaux divers section boulevard Gaspard Monge - technopôle de Château-Gombert du Bus à Haut Niveau de Service entre le campus Saint Jérôme et le technopôle Château-Gombert à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17711/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur Marseille.

A cet égard, elle s'est engagée sur le volet « transport en commun » du Plan Campus en améliorant la liaison entre le pôle universitaire de St Jérôme et la technopole de Château-Gombert d'une part, et entre ces deux sites et le réseau métro-tramway-TER, d'autre part.

Ainsi, dans un premier temps, a été attribué un marché de maîtrise d'œuvre de l'opération au groupement INGEROP Conseil Ingénierie

(Mandataire)/Gauthier + Conquet/IPSEAU/HORIZON CONSEIL.

L'opération d'aménagement de cette ligne de BHNS a ensuite fait l'objet de l'allotissement géographique suivant :

- LOT 1 : Travaux de VRD - Section Pèbre d'Ail - giratoire Wrésinski ;
- LOT 2 : Travaux de VRD - Section Wrésinski - Boulevard Gaspard Monge ;
- LOT 3 : Travaux de VRD – Section Monge – Technopôle Château Gombert et Einstein /Bara ;

Le lot N°3 précité a été notifié au groupement solidaire d'entreprises COLAS Midi Méditerranée / GUINTOLI sous le N°13-096 le 22 mai 2013 pour un montant estimatif contractuel de 11 605 958,60 € HT.

Ce marché portait principalement sur la réalisation des travaux de Voirie et Réseaux Divers depuis le Boulevard Gaspard Monge jusqu'au terminus de la ligne de BHNS, au niveau du technopôle de Château Gombert. Le marché a permis notamment la réalisation d'un parking de rabattement de 120 places et d'un parking relais de 300 places. La section de travaux correspondante au lot N°3 représente environ 2,8 km de long, dont 1,4 km de site propre réservé à la ligne de BHNS.

Un avenant n°1 au marché de travaux a été conclu et notifié au titulaire le 27 juillet 2015, entérinant la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 sans augmentation du montant contractuel du marché.

Le marché a été réceptionné, et la date d'achèvement des travaux a été fixée au 03 juin 2014.

Le projet de décompte final a ensuite été adressé par le titulaire au Maître d'œuvre le 7 octobre 2014.

Par Ordre de Service n° 18 en date du 11 août 2015, le Pouvoir Adjudicateur a transmis au groupement le décompte général d'un montant de 11 605 117,54 € HT.

Refusant cette évaluation, le Groupement a retourné le 11 septembre 2015 le décompte général signé avec réserves, accompagné d'un mémoire en réclamation d'un montant de 1 899 509,79 euros HT (intérêts moratoires non inclus), exposant une demande indemnitaire relative à des surcoûts directs et indirects liés à des événements de chantiers et adaptations techniques du projet. Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du Maître d'Ouvrage sur son mémoire en réclamation, la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée.

Par conséquent, les sociétés requérantes ont saisi le 22 avril 2016 le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics de Marseille (CCIRAL) d'une demande d'avis en vertu de l'article 50.4 du CCAG travaux.

Par courrier en date du 17 mai 2016 reçu le 19 mai 2016, le CCIRAL a transmis à la Métropole d'Aix-Marseille Provence, le mémoire en réclamation du titulaire. En réponse à ce mémoire en réclamation, le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire déposé au CCIRAL le 24 juillet 2017.

Conformément aux dispositions prévues par décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 25 janvier 2019, le CCIRAL de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement Colas Midi Méditerranée/Guintoli et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi audit groupement d'une indemnité de 295 000 euros HT dont la décomposition figure dans le protocole transactionnel ci-annexé.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCIRAL, le Titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du protocole transactionnel permettant de **ramener la réclamation de 1 899 509,79 € HT à 295 000,00 euros HT soit 354 000,00 euros TTC.**

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 109 480,45 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-096 relatif aux travaux du lot 3 de VRD du bus à haut niveau de service depuis le Boulevard Gaspard Monge jusqu'au terminus de la ligne de BHNS, au niveau du technopôle de Château Gombert ;
- La réclamation présentée par le groupement Colas Midi Méditerranée/Guintoli le 22 avril 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le lot N°3 du marché N°13-096 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du lot N°3 du marché n°13-096, et entraîne que le groupement d'entreprises de travaux renonce à toute instance et action future devant le CCIRAL et les juridictions, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement COLAS MIDI MEDITERRANEE/GUINTOLI relatif aux lot N°3 des travaux de voirie réseaux divers (section boulevard Gaspard Monge - technopôle de Château-Gombert) du Bus à Haut Niveau de Service entre le campus

Saint Jérôme et le technopôle Château-Gombert à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 017-600/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises EIFFAGE-TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE-EIFFAGE TP-URBA TP relatif aux travaux de VRD lot n°1 - section BOUGAINVILLE-HELIA du Bus à Haut Niveau de Service entre Bougainville et Saint Antoine à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17689/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B2 entre le métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de BHNS de sorte à garantir un service performant de transport en commun qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Ainsi, dans un premier temps, MPM a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement EGIS France / Atelier Villes & Paysages.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre la station de métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves) a ensuite fait l'objet au niveau des prestations de travaux de l'allotissement technique et géographique suivant :

- Marchés de travaux Voirie réseaux et Divers (VRD) :
 - LOT 1 : section Bougainville – Helia
 - LOT2 : section Helia – Saint Antoine

- Marchés d'équipements :
 - LOT 1 : Eclairage public
 - LOT 2 : Espaces verts
 - LOT 3 Signalisation lumineuse tricolore
 - LOT 4 : Equipements et systèmes
- Marchés transverses aux trois lignes de BHNS :
 - Système de priorité aux feux
 - Systèmes d'information voyageurs (SIV)

Les travaux de VRD ont fait l'objet d'un marché N°13-012, scindé en deux lots géographiques, tous deux attribués au groupement solidaire d'entreprises EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE / EIFFAGE TP / URBA TP.

Le montant contractuel du lot N°1 s'élevait à 12 805 282,14 € HT.

Ce lot qui a été notifié le 16 janvier 2013, portait sur :

- Les travaux préparatoires de libération des emprises ;
- La réalisation de la structure de la chaussée et des trottoirs ;
- La pose de pierres et de revêtement bitumineux sur voiries et trottoirs ;
- La réalisation de réseaux d'eaux pluviales ;
- La réalisation de tous les génies civils en attente sur l'emprise du projet (éclairage, signalisation tricolore, multitubulaire pour la fibre optique BHNS et vidéosurveillance et pour les raccordements électriques, arrosage) ;
- La fourniture et pose de mobilier urbain ;
- La signalisation verticale et horizontale.

Un avenant n°1 au marché a été conclu et notifié au titulaire le 12 novembre 2015.

Cet avenant a entériné la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 sans augmentation du montant du marché.

A l'issue des opérations préalables à la réception et après levée des réserves, le titulaire a établi son projet de Décompte Final qui comprenait une demande de rémunération complémentaire (d'un montant de 10 295 948,68 euros HT) et l'a transmis au Maître d'œuvre le 24 novembre 2015. Le montant total de ce Projet de Décompte Final s'élevait à 23 398 842,07 euros HT.

Le décompte général de la Communauté urbaine, notifié le 14 décembre 2015, réévalue le montant total du marché à 12 091 785,21 euros HT.

Refusant cette évaluation, le Groupement a notifié le 22 janvier 2016 le décompte général non signé et accompagné d'un mémoire en réclamation pour le lot n°1 d'un montant de 11 273 108,55 euros HT.

Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du Maître d'Ouvrage sur son mémoire en réclamation, la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée.

Considérant ce rejet tacite de la part de la Maîtrise d'ouvrage, le titulaire a saisi le Comité consultatif de règlement amiable des différends en matière de marchés publics de Marseille par courrier recommandé en date du 12 mai 2016. Le délai de 6 mois pour saisir le Tribunal Administratif était donc suspendu à la date du 12 mai 2016.

Par courrier en date du 20 mai 2016 reçu le 24 mai 2016, le CCRA a transmis à la Métropole d'Aix-Marseille Provence, le mémoire en réclamation du titulaire.

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans plusieurs observations en défense reçues par le Comité le 30 mai 2017, 19 juin 2017, 9 janvier 2019 et 10 avril 2019.

Conformément aux dispositions prévues par décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 23 mai 2019, le CCRA de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement constitué entre les sociétés **Eiffage Route Méditerranée, Eiffage Génie Civil et Urba TP** aménagement Ales Provence et la Métropole d'Aix-Marseille Provence trouverait une solution équitable par la conclusion d'une transaction prévoyant l'octroi audit groupement d'une indemnité de 3 600 000 euros.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCRA, le Titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du protocole transactionnel présenté au présent Bureau pour un montant de **3 600 000 euros HT**.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de **ramener la**

réclamation par la voie transactionnelle de 11 273 108,55 euros HT à 3 600 000 euros HT.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de : 382 342,30 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-012 relatif aux travaux du lot 1 de VRD du bus à haut niveau de service entre le métro Bougainville et Saint-Antoine ;
- La réclamation présentée par le groupement Eiffage Route Méditerranée/ Eiffage Génie Civil / Urba TP le 22 janvier 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 mai 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le lot N°1 du marché N°13-012 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du lot N°1 du

marché n°13-012, et entraîne que le groupement d'entreprises de travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises EIFFAGE-TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE-EIFFAGE TP-URBA TP relatif aux travaux de VRD (Lot n°1 - section BOUGAINVILLE-HELIA) du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Bougainville et Saint Antoine à Marseille.

Cette mise aux voix est adoptée.

PROX 018-601/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises EIFFAGE relatif aux travaux de VRD - Lot n°2 - section HELIA-VALLON DES TUVES du Bus à Haut Niveau de Service entre Bougainville et Saint Antoine à Marseille

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 19/17692/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B2 entre le métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de BHNS de sorte à garantir un service performant de transport en commun qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée,

régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Ainsi, dans un premier temps, MPM a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement EGIS France / Atelier Villes & Paysages.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre la station de métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves) a ensuite fait l'objet au niveau des prestations de travaux de l'allotissement technique et géographique suivant :

- Marchés de travaux Voirie réseaux et Divers (VRD) :
 - LOT 1 : section Bougainville – Helia
 - LOT2 : section Helia – Saint Antoine
- Marchés d'équipements :
 - LOT 1 : Eclairage public
 - LOT 2 : Espaces verts
 - LOT 3 : Signalisation lumineuse tricolore
 - LOT 4 : Equipements et systèmes
- Marchés transverses aux trois lignes de BHNS :
 - Système de priorité aux feux
 - Systèmes d'information voyageurs (SIV)

Les travaux de VRD ont fait l'objet d'un marché N°13-012, scindé en deux lots géographiques, tous deux attribués au groupement solidaire d'entreprises EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE / EIFFAGE TP / URBA TP.

Le montant contractuel du lot N°2 s'élevait à 8 453 806, 04 euros HT.

Ce lot qui a été notifié le 16 janvier 2013, portait sur :

- Les travaux préparatoires de libération des emprises ;
- La réalisation de la structure de la chaussée et des trottoirs ;
- La pose de pierres et de revêtement bitumineux sur voiries et trottoirs ;
- La réalisation de réseaux d'eaux pluviales ;
- La réalisation de tous les génies civils en attente sur l'emprise du projet (éclairage, signalisation tricolore, multitubulaire pour la fibre optique BHNS et

vidéosurveillance et pour les raccordements électriques, arrosage) ;

- La fourniture et pose de mobilier urbain ;
- La signalisation verticale et horizontale.

Un avenant n°1 au marché a été conclu et notifié au titulaire le 12 novembre 2015.

Cet avenant a entériné la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 sans augmentation du montant du marché.

A l'issue des opérations préalables à la réception et après levée des réserves, le titulaire a établi son projet de Décompte Final qui comprenait une demande de rémunération complémentaire (d'un montant de 6 341 924,91 euros HT) et l'a transmis au Maître d'œuvre le 26 novembre 2015. Le montant total de ce Projet de Décompte Final s'élevait à 15 361 315,23 euros HT.

Le décompte général de la Communauté urbaine, notifié le 14 décembre 2015, réévalue le montant total du marché à 8.379.189,05 euros HT.

Refusant cette évaluation, le Groupement a notifié le 22 janvier 2016 le décompte général non signé et accompagné d'un mémoire en réclamation pour le lot n°2 d'un montant de 6 889 150,76 euros HT.

Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du Maître d'Ouvrage sur son mémoire en réclamation, la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée.

Considérant ce rejet tacite de la part de la Maîtrise d'ouvrage, le titulaire a saisi le Comité consultatif de règlement amiable des différends en matière de marchés publics de Marseille par courrier recommandé en date du 12 mai 2016. Le délai de 6 mois pour saisir le Tribunal Administratif était donc suspendu à la date du 12 mai 2016.

Par courrier en date du 20 mai 2016 reçu le 24 mai 2016, le CCRA a transmis à la Métropole d'Aix-Marseille Provence, le mémoire en réclamation du titulaire.

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans plusieurs observations en défense reçues par le Comité le 30 mai 2017, 19 juin 2017, 9 janvier 2019 et 10 avril 2019.

Conformément aux dispositions prévues par décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 23 mai 2019, le CCRA de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre le groupement constitué entre les sociétés Eiffage Route Méditerranée, Eiffage Génie Civil et Urba TP

aménagement Ales Provence et la Métropole d'Aix-Marseille Provence trouverait une solution équitable par la conclusion d'une transaction prévoyant l'octroi audit groupement d'une indemnité de 2 650 000 euros.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCRA, le Titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité transactionnelle par la voie du protocole transactionnel présenté au présent Bureau pour un montant de **2 650 000 euros HT**.

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet **de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 6 889 150,76 euros HT à 2 650 000 euros HT**.

De surcroît, ce montant doit être majoré des intérêts moratoires arrêtés conventionnellement à la somme de 274 555,97 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13-012 relatif aux travaux du lot 2 de VRD du bus à haut niveau de service entre le métro Bougainville et Saint-Antoine ;
- La réclamation présentée par le groupement Eiffage Route Méditerranée/ Eiffage Génie Civil / Urba TP le 22 janvier 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 mai 2019 portant sur la réclamation du groupement susvisé sur le lot N°2 du marché N°13-012 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du lot N°2 du marché n°13-012, et entraîne que le groupement d'entreprises de travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement d'entreprises EIFFAGE relatif aux travaux de VRD - (Lot n°2 - section HELIA-VALLON DES TUVES) du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Bougainville et Saint Antoine à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 019-602/19/CT

■ CT1 - Approbation de l'avenant au mandat de maîtrise d'ouvrage délégué à la SPL Façonéo dans le cadre du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Aubagne et Gémenos

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17869/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°24-1215 du 14 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié un mandat de maîtrise d'ouvrage délégué à la SPL Façonéo en vue de conduire les études et les travaux de la ligne de Bus à Haut Niveau

de Service entre Aubagne et la zone industrielle des Paluds. L'opération décrite dans le mandat consiste en la réalisation d'aménagement de voirie pour permettre au bus de sortir des embouteillages, et l'implantation de sept stations accessibles.

Le projet comprend également le réaménagement des espaces publics le long du tracé avec une requalification des secteurs traversés grâce à l'utilisation de revêtements de sol de qualité et la mise en place d'un nouveau mobilier urbain, de cheminements piétons confortables et la création d'itinéraires cyclables sur certaines parties du parcours.

Les études de faisabilité avancées conduites en 2017 et en 2019 ont modifié le programme : l'itinéraire a été prolongé jusqu'à la commune de Gémenos pour desservir les entreprises du parc d'activité, avec l'ajout de cheminement piéton confortable, le nombre de stations a été porté à 12 pour desservir au mieux les salariés, 26 000 m² de surface seront désimperméabilisées pour répondre à la problématique de la bonne gestion des eaux de pluie sur les deux communes, l'itinéraire cyclable a été revu pour proposer un aménagement continu entre la Gare et la zone d'activité de Gémenos.

Le parking relais initialement prévu dans la zone des Paluds est repositionné sur la zone de Camp de Sarlier, dans un programme porté par un aménageur. Cet équipement est sorti du mandat de réalisation confié à la SPL Façonéo.

Aussi, le montant total du programme est établi à 39.180.000,00 € TTC, dont 37.668.000,00 € TTC sont confiés à la SPL Façonéo au travers du mandat de maîtrise d'ouvrage délégué.

Conformément aux articles 3 du contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée, il convient d'acter ces modifications de programme dans le mandat.

La rémunération provisoire du mandataire est portée à 1.241.910 € HT soit 1.490.292 € TTC pour l'ensemble du mandat, soit 4,5 % du montant total des travaux et des honoraires sur travaux confiés à Façonéo.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 020-603/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la Ville de Marseille pour le paiement des prestations relatives à la propreté des plages de Marseille par la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DIDSV 19/17745/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par la convention n° 19/0609 (référéncée 2019 81056 pour la Ville de Marseille) actée par délibération n° FAG 046-5821/19/BM au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019, la Ville de Marseille a confié à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'entretien et le nettoyage des plages de Marseille pour un montant total annuel de 1 034 000 € TTC, faisant suite à la convention précédente, arrivée à échéance le 1er octobre 2018.

Afin d'assurer la continuité du nettoyage des plages de Marseille les prestations ont continué à être exécutées à compter du 2 octobre 2018. Or ladite convention a été notifiée le 31 aout 2019.

Il y a donc lieu d'assurer le règlement des prestations exécutées par la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 2 octobre 2018 jusqu'au 31 aout 2019 par la voie transactionnelle.

Les parties sont parvenues à un accord au terme duquel la Ville de Marseille reconnaît que les prestations de nettoyage des plages de Marseille ont été effectuées entre le 2 octobre 2018 et le 31 aout 2019, date à laquelle la convention est devenue exécutoire et ce pour un montant de 1 034 638, 38 € TTC (un million trente-quatre mille six cent trente-huit euros et trente-huit cents toutes taxes comprises).

Il est ainsi proposé au Bureau de la Métropole d'approuver le recours à une procédure transactionnelle avec la Ville de Marseille afin de procéder au paiement des prestations de nettoyages des plages réalisées du 2 octobre 2018 au 31 août 2019

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 046-5821/19/BM du 16 mai 2019 relative à l'approbation de la convention avec la Ville de Marseille pour la gestion des plages de Marseille par la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'indemniser la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les prestations de nettoyage des plages réalisées du 2 octobre 2018 au 31 août 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la signature du protocole transactionnel annexé ayant pour objet le paiement des prestations de nettoyages des plages réalisées du 2 octobre 2018 au 31 août 2019.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de protocole transactionnel ayant pour objet le paiement des prestations de nettoyage des plages réalisées du 2 octobre 2018 au 31 août 2019.

PROX 021-604/19/CT

■ CT1 - Vente aux enchères d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence mis à la réforme

Information du Conseil de Territoire DMTSV 19/17786/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la propreté urbaine, la voirie et la circulation.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a, procédé à la mise à la réforme de ces véhicules dont la valeur nette comptable individuelle était inférieure au seuil de 4 600 euros.

Les engins, véhicules et équipements concernés par cette mise à la réforme sont issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, dont la liste figure en annexe.

Dans le même temps, et afin de maintenir un parc de véhicules opérationnel pour cette direction, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'acquisition de véhicules et engins neufs.

Aussi, compte tenu de la modernisation de ce parc de véhicules, il est aujourd'hui proposé de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important, des engins, véhicules et équipements, issus du parc de véhicules industriels géré par la Direction Logistique de la Flotte Technique du Territoire Marseille-Provence, ont été mis à la réforme ;
- Que, suite à la modernisation de ce parc de véhicules, il convient de procéder à la vente aux enchères des véhicules et équipements ainsi réformés et de confier la procédure de vente de ces biens au Commissariat aux Ventes des Domaines.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération relative à la vente aux enchères d'engins mis à la réforme.

PROX 022-605/19/CT

■ CT1 -Approbation d'une convention relative à des travaux de déviation du réseau d'eau potable dans le cadre de l'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à Marseille 9ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DRM 19/17763/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille Provence réalise actuellement l'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à MARSEILLE (13009).

Dans le cadre de cette opération, il est apparu que le réseau d'eau potable existant devra faire l'objet d'une déviation.

Cette déviation rendue nécessaire par le type d'aménagement viaire projeté, doit faire l'objet d'une convention entre le Déléataire, la société des Eaux de Marseille Métropole, et la Métropole Aix-Marseille Provence.

Le projet de convention présenté au Bureau de Métropole, fixe les modalités techniques et financières de réalisation du contrôle exercé par le Déléataire, sur les études et travaux d'extension ou de renforcement réalisés par des Tiers sur des ouvrages d'eau potable destinés à être incorporés au service délégué.

Le montant estimés des travaux à la charge de la Métropole est établi à 17 095,48 €uros TTC (valeur janvier 2014) et sera actualisé à la date effective de réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de dévier un réseau d'eau potable existant dans le cadre de l'opération d'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à MARSEILLE (13009) ;
- Que cette déviation doit faire l'objet d'une convention entre le délégataire, la société des Eaux de Marseille Métropole, et la Métropole Aix-Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération Approbation d'une convention relative à des travaux de déviation du réseau d'eau potable dans le cadre de l'aménagement des espaces publics du Baou de Sormiou à Marseille 9^{ème} arrondissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 023-606/19/CT

■ **CT1 - Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini - Approbation de la procédure de l'appel à projets 2019/2020**

Avis du Conseil de Territoire DGECE 19/17721/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau du Conseil de territoire Marseille Provence et au titre de la loi Oudin-Santini, il est prévu une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement», soit environ 440 000 € par an.

Dans un même temps, les contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement de la commune de Vitrolles du Conseil de Territoire du Pays d'Aix prévoient une participation forfaitaire annuelle respectivement de 6 200 € et 6 800 € au titre d'actions de coopération, d'actions d'aides d'urgence ou d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

De manière exceptionnelle, l'enveloppe 2019 pour la partie eau sera de 33 583.33 € et pour la partie assainissement sera de 37 054 € correspondant aux

montants cumulés (non utilisés) prévus aux contrats de DSP de l'eau et de l'assainissement depuis l'entrée en vigueur des deux contrats en août 2014.

La participation globale du Territoire d'Aix sera donc de 70 637.33 € pour l'année 2019.

Ces contributions permettent de participer à la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'engage par ailleurs à financer tous les dossiers retenus pour un montant de subvention équivalent à celui alloué par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ont créé dans ce cadre un guichet unique permettant aux associations de déposer un seul dossier de demande de subvention.

La procédure de l'appel à projets proposée « Mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement » est définie ci-après :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via le portail de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier administratif est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation.
- Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé d'élus et de représentants de l'administration.

Les projets ainsi retenus seront présentés en Conseil de Métropole pour l'attribution de la subvention. Chaque dossier reçoit une subvention maximale 200 000 euros (part Métropole et Agence de l'Eau). La part de la subvention ne pourra, par ailleurs, pas dépasser 80% du montant total des projets inférieurs ou égal à 50 000 euros et 60 % du montant total des projets supérieurs à 50 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°10/5331/CC du 1^{er} octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n° AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La convention de Délégation de service public de l'eau potable attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération n°14-33 du Conseil Municipal de la commune de Vitrolles du 25 février 2014.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter la délibération portant sur la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence donne un avis favorable au projet de délibération portant sur la mise en œuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

■ CT1 - Approbation du règlement métropolitain du Service Public d'Assainissement Non Collectif

Avis du Conseil de Territoire DAJA 19/17892/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le contrôle des installations d'assainissement non collectif est une compétence exercée par les territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit par ailleurs que l'autorité en charge de la compétence établisse un règlement de service définissant les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de la collectivité et des usagers.

Chaque service public d'assainissement non collectif (SPANC) de la Métropole dispose actuellement de son propre règlement. Cette situation crée des différences de traitement pour les usagers alors même que les conditions de mise en œuvre de la compétence et les contraintes sont identiques sur l'ensemble du territoire Métropolitain. Il est par conséquent proposé d'établir un règlement unique métropolitain applicable à tous les usagers du SPANC.

Le règlement de service métropolitain rappelle que les missions des SPANC sont celles relatives au contrôle des installations existantes et aux installations neuves ou à réhabiliter prévues par les lois et règlements en vigueur.

La périodicité des contrôles périodiques est harmonisée et fixée à 10 ans pour les installations jusqu'à 20 équivalent-habitant et 5 ans pour les installations supérieures à 20 équivalent-habitant. Le règlement définit également la liste des éléments probants attestant de la présence d'une installation non collectif à l'occasion des contrôles des installations existantes.

Par ailleurs, le règlement prévoit des modalités uniques de prise de contact avec le SPANC et des engagements de délais sur la prise de rendez-vous et la transmission des rapports de visites.

Enfin, le règlement fixe les conditions d'application des pénalités de refus de visite ou de non réalisation des travaux prescrits par le SPANC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire d'établir un règlement métropolitain du Service Public d'Assainissement Non Collectif en vue d'harmoniser les pratiques et de définir des conditions de mise en œuvre des contrôles identiques pour l'ensemble des usagers.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du règlement métropolitain du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 025-608/19/CT

■ **CT1 - Approbation de la fusion de deux autorisations de programme et de son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations : Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, la Rose, Rond-point du Prado et Sainte Marguerite Dromel**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 19/17652/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° TRA 005-3629/18/CM du 22 Mars 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'affectation de l'opération de mise en accessibilité des stations, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Castellane, Sainte Marguerite-Dromel, pour un montant porté de 18 millions d'euros hors taxes à 45 millions d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports opération n°201401700 enregistrée dans l'autorisation de programme 141130TP du programme 13 de la Métropole « métro et tramway en activité ».

Par délibération n° TRA 007-5731/19/CM du 28 Mars 2019, le Conseil de Métropole a approuvé l'affectation de l'opération de mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports opération n°210191003500 enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du

programme 13 de la Métropole « métro et tramway en activité ».

Les opérations consistant à rendre accessibles les stations **Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-Point du Prado (l'opération Sainte Marguerite Dromel ayant été réalisée)** aux personnes à mobilité réduite (PMR) ont une échéance de mise en service au 31 décembre 2023.

Ces opérations rentrent aujourd'hui en phase études de maîtrise d'œuvre et les coûts d'investissement vont être arrêtés en phase d'avant-projet. Afin d'assurer un meilleur suivi des coûts prévisionnels dans son ensemble, il est nécessaire de regrouper les opérations d'investissement de la station Prado avec celle des six autres stations. En conséquence la délibération n° TRA 005-3629/18/CM du 22 Mars 2018, pour un montant de 45 millions d'euros hors taxes inscrite et inscrite au budget annexe Transports opération n°201401700 enregistrée dans l'autorisation de programme 141130TP sera portée à 53 M€ HT sous le même numéro d'opération n°201401700.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DTM 006-322/14/CC du 18 juillet 2014 relative à la création d'une

opération -5718/19/CM du 28 mars 2019 et affectation d'une autorisation de programme relative à la mise en accessibilité de quatre stations du métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite ;

- La délibération n° DTM 002-1409/15/CC du 23 octobre 2015 relative à l'accessibilité des stations du Métro de Marseille aux personnes à mobilité réduite - Complément à la liste des stations concernées ;
- La délibération TRA 005-3629/18/CM du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole qui a approuvé l'opération de mise en accessibilité des stations Dromel, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, la Rose, Castellane, Saint Marguerite-Dromel, pour un montant porté de 18 millions d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports - opération n°201401700 enregistrée dans l'autorisation de programme 144430TP du programme 13 de la Métropole «métro et tramway en activité» ;
- La délibération n°TRA 07-5731/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole qui a approuvé l'opération de mise en accessibilité de la station de métro Rond-point du Prado pour un montant de 8 millions d'euros hors taxes inscrite au budget annexe Transports – opération n°210191003500 enregistrée dans l'autorisation de programme 190130TP du programme 13 de la Métropole «métro et tramway en activité» ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il convient de porter l'autorisation de programme 141130TP de 45 millions d'euros HT à 53 millions d'euros HT et de procéder à la désaffectation de celle 190130TP de 8 millions d'euros HT ;
- Qu'il convient de nommer l'opération de 53 millions d'euros hors taxes « opération d'investissement portant sur la mise en accessibilité des stations Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Castellane, Rond-point du Prado et Sainte-Marguerite Dromel » ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de la fusion de deux autorisations de programme et de son affectation à l'opération d'investissement relative à la mise en accessibilité des sept stations : Castellane, Vieux-Port, Timone, Jules Guesde, La Rose, Rond-point du Prado et Sainte Marguerite-Dromel.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 026-609/19/CT

■ CT1 - Budget 2019- Approbation de la révision de l'opération d'investissement, Matériel roulant avec ou sans équipement et de son affectation DMT 19/17840/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de permettre le renouvellement et l'extension du parc de véhicules dédiés à la propreté, conformément aux objectifs fixés dès la fin 2018, il convient d'augmenter le montant de l'opération 2015109401 « Matériel roulant avec ou sans équipement ». Cette révision à la hausse est nécessaire à l'acquisition de balayeuses et laveuses, véhicules électriques de propreté, aspirateurs électriques de trottoirs et de véhicules destinés au recouvrement des graffitis.

L'opération d'investissement 2015109401, « Matériel roulant avec ou sans équipement », d'un montant de 19 440 000€ TTC inscrite au budget EST, enregistrée dans l'autorisation de programme 151170BP du programme 17 Propreté de la Métropole doit être révisée et augmentée pour un montant de 5 000 000€ T.T.C

Cette révision porte le montant de l'opération 2015109401 de 19 440 000€ T.T.C à 24 440 000€ T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 5 000 000€ T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 000 000€ T.T.C de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2015109401, « Matériel roulant avec ou sans équipement » pour un montant 5 000 000€ T.T.C rattachée au programme 17 Propreté Code AP 151170BP - Section investissement, Sous-Politique G 120, Natures 21571/215731/238.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget EST selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 4 055 444.02€ TTC

CP 2017 : 3 485 599 € T.T.C

CP 2018 : 4 309 860 € T.T.C

CP 2019 : 8 191 255 € T.T.C

CP 2020 : 4 105 730 € T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 027-610/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n° 5 au contrat de concession de service public QPARK SPS - Parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17843/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les 7 parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens, et Timone ont été transférés à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole au droit de laquelle la Métropole s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2018. Ces parkings sont gérés par la Société QPARK France, dans le cadre d'un contrat de concession qui s'achèvera le 2 décembre 2021.

Le service public du stationnement est devenu au fil du temps un véritable enjeu local. C'est pourquoi, depuis plusieurs mois, la Métropole mène une réflexion d'envergure sur le sujet en vue, non seulement de rationaliser les tarifs applicables dans les parkings, mais aussi d'améliorer la qualité de service rendu aux usagers.

Ainsi, par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019, la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Cette nouvelle politique tarifaire introduit de nouveaux tarifs horaires, des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les

voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi que la création d'un tarif « Noctambule ». Ces dispositions doivent être progressivement mises en place après négociation avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Par ailleurs, dans le souci de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser le niveau de redevance versée par les délégataires, la collectivité a souhaité redéfinir les périmètres de certains contrats de délégation de service public et d'en rapprocher les durées d'exécution.

Il est notamment envisagé d'unifier la gestion des parkings République et Phocéens, d'une part, et Timone Blancarde, d'autre part, qui font aujourd'hui l'objet de contrats de délégation de service public distincts.

En effet, ces quatre parcs géographiquement très proches dans leur zone, se livrent actuellement une concurrence contre-productive, le parc Phocéens étant largement plus rentable que le parc République et le parc Timone montrant un résultat nettement supérieur à celui du parc Blancarde. Ainsi, recourir à deux contrats de délégation de service public, République/Phocéens et Timone/Blancarde apporterait une cohérence tant économique que technique (optimisation de la redevance, des coûts de fonctionnement et amélioration de la qualité des ouvrages).

Compte tenu du temps consacré à cette réflexion indispensable à la redéfinition des besoins et de l'échéance prochaine des Contrats, le principe de leur renouvellement a été reporté au Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019. De fait, la Métropole ne pourra pas attribuer les futurs contrats de délégation de service public à la date d'échéance des contrats en cours, soit le 28 Janvier 2020 pour le parc Blancarde, le 31 mars 2020 pour le parc République et le 1^{er} décembre 2021 pour les parkings Timone et Phocéens.

Pour l'ensemble de ces raisons et afin de garantir la continuité du service public, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant, à la prolongation du contrat en cours pour une durée d'un an, soit jusqu'au 1er décembre 2022, temps strictement nécessaire pour mener à bien les procédures de passation.

Par ailleurs, afin de préserver l'équilibre économique global du contrat, il a été convenu avec le délégataire de ne déployer que la tarification résident au sein des parkings Baret, Cours Julien, Gambetta, Corderie, Phocéens, et Timone à partir du 1^{er} novembre 2019, selon des quotas définis par parc, présentés dans l'avenant n°5 joint en annexe.

La mise en œuvre de la nouvelle tarification ci-dessus « jour » sera quant à elle mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 2020 au sein de tous les parcs, à l'exception du parking Timone et la tarification

« noctambule » sera mise en œuvre à la même date, au sein des parcs à l'exclusion du parking du Cours Julien.

L'ensemble de ces dispositions permettra le déploiement de la nouvelle tarification sans compensation de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence au concessionnaire Quark France. Enfin, depuis plusieurs années 80 places du parkings Corderie sont neutralisées à cause de la présence d'amiante au sein d'une partie de la structure du parc. Afin de remettre en exploitation celles-ci dont les résidents ont notamment besoin, le concessionnaire procèdera aux travaux de désamiantage évalués à 800 K€HT, durant l'année 2020. Ces derniers seront supportés par le concessionnaire qui commercialisera ces places, aujourd'hui neutralisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 028-611/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l'avenant n°5 au contrat de concession n° 09-149 concernant la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port -MUCEM à Marseille 2ème arrondissement-Intégration de nouveaux tarifs**

Avis au Conseil de Territoire DIFRA 19/17732/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de concession de service public n° 09-149 conclu le 29 octobre 2009, la Communauté Urbaine, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la société Vinci Park France (aujourd'hui Indigo Infra France) la construction et l'exploitation du parc de stationnement J4 (renommé Vieux Port-MUCEM) sis à Marseille. Ce contrat d'une durée de 40 ans prendra fin le 4 novembre 2049.

Par délibération n° TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 la Métropole a décidé de procéder à l'harmonisation tarifaire des parcs de stationnement métropolitains situés à Marseille selon trois zones. Le parc de stationnement Vieux Port-MUCEM situé dans la zone «Quartier d'Affaires» est concerné par cette nouvelle politique qui introduit notamment des tarifs au profit des résidents assortis d'un quota par parc, tant pour les voitures que pour les deux-roues motorisés, ainsi qu'un tarif «Noctambule ».

Ces dispositions doivent être progressivement mises en place, après négociations avec les délégataires et ce, dès le 1er novembre 2019.

Ainsi, la Métropole et Indigo Infra France, délégataire en charge du parc Vieux Port-MUCEM, se sont entendus pour intégrer, au sein du contrat susvisé,

ces nouvelles catégories tarifaires, ainsi qu'un nouvel abonnement « Moto travail » accompagné d'un quota.

En particulier, la nouvelle tarification «Abonnements Résident» est nettement inférieure à celle des abonnements « standard » prévus au contrat, dont une cinquantaine deviendront éligibles au dispositif concernant les «résidents». Ainsi, dans la mesure où la création de cette nouvelle catégorie tarifaire entraîne une baisse significative des recettes prévisionnelles du délégataire, une compensation financière annuelle est prévue afin de préserver l'équilibre économique global du contrat, ceci en application de la délibération n°TRA 002-5726/19/CM susvisée. Cette compensation ne pourra excéder 18 333 € HT par an (valeur 2019), soit 22.000 € TTC par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale
- et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 1/683/CC du 29 juin 2007 ;
- La délibération DTUP 008-1544/091/CC du 2 octobre 2009, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession au bénéfice de la société Vinci Park France, pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean, situé sur l'esplanade du J4 à Marseille (2^{ème} arrondissement) ;
- La convention de concession n° 09/149, passée entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société Vinci Park France, dans le cadre de la

délibération susvisée et notifiée au délégataire le 5 novembre 2009 ;

- La délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012, portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015 portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention de concession n° 09-149 ;
- La modification de dénomination de la société Vinci Park France, devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La délibération TRA 020-3258/17/CM du 14/12/2017, portant approbation de l'avenant n° 3 à la convention de concession n° 09-149 ;
- La délibération TRA006-5730/19/CM du 28/03/2019, portant approbation de l'avenant n°4 à la convention de concession n° 09/149 ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la délibération TRA 002-5726/19/CM en date du 28 mars 2019 approuve les nouveaux principes de la politique tarifaire applicable au sein des parkings métropolitains marseillais ;
- Que cette politique doit être mise en place dès le 1^{er} novembre 2019 dans le parc de stationnement Vieux Port – MUCEM ;
- Que cette politique tarifaire peut être complétée par la mise en place d'un tarif d'abonnement «moto travail».
- Que la nouvelle tarification en faveur des résidents a une incidence sur l'économie du contrat nécessitant une compensation financière ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur ce projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°5 au contrat de concession n° 09-149 concernant la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port -MUCEM à Marseille 2ème arrondissement – Intégration de nouveaux tarifs en application de la nouvelle politique tarifaire pour les parcs de stationnement situés à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 029-612/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société EIFFAGE GENIE CIVIL relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille concernant le marché T 17-096 lot 1 : démolition-gros œuvre**

Avis du Conseil de Territoire DMET 19/17743/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° DTM 006-322/14/CC en date du 18 juillet 2014, Le Conseil Communautaire a voté une opération de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite de quatre stations du métro de Marseille à savoir la Timone, Vieux port, Castellane et Sainte- Marguerite-Dromel.

Pour cette dernière, un marché de maîtrise d'œuvre a été lancé le 20 novembre 2014 et attribué le 1 juin 2015 au groupement ID&M INGENIERIE / ARCAN ARCHITECTURE (marché n°15/044).

La Métropole Aix Marseille Provence a lancé une consultation le 23 février 2017 relative aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Saint-Marguerite Dromel du réseau de métro de Marseille.

L'opération de travaux a été allotie comme suit :

LOT 1- Démolition –Gros œuvre

LOT 2- Second œuvre

LOT 3 - Electricité, courants forts, courants faibles

LOT 4 - Ascenseurs

Le lot 1 du marché de travaux Démolition – Gros œuvre a été attribué à la Société EIFFAGE GENIE CIVIL.

Le marché a été notifié le 28 juillet 2017 sous le n° T17-096 pour un montant global et forfaitaire de 698 778,92 € HT, soit 838 534,70 € TTC).

La société Eiffage Génie civil a présenté au maître d'œuvre le 14 décembre 2018 un mémoire en réclamation pour un montant de travaux supplémentaires de 304 467,52 K € HT, par ailleurs confirmé au projet de décompte final.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé de ramener ce montant à 99 969,19 € HT et la société Eiffage a accepté cette proposition.

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via le présent protocole dont les conditions et modalités font l'objet de la transaction librement consentie

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code Civil ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le marché n° T17-096 relatif aux travaux du LOT1 démolition gros-œuvre de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille ;
- La réclamation présentée le 14 décembre 2018 par la société EIFFAGE GENIE CIVIL ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de se prononcer sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société EIFFAGE GENIE CIVIL relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille concernant le marché T 17-096 lot 1: démolition-gros œuvre,
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération concernant l'approbation d'un protocole transactionnel avec la société EIFFAGE GENIE CIVIL relatif aux travaux de mise en accessibilité aux PMR de la station Sainte Marguerite-Dromel du réseau de métro de Marseille concernant le marché T 17-096 lot 1 : démolition-gros œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 030-613/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Hôtel de Ville

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/17844/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 7 793,30 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 031-614/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/17845/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 9 443€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 032-615/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement République

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17848/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 10 448 euros TTC .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 033-616/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Préfecture et Castellane

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17850/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains

concedés ou exploité en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 14 367 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition est mise aux voix est adoptée.

PROX 034-617/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement De Gaulle et Jaurès

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17851/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 31 473, 90 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 035-618/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Baret, Monthyon, Cours Julien, Gambetta, Timone, Phocéens et Corderie

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17852/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 40 194 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 036-619/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement Estienne d'Orves

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17866/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société QPARK un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 21 144,50 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 037-620/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du parc de stationnement MUCEM

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/17849/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Une autre opération de gratuité a eu lieu du 28 juin 2019 à 12h au 29 juin 2019 02h00 dans le cadre de la manifestation d'envergure nommée « Marseille Provence Gastronomie 2019 ». Celle-ci ne concernait que les parkings métropolitains concédés situés dans le périmètre du festival soit les parkings Vieux-Port Hôtel de Ville, Estienne d'Orves, Monthyon, Charles de Gaulle, Vieux Port Mucem et République.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM
du 28 avril 2016 portant délégation de
compétences du Conseil de la Métropole au
Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 038-621/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls et Beugeard**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17846/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société EFFIA un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 2 219€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 039-622/19/CT

■ **CT1 - d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat**

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/17854/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences Stationnement et Développement économique, d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société INDIGO un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 5558,11 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 040-623/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un protocole transactionnel dans le cadre d'une modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Mimosas, Viguerie, Daudet, Bestouan et Madie à Cassis

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 19/17856/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole avait décidé, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », d'accompagner la période de fêtes de fin d'année 2018 en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie. Cette gratuité a été mise en place les samedis et les dimanches 15, 16, 22 et 23 décembre 2018 durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour les gestionnaires de ces parcs qui en ont demandé la compensation.

La Métropole a donc décidé de conclure avec la société EFFIA un protocole transactionnel prévoyant le remboursement de ces pertes pour un montant de 10 120 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 041-624/19/CT

■ CT1 - Approbation du principe d'une concession de service public pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde sis à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17862/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 04/1078/CC du 18 décembre 2006, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a confié la gestion du parking Blancarde le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 13 ans, à la Société VINCI PARK (devenue INDIGO). Ce contrat n° 07/180 a été notifié 28 décembre 2007 et s'achèvera le 21 janvier 2021.

Par délibération 73/853/SC du 3 décembre 1973, la Ville de Marseille a confié la gestion du parking Timone, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'une concession à la Société d'Economie Mixte Marseille Parc Auto.

Ce contrat a été cédé à la société SCETAUPARC. Puis conformément au contrat, la Société Provençale de Stationnement s'est substituée à SCETAUPARC le 2 décembre 1991. Ce contrat a été transféré par la Ville de Marseille à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par délibérations concomitantes du 16 et 20 décembre 2002.

Le 12 juin 2008, la Société Provençale de Stationnement est devenue filiale à 100% de la Société QPARK puis de QPARK CMT par délibération de la Communauté urbaine du 2 octobre 2009. Ce contrat s'achèvera le 2 décembre 2022.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de concession de service public sous la forme d'un affermage, pour l'exploitation des parkings Timone et Blancarde, pour une durée de 7 ans. Ce nouveau contrat de concession permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation, le principe d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est

proposé de recourir à la concession de service public qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au concessionnaire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au concessionnaire, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et au code de la commande publique dans sa troisième partie.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 042-625/19/CT

■ CT1 - Approbation du principe d'une concession de service public pour l'exploitation des parkings République et Phocéens sis à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17865/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de la Communauté urbaine MPM a confié la gestion du parc République à la Société VINCI PARK (devenue INDIGO), dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 13 ans notifié le 09 octobre 2007. Ce contrat s'achèvera le 31 mars 2021.

Le parking Phocéens a quant à lui été réalisé par la Société d'Economie Mixte, Marseille Parc Auto dans le cadre d'un contrat de concession confié par la Ville de Marseille, par délibération n° 73/853/SC du 3 décembre 1973. Ce contrat concerne aussi les parkings Baret, Monthyon, Julien, Corderie, Gambetta, Timone.

Dans le cadre d'une opération de valorisation de son patrimoine, la Ville de Marseille a cédé ces 7 parkings à la société SCETAUPARC, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, contre une redevance capitalisée de 220 millions de francs versée à la Ville de Marseille en 1991. La Société Provençale de Stationnement s'est substituée à SCETAUPARC le 2 décembre 1991 conformément au contrat initial.

Ce contrat a ensuite été transféré par la Ville de Marseille à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par délibérations concomitantes du 16 et 20 décembre 2002.

Le 12 juin 2008, la Société Provençale de Stationnement est devenue filiale à 100% de la Société QPARK puis de QPARK CMT par délibération de la Communauté urbaine du 2 octobre 2009. Ce contrat s'achèvera le 2 décembre 2022.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de concession de service public sous la forme d'un affermage, pour l'exploitation des parkings République et Phocéens, pour une durée de 7 ans. Ce nouveau contrat de concession permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation, le principe d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la concession de service public qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au concessionnaire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au concessionnaire, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et au code de la commande publique dans sa troisième partie.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 043-626/19/CT

■ CT1 - Approbation du principe d'une concession de service public pour l'exploitation des parkings Arvieux et Espercieux sis à Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 19/17858/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 2/684/CC en date du 29 juin 2007, le Conseil de la Communauté urbaine MPM a confié la gestion des parcs Arvieux et Espercieux au groupement QPARK France/GAGNERAUD CONSTRUCTION, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 13 ans notifié le 28 septembre 2007. Ce contrat s'achèvera le 1er mars 2021.

La Métropole d'Aix-Marseille Provence qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, souhaite relancer une procédure de concession de service public sous la forme d'un affermage, pour l'exploitation des parkings Arvieux et Espercieux, pour une durée de 7 ans. Ce nouveau contrat de concession permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir faire en matière d'exploitation de parcs de stationnement tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée, mieux adaptée à une activité commerciale. La collectivité maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil Métropolitain sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation, le principe d'une exploitation dans le cadre d'une concession de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la concession de service public qui paraît la solution la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant.
- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au concessionnaire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimale du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de la Collectivité Publique.

Compte tenu des prestations confiées au concessionnaire, il est préconisé de déléguer ce service pour une durée 7 ans.

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

L'exploitant sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin, codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du Code

Général des Collectivités Territoriales et au code de la commande publique dans sa troisième partie.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 045-627/19/CT

■ CT1 - Approbation de la gamme tarifaire pour le transport de véhicules et de fret vers l'archipel du Frioul

Avis du Conseil de Territoire

DAJA 19/17894/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour avis au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul.

Cette délégation de service public arrive à échéance le 19 novembre 2019. La Métropole a lancé une procédure d'appel d'offres ouvert suivant le code des marchés public pour assurer ce service.

Les tarifs actuels sont liés à l'actuelle délégation de service public. Il est donc nécessaire de créer une gamme tarifaire qui s'appliquera pour le futur marché de transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

Ces tarifs s'appliqueront à compter du démarrage des prestations du futur marché de transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver la gamme tarifaire ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La nécessité de créer une gamme tarifaire applicable au futur marché de transport de véhicules et de fret vers l'Archipel du Frioul.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 046-628/19/CT

■ **CT1 - Mise à disposition, à titre gratuit, de la navette maritime du Frioul au Parc National des Calanques pour la mise en place d'un projet d'aire marine éducative au Frioul**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17867/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une « aire marine éducative » est une zone maritime littorale de petite taille gérée de manière participative par les élèves d'une école primaire suivant des principes définis par une charte. Elle constitue un projet pédagogique et éco-citoyen de connaissance et

de protection du milieu marin par des jeunes publics. Les aires marines éducatives sont des outils d'éducation à l'environnement déployés sous l'impulsion du Ministère de la transition écologique et solidaire et du Ministère de l'Education Nationale, et dont le dispositif est coordonné par l'Agence Française pour la biodiversité.

Fort du succès des projets engagés en 2018, le Parc National des Calanques souhaite initier deux nouvelles aires marines éducatives sur les îles du Frioul, avec le soutien de la Direction du littoral et de la mer de la Ville de Marseille.

Au vu des objectifs de ce projet en matière d'éducation à l'environnement, il est proposé de soutenir la création des deux nouvelles Aires marines éducatives sur les îles du Frioul en offrant la gratuité du transport maritime à deux classes de l'école élémentaire des Acoules et de l'école élémentaire de la Paix à Marseille et leurs accompagnateurs choisis pour le projet (8 sorties par an et par classe durant la période scolaire 2019/2020). La Métropole mettra à disposition gratuitement les titres de transports, ce qui constitue une subvention en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 047-629/19/CT

■ **CT1 - Transfert de la compétence éclairage public de la voirie sur le périmètre du territoire Marseille-Provence - Demande de subventions et transfert des subventions d'investissement accordées par le Conseil départemental des Bouches du Rhône au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Avis du Conseil de Territoire
DRM 19/17910/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

A la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le 1er janvier 2001, les communes membres, dont la commune de Marseille, avaient délégué à la communauté urbaine la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie ».

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, cette organisation a évolué depuis que le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace

métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Pour prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, des conventions de gestion et de maîtrise d'ouvrage déléguée ont été prises afin de déléguer à la commune la conduite opérationnelle des opérations d'éclairage public, que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas en capacité d'exercer, dans l'immédiat.

Se pose la question des subventions accordées, en cours d'instruction et à venir par le Département des Bouches-du-Rhône au titre des opérations d'éclairage public transférées dans le cadre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée. Un travail de recensement a été mené avec chaque commune concernée et les subventions devant faire l'objet d'un transfert auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, d'une demande de subventions par substitution aux communes ou d'une demande de subvention à venir ont été identifiées.

La présente délibération vise ainsi, au titre de l'éclairage public de la voirie du territoire Marseille-Provence, d'une part de solliciter le transfert des subventions accordées aux communes par le Département des Bouches-du-Rhône, d'autre part, de demander les subventions par substitution des

communes pour les dossiers en cours d'instruction au moment du transfert et enfin, de solliciter les subventions pour les opérations sous convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n'ayant pas encore fait l'objet d'un dépôt auprès du Département des Bouches du Rhône par les communes. Elle autorise la signature des documents y afférents.

Le détail des dossiers de subventions transférés par commune est joint en annexe de la présente délibération.

Le détail des dossiers, objet de demande de subvention par substitution des communes, est également joint en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le transfert de la compétence éclairage public de la voirie sur le périmètre du territoire Marseille-Provence - Demande de subventions, demande de subventions par substitution des communes et transfert des subventions d'investissement accordées par le Conseil départemental des Bouches du Rhône au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur le transfert de la compétence éclairage public de la voirie sur le périmètre du territoire Marseille-Provence - Demande de subventions, demande de subventions par substitution des communes et transfert des subventions d'investissement accordées par le Conseil départemental des Bouches du Rhône au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 048-630/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Confédération Générale des CIQ de la Ville de Marseille et des Communes environnantes DGS 19/17986/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le comité d'intérêt de Quartier (CIQ) est une association issue de la loi 1901, qui a pour but principal de défendre les intérêts généraux des habitants d'un périmètre, pour tout ce qui a trait à leur vie citoyenne, matérielle et intellectuelle. Ses administrateurs sont des bénévoles qui agissent auprès des autorités politiques et administratives. Ils contribuent à l'expression directe des habitants du quartier, en ce qui concerne la vie quotidienne.

L'ensemble des CIQ est regroupé au sein de la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la ville de Marseille et des communes environnantes qui a pour but d'appuyer et de coordonner leurs actions.

Les actions et les objectifs poursuivis par l'association correspondent aux objectifs que le Territoire Marseille Provence souhaite valoriser en matière de proximité.

Aussi, il est proposé de prolonger ce partenariat d'une année avec la Confédération Générale des CIQ par le versement d'une subvention de 60 000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence
du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt que représente pour le développement des actions de proximité que souhaite mettre en place le Territoire Marseille-Provence la mise en place d'un partenariat avec la Confédération générale des CIQ.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 60 000 euros TTC à la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la Ville de Marseille et des Communes environnantes.

Article 2:

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec la Confédération Générale des Comités d'Intérêt de Quartier de la Ville de Marseille et des Communes environnantes.

Article 3:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 EST CT1 - A330-65748-022-2DGS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 049-631/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au Conseil Représentatif des Institutions Juives de France pour la mise en place de l'opération Marseillais unis dans l'amitié

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 19/17987/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'opération « Marseillais Unis dans l'amitié », le CRIF Marseille Provence organise le 3 novembre 2019, des rencontres sportives avec des jeunes musulmans, juifs et chrétiens.

Au vu des objectifs de ce projet, il est proposé de soutenir le CRIF Marseille Provence en prenant en charge les titres de transport des participants, soit une subvention d'un montant maximal de 560 € (400 tickets solo collectivité).

La Métropole mettra à disposition gratuitement les titres de transports auprès du CRIF Marseille Provence, ce qui constitue une subvention en nature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

PROX 050-632/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Fondation Usine Extraordinaire pour la prise en charge de titres de transport sur Marseille pour l'opération l'Usine Extraordinaire

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 19/17988/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La 2e édition nationale Usine Extraordinaire s'installe à Marseille du 14 au 16 novembre 2019, dans le cadre du port de Marseille et du MuCEM, « entre Ciel, Terre et Mer ».

5 000 m² d'exposition seront répartis entre l'esplanade du J4 à côté du MuCEM, et le quai d'honneur du port de Marseille où sera amarré un navire accueillant une partie de la manifestation.

Cette nouvelle édition mettra l'accent sur l'importance et le potentiel de l'industrie française. L'occasion de (re)découvrir des champions internationaux mais aussi des PME industrielles d'excellence dans le secteur de l'aéronautique, de la mer ou encore de l'énergie et de la chimie.

Trois jours de découvertes des coulisses de l'usine, de rencontres avec celles et ceux qui font l'usine au quotidien, de conférences et ateliers inspirants sur le rôle des usines d'aujourd'hui pour répondre aux grands défis environnementaux et sociaux, mais aussi d'expériences immersives.

Pensé pour le grand public et particulièrement les jeunes, cet événement accueillera 20 000 visiteurs dont 10 000 scolaires, apprentis et étudiants du grand Sud (de Perpignan à Nice en passant par la Corse). 150 étudiants-guides ingénieurs seront mobilisés pour accompagner les classes, qui viendront de tout le

grand Sud. Cet événement gratuit, sur inscription, est ouvert à tous du jeudi 14 au samedi 16 novembre 2019.

Au vu des objectifs de ce projet, il est proposé de soutenir la manifestation en prenant en charge 500 titres de transport pour les collégiens et lycéens de Marseille, ce qui constitue une subvention en nature d'un montant maximal de 1 400 € (1000 tickets solo collectivité).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Vie Economique"

VECO 001-633/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS - Approbation d'une convention**

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 19/17809/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Mis en place par délibération n° ECO 002-5978/19/CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, dans le respect des dispositions réglementaires, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition, d'extension ou de réhabilitation de locaux d'activités.

L'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui donne lieu à l'établissement d'une convention, ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone d'aide à finalité régionale (AFR), ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. Dans le cas d'une grande entreprise située en zone AFR, et à titre exceptionnel, le taux maximal d'intervention est fixé à 10 %. Le taux d'intensité de l'aide appliqué à chaque dossier apparaîtra dans la convention d'application.

Par ailleurs, l'aide est plafonnée à 200.000 euros par entreprise.

Cette aide est notamment conditionnée par le maintien, sur le territoire métropolitain, de l'activité de l'entreprise pendant une certaine durée, par la création ou le maintien d'emplois et par l'inscription du projet dans une démarche de qualité

environnementale ou, à défaut, par la réalisation d'investissements favorisant les économies d'énergies ou basés sur les énergies renouvelables.

1. Présentation de l'entreprise :

L'entreprise MEHARI CLUB CASSIS (MCC) s'appuie sur une expertise de presque 40 ans. Les premières rénovations de Méhari remontent au début des années 1980. C'est à partir de 1998 avec le contrat d'exclusivité signé avec Citroën que MCC s'est progressivement substituée au constructeur pour devenir la seule entreprise à fabriquer et commercialiser les pièces de rechange pour les voitures Méhari en rachetant auprès du constructeur historique l'outillage d'origine. Ce fut la même démarche pour les 2CV.

L'entreprise familiale a été reprise en 2013 par deux cadres passionnés d'automobile Ms Vagner et Wimez qui poursuivent son expansion. La commercialisation de l'activité historique a ainsi été digitalisée (plus de 50% du CA se réalisant via l'e-commerce). Différents chantiers de diversification ont également été entrepris depuis 6 ans. Ainsi en 2015, grâce à l'opportunité de reprise de l'activité de la société MBI MOTOROP spécialisée dans la fabrication des moteurs pour échange standard de 2CV, MCC est devenu un constructeur automobile. Egalement, le projet de conception d'une Méhari électrique baptisée EDEN a été lancé. Depuis, une quarantaine d'EDEN ont été vendues qui préfigure la phase d'industrialisation avec un objectif de production annuel fixé à 50 unités. Enfin les équipes de MCC ont mis au point un kit de conversion dans le but de viser le marché de reconversion en électrique les voitures de collection Méhari et 2CV.

Plus globalement, les différentes activités de MCC emploient 63 collaborateurs sur le territoire Est métropolitain et génèrent un chiffre d'affaires avoisinant les 15 millions d'euros. La stratégie de développement de l'entreprise mise en œuvre suite à la reprise vise un effectif de 100 collaborateurs en 10 ans (15 recrutements déjà réalisés et une création envisagée d'emploi de 40 personnes). Les perspectives de croissance de MCC lui ont permis d'être lauréate de la 3e promotion d'entreprises à être accompagnées par l'Accélérateur de Rising Sud. De plus, son engagement RSE est remarquable ; souligné par la labellisation Emplitude en 11/2018 (notamment par la mise à disposition d'un local dédié à 2 ESAT (Arc-en-Ciel de Carnoux et La Gauthière d'Aubagne) pour des activités de préparation de pièces et de mise en conditionnement. L'entreprise a initié des démarches pour candidater au label EPV Entreprise du Patrimoine Vivant pour mettre en avant les savoir-faire artisanaux et industriels d'excellence des salariés de MCC.

2. Projet immobilier :

Pour accompagner son expansion, l'entreprise MCC a fait l'acquisition en novembre 2018 d'un foncier de 30000m² appartenant à la commune de Cassis en vue

de construire un bâtiment complémentaire de 5660m² à proximité de leur siège actuel au sein du Technoparc de Brégadan sur Cassis. Les activités de l'entreprise sont aujourd'hui réparties sur 4 sites (Cassis, Carnoux, sous-traitance auprès d'un prestataire logistique, stockage sous tente). La réalisation de ce nouveau bâtiment va ainsi permettre de regrouper l'ensemble des activités, d'optimiser et créer l'espace supplémentaire nécessaire au développement du pôle « véhicules électriques » ainsi que d'améliorer les conditions de travail des salariés (la CARSAT accompagne l'entreprise sur ce sujet).

Plusieurs dispositions sont prévues en faveur du développement durable et des économies d'énergie :

- Les zones « bureaux/ show-room / atelier sellerie » sont conformes à la réglementation RT2012.
- Les zones "ateliers ferronnerie / halle de stockage" bénéficient d'une isolation renforcée (façades et toiture) et d'un système de hors gel à détente directe (PAC) nécessitant une puissance électrique restreinte.
- L'ensemble du bâtiment répond aux exigences liées au classement ICPE.
- La structure et la couverture ont été conçues avec l'objectif d'installer ultérieurement une centrale photovoltaïque de plus de 3000m² conformément aux souhaits des acquéreurs.
- Les matériaux extraits du site lors des terrassements ont été réutilisés pour réaliser les structures de voirie et les enrochements.
- Enfin une dépollution du sol a été réalisée.

L'investissement total de l'opération immobilière portée par la SCI BREGADAN s'élève à 5,4 millions d'euros répartis en un coût de 821.665 euros pour le foncier et 4 642 688 euros pour la construction.

La livraison du bâtiment est prévue pour le dernier trimestre 2019.

Le financement de l'opération sera assuré principalement par un crédit-bail immobilier dont BPI est le chef de file.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS pour ce projet immobilier par courrier dès septembre 2017 lors de l'élaboration de celui-ci. Cette sollicitation a été confirmée par courrier en juillet 2019 attestant sa concrétisation.

Au vu de ce qui précède, il est proposé de soutenir le projet immobilier proposé par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS à hauteur de 90.000 euros soit 2.07% de l'assiette éligible du coût de la construction de 4 338 888 euros. La subvention sera versée au crédit-bailleur au titre de l'acquisition d'un bâtiment industriel dédié à l'activité de la société MCC. La subvention sera répercutée sur le montant des annuités du crédit-bail accordé à la SCI BREGADAN qui répercutera la charge sur la société exploitante MCC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Dans le cadre du dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises, une subvention de 90.000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCI BREGADAN est proposée pour soutenir le projet immobilier de l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS, représentant 2.07% de l'assiette éligible du coût total de l'opération. Ce projet immobilier contribuera ainsi à l'expansion industrielle et l'ancrage sur le territoire métropolitain de la société MCC, employant à ce jour 63 collaborateurs et prévoyant d'atteindre un effectif de 100 collaborateurs à 10 ans.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant l'attribution d'une subvention pour un projet immobilier porté par l'entreprise MEHARI CLUB CASSIS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 002-634/19/CT

■ **CT1 - Approbation d'une subvention à la société TRAXENS du Territoire de Marseille Provence et aux sociétés EDITAG et GENES'INK du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre des projets collaboratifs Internet des objets du Plan Nano 2022**

Avis du Conseil de Territoire MET_SISM 19/17742/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci après.

Une forte mobilisation de l'État en faveur des filières micro et nanoélectronique dans un cadre réglementaire innovant :

Au vu des besoins des industriels (forte interaction avec les filières en aval, recherche développement et industrialisation de nouvelles technologies), et face à une concurrence américaine et asiatique bénéficiant de forts soutiens publics, le Président de la République a annoncé, dans son discours du 29 mars 2018 sur l'Intelligence Artificielle, un soutien de l'État de 800 M€ à la nanoélectronique.

Dans un contexte réglementaire complexe, il a été décidé de recourir de façon pionnière au Programme Important d'Intérêt Économique Commun (PIIEC). En effet, le PIIEC est un statut dérogatoire au régime des aides d'État, qui permet de soutenir les phases de pré-production, y compris pour l'acquisition d'équipements, en créant un espace unifié de collaboration.

Regroupant quatre pays – la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni – le PIIEC établit un programme-cadre autour de cinq champs technologiques qui regroupent des projets portés par plusieurs grands chefs de file industriels : les composants économes en énergie, les composants de puissance, les capteurs intelligents, les équipements de fabrication et les semi-conducteurs composés.

Les quatre pays impliqués sont positionnés sur un ou plusieurs secteurs. Ces technologies seront notamment au service des industries suivantes : Automobile, Espace/Défense, IoT/Industrie 4.0/5G, Carte à puce/Sécurité.

La France compte sept chefs de file industriels, dont la société STMicroelectronics, basée à Rousset, qui pilote le programme à l'échelle de la région Sud. Chacun des chefs de file coordonne un dossier avec des partenaires industriels et académiques. Le dispositif couvre une période de 5 ans qui s'étend de 2018 à 2022. L'État soutient fortement le projet, sur le plan financier et pour préparer la validation des aides par la Commission européenne.

La déclinaison du programme à l'échelle de la Métropole :

Le programme Nano 2022 vise à promouvoir la recherche, le développement et la première industrialisation de composants électroniques innovants, dans le cadre d'un projet important d'intérêt européen commun qui en assure une dimension collaborative à l'échelle européenne. C'est une démarche structurante pour des applications dans l'automobile, l'Intelligence Artificielle embarquée, les objets connectés, l'aérospatial et la défense.

Les technologies couvertes visent plusieurs filières aval qui représentent le principal levier de croissance pour les commandes en composants électroniques. L'une de ces filières est le secteur de l'IoT (Internet des Objets), et plus généralement des systèmes autonomes et connectés (téléphones, tablettes, laptops, autres objets connectés à usage des particuliers ou des industriels), exigeant des composants de basse consommation et des composants de communication performants pour le développement à venir du réseau 5G.

La Région Sud a été fléchée comme région de référence pour l'IoT. L'objectif est de soutenir le marché local IoT et d'augmenter la capacité de design et de prototypage des partenaires industriels par le développement d'applications IoT ciblées sur les enjeux sociétaux et environnementaux, le support technique et scientifique des académiques, l'utilisation et l'évolution des plateformes technologiques ouvertes, le renforcement des partenariats entre les industriels, les start-up et les académiques, ainsi que l'apport du programme de formation autour de la microélectronique.

Ce programme se décline en trois volets principaux : le premier volet concerne le soutien à des projets collaboratifs entre industriels et académiques, le deuxième volet concerne seulement les plateformes technologiques et le troisième volet vise à renforcer les industriels du territoire. Chacun de ces volets sera

financé conjointement par l'État, la Région Sud et la Métropole, le cas échéant.

Les trois projets et entreprises visés par cette délibération dépendent du premier volet et concernent donc exclusivement des projets collaboratifs.

1. Présentation du projet ABALON porté par la société TRAXENS, soutenue par le Territoire de Marseille Provence :

Le projet ABALON (*Advanced Box for Assets Location, Observation and Networking*) a pour objectif d'équiper les conteneurs de transport maritime de capteurs afin de produire des « *conteneurs intelligents* » (Smart containers), à un coût raisonnable. Pour cela, la société TRAXENS veut concevoir, développer et commercialiser un dispositif de monitoring à faible coût intégrable de manière durable et anonymisée dans le conteneur. Actuellement, 27 millions de conteneurs sont en circulation dans le monde, Traxens entend en équiper le tiers avec son boîtier, à l'horizon 2022. Un des éléments-clés visés dans le cadre de l'élaboration de ce projet est le facteur prix, qui reste essentiel étant donné le caractère très compétitif de ce marché (marges faibles, activité générant peu de valeur ajoutée). Ce projet permettrait par ailleurs de redonner un avantage compétitif à un ou plusieurs petits fabricants largement dominés par les majors Chinois comme CIMC, Singamas ou CXIC.

Ce projet est porté par la société TRAXENS, société marseillaise fondée en 2012 qui emploie 130 personnes et prévoit un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros en 2019. La société compte déjà parmi ses clients les armateurs CMA-CGM, MSC et MAERSK et entend porter ses effectifs à 600 personnes sous 3 ans. Dans le cadre du projet ABALON qui sera déployé sur quatre ans (2019-2022), un recrutement de quatre personnes est prévu.

Le consortium du projet dirigé par TRAXENS se compose de deux grands groupes : ST Microelectronics et SEQUANS, d'un laboratoire : le LEAT, et de l'Ecole des Mines de Saint Étienne basée à Gardanne.

Le Territoire de Marseille Provence (CT1) propose d'accorder à la société TRAXENS une subvention de 100.000 €, soit environ 1,15% d'une assiette financière totale de 8 631 651€.

2. Présentation du projet LEANPOD porté par la société EDITAG, soutenue par le Territoire du Pays d'Aix :

Le projet LEANPOD vise à répondre à différents enjeux du marché des applications IoT pour l'industrie et plus particulièrement à tout ce qui concerne la supervision des flux matière dans un environnement, industriel non-ou partiellement-robotisé : instruments

en cours de production, outillage et équipements mobiles et gestion des entrées et sorties des stocks de produits finis et de composants. Ces produits seront développés sur la base de la technologie Moontag© déjà brevetée par EDITAG (capteur IoT hybride et modulaire). Les utilisateurs finaux visés sont les grands groupes industriels et les entreprises du secteur manufacturier au niveau mondial, avec une priorité fixée aux marchés déjà adressés par EDITAG (Europe/USA-Canada), toutes filières confondues (automobile, aéronautique, micro-électronique, etc.). La solution développée dans le cadre de ce projet a pour but de permettre aux industriels de réduire leurs coûts opérationnels, d'optimiser l'utilisation des moyens industriels et d'améliorer leur productivité.

Ce projet est porté par EDITAG, société de 20 salariés fondée en 2007 et basée à Meyreuil. Elle est l'une des premières sur le territoire à avoir travaillé dans le domaine de l'IoT. Elle a développé deux technologies innovantes brevetées: le Monalitag©, un traceur miniaturisé qui permet de sécuriser des produits haut de gamme (œuvres d'art par exemple) et le Moontag©, solution numérique qui améliore les processus de production industrielle grâce à une baisse des délais et des coûts, de la logistique et de la maintenance. Le chiffre d'affaires d'EDITAG était de 2 millions d'euros en 2018, et environ 35% de son activité se déploie à l'international. Le recrutement de 2 personnes est envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le consortium du projet dirigé par EDITAG se compose de deux grands groupes : ST Microelectronics et Sequans, de 3 entreprises : Editag, NawaTechnology et IBS et de 5 laboratoires et académiques : CEA-Tech, Ecole des Mines de Saint-Étienne à Gardanne, Micro-PackS, LEAT et ISEN, le recrutement de deux personnes étant envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société EDITAG une subvention de 80.000€, soit environ 12% d'une assiette financière totale de 652 658 €.

3. Présentation du projet DIAGNOSTIC DERMATOLOGIQUE porté par la société FEELIGREEN et pour lequel la société GENES'INK est soutenue par le Territoire du Pays d'Aix :

Le projet, porté par la société FEELIGREEN, a pour objectif de développer un dispositif médical connecté pour le diagnostic dermatologique de la peau. Sera développée pour cela une encre

conductrice biocompatible de grade médical et un dispositif d'impression 3D de matériaux conducteur. Dans ce consortium qui réunit 5 partenaires, Genes'Ink assurera le développement d'encres

conductrices, flexibles et biocompatibles pour la

fabrication par impression de capteurs pour des applications dermatologiques.

La société Genes'Ink, créée en 2010, est experte en conception et fabrication d'encre conductrices faites de nanoparticules hybrides pour l'électronique imprimée et l'IoT avec une capacité de production à grande échelle. Elle emploie actuellement 18 salariés à Rousset et a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de plus de 500.000€. Actuellement en plein développement, elle souhaite doubler son effectif d'ici à 5 ans et déménager dans des locaux plus grands afin de lui permettre de répondre aux commandes en constante augmentation.

Le consortium du projet dirigé par FEELIGREEN se compose de cinq partenaires : un grand groupe: ST Microelectronics, 3 entreprises : Feeligreen, Electronie et Genes'Ink et un académique : l'École des Mines de St-Étienne à Gardanne, le recrutement de deux personnes étant envisagé par la société dans le cadre de la conduite de ce projet.

Le Territoire du Pays d'Aix (CT2) propose d'accorder à la société GENES'INK une subvention de 80.000€, soit environ 12 % d'une assiette financière totale de 647.819€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'encadrement communautaire des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation ;

- Le régime d'aide notifié SA. 40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- La décision n° SA. 46705 de la Commission Européenne relative au programme PIIEC microélectronique, en date du 18 décembre 2018 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n°18-555 votée par la Commission Permanente du Conseil Régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type qui fixe les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et des Établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques (articles L.1511-2 et L.1511-3 du CGCT) ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La convention-cadre fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'importance stratégique de la filière micro-électronique dans le développement des applications IoT (objets connectés) et dans le développement d'un dynamisme territorial, la Métropole entend soutenir les projets développés dans le cadre du Plan Nano 2022 impulsé par l'État et cofinancé par la Région.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole relatif à l'attribution de subventions à une entreprise du Territoire de Marseille Provence et à deux entreprises du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre des projets collaboratifs Internet des objets du Plan Nano 2022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 003-635/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention d'investissement pour l'opération Aménagement urbain du parc d'activités dédié aux biotechnologies MI-Biopark sur le site de Luminy à Marseille

Avis du Conseil de Territoire DPEAT 19/17749/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans le cadre de ses actions en faveur du développement économique, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée à renforcer l'attractivité et le rayonnement du technopole MI-Biopark sur le site de Luminy.

Situé à l'extrême sud-est de Marseille dans la zone d'adhésion du Parc National des Calanques, le Parc Scientifique et Technologique de Luminy, site remarquable par son environnement et pôle

D'excellence dans les sciences du vivant, est aujourd'hui un site métropolitain clef pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation technologique. Le cluster Marseille Immunopôle a su faire du territoire un leader européen de l'immunologie

et des nouvelles thérapies contre le cancer et les maladies inflammatoires et porte désormais une ambition mondiale.

Fort de cette dynamique, de la créativité et de la notoriété internationale des acteurs du domaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage aux côtés de Marseille Immunopôle pour accompagner son développement, conforter l'excellence technologique et économique du site et contribuer à son rayonnement. La Métropole a notamment mis en œuvre une offre immobilière dédiée aux entreprises de biotechnologies, qu'elle entend développer et mettre en cohérence sur le plan spatial et marketing.

Constituant l'offre territoriale du projet structurant et cluster « Marseille Immunopôle », le parc d'entreprises MI-Biopark accueille à ce jour dans environ 15 000 m², une vingtaine d'entreprises dont Innate Pharma et HaliuDx (600 emplois), la pépinière d'entreprises Grand Luminy (3500 m² au service des start-up de la filière biotech) et le démonstrateur industriel MI-MaBS, l'une des briques majeures de Marseille Immunopôle dans le test des solutions thérapeutiques.

MI-Biopark regroupe les zones existantes Luminy Biotech I, II, III, le secteur Innate Pharma/BRGM/MI-MaBS, ainsi qu'un projet d'extension au nord du Campus sur les terrains de la Ville de Marseille et Luminy Biotech IV.

Le projet d'aménagement, qui concerne les liaisons entre les différents secteurs qui composent la zone MI-Biopark, les espaces extérieurs ainsi que le projet d'extension au nord du secteur, a pour objectif de hisser les conditions d'accueil du site au niveau des standards internationaux, faisant ainsi écho à l'excellence des savoir-faire présents.

Aujourd'hui, la volonté est de permettre le développement de ces entreprises de renom international, dont la société Haliudx qui connaît une très forte croissance et l'Institut IBEN/NeuroChlore, ainsi que l'implantation de nouvelles structures consacrées aux sciences du vivant.

Le contexte d'excellence technologique du site et les exigences environnementales liées à la présence du Parc des Calanques, associés au Bus à Haut Niveau de Service et à la requalification du campus par Aix-Marseille Université permettent de poursuivre l'objectif de réalisation d'un modèle urbain exemplaire sur le plan architectural, paysager et environnemental pour l'obtention du label Parc+.

Pour la réalisation de ce projet, la Métropole Aix-Marseille Provence a créé une opération d'investissement n° 2019100100 pour un montant de 3 200 000 euros HT, soit 3 840 000 euros TTC, conformément à la délibération n° ECO 004-5080/18/CM du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement prévisionnel et la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 3 200 000 euros H.T.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS €HT
Financement externe		
Conseil Régional PACA « Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial (CRET)»	31,25%	1 000 000 euros
Financement interne		
Métropole Aix-Marseille-Provence	68,75 %	2 200 000 euros
TOTAL HT	100 %	3 200 000 euros

Plan de financement des études :

La présente délibération vise également à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille Provence (Axe 3 – Développement Economique) conformément à la délibération du Conseil de la Métropole n°URB 019-3293/17 du 14 décembre 2017.

La première demande de versement portera sur la contribution financière aux études afférentes à l'aménagement urbain de MI-Biopark.

Le coût prévisionnel des études relatives au projet de réalisation de cette opération est estimé à 41 300 euros HT, se répartissant comme suit :

- Etude pré-opérationnelle d'aménagement urbain et paysager du secteur à vocation économique « MI-Biopark » sur le site de Luminy, qui a permis d'obtenir un Diagnostic du site et des scénarios d'aménagement pour un Schéma directeur d'aménagement (18 800 euros HT)
- Etudes préalables à l'aménagement intégré du secteur MI-Biopark à Luminy (22 500 euros HT).

Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Réception des études préalables : 4^{ème} trimestre 2019
- Lancement des études opérationnelles (dont marché de Maîtrise d'œuvre) : 1^{er} trimestre 2020
- Démarrage des travaux : 3^{ème} trimestre/4^{ème} trimestre 2020
- Réception des travaux : 4^{ème} trimestre 2021

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la filière santé est un enjeu majeur pour l'économie régionale et métropolitaine ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'aménagement urbain de MI-Biopark afin de renforcer l'attractivité et le rayonnement du Technopole dédié à l'immunologie par une meilleure lisibilité, accessibilité, l'aménagement des espaces extérieurs et une offre immobilière permettant l'accueil et le développement des entreprises sur ce site emblématique du rapprochement Enseignement – Recherche – Entreprises de notre territoire ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole demande de subvention d'investissement pour l'opération Aménagement urbain du parc d'activités dédié aux biotechnologies MI-Biopark sur le site de Luminy à Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 004-636/19/CT

■ CT1 - Attribution de subventions en faveur de formations autour du numérique et/ou labélisées Grande Ecole du Numérique - Label GEN DPEATSV 19/17750/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire figurent de nombreuses entreprises technologiques, des grandes entreprises qui doivent opérer leur transformation digitale et des Entreprises de Taille Intermédiaire/Petites et Moyennes Entreprises (ETI/PME) qui doivent s'équiper des outils et des équipes digitales nécessaires au maintien de leurs parts de marché

et à leur développement. Or cette filière qualifiée en tension est marquée par une pénurie de main d'œuvre.

Pour mieux répondre au développement des usages numériques, à la formation et aux compétences numériques des usagers (entreprises et habitants), le Territoire Marseille Provence souhaite accompagner cette transition numérique par le soutien à la formation à ces métiers.

Dans cette dynamique, le Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019 a validé le cadre d'intervention financière, référencé VECO 007-227/19/CT, afin de former des personnes aux métiers liés au numérique selon les principes d'intervention suivants :

- Chaque formation se doit de former gratuitement au minimum 10 personnes peu ou pas qualifiées, en recherche d'emploi, par session. L'objectif ultime étant d'atteindre 80% de personnes formées disposant d'un niveau bac ou inférieur au bac,
- Les formations labellisées doivent intégrer un minimum de 30% de femmes,
- La priorité doit être donnée aux formations situées dans les Quartiers Politique de la Ville (QPV) situé sur le Territoire Marseille Provence,

Afin d'identifier ces projets de formations, en Juin 2019, un appel à projet, dont les critères ont été fixés ci-dessous, a permis d'identifier les structures lauréates. En annexe, la liste des structures retenues et les montants approuvés.

2

Dans ce contexte, le Conseil de Territoire Marseille Provence réserve un montant maximum de 100.000 € TTC pour soutenir 11 projets de formation dans les métiers du numérique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- L'instruction DGEFP n°2014-2 du 5 février 2014 « relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique » ;
- L'existence de nombreuses formations labellisées Grands Ecoles du Numérique sur le territoire Marseille Provence ;
- La délibération VECO 007-227/19/CT du 14 mai 2019 approuvant le cadre d'intervention financière en faveur des formations autour du numérique et/ou labellisées Grande Ecole du Numérique – Label GEN.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence souhaite contribuer à former les personnes aux métiers liés au numérique afin de leur favoriser l'accès à l'emploi.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les aides pour la réalisation de 11 projets décrits en annexe. Le montant total des subventions allouées s'élève à 100.000 euros TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les conventions avec les structures retenues dans le cadre de l'appel à projets ainsi que tout document y afférent conformément à la convention type annexée au présent rapport.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire Marseille-Provence 2018 :

- Subvention autres personnes de droit privé - Sous-Politique E120 - Nature 65748 - Fonction 65
- Subvention aux entreprises Sous-Politique E120 - Nature 65742 - Fonction 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 005-637/19/CT

■ CT1 - Lancement d'un appel à projet sur le terrain dit P2 situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Avis du Conseil de Territoire DGDE 19/17629/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence s'est engagé en 2002 dans une démarche visant à identifier des espaces permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de l'Agenda de Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour poursuivre ces objectifs, la Métropole Aix-Marseille Provence a acté l'acquisition du terrain « dit P2 » situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, site de la Mède et propriété de TOTAL et dont l'acquisition est en cours.

La Métropole Aix-Marseille Provence se propose de céder ce lot, dès lors qu'elle s'en sera rendue effectivement propriétaire, dans le cadre d'un appel à projet aux fins de soumettre ce site à la réflexion d'investisseurs / promoteurs en vue de la réalisation d'un projet immobilier à vocation économique.

Un accord de principe concernant le prix est intervenu entre Total et la Métropole Aix-Marseille Provence, il vous est proposé de publier cet appel à projet dès lors qu'un accord contractuel sous la forme d'une Promesse Unilatérale de Vente sera concrétisé entre les deux parties.

L'opérateur sera chargé de réaliser un programme immobilier destiné à l'accueil d'entreprises artisanales et petites industries, qui pourra être composé de plusieurs bâtiments en copropriété, à

vocation mixte, associée à du bureau d'accompagnement.

Le projet devra d'une part, répondre aux orientations et objectifs définis par l'appel à projet qui sera lancé par la Métropole Aix-Marseille et d'autre part, répondre aux exigences réglementaires du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi), du PPRT et de tout document réglementaire.

Les services administratifs instructeurs composés de représentants de la DGADEEA et de la DGADUST seront chargés de présélectionner des projets déposés au vu des critères pondérés suivants, qui porteront sur les capacités financières professionnelles et techniques des candidats.

-Le développement économique induit par le programme immobilier présenté (40%)

-Qualité architecturale, paysagère et environnementale du programme immobilier (30%)

-Capacité à réaliser l'opération (30%)

Un comité d'examen sera mis en place afin de sélectionner l'opérateur lauréat selon les critères définis ci-avant, appréciés globalement. Il sera composé comme suit :

- 2 élus représentant du Conseil de Territoire Marseille Provence
- 1 élu représentant de la commune de Châteauneuf-les-Martigues

Il est ainsi proposé d'acter le principe du lancement de l'appel à projet pour la cession de ce terrain dont la publicité sera assurée dans des journaux spécialisés et généralisés.

La cession de cette unité foncière au Lauréat du projet immobilier sélectionné sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de favoriser le développement de projets économiques conformément à la stratégie de développement économique approuvée en mars 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et au titre de l'Agenda de Développement Economique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du lancement d'un appel à projet relatif à la cession du terrain "dit P2" situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues afin de favoriser la réalisation de projets économiques.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 006-638/19/CT

■ CT1 - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement la Barasse à Marseille 11ème arrondissement et approbation de l'avenant n°15 au traité de concession

Avis du Conseil de Territoire DGDE 19/17627/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le fondement de l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme et par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « la Barasse » » (n°98/432) confiée à la SPL SOLEAM (ex SEML Marseille Aménagement).

Par arrêté du 7 juillet 2000, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prononcé la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont la commune de Marseille est membre. Compte tenu du transfert de compétences, notamment en matière d'activités économiques, de la Ville de Marseille au profit de la structure intercommunale, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est alors substituée dans les droits et obligations contractuels de la Ville de Marseille.

Enfin, la Métropole Aix-Marseille Provence, en conséquence du transfert automatique des compétences, s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 1^{er} janvier 2016.

Historique des derniers événements et rappel des orientations stratégiques :

En partie est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007.

La partie ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau, consistant en la création d'une 3^{ème} voie ferroviaire Marseille-Aubagne. En outre, il était prévu également sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et un passage souterrain par RFF (travaux réalisés par RFF en 2014), la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014).

Dans l'attente de la livraison par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du parking définitif de 250 places attenant à la halte ferroviaire, le parking provisoire de 100 places de stationnement réalisé au second semestre 2014 par la SOLEAM avait été mis en service de manière concomitante avec l'ouverture à l'exploitation de la 3^{ème} voie de la ligne ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon et de la halte ferroviaire de la Barasse le 14 décembre 2014.

Les travaux du parking définitif ont été réalisés en 2015 mais l'ouverture au public a été décalée au printemps 2016 suite à une occupation anarchique du site.

Par ailleurs, la commercialisation du solde des terrains appartenant à la SOLEAM a été suspendue en attendant que les études sur l'impact et le calendrier de la 4^{ème} voie Marseille-Aubagne soient plus précises. Les emprises foncières, devant faire l'objet d'une cession auprès de SNCF Réseau (emprise voies et halte ferroviaire) et de la Métropole (pour le parking), devront être adaptées en fonction de la solution retenue. Une nouvelle décision ministérielle est attendue pour définir précisément le projet Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur et ses impacts sur le secteur de la Barasse. Ceci permettra alors d'envisager le calendrier d'un réaménagement du site.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 :

Il est proposé, par la présente délibération, d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), pour l'année 2017-2018 et arrêté au 31 décembre 2018 dont les montants prévisionnels en dépenses et en recettes s'élèvent à 6 044 591 euros TTC, soit une diminution de 3.35 % par rapport au CRAC précédent (6 254 184 euros TTC) et l'avenant n°15 qui proroge de deux années la durée de la concession en portant son échéance au 9 décembre 2021, afin que la SOLEAM puisse accompagner le concédant dans les réflexions liées au réaménagement du site.

Ce bilan s'analyse de la manière suivante :

DEPENSES :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

En hausse :

Concernant le budget dépenses annexes (+508 € HT) :

-Charges de gestion (+508 € HT)

Les charges de gestion sont en légère augmentation du fait de provisions en raison de la prorogation de l'opération.

Concernant le budget rémunérations du concessionnaire (+21 044 € HT)

-Rémunération forfaitaire (+50 000 € HT)

-Rémunération sur dépenses (- 9 883 € HT)

-Rémunération sur recettes (-18 145 € HT)

-Rémunération de liquidation (-928 € HT)

En baisse :

Concernant le budget foncier et études (- 5 598 € HT) :

- Les frais sur acquisitions de terrains (+12 449 euros HT)

- Les études générales (-18 047 € HT)

Des frais de fusion sont encore à payer sur cette opération.

Le poste études a été revu à la baisse.

Concernant le budget travaux et honoraires techniques (-191 018 € HT) :

-Parking provisoire halte ferroviaire (-139 832 € HT)

-Aléas, imprévus (-25 000 € HT)

-Honoraires techniques (-26 186 € HT)

Il n'est plus prévu de travaux.

Poste inchangé :

Concernant le budget frais financiers.

RECETTES :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

En baisse :

Concernant le budget cessions :

-Cession solde pôle échange (-175 127 € HT)

Dans le cas d'une cession du pôle d'échange, il est prévu une participation d'équipement de la Métropole pour la réalisation du parking en tva.

En hausse :

Concernant le budget produits de gestion et divers :

-Produits financiers (+65 € HT)

Poste inchangé :

Participation de la Métropole à l'opération demeure inchangée.

Pour l'année 2019, il est prévu :

- en ce qui concerne les études : la poursuite de la réflexion urbaine et de programmation en vue de la définition du projet urbain sur le site restant à aménager, autour du futur pôle d'échange multimodal et la définition des travaux nécessaires au maintien de l'équipement suite aux études hydrauliques en lien avec les services de la DDTM ;

- en ce qui concerne la SNCF : *Définition des besoins en desserte de la gare

*Précisions sur les études sur l'impact et le calendrier de la 4^{ème} voie Marseille-Aubagne

Tous ces éléments impacteront l'emprise du site restant à aménager.

- en ce qui concerne les prévisions de commercialisation : la SOLEAM doit signer courant 2019 un acte authentique sur la cession à RFF pour des parcelles d'une contenance de 1a72ca.

Le montant de la participation prévisionnelle du concédant au coût de l'opération de 1 772 452 €, ainsi qu'il en découle du CRAC arrêté au 31 décembre 2018, demeure inchangé.

Le solde de 11 410 € sera à prévoir à la clôture de l'opération.

Afin de tenir compte de la nouvelle prorogation de la concession, la Métropole octroie à la SOLEAM une rémunération de 50 000 € afin de tenir compte des nouveaux frais de portage de l'opération, selon l'échéancier suivant :

- 2019 : 25 000 €

- 2020 : 25 000 €

Enfin, l'avance de 900 000 euros, versée en 2004, sera remboursée en fin de concession, conformément à la délibération ECO 4/665/B du 20 décembre 2003 portant sur l'approbation d'une convention d'avance de trésorerie.

Pour rappel, cette avance faisait suite à un besoin de trésorerie, compte tenu du retard de la perception de recettes résultant du report de la commercialisation, dans l'attente de la finalisation du projet de Pôle d'Echange.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DEEN 012-825/17/CT du 18 octobre 2017 portant sur l’approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2016 et de l’avenant n°14 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence d’approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2018, relatif à la concession d’aménagement n°98/432 la Barasse confiée à la SOLEAM et d’approuver l’avenant n°15 qui proroge de deux années la durée de la concession.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole Concession d’aménagement de la Barasse .Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2018. Approbation de l’avenant n°15.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 007-639/19/CT

■ **CT1 - Approbation de l’avenant n°1 au contrat de délégation de service public conclu avec la LCS Yachting Village sur le site des chantiers navals de la Ciotat**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 19/17644/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n° ECO 004-4138/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil Métropolitain a approuvé le contrat de délégation de service public pour la réalisation et l’exploitation d’un programme immobilier d’entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers navals de La Ciotat.

Un contrat de concession de travaux et de service public, d’une durée de trente ans, a été notifié le 24 septembre 2018 au Déléataire LCS Yachting Village. Par ce contrat, le Déléataire assure le financement, la conception, la construction, l’entretien, l’exploitation du Village d’Entreprises et les missions de service public qui y sont attachées.

L’article 11.2 du contrat prévoit que le Déléataire est chargé de proposer au Délégrant une méthodologie pour la rénovation ou la démolition des anciennes nefs. Le Déléataire peut dans ce cadre proposer un mode d’occupation susceptible de permettre l’exploitation des emprises concernées dans des conditions économiquement satisfaisantes. Il peut conduire des appels à projets à cette fin dans le cadre du code général de la propriété des personnes publiques, ce qui semble exclure, en creux, la conclusion de sous-concession de services ou de travaux.

Au regard des réflexions qui ont été menées depuis plusieurs mois par le Déléataire, il s’avère que les coûts de rénovation des bâtiments concernés ne peuvent être amortis qu’à condition de développer, dans ces bâtiments, des surfaces d’activités importantes. Compte tenu de la localisation des nefs au cœur du village d’entreprises, se pose alors la question de la rénovation de la nef de « Transit » en avance de phase, dans le respect des orientations stratégiques et de la destination du site naval.

Afin d’éviter d’introduire un biais de concurrence et de respecter l’orientation stratégique retenue pour le développement du Village d’Entreprises, il importe de garantir que l’accueil et la sélection des entreprises répondant à la destination du site naval soient effectués dans les conditions fixées au contrat.

Dans ce contexte, le Déléataire envisage de conduire le projet de rénovation de la nef « Transit » dans le cadre d'une sous-concession avec dévolution de droits réels qui serait conclue par le Déléataire avec l'accord de la Métropole pour une durée qui reste à définir.

Compte tenu du volume de la nef de « Transit », le projet de rénovation vise à réaliser 6 500m² de Surface de Plancher environ pour des locaux à usage économique (bureaux, locaux industriels). Ce projet de réhabilitation serait l'occasion d'y relocaliser les phases 3 et 4 du programme de travaux, initialement prévu à l'article 15.2 du contrat pour une surface de plancher de 4 000m². Le risque d'exploitation de ces parties relocalisées pourrait être partagé entre le Déléataire et le sous-concessionnaire choisi.

Le Déléataire a envisagé de conduire ce projet de rénovation de la nef dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, sur le principe d'une sous-concession avec dévolution de droits réels, dont la publication devrait intervenir au dernier trimestre 2019.

A l'issue de la procédure de publicité menée par le Déléataire, et compte tenu de l'évolution du programme de travaux lié au village d'entreprises, la Métropole et le Déléataire se rencontreront pour conclure un nouvel avenant au contrat de délégation de service public. Par cet avenant, le Déléataire approuvera le choix du sous-concessionnaire retenu par le Déléataire et le projet de contrat de sous-concession. Cet avenant permettra également de réviser le programme de travaux et le phasage initialement prévus par le contrat de délégation de service public, le projet de réhabilitation venant se substituer aux phases 3 et 4. Il permettra enfin de réviser, s'il y a lieu, les conditions économiques de ce contrat, dans la mesure où elles ne seront pas plus défavorables que les conditions actuelles.

Au vu de ces éléments, Il convient dans un premier temps de conclure un avenant n°1 pour autoriser le Déléataire à lancer une procédure de mise en concurrence, aux fins de réhabiliter les anciennes nefs, conformément à l'article 11.2 du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° ECO 004-4138/18/CM du 28 juin 2018, qui approuve le contrat de délégation de service public pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting sur le site des Chantiers navals de La Ciotat ;
- Le contrat de délégation de service public relatif à cette opération et notifié le 24 septembre 2018 au délégataire LCS Yachting Village ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 3 octobre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les réflexions qui ont été menées par le Déléataire pour procéder à la rénovation des anciennes nefs et les conditions envisagées pour conduire le projet de rénovation et permettre son amortissement.
- La procédure de mise en concurrence envisagée par le Déléataire, sur le principe d'une sous-concession avec dévolution de droits réels.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public avec la LCS Yachting Village, pour la réalisation et l'exploitation d'un programme immobilier d'entreprises dédié aux entreprises industrielles tournées vers le yachting .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 008-640/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant de prolongation à la convention entre la Métropole et le Centre Régional d'Education pour la Santé pour la mise à disposition d'affiches d'information sur le bruit dans la campagne de sensibilisation sur le Territoire Marseille Provence - Années scolaires 2019-2020 et 2020-2021

DEE 19/17765/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de lutte contre les nuisances sonores, la Métropole Aix-Marseille-Provence a la charge de l'évaluation et de la gestion du bruit dans l'environnement et plus particulièrement de la révision des documents réglementaires, à savoir la cartographie du bruit et le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), révision initiée dès 2015 par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au 1er janvier 2016, la Communauté urbaine est intégrée à la Métropole Aix-Marseille-Provence (compétente en termes de gestion des nuisances sonores) en tant que Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Par délibération n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 le Conseil de la Métropole a, par la suite, délégué ses compétences de gestion des nuisances sonores au Conseil de Territoire Marseille-Provence, qui poursuit les actions de MPM sur le même périmètre géographique.

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence a eu la volonté de compléter les actions liées aux obligations légales (cartographie et PPBE) et de les valoriser au sein, notamment, d'une large sensibilisation sur le bruit et la qualité de l'environnement sonore.

Le Territoire a notamment souhaité poursuivre l'organisation d'événements de sensibilisation et de communication.

Différentes actions de sensibilisation sur les nuisances sonores ont donc été réalisées dont, entre autres, l'adaptation pour le Conseil de Territoire de l'exposition « *Des sons et des bruits* », créée par le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CidB).

En 2016, l'objectif du Conseil de Territoire était de diffuser largement l'information auprès du grand public, par le biais de cette exposition et il souhaitait en optimiser l'exploitation.

Cela a notamment été réalisé dans le cadre d'une convention d'une durée de 3 ans (2017-2019) avec l'Association CRES PACA, pour une sensibilisation spécifique auprès de collégiens.

Le CRES PACA, engagé dans la campagne régionale « *Ecoute tes oreilles* », financée par

l'Agence Régionale de Santé (ARS PACA), a proposé de s'appuyer sur l'exposition du Conseil de Territoire pour sensibiliser les collégiens aux effets du bruit sur la santé (effets intra et extra-auditifs) en compléments des outils de sensibilisation déjà utilisés. Dans chaque établissement-candidat retenu dans ce cadre, la sensibilisation s'est déroulée sur deux ans et a été réalisée par diverses associations, pour le compte du CRES PACA.

Pour ce faire un jeu d'affiches, extraites de l'exposition du Conseil de Territoire et choisies pour s'articuler au mieux avec les objectifs pédagogiques de la campagne, a été remis aux collèges retenus (12 panneaux sur 24 sélectionnés car traitant du bruit en tant que phénomène physique, de ses impacts sur la santé et de la prévention).

En complément, le Conseil de Territoire Marseille-Provence a également mis à disposition du CRES PACA deux exemplaires de l'exposition réduite, destinés au prêt. Et ce, afin d'assurer, hors cadre de campagne ARS, une large diffusion auprès des établissements intéressés, et de déployer un peu plus la sensibilisation du jeune public.

L'ARS PACA souhaite aujourd'hui poursuivre la campagne de sensibilisation encore deux années. Par conséquent, le CRES PACA propose de poursuivre la sensibilisation initiée en 2017 sur Territoire Marseille-Provence pour deux années scolaires.

Cette sensibilisation a bénéficié d'un bilan satisfaisant, l'exposition ayant connu un franc succès auprès des collèges, dans et hors cadre de campagne ARS.

En effet, depuis le début de la campagne, 18 établissements du Territoire Marseille-Provence ont pu bénéficier de cette sensibilisation.

Et une dizaine d'établissements du Territoire a fait une demande de prêt de l'exposition. Certains envisagent d'ailleurs d'ores et déjà d'effectuer une nouvelle demande pour sensibiliser les collégiens dans le cadre du programme de sciences des élèves.

Il semble donc pertinent de poursuivre cette sensibilisation auprès des collèges du Conseil de Territoire Marseille-Provence, d'autant plus qu'elle s'est inscrite dans la continuité des actions de sensibilisation réalisées (événements grand public), et a permis de les compléter en touchant un public (scolaire) lui étant difficilement accessible au regard de ses compétences.

La poursuite de cette sensibilisation sera réalisée dans les mêmes conditions que précédemment et s'inscrira pleinement dans les actions fixées par le nouveau Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), récemment approuvé en Conseil de Territoire et en vigueur pour 5 ans.

Aussi le Territoire Marseille-Provence souhaite donc poursuivre son soutien au CRES PACA dans la campagne de sensibilisation des collégiens et ce,

en assurant la reproduction d'exemplaires de l'exposition destinés aux établissements intéressés, afin d'inscrire la sensibilisation dans la durée.

La poursuite de cette campagne de sensibilisation s'inscrit ainsi dans les programmes scolaires de sciences pour les années 2019-2020 et 2020-2021.

La prolongation de la collaboration entre le Conseil de Territoire et le CRES PACA pour cette sensibilisation est fixée par les modalités définies dans l'avenant n°1, joint à la présente délibération, qui engage les deux parties pour les années à venir.

L'avenant n°1 prolonge ainsi de 2 ans la durée de la convention initiale qui s'achève prochainement (9 mars 2020) et ce, de façon à couvrir les deux années scolaires visées (la fin de l'année scolaire 2019-2020 et l'année scolaire 2020-2021) et un délai supplémentaire notamment pour l'élaboration de bilans par le CRES PACA: un bilan des deux années écoulées ainsi qu'un bilan global depuis le début de la campagne.

Cet avenant permettra de prolonger de 2 ans la convention qui s'achèvera ainsi au 9 mars 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi du 12 juillet 1999 sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixations des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Les délibérations DDIP 001-694/13/CC et PEDD 009-301/14/CC de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour l'évaluation et la gestion des nuisances sonores urbaines sur le territoire communautaire ;
- La délibération du 24 septembre 2019 qui approuve le Plan de Prévention du Bruit

dans l'Environnement (PPBE) du Territoire Marseille-Provence.

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La loi 2005-1319 du 26 octobre 2005, instituant de nouvelles obligations pour la communauté urbaine en matière de planification de la lutte contre les nuisances sonores ;
- La délibération ENV 005-1257/16/BM portant approbation de la convention avec le Centre Régional d'Education pour la Santé (CRES PACA) pour la mise à disposition d'affiches d'information sur le bruit dans la campagne de sensibilisation sur le territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Qu'il est important pour le Conseil de Territoire-Marseille d'étendre et poursuivre la sensibilisation sur le bruit et ses effets sur la santé ;
- Qu'il est important pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence de mettre à disposition du CRES PACA l'exposition «Des sons et des bruits» adaptée au contexte local, afin de sensibiliser efficacement le jeune public ;
- Qu'il est donc important pour le Conseil Territoire Marseille-Provence de prolonger d'une durée de deux ans la convention initiale signée avec le CRES PACA, afin de couvrir les années scolaires visées (2019-2020 et 2020-2021), afin que l'Association poursuive la sensibilisation auprès du jeune public.

DELIBERE

Article 1:

Est approuvé l'avenant de prolongation, ci-annexé, à la convention signée avec le CRES PACA consistant à mettre à disposition de l'Association pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021 des jeux d'affiches issues de l'exposition « Des sons et des bruits » du Territoire Marseille Provence dans le cadre d'une sensibilisation pour une durée de deux années supplémentaires.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant à la Convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 009-641/19/CT

■ CT1 - Demande de subvention de fonctionnement dans le cadre de l'appel à projets Dragage et gestion terrestre des sédiments de dragage : mutualisation et valorisation

**Avis du Conseil de Territoire
DEE 19/17769/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'élaboration d'un document de planification concerté des activités de dragage pour les ports de plaisance fait partie des mesures encouragées par le Ministère de la transition écologique et solidaire et sa Direction Interrégionale de la Mer Méditerranée (DIRM). Au sein du Plan d'Actions pour le Milieu Marin (PAMM) « Méditerranée occidentale » dont l'objectif est l'atteinte du bon état écologique des eaux marines en 2020, sont recensées les différentes mesures. Parmi elles, on trouve la mesure « M024-NAT1b : favoriser la mise en œuvre de schémas d'orientation territorialisés des opérations de dragage et des filières de gestion des sédiments, évolutifs et adaptés aux besoins locaux ».

Cette démarche de mutualisation est aussi un objectif affiché du programme opérationnel du Livre Bleu porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence (fiche 7_5 - Mutualiser les procédures de dragage des ports de plaisance).

Dans ce contexte, la DIRM a lancé un appel à projet intitulé « dragage et gestion des sédiments de dragage : mutualisation et valorisation ». De son côté, la métropole Aix-Marseille-Provence entreprend une étude globale de schéma territorialisé de dragage qui rentre dans les critères du lot 3 de cet appel à projet : « Schémas d'orientation territorialisés des opérations de dragages, modèles économiques et outils de gestion ». L'étude en question est intitulée : Réalisation d'un schéma territorial de dragage et d'une demande d'autorisation commune pour les travaux de dragage des ports de plaisance de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du Département des Bouches-du-Rhône et des bases nautiques des Villes de Carry-Le-Rouet, Marseille et Saint-Chamas.

A ce titre, une demande de subvention est envisagée auprès de la DIRM et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), partenaires financeurs de cet appel à projet.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 230 000 € HT, est le suivant :

ORGANISMES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	38,81 %	89 271,00 euros
DIRM	23,29 %	53 562,60 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille-Provence	37,90 %	87 166,40 euros
TOTAL	100 %	230 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le code des transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole

au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance ;
- Que dans le cadre d'une participation à l'appel à Projet intitulé « dragage et gestion des sédiments de dragage : mutualisation et valorisation », la métropole Aix-Marseille-Provence sollicite une aide financière à la Direction Inter Régionale de la Mer (DIRM) et à l'Agence de L'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération relatif à la demande de subvention dans le cadre de l'appel à projet ci-dessus décrit.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 010-642/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un dispositif de grutage des aires de carénage des sociétés nautiques du Vieux-Port

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17811/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis:

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance. 24 ports sont situés sur le territoire de Marseille Provence (CT1), 2 sur le Territoire d'Istres Ouest Provence (CT5) et 2 sur le territoire du Pays Salonais (CT3).

La gestion du Vieux-Port de Marseille intègre trois périmètres gérés par voie de délégation de service public, consentis respectivement au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (DSP1), à la Société Nautique de Marseille (DSP 2) et à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (DSP 4). Le Vieux-Port intègre par ailleurs plusieurs contrats d'occupation temporaire consentis à des sociétés nautiques, dont les infrastructures relèvent de la Métropole.

Dans ces contrats d'AOT, parmi les infrastructures dont la Métropole à la charge, figurent les aires de grutage et de carénage de certaines sociétés nautiques. Ces aires ont fait l'objet d'un projet global de mise aux normes, au travers des travaux relatifs à la semi-piétonisation autour du Vieux-Port de Marseille. Pour autant, ces travaux actés au travers des délibérations VOI 020-1536/09/CC du 2 octobre 2009, VOI 003-448/11/CC du 8 juillet 2011 et POR 001-107/12/CC du 13 février 2012, n'ont pas permis la réfection de l'ensemble des aires de grutage à ce jour.

En conséquence, cinq sociétés nautiques en contrat d'occupation sur le Vieux-Port :

- Les Canotiers Marseillais ;
- Le MACT (Marseille Accueil Culture et Traditions) ;
- Le GPPP (Groupe des Pêcheurs Provençaux et Plaisanciers) ;
- Mer et loisirs ;
- L'APPPS J (Association des Pêcheurs Professionnels et Plaisanciers de Saint-Jean) ; ne disposent pas à ce jour d'une aire de grutage et de carénage aux normes. Alors que la Métropole a planifié la réalisation de ces travaux de mise aux normes sur les espaces concernés dans le courant de l'année 2020, il est nécessaire de permettre aux de ces espaces de réaliser le carénage de leurs bateaux, en conformité avec les réglementations en vigueur.

ne disposent pas à ce jour d'une aire de grutage et de carénage aux normes. Alors que la Métropole a planifié la réalisation de ces travaux de mise aux normes sur les espaces concernés dans le courant de l'année 2020, il est nécessaire de permettre aux occupants de ces espaces de réaliser le carénage de leurs bateaux, en conformité avec les réglementations en vigueur.

Le non-respect temporaire par la Métropole de mise aux normes des surfaces mises à disposition et l'impossibilité pour les sociétés nautiques d'apporter les services de grutage à leurs sociétaires fait naître à l'encontre de ces derniers un préjudice que la Métropole s'engage à prendre en charge financièrement pour un montant estimé à 50000 euros. Le remboursement s'effectuera aux cinq sociétés nautiques concernées, sur présentation des factures des délégataires du Vieux port.

Afin d'assurer cette prestation, des avenants ont été réalisés avec les délégataires du Vieux-Port autorisant notamment ces derniers à procéder au grutage des sociétés nautiques du Vieux-Port se trouvant dans une incapacité technique ou fonctionnelle de réaliser celui-ci par ses propres moyens.

Cette solution palliative sera en vigueur jusqu'à la réalisation des travaux de mise aux normes des sociétés nautiques concernées, programmés pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Les délibérations MER 001-4234/18/CM, MER 002-4235/18/CM et MER 004-4237/18/CM du 28 juin 2018 portant délégations de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération MER 004-6014/19/CM du 16 mai 2019 et les délibérations MER 001-6506/19/CM et MER 002-6507/19/CM du 20 juin 2019 portant approbation des avenants n°1 aux délégations de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Vieux-Port de Marseille ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine : Approbation d'un dispositif de grutage des aires de carénage des sociétés nautiques du Vieux-Port.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au projet de délibération d'approbation d'un dispositif de grutage des aires de carénage des sociétés nautiques du Vieux Port.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 011-643/19/CT

■ CT1 - Redevances d'occupation du Domaine Public Portuaire et prestations annexes pour l'année 2019 - Territoire Marseille-Provence - Nouveau tarif pour l'implantation de la Grande Roue

Avis du Conseil de Territoire DEE 19/17793/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant pour avis :
Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement.

La délibération MER 00565521/19/CM approuvée lors de la séance du Conseil de Métropole a ainsi fixé les tarifs pour l'année 2019.

La Grande Roue, élément de valorisation touristique pour la Métropole, s'implante à échéances régulières sur le Domaine Public Maritime Portuaire du Territoire Marseille-Provence.

Afin de permettre cette occupation, il est nécessaire de fixer un tarif qui sera équivalent à celui pratiqué

par la Ville de Marseille sur son espace public à savoir 8076 €/mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération métropolitaine : Complément à la délibération MER 005-5521/19/CM fixant les redevances d'occupation du Domaine Public Portuaire et prestations annexes pour l'année 2019- Territoire Marseille-Provence-Ajout d'un nouveau tarif pour l'implantation de la Grande Roue

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération métropolitaine : Complément à la délibération MER

005-5521/19/CM fixant les Redevances d'occupation du Domaine Public Portuaire et prestations annexes pour l'année 2019- Territoire Marseille-Provence-Ajout d'un nouveau tarif pour l'implantation de la Grande Roue.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 012-644/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée DPEATSV 19/17868/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création, s'est saisie des enjeux majeurs de soutien au tissu des TPE–PME du territoire. Positionner l'institution comme un facilitateur de la vie des entreprises est l'une des orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique. En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la collectivité a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence et ainsi contribuer au développement des entreprises locales

Le programme d'intérêt national Euroméditerranée place Marseille au rang de première place économique d'Europe du Sud avec plus 37000 emplois privés et 6500 emplois publics regroupés sur un territoire en pleine mutation.

La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée est une association loi 1901 qui a pour objectif l'animation et la promotion des entreprises attirées par le projet Euroméditerranée. Acteur économique incontournable de la ville de Marseille, l'association est un partenaire de référence dans le développement économique aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis 2017.

L'association est présidée par Sandra CHALINET et compte deux salariés permanents. L'association couvre aussi bien les entreprises implantées sur le secteur Euroméditerranée que celles intéressées par l'attractivité du projet. L'association totalise plus de 250 adhérents de l'aire métropolitaine.

Créée initialement pour fédérer les entreprises installées sur le secteur d'Euroméditerranée, l'association est aujourd'hui tournée vers le renouveau économique de la Cité Phocéenne et s'est donnée pour missions :

- d'associer ses adhérents aux grands projets de la Métropole : Euroméditerranée 1 et 2, Marseille 2013, ITER, etc ;
- de favoriser le business développement par le maillage au sein de l'association et avec le tissu associatif et économique environnant ;
- d'apporter des services de proximité : crèche d'entreprise, développement durable, transports ...
- d'œuvrer pour l'emploi et la formation.

En ce qui concerne le fonctionnement, l'association se compose en trois catégories de membre : les membres fondateurs avec la CCIMP et l'EPAEM, les membres actifs et les membres associés.

En 2018, l'association a été financée en grande partie par l'EPAEM (35 000 €), la Métropole (5 000 €), la CCIMP (2 000 €) et 41 810 € d'adhésion des entreprises.

Ils ont également pu équilibrer leur budget en étant hébergé gratuitement par l'EMD Business School.

L'association emploie 1,8 ETP (Equivalent Temps Plein) et un stagiaire.

La vocation de l'association est de faciliter les échanges, accueillir, informer, établir des passerelles entre les entreprises installées sur le périmètre Euroméditerranée. Elle associe ses adhérents aux grands projets de la Métropole (entrepreneuriat, innovation, emploi, culture, développement économique, ...), favorise le maillage des adhérents avec le tissu économique (Métropole Aix-Marseille-Provence, CANE, UPE 13, CCIMP, Convergence 13, ...). Elle œuvre également en faveur de l'insertion, de l'emploi et de la formation, de l'innovation, de la mobilité (Euromob), des enjeux de développement durable, de RSE et d'attractivité du territoire.

Bilan des actions 2018

- Développement du territoire par le biais de visites de chantiers (TLM, les Fabriques...)
- Organisation « conférences VIP »
- Lancement des soirées « lundis » présentation des entreprises adhérentes
- Création de la journée de la mobilité sur la thématique « extension périmètre Euromed »
- Actions Business « Speed Dating », déjeuners autour de l'innovation (concours Med'innovant)
- Promotion du partenariat entre la CCIMP/ EPAEM
- Accompagnement TPE/PME sur la thématique, Forum « EuromedTier », petits déjeuners RH, sensibilisation des entreprises autour du dispositif Plan Local Emploi Insertion.

Programme Prévisionnel des actions 2019

- Collaboration avec l'EPAEM sur l'extention (Visites, petits déjeuners...)
- Développement portefeuille entreprises (Cool Business Dating, Lundi's, petits déjeuners « nouveaux adhérents », visites culturelles)
- Implication des utilisateurs au projet urbain conduit par EPAEM (Club des ambassadeurs, outils de communication, Médiane/Community Management)
- Promotion du partenariat CCIMP/ EPAEM
- Accompagnement TPE/PME sur la thématique, Forum « EuromedTier », petits déjeuners RH, sensibilisation des entreprises autour du dispositif Plan Local Emploi Insertion
- Création de passerelle entre le monde économique et les collégiens
- Réalisation de « E.mobilité » Meet-up, événements, cartographie en ligne, pack test mobilité alternative, présentation entreprises, comité de pilotage, communication

Il est proposé au Conseil de Territoire de Marseille Provence de participer au fonctionnement de l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée en apportant une subvention à hauteur de 5.000 euros au titre de l'année 2019.

L'association a sollicité le Conseil de Territoire de Marseille Provence pour une subvention à hauteur de 10.000 euros et devra en conséquence équilibrer son budget prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance ;
- L'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emploi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises situées sur son territoire ;
- L'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises localisées sur le territoire Marseille Provence, secteur d'Euroméditerranée, en leur proposant des services adaptés.

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5.000 € au titre de l'année 2019 à l'association La Cité des Entrepreneurs d'Euroméditerranée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence - Chapitre 65 - Article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 013-645/19/CT

■ CT1 - Approbation d'un avenant à la convention 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est DPEATSV 19/17902/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST) a été délibéré, par le Territoire, le 26 Juin 2018 pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accompagner vers l'emploi des personnes qui sont en difficulté sociale et professionnelle du bassin de vie Est du territoire de Marseille Provence.

Il formalise les engagements de l'ensemble des partenaires dans la mise en œuvre d'un plan d'actions porté par l'association d'animation du PLIE, Ciotat Emploi Initiatives, définissant des objectifs de suivi et d'accès à un emploi ou à une formation qualifiante.

Dans ce cadre, par délibération VECO 004-152/19/CT du 26 Mars 2019, le Conseil de Territoire Marseille Provence doit verser en 2019 et en 2020 à Ciotat Emploi Initiatives, structure d'animation du PLIE MP EST, la somme de 340000 euros (dont 130000 euros inscrit à l'Etat spécial du Territoire Marseille-Provence pour l'accompagnement des personnes à faible niveau de qualification ; 210000 euros provenant de la convention de fonds de concours qui lie la Métropole au Conseil Départemental pour l'accompagnement des Bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active) pour la réalisation des objectifs annuels du protocole.

Le bilan technique provisoire 2019 du PLIE MP EST présenté lors du comité technique du 30 Septembre 2019 montre, notamment, les résultats suivants :

- 451 personnes accompagnées à l'emploi (contre 450 personnes attendues),
- Dont 113 personnes accompagnées à l'emploi résidents en Quartier Politique de la Ville (contre 90 personnes attendues)

Ainsi, il est constaté une réalisation substantielle des objectifs quantitatifs et qualitatifs attendus dans le protocole d'accord.

Afin d'alléger la gestion de la trésorerie du PLIE MP EST, il est proposé d'anticiper l'échéance du versement du solde du financement issu du Conseil de Territoire, soit 39 000 euros.

Il est nécessaire d'effectuer un avenant à la convention de l'article 4 : Obligations comptables.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- La délibération EMP 003-2736/17/CM du 19 Octobre 2017, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) Organisme Intermédiaire de Gestion et de Contrôle du FSE pour le compte des Plans Locaux pour l'insertion et l'Emploi du territoire métropolitain (PLIE). Avis de principe relatif à la désignation en qualité d'organisme de contrôle du FSE pour le compte du PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 Octobre 2018, Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020) - Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 ;
- La délibération EMP 001-2471/17/BM du 19 Octobre 2017, pour la Demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ; La délibération VECO 004-329/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre PLIE MP Est – Approbation d'un protocole - Approbation

d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 ;

- La délibération VECO 004-329/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est PLIE MP Est – Approbation d'un protocole - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 004-152/19/CT du 26 Mars 2019, Attribution d'une subvention à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de modifier la convention initiale afin d'alléger la gestion de la trésorerie du PLIE MP EST et anticiper l'échéance du versement du solde de l'année 2019.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST).

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 014-646/19/CT

■ **CT1 - Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Ciotat Emploi Initiatives gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est - Approbation d'une convention pour l'année 2019 DPEATSV 19/17874/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Ciotat Emploi Initiatives est un acteur incontournable dans l'accompagnement des politiques publiques d'aide à l'emploi autour de la ville de La Ciotat.

Aussi, Ciotat Emploi Initiatives est gestionnaire du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est (PLIE MP EST) dont l'action est précisée dans le protocole d'accord PLIE 2018-2022 ainsi que les moyens accordés pour y parvenir (l'Etat, le Fonds Social Européen (FSE), la Région, le Département, la commune de La Ciotat).

Si le bassin Est connaît ces dernières années une amélioration économique, une partie de la population reste encore éloignée du marché de l'emploi. Ainsi, par exemple, La Ciotat est identifiée comme Quartiers de veille active (QVA), au sens de la politique de la ville.

Cette situation a engendré une évolution des orientations des partenaires et donc une adaptation des actions de l'association gestionnaire du PLIE MP EST.

Il est donc utile d'établir un plan d'actions portant amélioration de l'orientation et la prescription des publics en insertion et à faible niveau de qualification sur le bassin Est du Territoire Marseille Provence.

Ce plan d'actions permettra d'améliorer la visibilité du PLIE MP EST et la qualité de l'orientation des publics ciblés en :

- Promouvant le dispositif d'accompagnement à l'emploi : communication de l'offre de service, information collective, affichage, rencontre de partenaires de terrain,
- Diversifiant le réseau des prescripteurs : collaboration avec les communes, les centres communaux d'action sociale (CCAS) du bassin Est, les clubs sportifs et culturels, centres sociaux, les partenaires de la Politique de la Ville....

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VECO 004-329/18/CT du 26 Juin 2018, Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre PLIE MP Est – Approbation d'un protocole - Approbation d'une modification du protocole d'accord 2018-2022 ;
- La délibération VECO 004-152/19/CT du 26 Mars 2019, Attribution d'une subvention à l'association - Ciotat Emploi Initiatives - pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Est pour l'année 2019 - Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2020.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétente pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que le Conseil de Territoire souhaite, à court terme, améliorer la prescription des publics en insertion et à faible niveau de qualification sur le bassin Est du Territoire Marseille Provence ;

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle d'un montant de 50 000 euros à l'association Ciotat Emploi Initiatives au titre de l'exercice 2019.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière ci-annexée conclue avec l'association Ciotat Emploi Initiatives.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 – Article 65748 – Fonction 65 – Sous-Politique E 120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 015-647/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au comité Départemental Handisport des Bouches du Rhône DCOM 19/17969/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Comité Départemental Handisport des Bouches du Rhône a comme objectifs principaux le développement, la coordination et la promotion de la pratique sportive pour les personnes handicapées physiques et /ou sensorielles sur l'ensemble du territoire départemental.

Le comité compte aujourd'hui 806 licenciés repartis dans 30 clubs sportifs.

L'organisation d'un meeting international d'athlétisme handisport sur piste est un formidable moyen de découverte et de promotion de cette discipline handisport pour les instances locales ainsi que pour l'ensemble des licenciés. Le meeting étant ouvert aux valides, c'est aussi l'occasion pour tous de partager une même passion le sport.

A ce titre, il est proposé de soutenir cet événement par l'octroi d'une subvention de 2500€ TTC .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 2 500€ TTC au Comité Départemental Handisport des Bouches du Rhône.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 CT1 A 710-65748-022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 016-648/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à l'association Jeunesse sportive Châteauneuf-la-Mède DCOM 19/17973/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La jeunesse sportive Château neuf la Mède a créé pour la saison 2019-2020 une section de sport adapté qui s'adresse au public porteur d'un handicap désireux de pratiquer du football dans un contexte sportif de qualité avec un encadrement d'éducateur diplômé.

Ce projet est né du souhait, du Président, Monsieur Taboubi Othman d'ouvrir la pratique du football à un public spécifique, qui est souvent isolé et n'a pas forcément accès au sport.

Ce projet doit permettre au public porteur de handicap du foyer de vie de la commune de pratiquer l'activité de football à proximité de son lieu de résidence avec l'encadrement d'un éducateur diplômé en créant une section de football adapté sur la commune et ainsi permettre à un public spécifique de découvrir la pratique du football dans un complexe sportif de la ville.

L'octroi de la subvention pour un montant de 5 000€ TTC permet de financer un éducateur spécialisé et du matériel sportif adapté au handicap.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire

à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 5000€ TTC à l'association jeunesse sportive

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 CT1 A 710-65748-022

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 017-649/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention au théâtre NONO

DCOM 19/17975/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet du Théâtre NoNo s'est, depuis l'inauguration en septembre 2017 de sa nouvelle salle de spectacle, considérablement développé, en articulant son activité autour de deux ancrages fondamentaux : la création artistique et les publics.

Ainsi, à la mission première de création dramatique de la compagnie, se sont agrégés des enjeux de territoire, régional et européen, et l'enjeu d'un soutien à la jeune création par l'établissement de résidences, d'accompagnement et de compagnonnage à moyen et long terme, de compagnies artistiques émergentes.

Le mois de la jeune création est ainsi reconduit pour sa troisième édition, et permet de faire découvrir au public 6 créations inédites nées du travail théâtral, chorégraphique ou lyrique d'artistes tout récemment structurés en compagnies.

Les rencontres Marseille en Mai – préfigurées par les Rencontres Lili Pastré en 2017 – sont également au programme 2019, avec l'accueil de créations internationales originales, mais aussi un cycle de rencontres et de séminaires autour des thématiques communes au monde de la Culture et à celui de l'entreprise lors des rencontres européennes Art et Économie, et la perspective de nouvelles modalités de partenariats innovants.

La transmission est la colonne vertébrale du projet artistique du théâtre nono : transmission de l'expérience, des savoirs et des outils. Elle induit le lien de compagnonnage entretenu avec les artistes en résidence, et avec les étudiants en apprentissage.

L'école Le Cerisier fondée en 2017 – 12 étudiants - entame son second cycle de travail et présentera « Le Tartuffe » et « Le Misanthrope » de Molière, puis « Les Trois Soeurs » de Tchekhov au théâtre NoNo entre janvier et juin 2019.

La présence permanente d'artistes et d'équipes artistiques dans le lieu permet l'accueil du public et des populations lors d'initiatives de sensibilisation : stages, rencontres en milieu scolaire, ateliers de pratique artistique, cours amateurs, rencontres bord de plateau, échanges avec les enseignants, avec des associations de formation continue, et la mise en place de conventions de partenariat adaptées à chaque contexte.

Un travail mené autour des enjeux d'itinérance et de territoire configurent le développement d'un projet spécifique articulant création et mobilité. Le dîner-spectacle Entremets-Entremots sera réalisé en partenariat avec plusieurs villes et villages du département, et l'événement itinérant La Caravane des Fous, sillonnera les rues des communes de la communauté vallée des Baux-Alpilles.

Le Théâtre NoNo ouvre ainsi ses portes à de nouvelles perspectives de collaboration avec le secteur associatif, entrepreneurial et culturel du territoire et de nombreuses initiatives et manifestations s'y déroulent – Vélo-Tour, séminaire Institut Régional de Formation des travailleurs Sociaux, accueil de manifestations exceptionnelles Chorale du Roy d'Espagne, Le GMEM, la chorale inter-associative sous la direction de l'ensemble C-Barré, Biennale des Arts du Cirque, Marseille Provence Gastronomie 2019...-

Par ailleurs la compagnie Théâtre NoNo poursuit en 2018 et 2019 son aventure artistique en Europe et dans le monde en générant des coproductions plurielles avec des structures internationales – Pays-Bas, Russie, Chine, Allemagne, Belgique – et en nourrissant des échanges avec de nombreuses compagnies et opérateurs artistiques, des ateliers européens, des masterclass.

Lieu convivial où les spectateurs aiment à se retrouver pour découvrir des propositions artistiques singulières, le théâtre NoNo est aussi une maison-théâtre où les artistes et les publics se rencontrent et échangent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 50 000 euros TTC au théâtre NONO.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le théâtre NONO.

Article 3 :

Monsieur le Président du conseil de territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 EST CT1 – A710/65748/022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VECO 018-650/19/CT

■ CT1 - Attribution d'une subvention à la Fondation Camp des Milles DCOM 19/17985/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Fondation Camp des Milles a pour but d'aménager les espaces et bâtiments de l'ancienne Tuilerie des Milles, située à Aix-les Milles, devenue en 1939-1942 camp d'internement et de déportation, pour en faire un haut lieu de Mémoire et d'Histoire de l'internement des « étrangers » et de la déportation des juifs, au service de l'Éducation Citoyenne et de la Culture.

Elle œuvre par tous moyens, en particulier en direction des nouvelles générations, afin de sauvegarder et de valoriser cet exceptionnel patrimoine historique et culturel, à dimension nationale, européenne et internationale.

Son action éducative et culturelle est destinée à renforcer la vigilance et la responsabilité des citoyens face à l'antisémitisme et à tous les racismes et fanatismes, en s'appuyant d'une part sur la mémoire et l'histoire de la Shoah et des crimes de masse commis pendant la Seconde Guerre mondiale mais aussi des résistances à ces crimes, et en tirant parti d'autre part des acquis scientifiques permettant de comprendre, dans un but de prévention, les processus individuels et collectifs qui peuvent conduire à ces crimes, ainsi que ceux qui permettent de s'y opposer.

La Fondation du Camp des Milles œuvre depuis son ouverture en 2012, en faveur de la prévention des extrémismes, des racismes, de l'antisémitisme et de la discrimination, de la transmission de la mémoire et de l'éducation à la citoyenneté. Chaque année, de nouvelles demandes sont formulées de la part d'acteurs de terrain (société civile, acteurs de l'éducation formelle et informelle, collectivités territoriales, partenaires public) et la Fondation tente d'y répondre avec la rigueur scientifique et pédagogique qui la caractérise. Chaque année également, les publics sont toujours plus nombreux à venir découvrir le Site-Mémorial et son approche pédagogique unique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Les demandes de subventions qui émanent des associations du territoire qui portent des projets mettant en valeur le territoire, conduisent le conseil de territoire à répondre au cas par cas et à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par cette association dans le rayonnement et l'attractivité du territoire

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention d'un montant de 50 000 euros TTC à la Fondation Camp des Milles.

Article 2 :

Est approuvé la convention ci-annexée conclue avec la Fondation Camp des Milles.

Article 3 :

Monsieur le Président du conseil de territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget
2019 EST CT1 – A710/65748/022.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.